

rapport annuel

1995

JICA LIBRARY



1208468 [7]

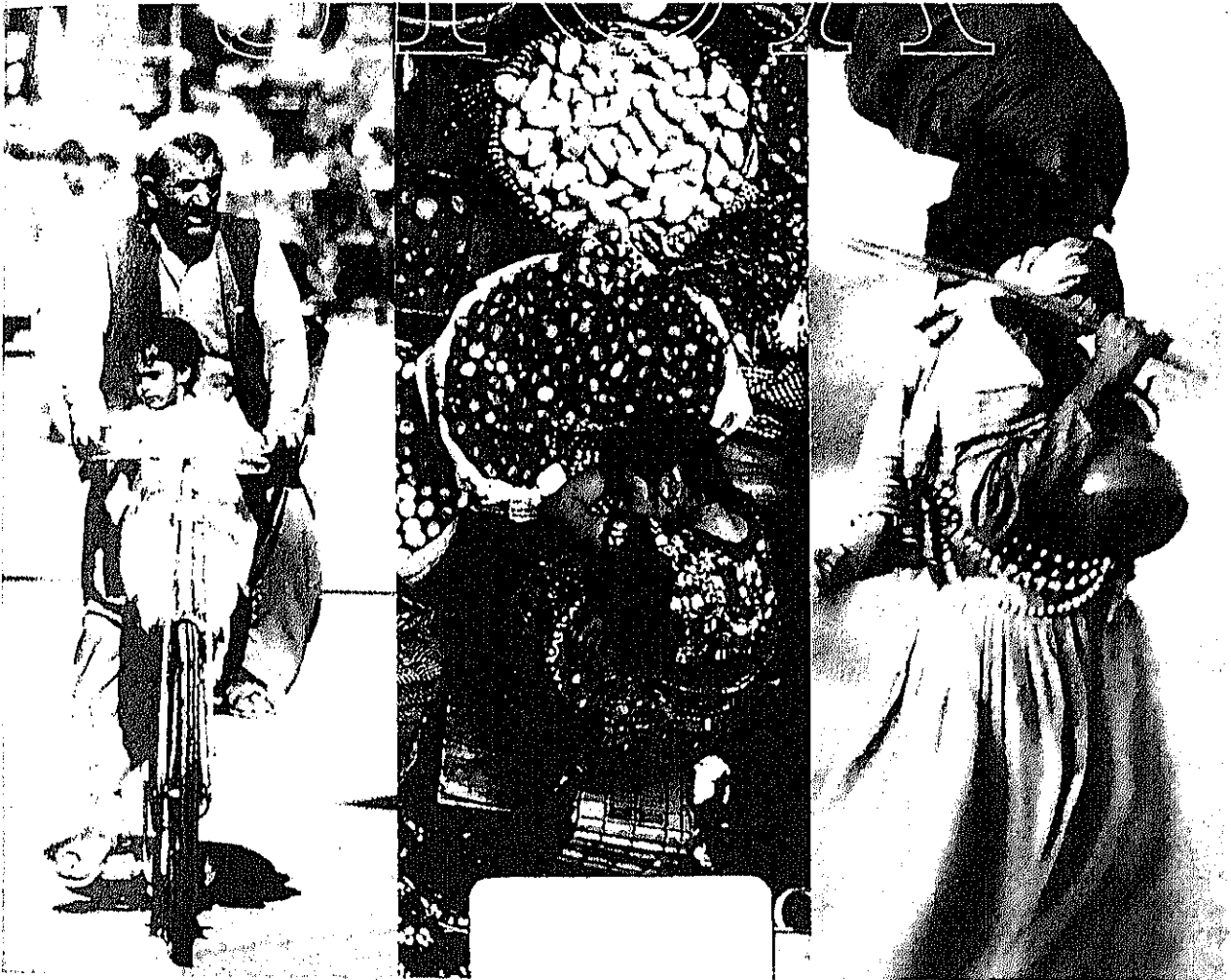
AGENCE JAPONAISE DE COOPERATION INTERNATIONALE



Report Annuel

1995

JICA



Agence Japonaise de Coopération Internationale



1208468 [7]

Rapport Annuel

•

1995

Agence Japonaise de Coopération Internationale

**Rapport annuel 1995 de l'Agence Japonaise de Coopération
Internationale**

1 ^e Partie	La coopération internationale et JICA
2 ^e Partie	Perspectives régionales
3 ^e Partie	Engagement dans les projets
Appendice	Résultats d'ensemble des activités 1994

En couverture
photos de droite et de gauche : JICA
Photo du centre : Œuvre du Concours photos de JICA
«Au milieu d'un rêve», Yosika Nakata
Au dos du volume : JICA

Agence Japonaise de Coopération Internationale

P r é f a c e

Depuis sa création en 1974, l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA) assure aux pays en développement une coopération à base gouvernementale, sous forme de coopération technique, de coopération financière non-remboursable et d'envoi de Volontaires Japonais pour la Coopération à l'Etranger (JOCV). Aujourd'hui, 33 ans se sont écoulés depuis le début de ces opérations.

Entre-temps, la guerre froide a pris fin, mais la société internationale semble encore à la recherche d'un nouveau modèle planétaire. Différentes conférences ont été organisées, par exemple en 1992, la Conférence Internationale sur l'Environnement et le Développement, en 1993, la Conférence Mondiale sur les Droits de l'Homme, en 1994, la Conférence Internationale sur la Population et le Développement, en mars 1995, le Sommet sur le Développement Social centré sur la lutte contre la pauvreté, en septembre, la Conférence mondiale des femmes sur le thème du rôle des femmes dans le développement (WID). Le fait que tous les pays de la planète cherchent à résoudre ces problèmes communs à l'humanité, préfigure le monde au siècle prochain. Par ailleurs, un phénomène "d'essoufflement de l'aide" est constaté parmi les pays industrialisés. Suite au développement économique "miracle" des pays d'Asie de l'Est, auquel le Japon a largement contribué, les espoirs de l'humanité tendent à se focaliser sur le Japon. Conscient de cette situation, le Japon renforce son Aide Publique au Développement (APD) à titre de contribution à la communauté internationale. En 1992, il a présenté sa conception fondamentale et les points essentiels de son APD dans sa "Charte de l'aide au développement", et en 1993, son 5e Plan à moyen terme.

JICA, organisme principal d'exécution de l'APD japonaise, s'efforce de comprendre les problèmes prioritaires des pays concernés. Dans ce but, l'an dernier, le Département de l'étude de formulation de projets a été créé afin d'améliorer son système d'exécution. Par ailleurs, JICA soutient les autres pays d'Asie de l'Est, qui rejoignent progressivement les rangs des pays donateurs, en assurant une coopération Sud-Sud en faveur des autres pays en développement. Pour assurer une coopération plus efficace avec la participation de personnes plus diversifiées, JICA essaie également d'élargir la coopération en liaison avec les collectivités locales du Japon et l'envoi de volontaires bénéficiant d'une expérience professionnelle du secteur privé.

Depuis sa fondation, JICA s'inspire du slogan «Développement des pays, valorisation des ressources humaines, communication à cœur ouvert», et poursuit sa coopération d'une manière plus affinée. Cette année, nous fêtons le 30e anniversaire de la création des Volontaires Japonais pour la Coopération à l'Etranger (JOCV), suite à l'envoi des 5 premiers volontaires sur le sol laotien en 1965. Jusqu'en 1994, 14.614 volontaires ont été envoyés dans 62 pays, où ils ont été soutenus par la compréhension et l'assistance de nombreuses personnes. Il est encourageant de constater que ces volontaires ont accru la compréhension d'un grand nombre de gens à l'égard de leurs activités et inspiré de la sympathie.

J'ai le plaisir de vous présenter le rapport annuel 1995 de JICA, et je serais heureux s'il pouvait aider un plus vaste auditoire à mieux connaître les activités de la coopération internationale.

Octobre 1995



Kimio Fujita

Président

Agence Japonaise de Coopération Internationale

Sommaire

■ 1^e Partie - La coopération internationale et JICA

Chapitre 1 - Aperçu de l'Aide Publique au Développement (APD) du Japon et des activités de JICA

APD japonaise et JICA	3
Aperçu des activités de JICA en 1994	9

Chapitre 2 - Engagement dans de nouvelles questions

20 ans d'histoire - un objectif : la valorisation des ressources humaines	12
Réponses aux questions mondiales :	
dégradation de l'environnement, surpopulation et WID, etc.	18
Approche par pays, renforcement et élargissement de l'évaluation	24
Renforcement de la formulation de projets	25
Promotion de l'aide participative des Japonais	27
Collaboration avec les autres pays industrialisés et les organisations internationales	30
Promotion du soutien à la coopération entre pays en développement (coopération Sud-Sud)	31

■ 2^e Partie - Abrégé des activités réalisées par région

Chapitre 1 - Asie I (Asie de l'Est et du Sud-Est)	37
Chapitre 2 - Région Asie II (Asie du Sud-Ouest)	46
Chapitre 3 - Moyen-Orient	53
Chapitre 4 - Afrique	59
Chapitre 5 - Amérique Centrale et Antilles	71
Chapitre 6 - Amérique du Sud	80
Chapitre 7 - Océanie	88
Chapitre 8 - Europe	93
Chapitre 9 - Asie Centrale	96

■ 3^e Partie - Engagement dans les projets

Chapitre 1 - Activités d'identification-formulation et d'établissement des projets

Identification et formulation des projets	101
Etude pour le développement	105

Chapitre 2 - Réalisation des projets

Coopération technique de projet-type	109
Accueil de stagiaires	112
Envoi d'experts de la coopération technique	117
Fourniture d'équipements pour la coopération technique	120
Volontaires JOCV	121
Coopération financière non-remboursable	124
Coopération pour le développement	127
Coopération pour le secours aux sinistrés	130
Emigration	133
Recrutement et stage pour les experts japonais qualifiés pour la coopération technique	137
Prise en charge médicale et bien-être des experts en coopération technique	141

Chapitre 3 - Evaluation et suivi

Evaluation	142
Suivi	144

■ Appendice

I. Résultats d'ensemble des activités 1994

1 • Etude pour le développement	149
2 • Coopération technique de projet-type	156
3 • Fourniture d'équipements	161
4 • Coopération financière non-remboursable réalisée par JICA	163
5 • Aide pour le secours aux victimes de désastres en 1994	169

II. Réalisation de la coopération technique par région

1 • Asie	170
2 • Moyen-Orient	171
3 • Afrique	172
4 • Amérique Latine	173
5 • Océanie	174
6 • Europe	175
7 • International	176
8 • Non-classé	177
9 • Total	178

III. Réalisation de la coopération technique par programme pendant l'exercice 94	179
IV. Dépenses pour la coopération technique de JICA par programme pendant l'exercice 94	180
V. Budget de JICA	181
■ Encadrés	
Qu'est-ce que l'ADP	5
Kenya : Aide aux femmes travaillant au niveau local	20
Soutien institutionnel pour la construction du pays	117
Volontaires seniors de la coopération	119
■ Figures et tableaux	
Coopération économique et Aide Publique au Développement	4
Résultats de l'APD des pays du CAD en 1993 et 1994	7
Résultats de l'APD japonaise en 1994	8
APD japonaise et activités de JICA	9
Evolution du budget de JICA	10
Nombre de personnes impliquées par type de coopération	10
Ventilation des dépenses par région	11
Ventilation des dépenses par secteur	11
Budget de JICA et évolution de ses effectifs	13
Evolution du nombre de personnes par type de coopération	14
Evénements dans le domaine de l'environnement durant l'exercice 94	18
Coopération pour l'environnement par activité	19
Coopération pour l'environnement par région	19
Coopération pour l'environnement par domaine	19
Organigramme : mécanisme du projet de coopération	103
Secteurs objets de l'étude de développement	105
Procédure de l'étude de développement	107
Mécanisme de la coopération technique de projet-type	110
Type de stages et réalisation au cours de l'exercice 94	114
Mécanisme de la coopération financière non-remboursable	125
Contenu des projets de coopération pour le développement	127
Mécanisme des projets de coopération pour le développement	128
Mécanisme du secours international d'urgence aux sinistrés	131
Système du secours international d'urgence du Japon	132
Envoi de membres de la jeunesse de développement à l'étranger	134
Envoi de volontaires seniors spécialistes de l'émigration	136

Consultation du Rapport annuel de JICA

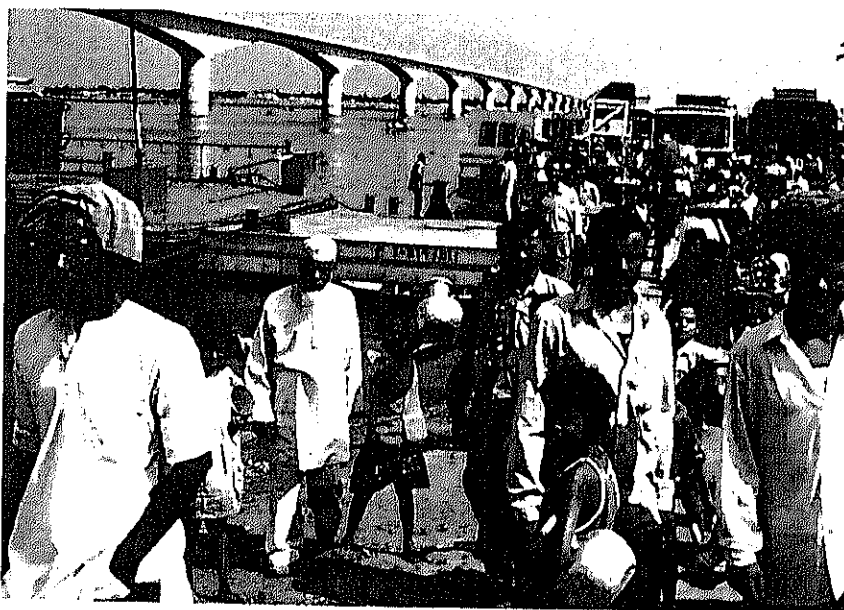
1. Ce rapport compile les activités de l'exercice 1994 (1er avril 1994 au 31 mars 1995) de JICA.
 2. La totalisation des résultats enregistrés porte sur l'année comptable ci-dessus pour JICA et l'année calendaire (du 1er janvier au 31 décembre 1994) pour l'Aide Publique au Développement (APD).
 3. Les indications en dollars sont toutes en dollars américains.
 4. Les zones concernées totalisées ont été classées en 6 régions :
 - Asie
 - Moyen-Orient (de l'ouest de l'Afghanistan au nord du désert du Sahara)
 - Afrique (au sud du désert du Sahara)
 - Amérique latine
 - Océanie
 - Europe
 5. Les activités réalisées par JICA ont été classées comme suit :
 - Accueil de stagiaires
 - Envoi d'experts
 - Envoi de missions d'étude
 - Envoi de Volontaires Japonais pour la Coopération à l'Etranger (JOCV)
 - Fourniture d'équipements
 - Émigration
 6. Pour la coopération technique, les activités se classent en :
 - planification, administration
 - travaux et services publics
 - agriculture et pêche
 - mines et industrie
 - énergie
 - commerce et tourisme
 - ressources humaines
 - médecine et santé publique
 - bien-être social
 - autres
- et pour la coopération financière non-remboursable en :
- médecine et santé publique
 - éducation et recherche
 - amélioration des conditions de vie, de la qualité de la vie, de l'environnement
 - agriculture, forêt et pêche
 - transports et télécommunications
 - autres.

Travailler ensemble pour un avenir meilleur



Etude de développement

Arpentage pour l'établissement d'une carte topographique dans le sud-ouest du Niger



Coopération financière non-remboursable

Pont Meghna-Gumti construit grâce à la coopération financière non-remboursable sur la route la plus importante du Bangladesh



Volontaires Japonais pour la Coopération à l'Etranger

Volontaire enseignant la natation à des enfants au Nicaragua

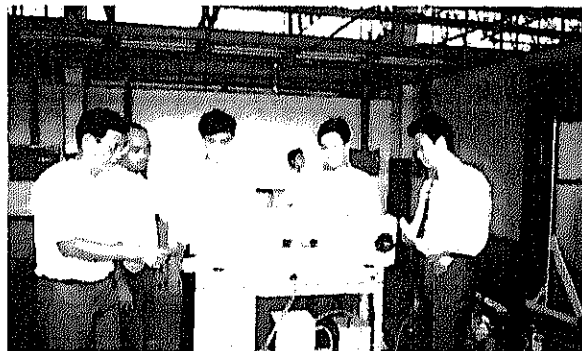
Volontaires Japonais pour la Coopération à l'Etranger

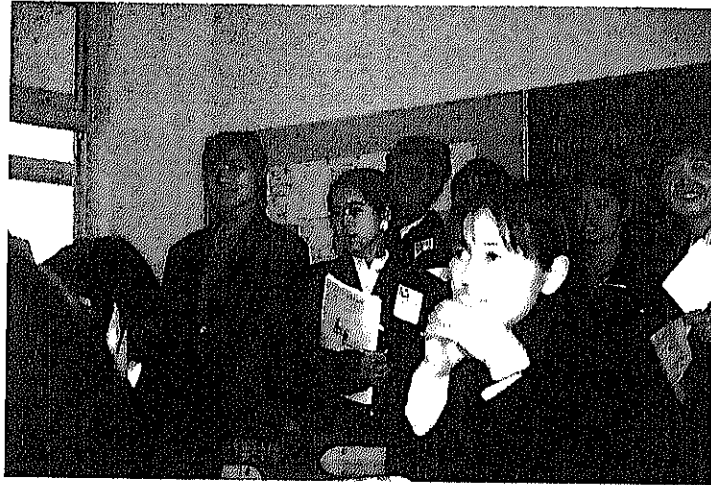
Cours de musique dans un lycée au Zimbabwe
Un volontaire enseigne la musique



Coopération pour le développement

Essai de conformité aux normes d'appareils électriques à la Direction des normes de production,
Ministère du Commerce Extérieur et de l'Industrie, Philippines





Invitation de jeunes

Groupe d'enseignants du Myanmar visitant un lycée.
Approfondissement de la compréhension de l'enseignement au Japon par l'intermédiaire d'échanges avec les élèves et enseignants et de stages



Envoi d'experts

Enseignement de techniques de fabrication de meubles à l'Agence de formation professionnelle, Panama



Coopération technique de projet-type

Centre médical de la province de Basilan aux Philippines
Expert au travail le jour national de la vaccination préventive dans le cadre d'un projet de santé maternelle et infantile, de programmes démographique, et de plantation forestière.



Coopération technique de projet-type

Spécialiste et homologues contrôlant des tomates dans une serre du Centre d'étude de la culture de légumes de Pékin



Accueil de stagiaires

Stagiaires assistent au cours général d'aquaculture au Centre de formation halieutique de Konagawa

Equipe japonaise de secours aux victimes de désastres

Equipe de médecins soignant des victimes de l'éruption du Mont Merapi, Indonésie



Emigration à l'étranger

Père et fils émigrés récoltant des oignons à Patoson, province de Pernambuco, Brésil



1^e Partie

**La coopération internationale
et JICA**

Aperçu de l'Aide Publique au Développement (APD) du Japon et des activités de JICA

APD japonaise et JICA

Fonctionnement de l'APD japonaise

L'APD (Aide Publique au Développement) se présente sous trois formes : (1) don bilatéral, (2) prêt bilatéral et (3) contribution et souscription à des organisations internationales (aide multilatérale). Le don bilatéral comprend le transfert technologique vers des pays en développement (coopération technique) et la fourniture de capitaux sans obligation de remboursement (coopération financière non-remboursable). JICA (Agence Japonaise de Coopération Internationale) s'occupe de plus de 50% de la coopération technique et d'environ 60% de la coopération financière non-remboursable du Japon.

Don bilatéral

1. Coopération technique

La coopération technique entend, par le transfert de technologies, de savoir-faire et de connaissances, servir au développement socio-économique du pays concerné en améliorant son niveau technique. Concrètement, il s'agit de l'accueil de techniciens du pays en développement pour le stage au Japon, de l'envoi d'experts japonais pour la formation des ressources humaines et l'établissement des différents projets de développement, et de la fourniture des équipements nécessaires à ces activités.

2. Coopération financière non-remboursable

La coopération financière non-remboursable prévoit les capitaux nécessaires à la construction d'écoles, d'hôpitaux, de centres de recherche, etc., la fourniture d'équipements et de matériels pour l'éducation et la formation, le domaine médical et l'aide au remboursement de la dette. Selon sa nature, elle se classe parmi : (1) le fonds général, (2) le fonds à la pêche, (3) le fonds à l'aide d'urgence, (4) le fonds aux activités culturelles, (5) le fonds à l'aide alimentaire, (6) le fonds à l'augmentation de la production alimentaire. JICA

assure le plan de base (étude du plan de base) nécessaire à la construction des installations, et à la fourniture des équipements, les études, la coordination, les contacts (promotion de l'exécution) nécessaires au bon déroulement de ces opérations, pour (1) le fonds général (pour les projets généraux seuls), (2) le fonds à la pêche, et (6) le fonds à l'augmentation de la production alimentaire.

Prêt bilatéral

Généralement appelé «prêt en yens», c'est un prêt à long terme et à faible taux d'intérêt destiné au développement. Jusqu'à présent, il était centré sur le prêt projets* concernant l'infrastructure socio-économique telle que routes, barrages, télécommunications, développement rural. Depuis quelques années, la part du prêt pour approvisionnement* en vue de l'amélioration de la balance des paiements augmente. Le budget pour les prêts bilatéraux relève du Ministère des Finances, et son exécution est assurée par le Fonds de Coopération Economique Outre-mer (OECF) sur la base de discussions entre les Ministères des Affaires Étrangères, des Finances, du Commerce Extérieur et de l'Industrie et l'Agence de la Planification Economique.

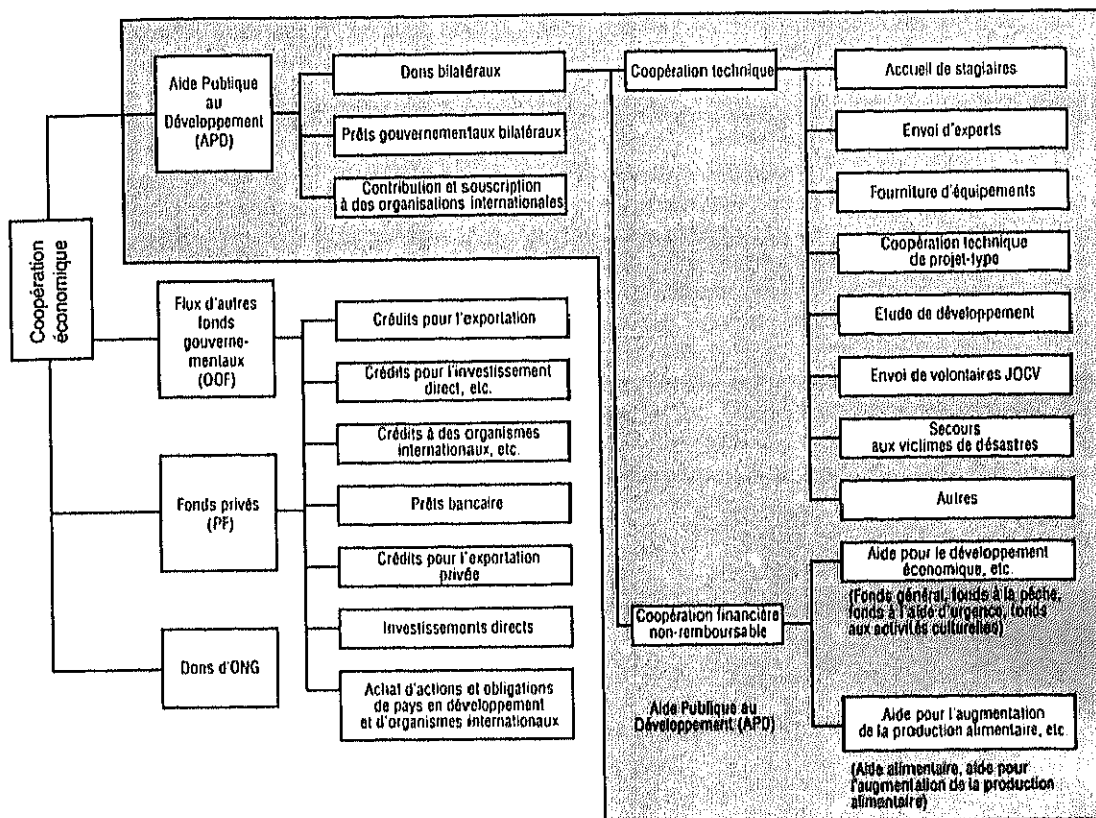
Contribution et souscription à des organisations internationales (aide multilatérale)

Il s'agit d'une assistance indirecte sous forme de contribution et de souscription à des organisations internationales. Les souscriptions à des organisations des Nations-Unies tels que le Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD), le Fonds pour la Population des Nations-Unies, UNICEF, relèvent principalement du Ministère des Affaires Étrangères. Les contributions aux organismes financiers internationaux de développement, tels que la Banque Mondiale, l'Association Internationale du Développement (IDA), la Banque Asiatique de Développement, sont du ressort du Ministère des Finances.

*Prêt projets : Prêt pour un projet de construction et gestion d'installations (installations de production, industries, infrastructures, etc.) dans une région ou une zone désignée.

*Prêt pour approvisionnement : Prêt à court terme (ordinairement 7 ans) pour l'importation de produits (biens d'équipement industriel, matières premières pour l'industrie, engrais, produits chimiques, machines agricoles, etc.) pour le soutien de la balance des paiements et de la stabilité économique intérieure.

Figure 1-1 Coopération économique et Aide Publique au Développement (APD)



Situation actuelle de l'APD

Avec les grands bouleversements internationaux de 1989 à 1991 qui ont mis fin à la guerre froide, l'APD n'est plus garante de la sécurité à l'Ouest. Elle est entrée dans une nouvelle phase. La situation de l'APD du Japon a aussi considérablement changé : les espoirs de la communauté internationale dans la contribution du Japon, grande puissance économique, se sont renforcés.

Il existe, d'une part, des pays où le développement stagne, à cause de la situation économique et politique instable, c'est le cas dans beaucoup de pays africains. D'autre part, des pays comme Singapour et la Corée

du Sud sont en train de s'émanciper de l'aide*. Par ailleurs, de nouveaux pays demandeurs d'aide, comme les pays d'Europe de l'Est, d'Asie centrale, la Palestine, la Mongolie, l'Indochine, l'Afrique du Sud, sont apparus. Le nombre des pays bénéficiaires a donc augmenté, et la demande d'une aide bien adaptée au niveau de développement de chaque pays s'intensifie. Le Japon doit élargir son soutien aux activités de coopération des pays plus ou moins développés envers les pays défavorisés (coopération Sud-Sud).

Par ailleurs, pour un développement socio-économique plus constant et stable, les besoins en aide s'étendent aux nouveaux domaines telles que la démocratisation, l'introduction d'une bonne gestion des affaires publiques et l'économie de marché. Il est éga-

* Pays bénéficiaires de l'aide : Pays en développement ayant obtenu un soutien qui permettrait d'assurer son développement économique sans l'aide des pays industrialisés. Le montant est en F\$ supérieur à 10 000 dollars par habitant.

* WID (le rôle des femmes dans le développement) : Idée que le rôle de la femme est très important dans les pays en développement, et que leur participation au développement est essentielle pour réaliser une aide de développement efficace.

lement nécessaire de s'engager, en vue d'un «développement durable*», dans des questions d'envergure mondiale tels que l'environnement, la démographie et le SIDA, la pauvreté, le WID* (le rôle des femmes dans le développement).

Vu ces circonstances, une Conférence des Nations-Unies sur l'Environnement et le Développement (Sommet de la Terre) a eu lieu en juin 1992 pour aboutir à un accord international sur la sauvegarde de l'environnement. Par ailleurs, la Conférence sur la Population Mondiale organisée en septembre 1994 et le Sommet sur le Développement Social en mars 1995, ont permis de confirmer l'importance de s'impliquer dans les problèmes d'envergure mondiale sur la base d'une entente internationale.

Les besoins d'aide s'accroissent, se diversifient et sont de plus en plus spécialisés, alors que la plupart des pays donateurs ont réduit leur contribution à cause de l'essoufflement de l'aide ou du marasme de leur

économie. Ainsi, les Etats-Unis, ex-premier pays donateur d'APD, souffrent actuellement d'une grave crise économique. En effet, les modifications récentes de leur politique d'aide laissent peu espérer.

Les difficultés financières de la communauté internationale et l'augmentation des pays qui ont besoin d'aide, engendrent une attente accrue de l'aide du Japon. Il est maintenant indubitablement demandé au Japon, premier donateur du monde, de prendre conscience et de remplir ses responsabilités.

Qu'est ce que l'APD?

La coopération internationale économique est assurée d'un point de vue humanitaire pour alléger les différents problèmes menaçant les conditions de vie de base des hommes, telles que la pauvreté, la famine, dans les pays en développement. Elle s'appuie également sur la reconnaissance de l'interdépendance : le développement socio-économique et la sécurité dans les pays en développement sont indispensables à la paix et la prospérité dans le monde entier.

L'aide est réalisée non seulement par les gouvernements des différents pays industrialisés, mais aussi entre pays en développement, par des organismes internationaux, des entreprises privées, divers groupes de bénévoles, etc. Elle prend des formes et des modalités très variées.

L'APD (Aide Publique au Développement) est une des modalités de la coopération économique, qui offre une aide financière et technique aux pays en développement. (Voir Figure 1-1.)

Le CAD (Comité d'Aide au Développement), organisme sous tutelle de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economiques, a défini dans la recommandation des conditions sur la coopération en 1969, la coopération économique comme un «transfert de capitaux aux pays en développement». Elle se présente sous trois formes : l'APD, les autres transferts publics (OOF : Other Official Flows) et les transferts privés (PF : Private Flows). L'APD couvre les conditions suivantes :

① Elle est fournie par le gouvernement ou par un orga-

nisme d'exécution de celui-ci à des pays en développement ou organismes internationaux.

② Son principal objectif est de contribuer au développement économique et à l'amélioration des conditions de vie.

③ Quant à la coopération financière, l'élément de libéralité* doit représenter au moins 25%.

Par ailleurs, à la réunion du Comité directeur du CAD en décembre 1993, un accord de principe a été conclu sur l'élargissement de l'APD au soutien à la démocratisation dans de nouveaux domaines, tels que "la bonne gestion des affaires publiques" et "le développement de type participatif". Les détails sont actuellement à l'étude.

* Développement durable : Développement satisfaisant les besoins des générations actuelles sans nuire à la satisfaction des besoins des générations à venir.

* Elément non-remboursable : Coefficient indiquant les modalités de financement de l'aide. Devenir important quand les conditions de prêt (intérêt, période de remboursement, période de grâce) sont adoucies. 100% pour un don.

Principes directeurs de l'Aide Publique au Développement, 5^e objectifs à moyen terme et coopération technique du Japon

Charte de l'Aide Publique au Développement (APD)

Le gouvernement japonais, pour répondre aux attentes de la communauté internationale, a présenté le concept et les principes de son APD dans la Charte de l'APD, définie en réunion du Cabinet le 30 juin 1992. Elle permet une réalisation plus efficace de l'aide en amplifiant la compréhension et le soutien à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

Dans cette Charte, 3 points ont été définis : «les considérations humanitaires» que les pays industrialisés ne peuvent ignorer, comme la faim, la pauvreté ; «la prise de conscience de l'interdépendance» selon laquelle la stabilité politique et le développement économique sont indispensables à la paix et à la prospérité du monde entier, le Japon y compris ; et la «sauvegarde de l'environnement», un problème commun à toute l'humanité qui nécessite une coopération entre les pays industrialisés et les pays en développement. Le Japon assurera son aide sous forme de «soutien à l'auto-assistance».

Par ailleurs, les principes suivants sont indiqués : (1) Considérer l'environnement et le développement, (2) Eviter l'utilisation de l'aide à des fins militaires et pour fomenter des conflits internationaux, (3) Prêter suffisamment d'attention aux dépenses militaires, à la prolifération et à la fabrication d'armes de destruction massive et de missiles, aux importations d'armes des pays en développement ; et (4) Prêter suffisamment d'attention aux efforts pour la promotion de la démocratie et la transition à une économie de marché, ainsi qu'aux conditions de garantie des droits de l'homme et de la liberté.

Cette Charte résume également les points essentiels de l'aide et les mesures à prendre pour sa réalisation efficace. Les points essentiels sont l'engagement dans les problèmes d'envergure mondiale, les besoins essentiels de l'être humain (BHN)*, l'aide à l'amélioration et à la diffusion des techniques, telles que la formation des ressources humaines et la coopération pour la recherche, ainsi que l'aménagement des infrastructures et l'ajustement structurel*. Quant à la coopération technique assurée par JICA, on espère qu'elle se consolidera et se renforcera en conformité avec cette Charte. Cette Charte met au clair la position de l'aide japonaise concernant les problèmes environnementaux. Elle met l'accent sur l'engagement dans les problèmes d'envergure mondiale, telle que la surpopula-

tion. Il est aussi demandé à JICA d'assurer une aide prenant plus en compte les problèmes d'envergure mondiale, tel que l'environnement. A la fin de la guerre froide, le contexte mondial dans lequel s'inscrit cette Charte, exige une coopération technique orientée vers les objectifs communs à l'humanité que sont la démocratisation, la défense des droits de l'homme et un développement durable.

JICA doit répondre aux nouveaux besoins d'aide de nombreux pays orientés vers la libéralisation de l'économie, et progressant vers la démocratie comme les pays d'Europe de l'Est et d'Asie centrale, d'Indochine, etc. Elle doit assurer une aide active en tirant partie des expériences du Japon et des pays d'Asie de l'Est et d'Asie du Sud-Est ayant réussi leur décollage*.

Par ailleurs, pour assurer une aide efficace, la Charte souligne la nécessité de saisir les besoins, renforcer la coopération entre les différentes formes d'aide, la collaboration avec les pays industrialisés et les organismes internationaux, la collaboration avec les collectivités locales, et des fonctions d'étude, de recherche et d'évaluation. JICA prévoit de s'engager d'avantage pour répondre aux besoins précités.

5^e objectifs à moyen terme

Depuis 1978, à titre de mesures concrètes pour la consolidation de l'APD, le gouvernement japonais a établi plusieurs " objectifs à moyen terme ", qu'il s'efforce d'atteindre. En juin 1993, dans l'esprit de la Charte de l'APD, les 5^e objectifs à moyen terme ont été définis.

Dans ce cadre, le gouvernement japonais a affirmé que l'APD était une contribution adaptée à la position du Japon dans la communauté internationale, et qu'il allait s'efforcer de continuer à l'élargir. Concrètement, à partir de 1993, pendant 5 ans, il assurera des APD totalisant 70 à 75 milliards de dollars. La part des APD par rapport au PNB devrait graduellement s'améliorer.

Dans ces objectifs à moyen terme étaient également inscrits les sept points suivants : (1) Consolider la coopération financière non-remboursable et la coopération technique, augmenter la part du don, en vue d'améliorer la qualité de l'APD, (2) Réaliser une aide adaptée aux besoins diversifiés des pays en développement coordonnant les différentes formes d'aide, (3) Assurer en priorité l'aide dans les problèmes d'envergure mondiale tels que l'environnement et la surpopulation, les besoins essentiels de l'être humain, la formation des ressources humaines, l'aménagement des infrastructures, etc. en respectant la Charte de l'APD, (4) Renforcer la collaboration aux activités d'aide privée telles qu'ONG (organisations non-gouvernementales), (5) Consolider les études préliminaires et les études d'évaluation après achèvement, (6)

* BHN (Basic Human Needs) : Produits de consommation minimum (denrées alimentaires, logement, vêtements, etc.) ainsi que services indispensables dans la société locale (santé publique, éducation, etc.)

* Ajustement structurel : Intégrer des considérations pour réduire au minimum l'influence sur les habits, tels que les couches pauvres, du plan de réformes économique au plan de développement à long terme des pays en développement.

* Décollage : Parmi les piliers du développement économique, l'étape à laquelle apparaissent des résultats tels que l'augmentation rapide du taux d'investissement, sur la primauté de la prise de pouvoir politique par des personnes ayant une volonté de progrès de l'industrie dans son ensemble et de modernisation de l'économie.

Consolider les études sur la politique de développement, (7) Consolider le système d'exécution de l'aide.

Résultats de l'APD japonaise

Le montant total de l'APD des 21 pays membres du CAD (Comité d'Aide au Développement) a été de 57,75 milliards de dollars en 1994 (valeur provisoire en dollars américains*). La part du Japon a été de 1.353,37 milliards de yens (13,238 milliards de dollars), soit 22,9% de l'ensemble du CAD, ce qui a mis le Japon au premier rang parmi les pays du CAD. Par rapport aux 1.251,77 milliards de yens (11,259 milliards de dollars) de l'année précédente, cela représentait une augmentation de 8,1% sur la base du yen (17,58% sur la base du dollar), et la part de l'APD dans le PNB était de 0,29%. (Voir Tableaux 1-1 et 1-2.)

Le montant de l'APD japonaise, y compris l'aide au pays d'Europe de l'Est (Pologne, Hongrie, République Tchèque, Slovaquie, Bulgarie, Roumanie) a été de 1.376,9 milliards de yens (13,469 milliards de dollars).

Quant à la qualité de l'aide, bien que le déliement de l'aide*, ait progressé, le pourcentage du don (élément de libéralité) reste faible par rapport aux autres pays du CAD, et des améliorations sont souhaitées. Pour améliorer qualitativement l'aide dans l'avenir, il est demandé à JICA de consolider sa coopération technique. En effet, l'aide technique est essentielle pour

assurer le bon fonctionnement des structures et des systèmes dans les pays en développement», un élément souligné ces dernières années. Elle est également l'activité centrale de la «contribution internationale de l'homme», fortement réclamée depuis quelque temps.

En 1994, le Japon a fêté le 40^e anniversaire de sa coopération technique (adhésion au Plan de Colombo*). Simultanément, JICA a fêté son 20^e anniversaire. Il est demandé au Japon, maintenant premier pays donateur du monde, de poursuivre les consultations et collaborations avec les autres pays industrialisés, de renforcer le dialogue avec les pays en développement sur les mesures à prendre afin de faire face aux divers problèmes accompagnant l'aide, et enfin de jouer un rôle pivot dans l'aide au développement.

Tableau 1-1
Résultats de l'APD des pays du CAD en 1993 et 1994 (base : montant net des dépenses)

		1993						1994				
Classement	Pays	Montant en millions de dollars	Part (%)	Augmentation par rapport à l'année précédente (%)	Pourcentage du PNB (%)	Classement	Pays	Montant en millions de dollars	Part (%)	Augmentation par rapport à l'année précédente (%)	Pourcentage du PNB (%)	Classement
1	Japon	1.259	19,96	1,00	0,27	17	1	13.238	22,92	17,58	0,29	14
2	Etats-Unis	10.149	17,99	-6,16	0,16	21	2	9.851	17,06	-2,94	0,15	21
3	France	7.915	14,03	-4,29	0,63	5	3	8.447	14,63	6,72	0,64	5
4	Allemagne	6.954	12,33	-8,29	0,36	9	4	6.751	11,69	-2,92	0,33	10
5	Italie	3.043	5,39	-26,18	0,31	13	5	2.531	4,38	0,24	0,76	4
6	Royaume-Uni	2.920	5,18	-9,96	0,31	13	6	2.230	3,86	-6,03	0,42	6
7	Pays-Bas	2.525	4,48	-8,28	0,82	4	7	1.967	3,41	-35,36	0,20	20
8	Canada	2.373	4,21	-5,65	0,45	6	8	3.085	5,34	5,65	0,30	12
9	Suède	1.769	3,14	-28,09	0,99	3	9	1.703	2,95	-3,73	0,90	3
10	Danemark	1.340	2,38	-3,74	1,03	1	10	1.450	2,51	8,21	1,03	2
11	Espagne	1.213	2,15	-20,09	0,25	18	11	1.247	2,16	2,80	0,26	17
12	Norvège	1.014	1,80	-20,35	1,01	2	12	1.137	1,97	12,13	1,05	1
13	Australie	953	1,69	-6,11	0,35	10	13	1.087	1,88	14,06	0,38	8
14	Belgique	808	1,43	-7,13	0,39	8	14	677	1,17	-16,21	0,30	12
15	Suisse	793	1,41	-30,38	0,33	12	15	978	1,69	23,33	0,36	9
16	Autriche	544	0,96	-2,16	0,30	15	16	561	0,97	3,13	0,29	14
17	Finlande	355	0,63	-44,88	0,45	6	17	289	0,50	-18,59	0,31	11
18	Portugal	248	0,44	-18,50	0,29	16	18	250	0,43	0,81	0,28	16
19	Nouvelle-Zélande	98	0,17	1,03	0,25	18	19	111	0,19	13,27	0,24	18
20	Irlande	81	0,14	15,70	0,20	20	20	105	0,18	29,63	0,24	18
21	Luxembourg	50	0,09	31,58	0,35	10	21	59	0,10	18,00	0,40	7
Total pays du CAD		56.405	100,00	-8,76	0,31		Total pays du CAD	57.754	100,00	2,39	0,29	

* Ce tableau n'inclut pas l'aide aux pays d'Europe de l'Est (Pologne, Hongrie, République Tchèque, Slovaquie, Bulgarie et Roumanie).

* Le total des pays du CAD ne correspond pas forcément au total de chaque pays parce que les valeurs ont été arrondies.

* Les résultats pour 1994 sont provisoires.

* L'indication «dollars» dans cet ouvrage fait toujours référence au dollar américain.

* Déliement de l'aide : La fourniture des équipements ne se limite pas aux seuls fournisseurs du pays donateur.

* Plan de Colombo : Organisme de collaboration fondé par l'adhésion de 26 pays en 1950 dont l'objectif est l'accélération du développement socio-économique et l'amélioration du niveau de vie dans la région d'Asie du Sud et du Sud-Est.

Tableau 1-2
Résultats de l'APD japonaise en 1994

Type de coopération			Résultats de l'aide		En millions de dollars		En 100 millions de yens		Pourcentage	
			Montant	Pourcentage par rapport à l'année précédente %	Montant	Pourcentage par rapport à l'année précédente %	APD %	Aide bi-latérale %		
A P D	b i l a t é r a l e	D o n	(Pays d'Europe de l'Est inclus) Coopération financière non-remboursable	2.402,90	19,0	2.456,48	9,5	17,8	24,8	
			(Pays d'Europe de l'Est exclus)	2.313,73	20,0	2.365,33	10,4	17,5	24,2	
		Coopération technique	(Pays d'Europe de l'Est inclus)	3.020,31	16,1	3.087,67	6,7	22,4	31,2	
			(Pays d'Europe de l'Est exclus)	2.985,44	16,1	3.052,02	6,8	22,6	31,2	
		Total	(Pays d'Europe de l'Est inclus)	5.423,21	17,4	5.544,15	7,9	40,3	56,0	
			(Pays d'Europe de l'Est exclus)	5.299,18	17,8	5.417,35	8,3	40,0	55,4	
	Prêt gouvernemental, etc	(Pays d'Europe de l'Est inclus)	4.257,27	20,1	4.352,21	10,5	31,6	44,0		
		(Pays d'Europe de l'Est exclus)	4.258,61	20,1	4.353,58	10,5	32,2	44,6		
	Total	(Pays d'Europe de l'Est inclus)	9.680,48	18,6	9.896,36	9,0	71,9	100,0		
		(Pays d'Europe de l'Est exclus)	9.557,79	18,8	9.770,93	9,3	72,2	100,0		
	Contribution et souscription aux organisations internationales			(BERD incluse)	3.788,13	14,5	3.872,61	5,2	28,1	
				(BERD exclue)	3.680,71	14,5	3.762,79	5,3	27,8	
Total	(Pays d'Europe de l'Est et BERD inclus)		13.468,62	17,4	13.768,97	7,9	100,0			
	(Pays d'Europe de l'Est et BERD exclus)		13.238,50	17,6	13.533,72	8,1	100,0			
PNB (dernier montant annoncé) (S milliard, Y milliard)			4.628,55		473.176,90					
Pourcentage du PNB : %			(Pays d'Europe de l'Est et BERD inclus)	0,29	15,2	0,29	0,6			
			(Pays d'Europe de l'Est et BERD exclus)	0,29		0,29				

* Taux de conversion défini par le CAD pour 1994 : 1 dollar = 107,23 yens (hausse de 0,13 yens par rapport à 1993)

** Il est possible que le montant par type ne corresponde pas parce que les valeurs ont été arrondies.

* BERD... Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement. Assistance pour le passage à l'économie de marché dans l'ancienne URSS et dans les pays d'Europe de l'Est

Aperçu des activités de JICA en 1994

Résultats de l'APD japonaise et activités de JICA

Comme indiqué précédemment, le montant total de l'APD japonaise a été de 13,469 milliards de dollars (Pays d'Europe de l'Est et BERD inclus) en 1994, dont 3 milliards de dollars (22,4% de l'APD japonaise) pour la coopération technique. Les activités de JICA ont représenté un montant de 1,65 milliard de dollars, soit 54,6% de la coopération technique totale du Japon. Le taux de croissance de l'ensemble de la coopération technique a été de 16% par rapport à l'année précédente, et de 17% pour les activités de JICA. Le Tableau 1-3 montre la ventilation des dépenses de coopération technique.

Par ailleurs, pour l'exercice 94, le budget initial de JICA était d'environ 172,6 milliards de yens, soit une augmentation de 5,6% par rapport à l'année précédente. Sa répartition était comme suit : subvention 157,9 milliards de yens, financement 4,8 milliards de yens, frais de commissionnement 9,9 milliards de yens. Parmi les 251 milliards de yens du budget de la coopération financière non-remboursable du Japon, JICA a participé à la réalisation de projets pour 161,7 milliards de yens (64,6%). La Figure 1-2 montre l'évolu-

tion du budget de JICA depuis 1974.

Evolution des effectifs par type de coopération

Si l'on considère le nombre de personnes engagées dans les activités de JICA par type de coopération, 9.562 stagiaires ont été accueillis, 3.039 experts, 7.736 membres de missions d'étude et 1.130 volontaires JOCV ont été envoyés, et 45 personnes ont émigré. La Figure 1-3 indique l'évolution du nombre de personnes depuis 1983.

Répartition des activités par région

Les résultats des activités en 1994 sont répartis comme suit parmi les régions : 43,9% pour l'Asie, 8,1% pour le Moyen-Orient, 14,1% pour l'Afrique, 21,8% pour l'Amérique latine, 3,0% pour l'Océanie et 2,5% pour l'Europe. La Figure 1-4 montre une comparaison avec l'année précédente.

Tableau 1-3 APD japonaise et activités de JICA

(en millions de dollars)

	1993	1994	Taux de croissance par rapport à l'année précédente	
Aide Publique au Développement	11.474	13.469	17,4%	
Dépenses pour la coopération technique (pourcentage de l'APD)	2.602 (22,7%)	3.020 (22,4%)	16,1%	
Part des activités de JICA (pourcentage de l'APD)	1.409 (54,1%)	1.650 (54,6%)	17,1%	
Ventilation des dépenses de coopération technique	Stagiaires (dont activités de JICA)	351 (201)	374 (223)	6,5% (10,9%)
	Experts et membres de mission (dont activités de JICA)	752 (660)	886 (774)	17,8% (17,3%)
	Volontaires JOCV (dont activités de JICA)	98 (97)	143 (142)	45,9% (47%)
	Étudiants	360	407	13,0%
	Fourniture d'équipements, coopération pour la recherche, autres (dont activités de JICA)	1.041 (451)	1.210 (511)	16,2% (13,3%)

Figure 1-2
Evolution du budget de JICA

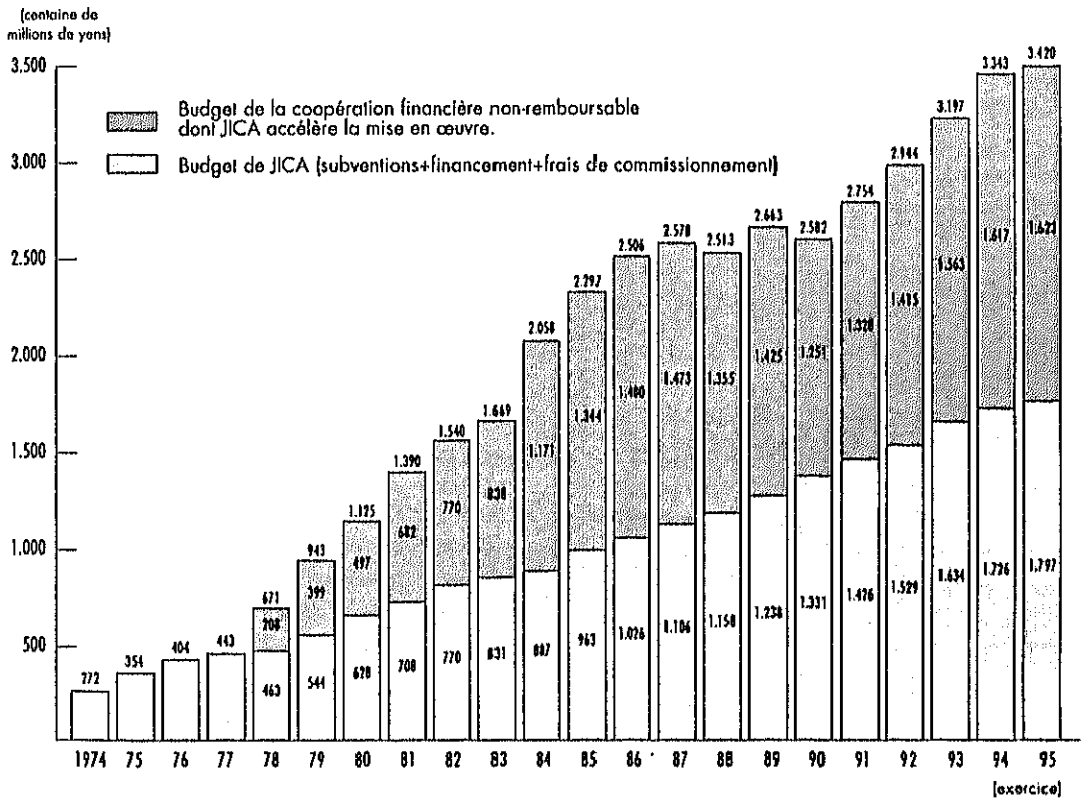


Figure 1-3
Nombre de personnes impliquées par type de coopération

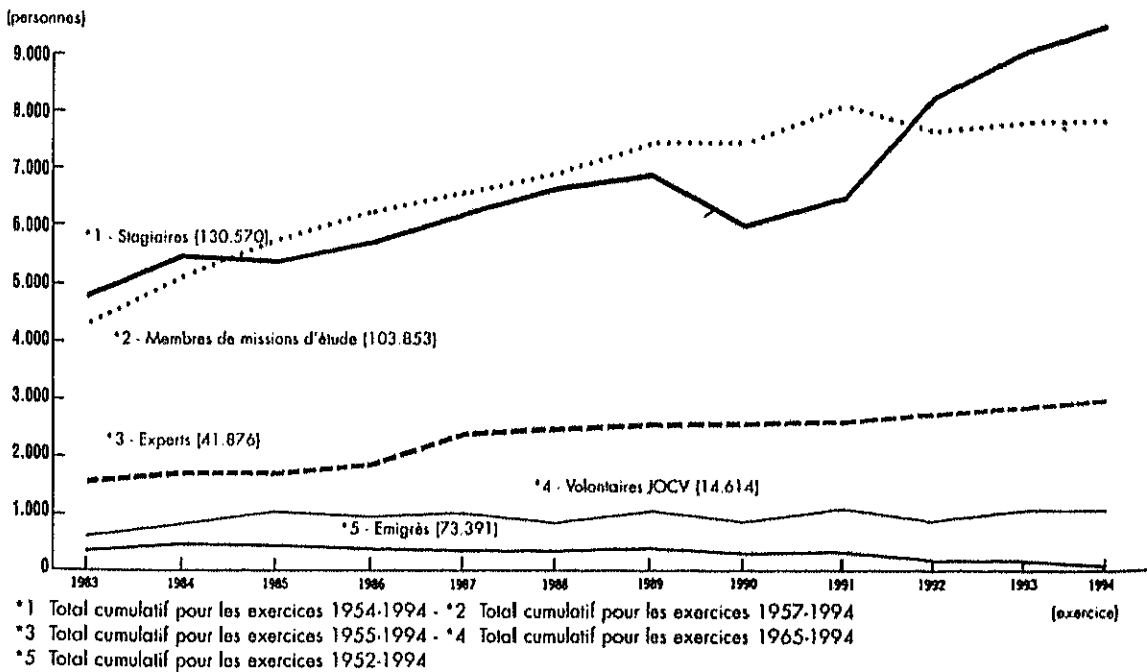
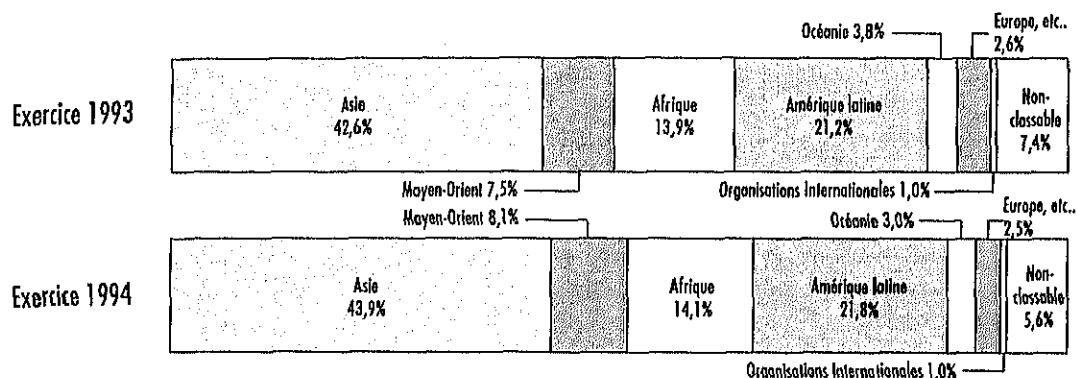


Figure 1-4
Ventilation des dépenses par région



Ventilation des activités par secteur

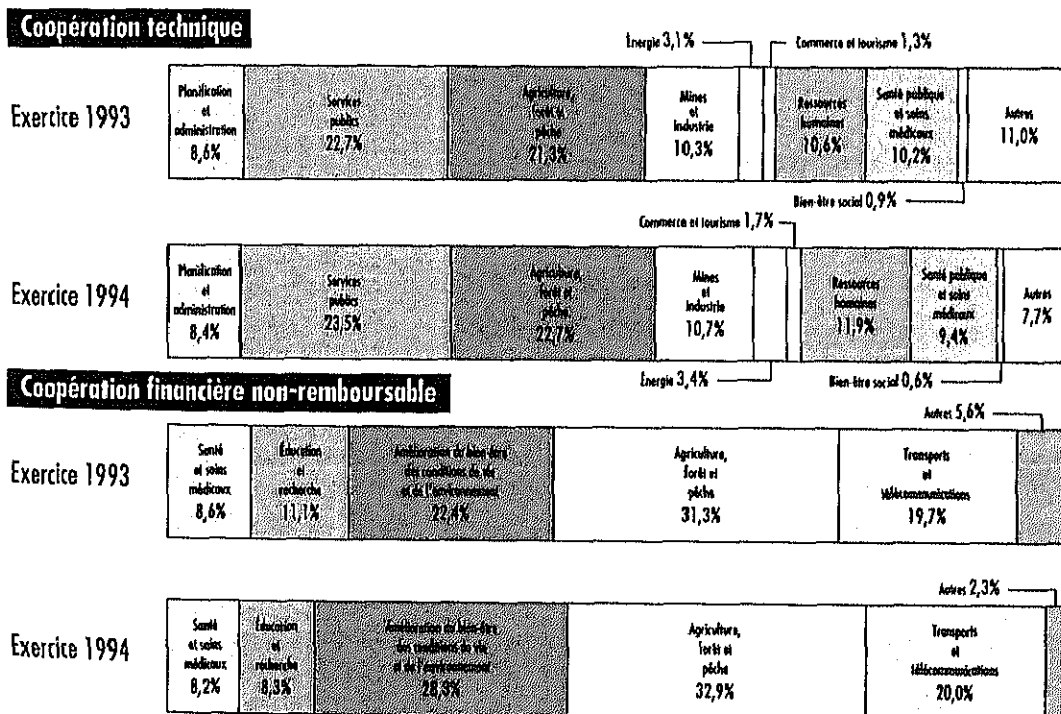
En 1994, la ventilation des activités de JICA par secteur a été comme suit dans le montant de la coopération technique réalisée : 8,4% pour la planification et l'administration, 23,5% pour les travaux et services publics, 22,7% pour l'agriculture, la forêt et la pêche, 10,7% pour les mines et l'industrie, 3,4% pour l'énergie, 1,7% pour le commerce et le tourisme, 11,9% pour

les ressources humaines, 9,4% pour la santé publique et les soins de santé, et 0,6% pour le bien-être social.

Quant au budget de JICA pour la coopération financière non-remboursable, il était de 8,2% pour la santé publique et les soins de santé, 8,3% l'éducation et la recherche, 28,3% l'amélioration du bien-être, des conditions de vie et de l'environnement, 32,9% l'agriculture et pour la pêche, 20,0% les transports et les télécommunications.

La Figure 1-5 indique la comparaison par exercice

Figure 1-5
Ventilation des dépenses par secteur



* Les chiffres sont basés sur le budget de JICA pour les exercices 1993 et 1994 (projets généraux financés par le fonds général, fonds à la pêche, aide pour l'augmentation de la production alimentaire).
* JICA est chargée des activités d'étude du plan de base pour la coopération financière non-remboursable et de l'accélération des projets.

Engagement dans de nouvelles questions

20 ans d'histoire - un objectif : la valorisation des ressources humaines

L'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA) a fêté en août 1994 son 20^e anniversaire. Cette année a également été celle du 40^e anniversaire du début de la coopération technique japonaise. Nous voudrions ici survoler ces 20 années en présentant principalement comment JICA a réalisé la «valorisation des ressources humaines», thème universel de JICA, en nous appuyant sur les 40 ans d'histoire de la coopération technique du Japon.

Procédure du système de mise en œuvre de l'aide et évolution des activités

Début de la coopération technique et fondation de JICA

La coopération technique gouvernementale du Japon a débuté en octobre 1954 lors de l'adhésion du Japon au Plan de Colombo*. Pendant les 40 ans qui se sont écoulés, la coopération technique s'est considérablement développée et diversifiée. Quant à la coopération financière, elle a débuté par la signature entre le Japon et la Birmanie, de la Convention pour la réparation et la coopération économique en novembre de la même année, le prêt en yens* en 1958, et la coopération financière non-remboursable en 1969. Ainsi s'est formée l'ossature de l'Aide Publique au Développement (APD) bilatérale du gouvernement japonais.

Au début, l'Association Asie, entre autres, assurait la coopération technique à la demande du gouvernement japonais. Par la suite, l'Agence de Coopération Technique Outre-mer (OTCA) a été créée en 1962 comme organisme d'exécution général. Puis, en 1974, suite à des modifications dans le développement économique japonais et dans la situation internationale,

JICA a été fondée en intégrant l'OTCA et le Service Japonais de l'émigration (JEMIS). En dehors de JICA, chaque agence et ministère, et des sociétés à personnalité juridique connexes réalisent des coopérations techniques dans leurs domaines de spécialité.

Orientation de l'aide japonaise et évolution de la coopération technique

Si l'on considère l'orientation de l'APD japonaise au cours de ces 40 années, le montant de l'APD était inférieur à 2 milliards de yens jusqu'aux années 1970, et représentait environ 0,2% du PNB. Mais il a rapidement augmenté à partir de la définition des lers objectifs à moyen terme en 1978. Le Japon est devenu le numéro un mondial devant les Etats-Unis, 4 années consécutives depuis 1991. L'APD du Japon a atteint 13,2 milliards en 1994, avoisinant 0,3% du PNB depuis quelques années.

Par ailleurs, si l'on considère la part de la coopération technique dans l'APD, elle est passée de 5,6% en 1974 au moment de la fondation de JICA, à 16,6% en 1993. Mais, la part moyenne de la coopération technique du Comité d'Aide au Développement (CAD) étant d'environ 25%, la part du Japon devrait s'accroître, compte tenu de l'importance de la coopération pour la valorisation des ressources humaines.

Budget de JICA et système de mise en œuvre

Le budget de JICA, principal organisme d'exécution de la coopération technique gouvernementale, a considérablement augmenté, reflétant la tendance générale de l'APD. Quant à ses effectifs, l'évolution n'a pas suivi la même courbe. A sa fondation en 1974, le budget de JICA était de 25,2 milliards de yens (27,2 milliards de yens si l'on inclut les frais alloués à JICA par le Ministère du Commerce Extérieur et de l'Industrie) et ses effectifs de 994 personnes. En 1994,

* Plan de Colombo : Organisme de collaboration fondé par l'adhésion de 76 pays en 1950 dont l'objectif est l'accélération du développement socio-économique et l'amélioration de revenu de vie dans la région d'Asie du Sud et du Sud-Est.

* Prêt en yens : Prêt d'APD fourni par le Fonds de Coopération Economique Outre-mer (OCEI)

son budget était de 162,7 milliards de yens (172,6 milliards y compris le budget alloué par le MITI) avec des effectifs de 1.158 personnes. Autrement dit, le budget a été multiplié par six en 20 ans alors que les effectifs sont restés à 1,16 fois. Dorénavant, il sera important d'aménager le système de mise en œuvre en renforçant le personnel.

Evolution de l'envoi de personnel et de l'accueil de stagiaires

Au cours de ces 40 ans, les activités de JICA ont évolué du point de vue du mouvement de personnes vers le Japon et vers l'étranger. Les émigrés qui étaient environ 8.400 en 1960 ont fortement chuté à 38 en 1993. (Total cumulatif : 73.100 personnes).

En comparaison, les activités de coopération technique ne cessent d'augmenter au fil des années. Ainsi, au début de l'accueil des stagiaires en 1954, le Japon n'a reçu que 16 stagiaires (138, si l'on inclut un projet conjoint avec les Etats-Unis). En 1994, le nombre des

stagiaires a atteint environ 9.500 personnes, ce qui fait au total plus de 130.000 stagiaires accueillis. L'envoi d'experts, qui a commencé un an plus tard que l'accueil de stagiaires, est passée de 28 l'année initiale à environ 3.000 en 1994, ce qui fait un total de 42.000 experts envoyés à ce jour.

Par ailleurs, l'envoi de volontaires JOCV qui a commencé avec 40 personnes en 1965, atteint quelques 1000 personnes par an actuellement, et un total de quelques 14.600 personnes ont été envoyées à ce jour. Le total cumulatif des membres de missions d'étude envoyés est d'environ 104.000 personnes.

Figure 2-1
Budget de JICA et évolution de ses effectifs

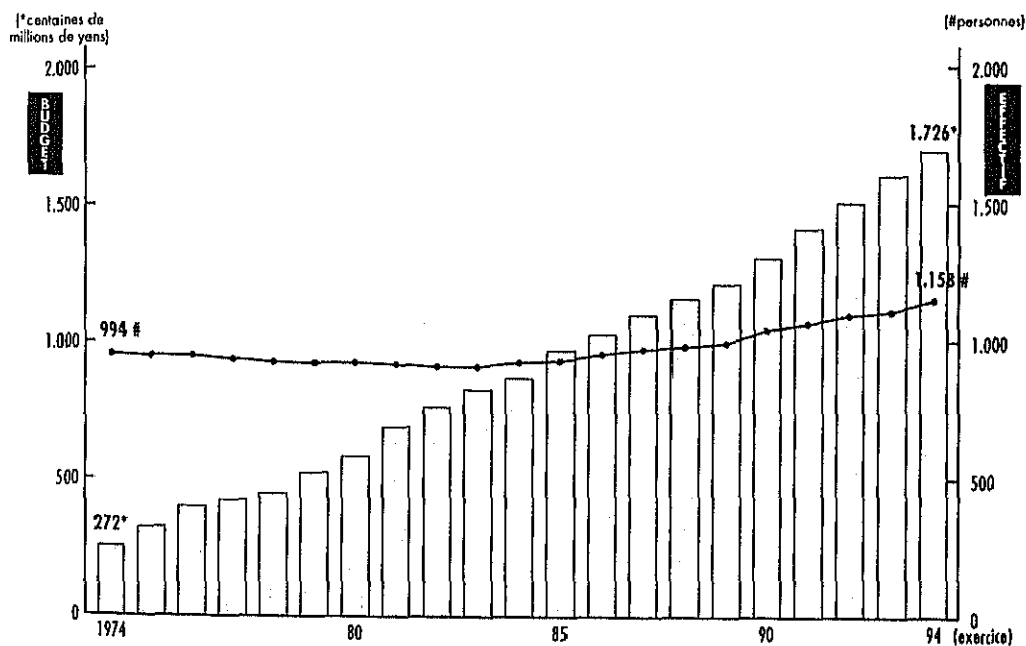
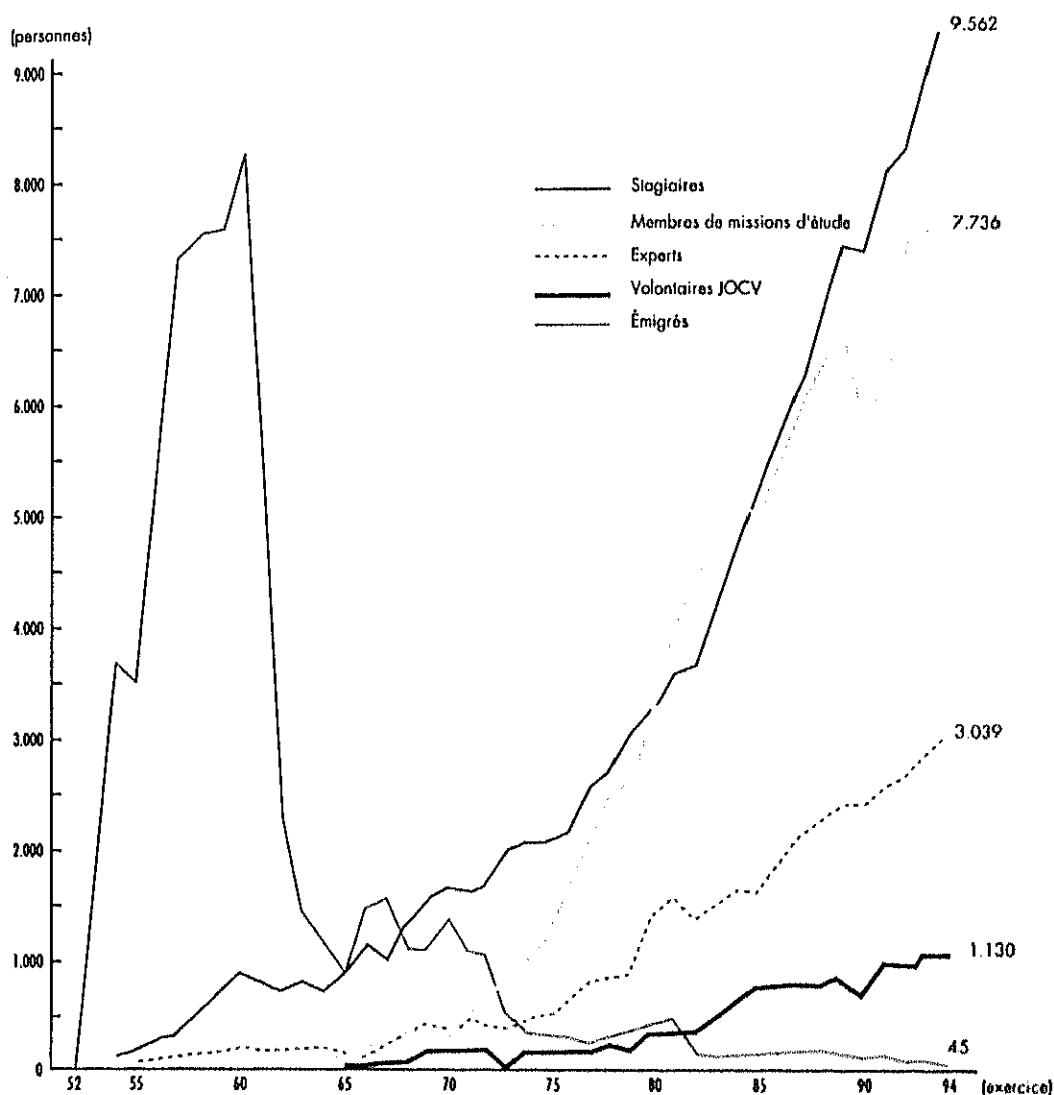


Figure 2-2
Evolution du nombre de personnes par type de coopération



Développement des types de coopération

Les principaux types de coopération technique : accueil de stagiaires, envoi d'experts, coopération technique de projet-type*, étude de développement* ont commencé dans les années 1950. La fourniture d'équipements et l'envoi de volontaires JOCV ont démarré dans les années 1960 alors que l'OTCA était chargé de la coopération. Dans les années 1970, au moment de la fondation de JICA, la coopération pour le développement a commencé pour soutenir la coopération économique d'organismes privés, puis la coopération financière non-remboursable a été transférée du Ministère des Affaires Etrangères. Dans les années 1980, l'invitation de jeunes et le secours d'urgence ont commencé.

Le contenu de ces différentes activités s'est consolidé au fil des années en prenant des formes variées. Par exemple, l'accueil de stagiaires ne se limite plus au Japon. Deux nouveaux systèmes ont été introduits :
- stage dans un pays tiers : réalisé dans des pays en développement et prévu pour des participants limitrophes,
- stage dans le pays concerné : organisé pour les participants dudit pays.

En 1994, on a inauguré l'envoi d'experts de pays tiers, experts de pays en développement relativement avancés vers d'autres pays en développement. Une activité dont on espère beaucoup du point de vue du soutien à la coopération Sud-Sud*. JICA poursuit ainsi ses efforts pour répondre précisément aux besoins

* Coopération technique de projet-type : Activités intégrées en un projet 3 types de coopération : l'envoi d'experts, l'accueil de stagiaires et la fourniture d'équipements, et allant de l'établissement du projet à son exécution et à son évaluation.

* Etude pour le développement : Etude pour l'établissement d'un projet de développement pour un projet de secteur public, jouant un rôle important dans le développement socio-économique d'un pays en développement.

* Coopération Sud-Sud : Développement économique mutuel par coopération économique régulière entre les pays en développement.

diversifiés des pays en développement.

Augmentation des pays et régions bénéficiaires de l'aide

La coopération technique initialement commencée pour les pays de la région d'Asie du Sud-Est, s'est par la suite progressivement étendue à d'autres régions. Comme grands mouvements, il faut surtout noter, dans les années 1990 après la fin de la guerre froide, le soutien à la population noire d'Afrique du Sud, le début de l'aide aux pays d'Asie centrale et à la Palestine, et la reprise de l'aide à l'Indochine. Le nombre des pays bénéficiaires de l'aide est passé de 91 au moment de la fondation de JICA à environ 150 en 1994.

Les quatre concepts fondamentaux de la coopération technique

Quelles ont été la conception et la philosophie au niveau local de la coopération technique du Japon pendant ces 40 années? Le résumé des idées fondamentales est présenté ci-après.

Coopération pour la valorisation des ressources humaines

La coopération technique vise avant tout la formation des hommes. La coopération technique japonaise dont l'objectif est le transfert technologique par l'intermédiaire des «hommes» des experts japonais aux techniciens et fonctionnaires des pays concernés, est une méthode très efficace dite «coopération à visage humain». Cette coopération technique ne considère pas simplement les hommes comme des ressources économiques. Elle permet d'approfondir la compréhension mutuelle par des contacts personnalisés avec les habitants des pays en développement, et de développer et transférer des connaissances, techniques et savoir-faire adaptés localement. Cela se traduit par la formation des ressources humaines du pays concerné, autrement dit par la «valorisation des ressources humaines».

Le Japon est profondément conscient de l'importance de la valorisation des ressources humaines de par sa propre expérience depuis l'ère Meiji. En 1979, le Premier ministre japonais de l'époque, M. Ohira l'a souligné dans son discours à la Conférence Générale des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED) : «la valorisation d'un pays passe par la valorisation de ses ressources humaines». Une phrase qui s'appuie également sur cette prise de conscience. Le slogan de JICA «Développement des pays, valorisation des ressources

humaines, communication à cœur ouvert» exprime parfaitement bien l'esprit de la coopération technique.

Un projet représentatif de cet esprit est le «Projet de valorisation des ressources humaines de l'ANSEA». Même aujourd'hui, alors que la coopération japonaise a pris fin, tous les ans, des stages de 500 à plus de 5.000 personnes sont organisés dans les divers centres de formation créés dans les pays de l'ANSEA (Thaïlande, Indonésie, Philippines, Malaisie, Singapour, membres de l'Association des Nations du Sud-Est Asiatique). Pour la coopération dans le domaine de l'éducation, des équipements scolaires sont fournis et des experts sont envoyés afin d'améliorer l'enseignement et de former des enseignants dans la société locale. Actuellement, l'aide à l'enseignement s'est élargie à 12,4% de l'ensemble de la coopération de JICA.



Transfert technologique par l'intermédiaire des hommes - formation technique aux engins de construction (Pakistion)

Soutien aux efforts d'auto-assistance

Le second point est le soutien aux efforts d'auto-assistance. Aujourd'hui, l'importance des efforts propres est fortement soulignée sur le plan international. En toile de fond, on trouve la prise de conscience de l'inefficacité du système d'aide prenant même en charge les frais de personnel, poursuivi par les États-Unis et les pays européens auprès des pays d'Afrique, etc., pendant environ 30 ans.

Le Japon, par son expérience du développement économique, demande aux habitants des pays en développement de faire un premier pas avec un maximum d'efforts. Tout en demandant au pays en développement une prise en charge proportionnée à ses moyens, le Japon assure le soutien adapté pour compléter les moyens au-delà des efforts propres.

Continuité de la Coopération

«La continuité fait la force» est le troisième point essentiel de la philosophie de JICA. Il vise la valorisation des ressources humaines par le soutien aux efforts

propres des pays en développement.

Le projet de l'Institut royal de technologie Mongkut en Thaïlande est l'exemple le plus représentatif des résultats réellement enracinés dans le pays grâce à la continuité de la coopération. Pour ce projet, la coopération a été poursuivie pendant plus de 30 ans à partir de 1960, ce qui a permis à un total de 20.000 étudiants de terminer leurs études dans cette université. Actuellement meilleure université de sciences du pays, cet Institut a formé 18% des diplômés des écoles scientifiques thaïlandaises.

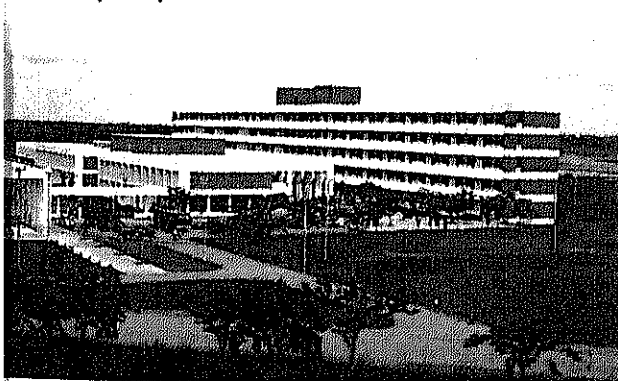
La continuité de la coopération implique une augmentation du nombre total de stagiaires accueillis au Japon, d'experts, de membres de missions d'étude, de volontaires JOCV, etc. envoyés à l'étranger au fil des années. Elle a aujourd'hui atteint un total de 291.000 personnes.

La coopération pour la valorisation des ressources humaines sous ses formes diverses génère de grands résultats dans tous les domaines.

Aide au niveau local

Le quatrième point est une aide dirigée vers les couches les plus défavorisées. Dans les années 50 et 60, la tendance de l'aide suivait la théorie de la relance par le haut*, représentative de cette époque, selon laquelle la croissance économique d'un pays s'infiltrait jusqu'à ses bases.

Mais dans les années 1970, une certaine limite étant apparue à cette théorie, on a proposé l'approche des besoins essentiels de l'être humain (BHN)* agissant directement sur les couches pauvres. JICA a activement travaillé dans le domaine des BHN, à commencer par l'envoi de volontaires JOCV. Désormais, il faudra tenir compte de la pauvreté, renforcer la collaboration avec les ONG (organisations non-gouvernementales) et promouvoir le développement de type participatif.



Institut royal de technologie Mongkut



Coopération avec les classes pauvres - Volontaire JOCV enseignant la couture à des femmes dans des villages (Bangladesh)

Diverses approches pour renforcer les effets de la coopération

Les approches adoptées par JICA pour assurer une coopération efficace tout en répondant précisément aux besoins diversifiés des pays en développement sont les suivantes.

Premièrement, il s'agit de renforcer l'approche par région et par pays. Le système de mise en œuvre par domaine et par type de coopération adopté par JICA depuis sa fondation a été amélioré, et en 1981, des divisions régionales ont été créées dans le Département de la planification. Puis, l'étude de la coopération par pays a commencé en 1986 à l'Institut de Coopération Internationale de JICA, des directives pour l'aide par pays ont été établies à partir de 1989, et les fonctions d'identification et d'établissement de bons projets (projets dont on attend un résultat optimal) ont été renforcées.

Le deuxième volet consiste en une approche globale. Actuellement, on essaie la combinaison de différents types de coopération.

- La coopération financière non-remboursable et la coopération technique de projet-type.
- Le développement général de la région, englobant chaque zone de projets indépendants.
- La coopération de type lot* : aide-programme combinant diverses coopérations techniques et la coopération financière non-remboursable.
- La coopération parapluie* : la coopération de type lot et la coopération financière remboursable.

Par ailleurs, sont également assurés en continu, le renforcement des fonctions d'évaluation, dont l'établissement de principes directeurs, ainsi que les efforts pour l'amélioration et la diffusion de la méthode de Gestion du Cycle de projet* (PCM, Project Cycle Management), qui est une méthode de gestion planni-

* Théorie de la relance par le haut : Théorie selon laquelle, il faut aider la haute finance et la grande industrie pour relancer l'économie.
* BHN : (Basic Human Needs) : Produits de consommation essentiels (denrées alimentaires, logement, vêtements, etc.) ainsi que services indispensables dans la société locale (eau potable, installations sanitaires, santé publique, éducation, etc.)
* Coopération de type lot : Programme d'aide pour un objectif de développement et relativement ciblé (par exemple, un petit thème dans un domaine tel qu'un secteur particulier)
* Coopération parapluie : Programme d'aide pour un thème d'importance moyenne ou plus dans un domaine tel qu'un secteur particulier ou un objectif de développement national ou régional
* Méthode de Gestion du Cycle de Projet (PCM : Project Cycle Management) : Méthode de gestion cohérente de l'ensemble des procédures allant du début à la fin de chaque projet de développement

fiée des projets. Afin de mieux coordonner l'aide des différents pays donateurs, et d'éviter le chevauchement des activités de coopération, JICA collabore activement avec les organismes d'aide des pays industrialisés et les organismes internationaux.

Faire face aux problèmes d'envergure mondiale

Réagissant à la mobilisation de la communauté internationale sur le développement durable, telle que la Conférence des Nations-Unies sur l'Environnement et le Développement, en 1988, JICA a organisé un séminaire sur l'aide par secteur concernant l'environnement. Sur la base des propositions du rapport de ce séminaire, JICA a renforcé son engagement dans le domaine de l'environnement.

Ainsi, dans le cadre de la coopération environnementale, JICA soutient actuellement la fondation de centres sur l'environnement en Thaïlande, en Indonésie et en Chine. Elle prévoit d'élargir cette collaboration avec le Mexique et le Chili. La coopération se fait dans divers domaines environnementaux : les mesures contre la pollution atmosphérique telles que les pluies acides, le reboisement de la forêt tropicale, l'aménagement des installations d'eau courante et d'égout, etc. Des directives pour l'environnement ont été établies pour 20 domaines couverts par des études de développement.

Parallèlement à l'environnement, JICA s'attaque aux problèmes d'envergure mondiale comme le WID (le rôle des femmes dans le développement), la pauvreté et la surpopulation. JICA effectue des recherches pour l'aide, établit des manuels, et renforce ses activités connexes.

En 1989, elle a créé un Bureau de l'environnement dans son Département de la planification, qui en 1993, a été agrandi et transformé en Division de l'environnement et de la femme.

Promotion de l'aide participative des Japonais

Pendant 40 ans, la coopération technique a joué un grand rôle dans l'internationalisation du Japon grâce à l'accueil et l'envoi de nombreuses personnes. Comme indiqué précédemment, les volontaires JOCV, experts et missions d'étude envoyés, et les stagiaires et jeunes invités accueillis au Japon ont déjà totalisé quelques 291.000 personnes (environ 364.000 si l'on inclut les émigrés). Cela a été l'occasion d'échanges et d'approfondissement de la compréhension entre les pays en développement et le Japon.

Avec l'élargissement et la diversification des activités, les ressources humaines impliquées dans l'aide se sont élargies. Aux fonctionnaires gouvernementaux se sont joints les sociétés à statut spécial, les associations d'utilité publique, les collectivités locales, les entreprises privées, ONG, etc. Cet élargissement des personnes participant à la coopération technique équivaut à une aide de type participative des Japonais.

En réponse à la politique fondamentale du Japon sur la coopération internationale pour le développement socio-économique des pays en développement, JICA a aménagé son système de mise en œuvre selon sa philosophie. Tout en introduisant de nouvelles approches, elle a abordé de nombreux thèmes, en particulier la valorisation des ressources humaines.

Actuellement, l'aide est entrée dans une période de grands changements aussi bien au Japon qu'à l'étranger. L'importance de l'APD en tant que contribution à la communauté internationale augmente de plus en plus. Vu cette situation, et s'appuyant sur ses 20 années d'expérience, JICA entend, tout en continuant à répondre aux attentes des populations, réaliser une coopération vraiment utile, appréciée par les habitants des pays en développement.



Séjour chez l'habitant au Japon d'un jeune invité

Réponses aux questions mondiales : dégradation de l'environnement, surpopulation et WID, etc.

La fin de la guerre froide a mis un point final à l'opposition Est-Ouest, et les préoccupations se tournent vers les problèmes dont le monde entier doit s'occuper d'urgence comme la dégradation de l'environnement, l'augmentation brutale de la population, la propagation du SIDA. Pour régler ces problèmes particulièrement graves dans les pays en développement, il faut recourir aux thèmes essentiels que sont la généralisation de l'éducation, le soutien au WID, la résolution des problèmes de pauvreté, etc.

Dans ce contexte, en 1994, une Conférence sur la Population Mondiale a eu lieu au Caire, où l'on a discuté des problèmes démographiques en mettant l'accent sur la santé et les droits de la femme. Ensuite, un Sommet sur le Développement Social a été organisé en 1995. Il a constitué la première conférence internationale pour l'étude accordant la priorité au «Développement social focalisé sur l'homme», telle que la lutte contre la pauvreté.

dans une perspective mondiale (Common Agenda)» des discussions économiques de synthèse nippo-américaines, et également un élément important de la concertation sur l'aide entre le Canada, l'Australie et le Royaume-Uni.

Coopérations pour la sauvegarde de l'environnement

En juin 1992, au cours du Sommet de la Terre, le Japon s'est officiellement engagé à augmenter le montant de sa coopération pour la sauvegarde de l'environnement de 900 milliards à 1 billion en 5 ans, jusqu'en 1996. Pendant l'exercice 94, la coopération dans le domaine de l'environnement a représenté un total de 195,7 milliards de yens (montant provisoire), ce qui fait un total de 704 milliards au cours des trois dernières années, soit une progression régulière. JICA a pour sa part réalisé des aides pour un montant de 21,8 milliards de yens, soit 11% de l'APD pour l'environnement, qui connaît une augmentation régulière.

Tableau 2-1 Évènements dans le domaine de l'environnement durant l'exercice 94

Mai 1994	Comité consultatif sur les questions d'environnement nippo-américain (23-24, Budapest) Conférence mondiale sur la prévention des sinistres des Nations-Unies (23-27, Yokohama) 2 ^e réunion du Comité pour un développement durable (CSD) (16-27, New York)
Juin	Adoption de la Convention sur la lutte contre la désertification (Paris, cérémonie de signature en octobre) Conférence sur l'environnement en Asie et sur la côte Pacifique (Eco Asia 94 : 21-22, Ohmiya)
Août	9 ^e assemblée mondiale de la Fédération des sénateurs pour l'environnement de la Terre (GLOBE) (21-2 sep., Moscou)
Octobre	Réunion des sections environnement et développement du CAD (Paris)
Novembre	1 ^{re} Conférence des pays signataires de la Convention sur la diversité biologique (2 semaines à partir du 28, Nasso, Panama)
Décembre	Adoption par le cabinet d'un projet de base sur l'environnement (6)
Janvier 1995	1 ^{re} Conférence sur l'environnement nippo-anglaise (17, Tokyo)

Coopération dans le domaine de l'environnement - Résultats de la coopération pour l'environnement

Comme il a été reconfirmé en juillet 1994 au Sommet de Naples, la sauvegarde de l'environnement, qui est un pilier important de l'aide japonaise, reste un élément essentiel de la coopération internationale.

Par ailleurs, les mesures pour l'environnement ont été un des «Thèmes communs pour la coopération

JICA a parallèlement renforcé les considérations sur l'environnement dans ses projets de développement. Dans les études de développement, des principes directeurs sur l'environnement ont été établis dans 20 domaines. En 1994, quelques 220 experts ont été envoyés pour concrétiser des considérations sur l'environnement.

Les considérations sur l'environnement sont prises en compte dans d'autres types de coopération, telle que la coopération financière non-remboursable. JICA améliore la formation de son personnel dans ce domaine.

Répartition de la coopération pour l'environnement

En 1994, la coopération pour l'environnement de JICA a atteint 21,8 milliards de yens, soit 400 millions (1,8%) de plus que l'année précédente. Les Tableaux 2-2, 2-3 et 2-4 indiquent respectivement les répartitions par activité, par région et par domaine. Par domaine, cette coopération est centrée sur les domaines qui sont traditionnellement les points forts du Japon. L'orientation récente est à l'augmentation des activités des ressources humaines, des nouveaux domaines, et celles englobant des domaines multiples.

Tableau 2-2
Coopération pour l'environnement
par activité

Activité	Effectif (personne)	Montant (milliers de yens)
Accueil de stagiaires	1.213	2.656.500
Envoi d'experts individuels	325	1.900.966
Envoi de volontaires JOCV	116	597.764
Etude de développement	80 cas	8.967.341
Coopération technique de projet-type	48 cas	6.824.100
Fourniture indépendante d'équipements	18 cas	280.075
Coopération pour le développement	3 cas	395.295
Formation et recrutement d'experts	7 stages	75.329
Promotion de l'efficacité de l'aide	12 cas	176.316
Total	-	21.873.686

Tableau 2-3
Coopération pour l'environnement
par région (10 premiers pays)

Pays	Montant (milliers de yens)
Indonésie	2.059.159
Philippines	1.866.664
Chine	1.679.909
Thaïlande	1.265.689
Brésil	1.118.338
Malaisie	944.954
Chili	637.593
Bolivie	524.983
Mexique	488.131
Corée du Sud	468.624
Autres	10.819.642
Total	21.873.686

Tableau 2-4
Coopération pour
l'environnement par domaine

Domaine	Montant (milliers de yens)
Mesures anti-pollution (pollution atmosphérique)	1.101.743
Mesures anti-pollution (pollution de l'eau)	226.255
Mesures anti-pollution (complexes, autres pollutions)	1.609.696
Economie d'énergie, énergies de remplacement	608.887
Traitement des déchets	1.304.639
Systèmes d'adduction d'eau, eaux souterraines pour l'eau potable	3.769.110
Egouts	601.893
Protection et reboisement des forêts	4.438.146
Prévention des sinistres	2.978.432
Gestion des ressources (agriculture, pêche)	1.361.223
Sauvegarde de la variété biologique	881.954
Administration et gestion de l'environnement	692.755
Education concernant l'environnement	33.008
Projets complexes, amélioration des capacités de protection de l'environnement, etc.	2.265.945
Total	21.873.686

Coopération pour les femmes dans le développement (WID)

En 1994, en vue de la 4^e Conférence Mondiale des Femmes prévue à Pékin l'année suivante, beaucoup de pays ont organisé des réunions préparatoires régionales. Chaque pays a rédigé un Rapport national indiquant le statut des femmes dans le pays et les mesures à prendre pour l'améliorer. L'intérêt et l'engagement dans le WID se renforce dans le monde, l'importance du rôle de la femme dans le développement ayant été reconnue à la Conférence Internationale sur la Population et le Développement organisée en septembre 1994 et au Sommet sur le Développement Social en mars 1995.

Au Japon également, les activités relatives au WID

se renforcent au fil des années. En janvier 1995, «l'Aide aux rôles des femmes dans le développement (WID)» a été intégrée dans les «Thèmes communs pour la coopération dans une perspective mondiale (Common Agenda)» des discussions économiques de synthèse nippo-américaines. Il a été déclaré que dorénavant l'aide au WID serait activement promue en concertation avec les États-Unis.

Dans ce contexte, JICA renforce également le WID dans le cadre de la coopération internationale. En 1994, elle a intégré des experts WID dans plusieurs missions d'étude, pour analyser la situation de la femme avant le début du projet. Elle s'est efforcée d'intensifier l'envoi d'experts WID dans les projets en cours. Par ailleurs, des séminaires ont eu lieu pour approfondir la compréhension du personnel sur le WID. Concrètement, les activités concernant le WID ont été comme suit.

Kenya : Aide aux femmes travaillant au niveau local

Engagement dans le WID par l'intermédiaire de stage dans le pays

Au Kenya où environ 80% de la population habite dans les zones rurales, les petites fermes représentent 80% des exploitations agricoles. De plus, les hommes étant partis des zones rurales vers les villes pour travailler, plus de 70% des travaux agricoles sont en réalité assurés par les femmes. Ceci confirme que les femmes jouent aujourd'hui un rôle décisif dans l'agriculture kényane.

JICA a dans le passé assuré une coopération technique étendue au Kenya. Ce stage de JICA appelé «stage dans le pays» a commencé en janvier 1995. Il utilise les ressources humaines formées par l'intermédiaire de la coopération technique pas-

sée et des organismes et installations des pays en développement, pour diffuser les techniques transférées plus largement dans le pays.

L'Université agricole et industrielle de Jomo Kenyatta où se déroule actuellement une coopération technique de projet-type, a été achevée en 1981 dans le cadre de la coopération financière non-remboursable du Japon. Elle a obtenu le statut d'université nationale indépendante à la fin 1994. Cette fois-ci, 50 femmes leaders d'activités au niveau local s'y sont réunies pour un stage agricole de 30 jours. Elles ont étudié les techniques agricoles à travers des travaux pratiques dans des

domaines divers tels que la production de légumes, l'exploitation laitière, l'irrigation, la conservation et la transformation des denrées alimentaires et le marketing.

Ce premier stage a remporté un grand succès, grâce aux efforts des participantes et des intervenants : ces 50 femmes passionnées et avides de savoir, l'équipe de la ferme de l'université qui a joué le rôle de professeurs et d'animateurs, les experts japonais qui les ont encouragés et conseillés.

Ce stage est un événement qui fait date pour JICA. Par ce biais, elle a directement aidé des femmes travaillant au niveau local.



Renforcement de l'identification et de la formulation de projets en relation avec le WID

Un spécialiste de la formulation de projets a été envoyé au Cambodge.

Aperçu des projets relatifs au WID

Si l'on considère les résultats par domaine, les projets sur l'agriculture et la pêche prenant en compte le WID dans les études de développement sont passés de 24 durant l'exercice 93 à 32. Les projets de coopération technique de projet-type sont passés de 30 durant l'exercice 93 à 35. Durant l'exercice 94, beaucoup de projets en relation avec le WID ont porté sur la santé publique et les soins de santé, l'agriculture et la pêche, comme au cours de l'exercice 93.

Pour la formation, le nombre des stages dans le pays* lancés au cours de l'exercice 94, et des stages conventionnels de forme nouvelle ciblant le rôle de la femme, est passé de 11 durant l'exercice 93 à 27. De plus, les volontaires JOCV qui travaillent dans le domaine du WID sont également passés de 473 à 539.

1. Envoi d'experts WID pour les projets en cours

De nombreux experts WID ont été envoyés au Népal, en Thaïlande et au Kenya, dans le domaine de la sylviculture. Des experts en éducation ont également participé à court terme à la promotion de l'éducation sur la croissance démographique, à l'enseignement ménager et du WID à l'université. D'autres experts ont été affectés au poste de conseiller au Ministère de la Femme de différents pays, ou de formateur dans des stages sur le WID. En Indonésie, ils ont pris part à la réunion préparatoire de la Conférence Mondiale des Femmes de Pékin. Depuis l'exercice 94, des experts WID sont également envoyés dans les stages bilatéraux organisés au Kenya et aux Philippines.

2. Envoi d'experts WID lors de missions d'étude préliminaire

L'étude du statut socio-économique et du rôle de la femme est examinée et analysée dans sa première phase, lors de chaque projet ou étude de développement. Cette mesure permet une exécution plus équitable et efficace. JICA a envoyé des experts dans le cadre de dix projets sur la protection de la santé maternelle, les conditions de travail, l'élevage, l'eau, etc. Leur objectif est d'étudier le statut de la femme à l'étape de l'étude préliminaire, avant l'exécution de la coopération technique pour laquelle le pays en développement a déposé une requête.

Une étude préliminaire a été effectuée aux Philippines sur les résultats de l'étude de base des «Activités d'étude pour promouvoir le niveau technique des femmes pour améliorer les condi-

tions de vie rurale (Phase I*)» réalisées sur trois ans.

Etude et recherche

Durant l'exercice 94, la Phase II a été entamée sur la base des résultats de la Phase I. Dans ce cadre, une mission a été envoyée en Indonésie pour rechercher les méthodes d'étude des villages du point de vue social et du gender*.

Un «Manuel pour le personnel de JICA concernant les aspects sociaux et le WID pour les études de développement» a été établi.

Formation des ressources humaines

Un séminaire d'une demi-journée a été organisé à quatre reprises pour des employés de JICA afin d'approfondir leur compréhension du WID. Dans le cadre d'un stage sur le WID, 8 experts de la coopération technique ont suivi une formation de 10 semaines comprenant un voyage au Népal.

Collecte d'informations

A partir de l'exercice 94, une «Etude de collecte d'informations sur le WID par pays» a commencé pour comprendre le statut de la femme dans chaque pays, l'engagement du gouvernement dans le WID, l'orientation de l'aide, etc. Des missions ont été envoyées en Zambie et au Malawi.

Coopération dans le domaine de la croissance démographique et du SIDA

L'augmentation considérable de la population mondiale tient principalement à une forte croissance démographique des pays en développement d'Asie et d'Afrique. Cette situation entrave non seulement le développement économique de ces pays, mais génère des problèmes d'envergure mondiale, telles que la destruction de la forêt et la désertification.

Par ailleurs, la plupart des malades du SIDA se trouvent jusqu'à présent en Occident et en Afrique, mais une forte augmentation est prévue en Asie. Les malades estimés actuellement à 14 millions pourraient passer de 30 à 40 millions d'ici l'an 2000, et 90% d'entre eux seraient des habitants de pays en développement.

En 1994, la «10^e Conférence Internationale sur le SIDA» à Yokohama, et la «3^e Conférence sur la Population Mondiale» au Caire, ont attiré l'attention de la communauté internationale sur ces problèmes.

* Stage dans le pays : formation dans un pays en développement par des enseignants formés dans le cadre d'une coopération technique antérieure.

* Phase : Expression utilisée après achèvement d'un projet, pour un projet de continuation dudit projet. Phase signifiant partie.

* Gender : Différences entre les sexes sur le plan social.

Initiatives sur les questions d'envergure mondiale

Lors des discussions de synthèse économique nippo-américaines en février 1994, le gouvernement japonais a annoncé sa coopération énergique avec les États-Unis, considérant que les problèmes démographiques et le SIDA sont communs à toute l'humanité. L'initiative pour les questions mondiales concernant les problèmes démographiques et le SIDA (questions de portée mondiale : Initiative on Population and Aids : GII) s'élèvera à 3 milliards de dollars environ et s'étendra sur 7 ans, à partir de 1994.

Après les conférences internationales de 1994, l'initiative du Japon a focalisé l'intérêt de chaque pays et organisme d'aide dont les préoccupations gravitent vers les problèmes démographiques et le SIDA. Effectivement, JICA coopère énergiquement à la promotion de ces initiatives.

Les coopérations d'aide concrètes réalisées par JICA dans le domaine des problèmes démographiques et du SIDA sont comme suit.

Réalisation des activités liées à la croissance démographique et au SIDA

1. Envoi de spécialistes de la formulation de projets* aux États-Unis

JICA a envoyé des spécialistes de la formulation de projets aux États-Unis, pour étudier et proposer la possibilité de coopération nippo-américaine en considérant les engagements futurs dans les problèmes de démographie et du SIDA. Ces spécialistes ont visité l'USAID (United States Agency for International Development), l'organisme central s'occupant des problèmes de démographie et du SIDA. Ils ont étudié pendant 3 mois l'action des États-Unis dans ce domaine.

2. Etude de formulation de projets

Les requêtes d'aide ont tendance à se concentrer sur un aboutissement matériel, par exemple sur les infrastructures (fondements de la vie sociale, tels que routes, ponts), alors les requêtes concernant la croissance démographique et le SIDA sont en réalité peu nombreuses. Devant la gravité de ces problèmes, JICA estime qu'il est essentiel de faire face activement dès l'étape d'identification et de formulation des projets.

Durant l'exercice 94, JICA a envoyé des missions de formulation de projets* aux Philippines, en Indonésie et en Égypte pour connaître la situation réelle et les besoins des pays demandeurs d'aide, et pour identifier et formuler des projets adaptés. Au Kenya, elle a effectué une étude de formulation de projets par le bureau de JICA à l'étranger en utilisant les services d'un consultant local.

La particularité de ces études est que JICA coopère avec les ONG qui travaillent plus au niveau local. A

titre d'exemple, elle intègre l'avis des ONG locales, et procède à des échanges de points de vues pendant l'étude sur place. JICA prévoit de continuer à réaliser des projets concernant la croissance démographique et le SIDA sur cette base.

3. Résultats de la coopération liée à la croissance démographique et au SIDA

En dehors des études précitées, JICA a effectué à titre de coopération directe, 8 projets de «planning familial, protection de la santé maternelle et infantile» et 3 projets de «promotion de l'éducation sur la croissance démographique» dans le cadre de la coopération technique de projet-type. JICA conduit actuellement un projet relatif aux «mesures préventives contre le SIDA» en Thaïlande.

Au Japon, un «Séminaire pour les animateurs du planning familial II» et un «Séminaire sur l'organisation du planning familial» ont été préparés, et un stage sur les «techniques d'examen de la contamination par le virus du SIDA» a été mis en place. Des stages dans un pays tiers* tel que le «Projet de planning familial pour les membres des comités de planning familial nationaux» ont aussi été programmés.

Engagement dans le renforcement de l'aide à l'éducation

Aide aux pays en développement engagés dans le développement de l'éducation

Ces dernières années, il a été établi le constat que la diffusion de l'enseignement fondamental, à savoir l'instruction primaire et l'alphabétisation, pourrait servir de base à l'engagement dans les questions d'envergure mondiale, tels que la pauvreté, la croissance démographique et le SIDA, ainsi que le WID. Ainsi, il est constaté que l'amélioration du taux de scolarisation et du taux d'alphabétisation engendre une augmentation de revenu et élimine les inégalités sociales. Comparativement, la hausse du taux de fréquentation scolaire des filles était lié à une baisse du taux de natalité.

En 1990, la «Conférence mondiale pour l'éducation pour tous» en Thaïlande a donné pour objectif aux pays en développement, l'amélioration de la diffusion de l'enseignement primaire et l'augmentation du taux d'alphabétisation pour l'an 2000.

Beaucoup de pays en développement mettent l'accent sur le développement de l'enseignement et essaient d'augmenter la part du budget correspondant. Cependant, il est difficile pour ces pays de financer des investissements dans un domaine qui implique le grand public, en l'occurrence l'enseignement fonda-

* Spécialiste de la formulation de projets : Spécialiste envoyé pour planifier et promouvoir des études de base sur les domaines prioritaires de développement des pays en développement et l'identification et la formulation des projets à effet de développement important.

* Etude de formulation de projets : Etude pour l'identification et la formulation pour les projets à l'attention des pays en développement et les projets concernant les domaines essentiels de l'aide pour lesquels les pays en développement font difficilement des requêtes.

* Stage dans un pays tiers : Stage effectué à l'extérieur du Japon, dans un pays tiers pour lequel un pays organisateur est choisi et auquel sont invités des stagiaires des pays bénéficiaires.

mental. De plus, ils ont peu d'expérience de la création d'un système éducatif et de l'amélioration du programme éducatif adapté au niveau régional.

Une aide qui englobe un grand nombre de populations implique une collaboration et concertation accrues entre organisations internationales et pays donateurs.

Engagement de JICA

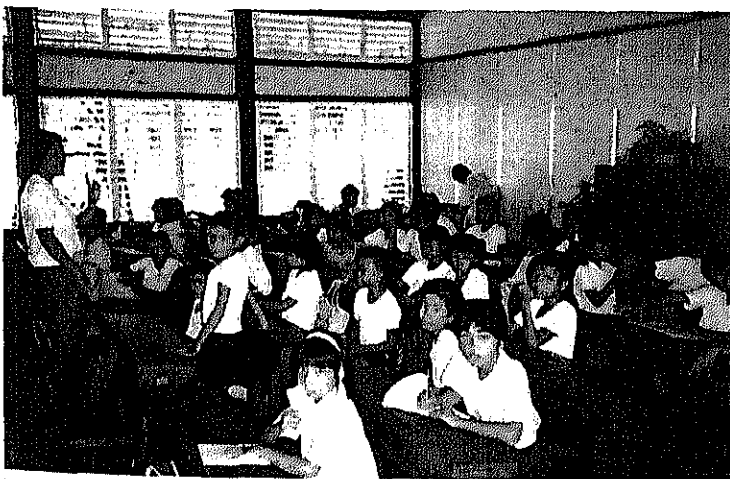
Jusqu'à présent, JICA a centré son aide à l'éducation sur la coopération technique et la coopération pour la recherche avec des écoles professionnelles et techniques, des établissements universitaires et de recherche. Dans le domaine de l'enseignement fondamental, ses actions portaient principalement sur la construction des écoles primaires dans le cadre de la coopération financière non-remboursable, et l'envoi des volontaires JOCV comme enseignants de matières scientifiques et de l'école primaire.

La coopération japonaise pour l'éducation représente environ 8% de l'ensemble de l'APD dans l'exercice 91. Vu la tendance mondiale d'élargissement de l'aide à l'éducation, ce chiffre semble peu élevé. Ainsi, il est nécessaire pour le Japon de bien comprendre la situation de l'éducation dans les pays en développement, et de définir les directives de l'aide. En septembre 1992, JICA a créé un comité d'étude (comité d'étude pour l'aide par domaine «Développement et Education») qui a présenté ses propositions en janvier 1994. S'appuyant sur ces propositions, elle a établi un comité d'étude «groupe d'étude pour l'augmentation de l'aide à l'éducation» au sein de son Département de la planification. Ce comité étudie les méthodes concrètes d'augmentation de l'aide à l'éducation, en particulier pour l'enseignement fondamental.

Conditions de réalisation de l'aide à l'éducation

Parmi les différents types d'aides fournies par JICA, la part de l'éducation est élevée dans les activités des volontaires JOCV (environ 47%) et dans le cadre de l'invitation de jeunes (environ 30%). L'aide à l'enseignement fondamental est réalisée également par ces deux modalités, mais une nouvelle approche s'y ajoute. Ainsi, les Frais d'efficacité de l'aide* ayant pour objectif principal l'identification de projets, représentent 20% de l'aide à l'éducation.

Jusqu'à l'exercice 93, la construction d'écoles, l'envoi de volontaires JOCV dans les établissements scolaires et d'experts dans les écoles de formation des enseignants, étaient des activités indépendantes. Depuis 1993, une nouvelle approche a été introduite dans le procédé même de l'aide, en combinant coopération financière non-remboursable, envoi de volontaires JOCV et coopération technique de projet-type. Cette combinaison appelée coopération de type «lot» vise l'élargissement d'ensemble des projets. Aux Philippines, cette combinaison a été appliquée à l'enseignement des matières scientifiques.



École philippine construite dans le cadre de la coopération financière non-remboursable

*Frais d'efficacité de l'aide : «Frais des activités de promotion de l'efficacité de l'aide» pour l'identification et la formulation des projets les mieux adaptés et l'évaluation des effets de la coopération.

Approche par pays, renforcement et élargissement de l'évaluation

Approche par pays

Les changements récents des conditions socio-économiques apparus aussi bien dans les pays en développement que dans les états environnants ont conduit à une plus grande complexité et diversité des besoins en développement de ces pays. Ainsi, en plus de l'accent mis autrefois sur l'aide axée sur le BHN et l'aménagement des infrastructures socio-économiques, l'éventail des besoins s'est élargi englobant la démocratisation, l'ajustement structurel*, le passage à l'économie de marché, le développement des exportations et le passage à la haute technologie industrielle, voir la lutte contre la pauvreté et la sauvegarde de l'environnement.

Pour répondre de manière adaptée aux besoins des pays en développement dont la situation intérieure et le niveau de développement sont variables, il faut bien comprendre la situation socio-économique de chaque pays et ses problèmes, et préciser les thèmes, domaines et régions sur lesquels doit se concentrer l'aide. Il est également indispensable de poursuivre une «approche par pays» pour proposer des programmes et types d'aide efficaces.

Commissions d'étude de l'aide par pays

Au cours de l'exercice 86, JICA a organisé des commissions d'étude par pays auxquelles ont participé de nombreuses personnes compétentes.

Ces commissions procèdent à des analyses, discussions et études sur place dans les principaux pays et régions bénéficiaires de l'aide.

L'étude dure de 6 à 12 mois par pays ou région et porte sur la situation socio-économique et politique, le Plan de développement national, les domaines prioritaires, l'analyse des aides à ce pays et l'orientation possible de l'aide du Japon dans l'avenir.

Chaque année des rapports sont rédigés par 3 ou 4 pays ou région, après des discussions sous forme de débats ouverts.

Ces rapports constituent des documents de référence pour l'envoi de missions d'étude générales pour la coopération économique à base gouvernementale.

Principes directeurs et création d'un système d'aide

JICA définit des «Principes directeurs pour l'exé-

cution de l'aide par pays» fondés sur le résultat des études précitées. Elle examine la politique nationale à moyen terme, classe les indices socio-économiques, les objectifs et thèmes par secteur* pour les pays où se trouve un de ses bureaux, et conçoit la mise en œuvre planifiée des projets. Un «plan de base pour l'exécution des projets par pays» compilant des projets potentiellement réalisables est également établi.

Pour sélectionner les projets les mieux adaptés, un «comité d'étude de la coopération par pays» a été créé. Lors de l'évaluation par le comité, le projet doit répondre aux critères d'exécution de l'aide définie dans les principes directeurs, et satisfaire aux modalités de mise en œuvre des projets contenues dans le plan de base.

Fondée sur cette approche par pays, une coordination des départements concernés soutient et renforce le système d'exécution des projets. La Division régionale du Département de la planification, chargée de la planification et de la coordination des projets, a été divisée en deux en 1989, puis en trois sections en 1991. A l'instar du Département de la planification, une division tripartite a été établie conformément à la répartition régionale dans le Département de la formation, le Département de l'envoi des experts, et le Secrétariat de JOCV.

Le classement des informations de chaque pays bénéficiaire d'aide sur la situation économique et politique, le Plan de développement, l'aide du Japon et des donateurs, a permis depuis 1990, l'élaboration de «fichiers d'informations sur la coopération par pays». En 1994, un total de 107 fichiers étaient réalisés.

Renforcement et élargissement des fonctions d'évaluation

Dans le cadre de ses «activités pour la promotion de l'efficacité de l'aide», JICA entreprend de construire l'approche par pays, par la rationalisation d'un système d'exécution conforme au cycle du projet (début à la fin de l'aide), en recueillant et analysant des informations, et en identifiant, formulant et évaluant des projets.

Au début de l'aide, et en vue d'une efficacité optimale, la coopération est adaptée à la situation dans le pays ou les régions en développement, et le projet identifié puis formulé pour satisfaire aux besoins. Après achèvement d'un projet, il est essentiel de souligner l'importance d'une évaluation appropriée, dont

les résultats pourront améliorer de nouveaux projets.

En juillet 1981, JICA a créé un «Comité d'évaluation» pour assurer le déroulement efficace des projets. En 1983, elle a établi une «Méthode d'évaluation après achèvement des projets par type de projet» compilant les méthodes d'évaluation finale, concernant l'ensemble des projets d'accueil de stagiaires, d'envoi d'experts et de coopération technique de projet-type.

En 1991, un examen approfondi du système d'évaluation a permis d'élaborer des «Principes directeurs pour l'évaluation» pour 5 activités : coopération technique de projet-type, fourniture d'équipements, coopération financière non-remboursable, stages et envoi d'experts. Déjà appliquée à de nombreux projets, une évaluation systématique cohérente a été introduite dans le cycle allant de la proposition d'un projet à la

fin de la coopération.

Depuis 1992, JICA conduit des projets et gère des opérations cohérents. Elle expérimente également la méthode PCM (Project Cycle Management, voir page 16) pour la coopération technique de projet-type. En parallèle, un nouveau «Manuel de suivi et d'évaluation par la méthode PCM» a été établi en 1993. En 1994, des Principes directeurs pour l'évaluation ont été élaborés pour les études de développement et la coopération pour le développement. Ces Principes directeurs sont maintenant en application.

Renforcement de la formulation de projets

Importance de la formulation de projets

L'expression «aide sur requête» englobe pratiquement toutes les activités de JICA. Explicitement, JICA ne peut intervenir qu'après la conclusion d'un accord international définissant le contenu de la coopération pour laquelle un pays en développement a préalablement déposé une requête. Cette procédure a pour objectif de respecter la volonté des pays en développement. Cependant, pour coopérer au développement, il ne suffit pas d'attendre passivement les requêtes.

Déjà souligné dans les 4^e objectifs à moyen terme de l'APD en 1988, le «renforcement de l'identification et de la formulation de projets», est maintenant une mesure adoptée par le gouvernement. La même année, JICA en a rédigé le contenu se rapportant à la formulation de projets de coopération et à la promotion de l'efficacité de l'aide pour l'évaluation des projets achevés. Dans le même temps, le Département de la planification a établi un système d'exécution unifié.

Comme il est indiqué dans le Livre blanc de l'APD (exercice 94), «L'expression «aide sur requête» signifie que l'aide du Japon ne se fait que sur requête d'un pays en développement. Cette explication succincte laisse supposer que l'aide est accordée sans étude préliminaire suffisante de la partie japonaise, et ne convient pas pour exprimer la position de base de l'aide japonaise». L'étape initiale de l'aide, soit l'identification de projet, qui constitue le début de l'APD,

revêt alors de plus en plus d'importance.

Création du Département de l'étude de formulation de projets

Récemment, après la fin de la guerre froide, la communauté internationale a été fortement bouleversée. Il est donc nécessaire de modifier le système actuel pour assurer l'aide à l'Europe de l'Est et à l'ancienne Yougoslavie, orientées vers l'économie de marché, à l'Indochine sur la voie de la paix, à la diversité des pays bénéficiaires telles que l'Afrique du Sud et la Palestine et à ceux qui passent dans le rang des donateurs. En début de coopération, il faut bien comprendre les besoins des pays en développement pour adapter l'aide à chaque pays.

Pour cela, il est nécessaire d'étudier, à l'étape de formulation du projet, à quel moment, avec quel contenu, et sous quelle forme réaliser le projet. JICA a créé un Département de l'étude de formulation de projets en juillet 1994.

Aperçu des études de formulation de projets (Exercice 94)

En plus des études de formulation de projets individuels, JICA a ajouté au cours de l'exercice 94 des

études dans quelques secteurs, tels que l'agriculture et les transports. L'accent mis sur les enquêtes par secteur permet de donner l'orientation de la coopération dans l'avenir. Voici quelques exemples de projets représentatifs.

(1) Enquête dans le secteur des transports en Indochine

Pour promouvoir le développement économique des trois pays indochinois appauvris par de longs troubles intérieurs, les efforts de ces pays seuls ne suffisent pas. Il est nécessaire de stimuler l'activité économique de l'ensemble de la région par le renforcement des échanges avec les pays voisins tels que la Thaïlande et la Chine.

Sur cette base, JICA a considéré l'Indochine comme un bloc économique, et étudié une orientation à long terme pour le développement des infrastructures centrées sur des projets concernant les transports, telles que les routes qui traversent les frontières. Les résultats ont été présentés au «Forum sur le développement global de l'Indochine» qui s'est déroulé à Tokyo en février 1995, en présence de représentants de ces trois pays et de pays donateurs.

(2) Etude de formulation de projets pour les problèmes de croissance démographique et de SIDA en Indonésie et aux Philippines

Lors de la Conférence économique de synthèse nippo-américaine de février 1994, les deux gouvernements se sont mis d'accord sur une «Initiative pour les problèmes d'envergure mondiale». Sur cette base, le gouvernement japonais a annoncé une aide aux pays en développement d'un montant de 3 milliards de dollars sur 7 ans, de 1994 à l'an 2000, dans les domaines des problèmes de croissance démographique et du SIDA.

JICA a confirmé la situation dans les domaines concernés et les soins de santé, en Indonésie et aux Philippines, parmi les 12 pays qui font principalement l'objet de l'aide nippo-américaine. Elle a ainsi formu-

lé des projets réalisables avec la coopération du Japon, suite aux discussions intervenues avec les gouvernements concernés et le bureau local de l'USAID.

Perspectives futures

JICA prévoit de continuer l'étude de formulation de projets pour assurer la concrétisation, en cas d'imprécision, sur le positionnement des projets du gouvernement bénéficiaire et sur le système d'exécution. Dans les domaines tels que l'environnement ou le WID pour lesquels des requêtes sont difficiles à formuler, JICA prend l'initiative de proposer sa coopération d'aide au pays concerné.

Pour élargir encore ses activités de formulation de projets, JICA s'efforce d'améliorer aussi bien sur le plan théorique que pratique son approche des études de formulation de projets. En voici le contenu concret.

(1) Lors d'une étude, de formulation de projets, l'accent sera mis sur l'analyse du secteur et de l'économie nationale qui servent de toile de fond à ce projet. Pour proposer un projet, sa position dans ce secteur, et celle de ce secteur dans l'économie nationale, seront étudiées.

(2) Lors de l'étude, les contraintes économiques, financières et sociales seront prises en considération et analysées.

(3) Les aides antérieures fournies par JICA par secteur et par pays, et seront analysées et prises en compte ultérieurement.

(4) Pour étudier les possibilités de coopération concertée et cohérente, et éviter tout chevauchement, la coopération des autres pays et organisations internationales dans le même domaine sera examinée.

(5) Sur la base des analyses ci-dessus, on étudiera un projet de coopération contribuant au développement du pays concerné et satisfaisant les habitants de la région.

Promotion de l'aide participative des Japonais

Passage d'un système centré sur le gouvernement à un système plus large

L'APD du Japon a considérablement augmenté, au point de faire du Japon le premier pays donateur du monde, ce qui éveille davantage l'intérêt des Japonais. Les critiques éventuelles de l'APD peuvent également être interprétées comme l'attente du peuple japonais d'une aide efficace. Pour satisfaire ces espoirs, JICA se doit de faire de sérieux efforts, et il est également souhaitable que les habitants participent directement et énergiquement à l'APD et aux activités d'aide de JICA.

Dans sa «coopération pour le développement, décennie 90» présentée en décembre 1989, le CAD (Comité d'Aide au Développement) de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) a placé au même niveau que la promotion du développement durable et la limitation de la croissance démographique, la promotion de l'aide participative. Le «développement de type participatif» signifie la participation élargie des personnes des pays en développement et des pays industrialisés à tous les niveaux, depuis le projet d'activités pour le développement jusqu'à la répartition des contributions.

Les activités d'APD s'élargissent au fil des années, et les requêtes des pays en développement se sont diversifiées du domaine matériel vers le domaine humain, et les domaines où l'aide est nécessaire se développent de plus en plus. JICA considère qu'il est nécessaire de passer d'un système d'exécution centré sur le gouvernement à un système plus large.

Coopération technique soutenue par des entreprises privées

En ce qui concerne les experts individuels, pour l'année 1994, 36% des experts envoyés sous contrat par JICA dans les pays en développement travaillent pour des entreprises privées. Les sociétés qui ont établi un «système participatif», autorisent leurs employés à participer à des activités de volontariat JOCV tout en conservant leur poste.

Sur les 298 stages de formation organisés durant l'exercice 94, 115 ont été proposés par des associations d'utilité publique, et 19 par des groupes compre-

nant principalement des sociétés privées.

Recours à des consultants

JICA passe des contrats avec des consultants* privés pour l'étude du plan de base de ses études de développement et projets de coopération financière non-remboursable. Durant l'exercice 94, JICA a conclu 692 contrats avec des consultants pour un montant d'environ 33 milliards de yens. Par ailleurs, le rôle des consultants dépasse maintenant le cadre des études du plan de base, et s'étend aux études préliminaires pour la coopération de projet-type et aux études d'évaluation.

Le recours aux consultants locaux des pays en développement augmente également pour la formulation et l'évaluation des projets.

Collaboration avec les collectivités locales

La transition des «échanges internationaux à la coopération internationale» a intensifié les activités de coopération internationale des collectivités locales. Pour soutenir ce mouvement, en octobre 1994, JICA a créé un «Bureau de promotion de la collaboration/coopération» dans son Département de la planification. Il est chargé d'assurer des échanges d'informations au Japon et à l'étranger avec les collectivités locales, les organismes d'aide et les ONG, et de coordonner leurs activités.

Un séminaire sur «les collectivités locales et la coopération internationale» a été organisé en 1988 avec la participation des principaux départements et grandes villes du Japon. En 1990 une «Commission d'étude sur les collectivités locales et la coopération internationale» a été créée et animée par des personnes compétentes, des collectivités locales, le Ministère des Affaires Etrangères et JICA.

Cette commission a étudié les possibilités de coopération internationale à l'initiative des collectivités locales, ainsi que l'orientation de la collaboration de JICA et des collectivités locales. Les résultats ont été compilés dans un rapport «Collectivités locales à l'ère de la mondialisation» (Editions de la Coopération Internationale du Japon S.A.)

*consultant : Entreprise fournissant des services tels que conseils, propositions pour l'exécution des projets.

Collaborations réalisées durant l'exercice 94

La collaboration entre JICA et les collectivités locales a couvert les activités suivantes au cours de l'exercice 94.

Les collectivités locales ont organisé 15 stages de formation en groupe avec 99 participants, 78 programmes de formation individuelle, 26 stages spéciaux avec 195 participants, ce qui représente 6,0% de l'ensemble des activités de formation. Le nombre des fonctionnaires des collectivités locales envoyés à l'étranger, se composait de 271 experts et 254 volontaires JOCV (première mission ou renouvellement), soit respectivement 5,9% et 8,0% de l'ensemble de ces activités. Les programmes d'invitation de jeunes lancés en 1984 sont tous réalisés en collaboration avec les collectivités locales. Durant l'exercice 94, 1.384 jeunes ont été accueillis.

La participation des collectivités locales aux études de développement a porté sur les études préliminaires et le contrôle des opérations. Dans le domaine des coopérations techniques de projet-type, elle ont participé à des missions d'étude, à l'envoi d'experts et à l'accueil de stagiaires.

Soutien à la coopération internationale

La participation des collectivités locales aux projets de coopération internationale augmente au fil des années, mais les approches sont diverses. JICA soutient la participation des collectivités locales aux activités de coopération internationale selon leur situation, leur niveau d'expérience par exemple.

Depuis 1986, elle organise un stage pour les fonctionnaires des collectivités locales (stage pratique : 1 semaine, stage linguistique : 3 semaines) à son Institut de Coopération Internationale, auquel 94 fonctionnaires ont participé durant l'exercice 94. Depuis 1993, même dans les régions autres que Tokyo, des cours publics prévus pour des stagiaires et des habitants ordinaires sont organisés en commun avec les collectivités locales, et 1.045 personnes y ont participé durant l'exercice 94. Depuis quelque temps, les demandes adressées par les collectivités locales à JICA pour l'envoi de conférenciers et l'affectation de membres à des comités d'étude sur l'internationalisation dans le cadre de la coopération internationale augmentent.

Depuis l'exercice 92, dans le cadre du soutien à la coopération internationale de type initiative régionale, pour les activités de secours international d'urgence, JICA rassemble, par l'intermédiaire de ses bureaux au Japon, le matériel de secours recueilli par les collectivités locales pour l'envoyer dans les zones sinistrées. Durant l'exercice 92, du matériel de secours privé a été envoyé aux sinistrés de l'éruption du Mont Pinatubo aux Philippines ; au cours des exercices 93 et 94, aucun sinistre n'a nécessité un tel envoi.

Actuellement, JICA renforce ses échanges d'informations et sa coordination avec les collectivités locales par l'intermédiaire de son réseau de bureaux au Japon, en vue de l'identification et de la formulation active de projets de collaboration avec elles.

Pour une participation accrue des habitants

En 1987, JICA a rebaptisé ses activités pour la promotion et la compréhension de la coopération internationale commencées en 1983, «Campagne de coopération internationale». En utilisant ses bureaux régionaux comme base, elle a organisé des symposiums, des conférences dans des écoles, et des expositions de photos. Durant l'exercice 94, elle a réalisé ce genre de manifestation dans 128 villes du Japon, attirant plus de 1.450.000 participants.

En général, les ONG japonaises ne sont pas directement liées aux activités de JICA, mais participent à l'envoi de missions d'étude et collaborent à l'envoi

d'experts et l'accueil de stagiaires pour des projets de médecine et de santé publique, et de lutte contre la pauvreté. Le Festival de la coopération internationale, un des événements de la «Campagne de coopération internationale» est co-organisé par JICA, le Fonds de Coopération Economique Outre-mer (OECE) et des ONG.

Durant l'exercice 90, JICA a lancé un système de volontaires seniors de la coopération pour l'envoi de volontaires de 40 à 69 ans ayant une grande expérience professionnelle. Au cours de l'exercice 94, 1.224 personnes étaient enregistrées, 24 personnes ont été sélectionnées parmi les 208 candidats retenus et envoyées à l'étranger.



Stagiaire offrant un plat de son pays à des habitants locaux lors du Festival de la coopération internationale, Centre International JICA d'Okinawa

Collaboration avec les autres pays industrialisés et les organisations internationales

Nécessité de la collaboration avec les autres pays industrialisés et les organisations internationales

Comme le Japon augmente le volume de son aide, qui est destinée à un nombre croissant de régions, l'harmonisation de l'aide par la coordination de sa politique avec celle des autres pays et organisations internationales, ainsi que la promotion de projets en commun sont devenus de nouveaux thèmes de réflexion.

Aujourd'hui le Japon est au premier rang des pays donateurs, comme les États-Unis. Il offre son aide à presque tous les pays en développement, et il est devenu le premier donateur pour 28 pays et régions, il n'est donc pas rare que la politique d'aide du Japon influence la politique de développement du pays bénéficiaire. Les autres pays donateurs ne peuvent plus se permettre d'ignorer les orientations de l'aide japonaise. Le Japon doit donc discuter et collaborer étroitement non seulement avec les pays bénéficiaires, mais aussi les autres pays et organisations donateurs.

Après la fin de la guerre froide, les besoins d'une coopération sous forme de support politique se sont renforcés, par exemple pour la démocratisation, la promotion du passage à l'économie de marché, les ajustements structurels accompagnés de problèmes de dettes accumulées. Vu cette situation, il est essentiel d'établir un système de soutien international solide, autrement dit de collaborer avec les autres pays et organisations donateurs.

Promotion de la coopération en concertation

Pour faire face à ce besoin, JICA a créé en octobre 1994 le «Bureau de promotion de la collaboration/coopération» au sein de son Département de la planification, qui met en œuvre efficacement la collaboration et la coopération avec des organisations d'aide bilatérale et des organisations internationales. Ainsi, elle s'efforce de collaborer avec les autres pays et organisations d'aide en participant à des réunions du CAD (Comité d'aide au développe-

ment) et aux groupes consultatifs (Consultative Group) de la Banque Mondiale, et à des projets individuels du PNUD (Programme des Nations-Unies pour le Développement) et de l'USAID (Agence des États-Unis pour le Développement International). Elle effectue des études sur les projets de financement de la Banque Mondiale, et participe à l'organisation de séminaires et symposiums.

Cette collaboration permet (1) la compréhension précise des besoins en développement des pays et des informations les concernant; (2) l'amélioration de l'effet global de développement par des activités dans les domaines de compétence, et en évitant tout chevauchement; (3) l'exécution efficace des projets par la promotion de la compréhension entre les pays donateurs et les pays en développement.

Depuis l'exercice 92, JICA réalise des échanges de personnel avec la CIDA, (Agence Canadienne de Développement International), et a réalisé un séminaire conjoint JICA-CIDA pour les pays d'Afrique méridionale durant l'exercice 94. JICA entretient également des consultations suivies avec la Banque Mondiale. Récemment, ses échanges avec la KOICA (Agence Coréenne de Coopération Internationale) sont devenus actifs.

Promotion du soutien à la coopération entre pays en développement (coopération Sud-Sud)

La coopération entre pays en développement* (Coopération Sud-Sud) est assurée par des pays en développement pour d'autres pays en développement dans un but de développement économique et social. En général, les pays en développement plus développés ou moyennement développés accordent leur coopération aux autres pays en développement, mais il y a des coopérations tenant compte de la coopération régionale ou de la sécurité régionale, et des coopérations basées sur l'idéologie politique surtout en Amérique latine et en Afrique.

L'importance de la coopération Sud-Sud est également un sujet de discussion dans les conférences internationales, à commencer par les Nations-Unies. JICA soutient activement la coopération Sud-Sud, conscient des avantages de faire profiter les pays dont le développement a pris du retard, de l'expérience et du savoir-faire des pays en développement.

Effets du soutien à la coopération Sud-Sud

Le soutien à la coopération Sud-Sud a produit les effets suivants.

(1) Soutien à la coopération régionale entre pays en développement

Alors que la dépendance mutuelle des économies internationales se renforce, la réduction des disparités régionales a pour effet de relever le pouvoir d'achat global, de promouvoir les investissements et le commerce extérieur dans la région concernée, et il est avantageux de créer un bloc d'économie régionale en tant que groupe organisé afin de faire face aux autres blocs d'économie régionale.

Ainsi, la création de l'Union Européenne, (UE), de la NAFTA (Accord de libre échange nord-américain) ont stimulé les mouvements d'unification économique régionale. Le soutien à la coopération Sud-Sud est un soutien efficace à la coopération régionale des pays en développement.

(2) Réponse à la pénurie de capitaux pour l'aide

Les pays d'Asie de l'Est et de l'ANSEA sont considérés comme de nouvelles sources financières prometteuses pour l'aide. Si ces pays moyennement développés élargissaient activement leurs activités d'aide, cela serait très efficace pour combler la pénurie mondiale de capitaux due à l'augmentation de la

demande et à la stagnation de la fourniture.

(3) Transfert technologique efficace

Dans le transfert économique vers les pays en développement, il arrive que le transfert de techniques et savoir-faire d'un autre pays en développement ou d'un pays en développement un peu plus avancé soit mieux adapté que celui du Japon, quand il présente des conditions naturelles, culturelles, (langue, religion, etc.), industrielles, similaires. Il faut un certain temps pour que les spécialistes japonais comprennent les problèmes et la situation dans les pays en développement ayant une grande différence de niveau technique avec le Japon. Dans la coopération Sud-Sud, le pays donateur peut plus facilement saisir les problèmes et sélectionner efficacement les techniques et le savoir-faire appropriés.

(4) Réduction des dépenses

Effet secondaire, les dépenses occasionnées pour l'envoi d'experts depuis les autres pays en développement ou l'accueil de stagiaires par un organisme de formation d'un pays en développement sont moins élevées que s'ils étaient faits du/au Japon. Le soutien de la coopération Sud-Sud dans les activités d'envoi d'experts et d'accueil de stagiaires dans les établissements de formation entre les pays en développement produit des résultats similaires à ceux du/au Japon, mais à un coût moins élevé.

Soutien à la Coopération Sud-Sud de JICA

En plus de ses stages dans un pays tiers et des coopérations tripartites dont nous allons parler, depuis l'exercice 94, JICA a introduit une nouvelle approche concernant des experts de pays tiers pour soutenir la coopération Sud-Sud.

Stages dans un pays tiers

Les stages dans un pays tiers, une des formes d'accueil de stagiaires de JICA, consistent à sélectionner un pays organisateur de stage (pays hôte) dans une région en développement offrant des similitudes sur le plan naturel, social et culturel, et d'y inviter des stagiaires des pays limitrophes. Le pays hôte assure réellement la gestion du stage, et JICA le soutien financier et technique. Ce procédé a pour objectifs de permettre un transfert de techniques et savoir-faire adapté aux

*Appelé par la suite «Coopération Sud-Sud» dans cet ouvrage.

conditions locales, et de promouvoir la coopération technique entre pays en développement.

Les stages dans un pays tiers se font aussi bien par groupe qu'à titre individuel, les stages en groupes ayant commencé en 1975 et se renforçant au fil des années. Les stages individuels ont commencé en 1986. Quand un stage dans un pays tiers est jugé plus efficace qu'un stage au Japon, il est principalement organisé pour des homologues* des projets de JICA.

Experts de pays tiers

C'est une nouvelle forme de coopération technique budgétisée durant l'exercice 94 dans laquelle les ressources humaines d'un pays tiers remplissent la fonction d'expert dans un pays en développement. Ses objectifs sont d'abord de diffuser et développer les effets de la coopération technique assurée jusqu'ici par le Japon par l'envoi de ressources humaines de pays tiers comme les experts, pour soutenir et compléter la coopération technique du Japon. Deuxièmement, il s'agit de soutenir la coopération Sud-Sud, et de surcroît, celui au passage à pays donateur des pays ayant un développement économique remarquable.

Il y a plusieurs formes de coopération dans la procédure de formulation de projets par les experts de pays tiers. Durant l'exercice 94, quelques coopérations ont été effectuées à titre expérimental, sous une forme relativement simple : projets d'envoi à court terme se limitant principalement à l'Asie du Sud-Est. D'autres types de coopération et leur extension à d'autres régions sont prévus dans l'avenir sur la base d'amples discussions avec les pays concernés.

Coopération tripartite

«Coopération tripartite» signifie des projets de coopération dans les pays en développement réalisés en commun par le Japon et un autre pays donateur.

Actuellement, un projet de «Resédentarisation des réfugiés cambodgiens et de développement agricole», qui a pour objectif l'aménagement des infrastructures et le développement de zones agricoles est en cours aux environs des départements de Kompong Speu et Takeo au Cambodge, pour améliorer les conditions de vie des réfugiés revenus dans leur pays. Pour sa réalisation, le Japon a envoyé des volontaires JOCV et quatre pays de l'ANSEA (Indonésie, Malaisie, Philippines et Thaïlande) des experts, qui coopèrent dans 4 domaines : agriculture, amélioration des conditions de vie, éducation et santé publique et un expert en coopération technique de JICA assurant la coordination de l'ensemble du projet.

Les dépenses occasionnées pour le bon déroulement de la coopération du projet sont prises en charge par le Fonds Japonais du gouvernement japonais. Concrètement, jusqu'en mars 1994, le Haut

Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR), puis le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) ont conclu un contrat avec le Centre de Coopération Internationale du Japon (JICE) sur la base du Fonds Japonais, pour soutenir l'exécution de coopérations tripartites. Le JICE a réparé les chemins ruraux des zones concernées et construit le centre principal servant de base au projet et trois centres secondaires.

Ce projet fait partie du soutien à la coopération Sud-Sud parce que le Japon soutient ainsi la coopération au Cambodge assurée par les pays de l'ANSEA.

Soutien de nouveaux donateurs

Le Japon soutient les pays en développement plus avancés, tels que les pays de l'Asie de l'Est et de l'ANSEA, dans leur processus de transfert technologique vers les pays en développement. Autrement dit, c'est une forme typique de coopération Sud-Sud, où des pays en développement ayant bénéficié du soutien du Japon aident des pays en développement en tant que nouveaux donateurs.

Si l'on prend l'exemple de la Corée du Sud, des employés de l'Agence Coréenne de Coopération Internationale (KOICA) ont été invités au siège de JICA, pour y suivre un stage de formation sur la manière de réaliser la coopération technique. Les échanges entre JICA et la KOICA sont fréquents, ainsi que les occasions d'échanges de points de vues et d'informations sur l'exécution de l'aide.

Le Japon a défini des programmes de partenariat avec les nouveaux donateurs, et conclu le «Japan-Singapore Partnership Programme (JSPP)» avec Singapour et le «Japan-Thailand Partnership Programme (JTPP)» avec la Thaïlande.

Sur la base de ces programmes de partenariat, les deux pays conjointement, accueillent des stagiaires et envoient des experts, et en cas de besoin, JICA assure un transfert de savoir-faire concernant la réalisation de l'aide aux organismes d'aide singapouriens et thaïlandais.

Budget de la Coopération Sud-Sud

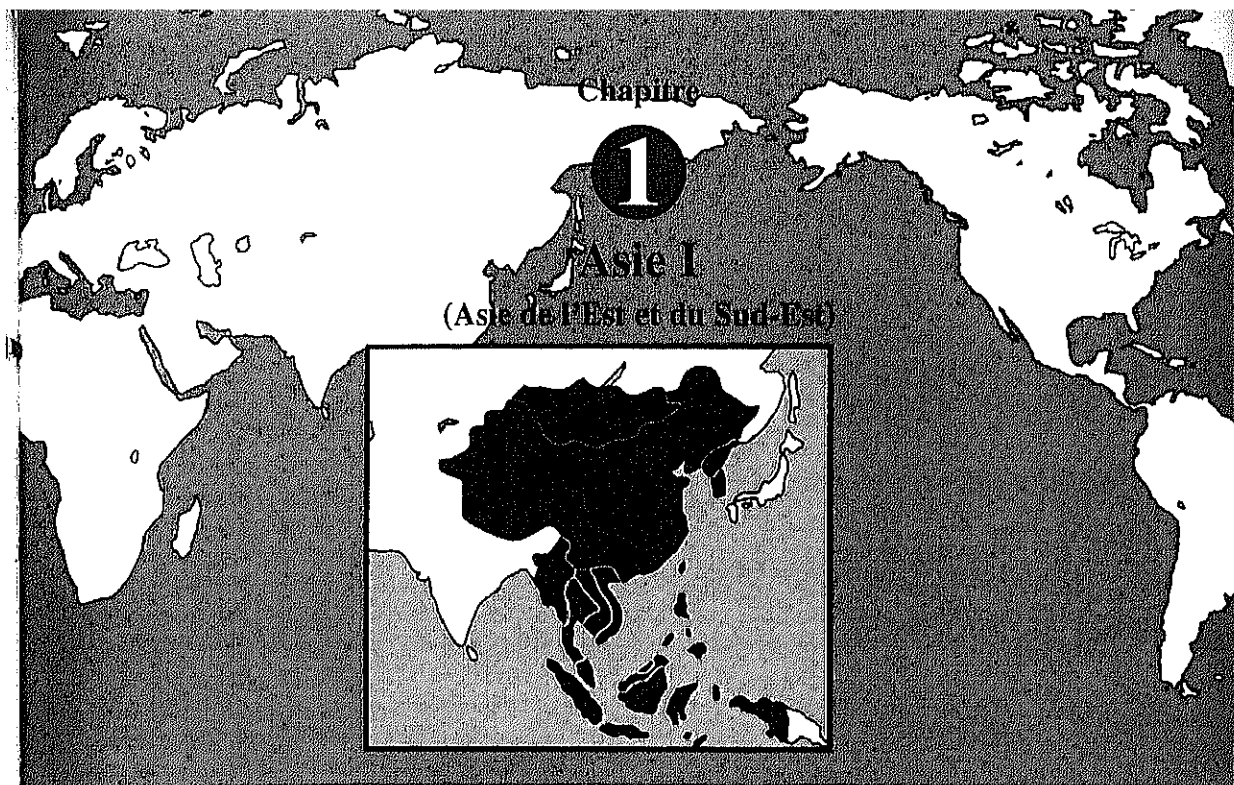
Bien que la Coopération Sud-Sud ne soit pas une «coopération réalisée entre gouvernements pour des pays en développement», JICA dispose de plusieurs budgets indirectement liés au soutien de la coopération Sud-Sud.

Par exemple, des «frais d'échanges techniques» prévus pour les échanges d'informations concernant les techniques, le savoir-faire et l'expérience lorsque des experts et homologues se rendent sur les lieux d'un projet similaire dans un pays voisin, ou bien pour les activités de présentation et de collecte d'informations

lors de conférences scientifiques et techniques organisées hors du Japon ; des «frais d'organisation de séminaires locaux» incluant l'envoi d'experts en séminaire et de spécialistes de la recherche en matière de coopération.

2^e Partie

Abrégé des activités réalisées par région



Concentration de population dans une région s'étendant de la zone tropicale à la zone subarctique

L'Asie de l'Est et du Sud-Est s'étend d'Est en Ouest, de la partie Est du Hokkaido aux environs des plateaux du Pamir en Asie Centrale, et du Nord au Sud, de la Mer de Timor à l'extrémité Sud de l'Indonésie à l'extrémité Sud de la Russie.

Dans cette zone, la Chine, la Corée du Sud qui se trouvent à l'extrême Est du continent eurasiatique, la Mongolie, ainsi que le Viêt Nam, le Laos, le Cambodge, la Thaïlande, la Malaisie, Myanmar dans la péninsule indochinoise, ainsi que les pays insulaires que sont Singapour, les Philippines, l'Indonésie font l'objet de l'APD du Japon.

Sur le plan de la population, cette région, qui comprend entre autres la Chine, qui concentre environ 1,2 milliard d'habitants, soit 1/5 de la population mondiale, l'Indonésie qui se place au 7ème rang mondial avec 190 millions d'habitants, est la région la plus peuplée du monde.

Comme l'on peut s'y attendre, les conditions telles que climat, relief, etc. sont variées dans cette large région, qui chevauche les zones subarctique, tempérée et tropicale. D'une part, une région recouverte d'arbres à feuilles persistantes latifoliées, et de l'autre, les déserts de Gobi et de Takla Makan au centre du continent.

Les ethnies qui y vivent sont également diverses, et sur le plan religieux, il y a des pays à fort pourcentage de musulmans, et d'autres où le bouddhisme est

religion d'Etat.

Grands changements dans cette région après la fin de la guerre froide

Autrefois, cette région était le centre de conflits et de tensions entre les pays libéraux et des pays socialistes. Mais, avec la fin de la guerre froide, de grandes modifications sont intervenues dans la politique des différents pays, leur situation économique, les relations entre les nations de la région.

Parmi les pays dits socialistes asiatiques, la Chine, le Viêt Nam, le Laos ont maintenu un système communiste à parti unique sur le plan politique, tout en orientant leur développement économique par l'introduction d'un système économique basé sur l'économie de marché. La Mongolie et le Cambodge ont abandonné le régime socialiste classique, et reconstruisent leur pays selon les principes de la démocratie et de l'économie de marché. Myanmar maintient son système politique fermé, mais promeut son ouverture économique.

Par conséquent, les relations avec les pays voisins doivent être considérées plus comme des relations de coopération économique mutuelle que d'opposition idéologique. Actuellement, on s'oriente vers la coopération et la collaboration dans de nombreux domaines, et des relations bonnes et étroites se renforcent.

Développement économique remarquable des NPI

Si l'on résume le développement économique de

cette région en divisant les pays en plusieurs groupes, on obtient ce qui suit.

D'abord, les pays appelés NPI (Nouveaux Pays Industrialisés) d'Asie, tels que la Corée du Sud, Singapour, ainsi que Brunei, pays riche en ressources naturelles, ont atteint un PNB (ou PIB) par habitant comparable à celui des pays industrialisés. Ainsi, Singapour et Brunei ont été exclus des pays objets de l'APD en janvier 1996, et se sont émancipés des pays en développement*.

L'adoption d'une stratégie de développement économique incluant l'industrialisation orientée vers l'exportation, l'introduction de capitaux étrangers, des industries concentrant une forte main-d'œuvre tirant avantage des bas salaires, a permis aux NPI, comme la Corée du Sud et Singapour, de réaliser leur décollage économique en premier parmi les pays en développement de cette région.

Mais, ces dernières années, comme indiqué plus loin, les pays de l'ANSEA (Association des Nations du Sud-Est Asiatique) ont rapidement remonté, et les NPI ont ainsi perdu leur avantage relatif à savoir la main-d'œuvre à bas salaires. Ainsi, les NPI asiatiques se sont reconvertis dans les services, les industries concentrant le savoir-faire technologique, et connaissent actuellement une croissance stable fondée sur des bases économiques solides.

Les pays de l'ANSEA talonnent les NPI

Les pays de l'ANSEA, à savoir la Malaisie, la Thaïlande et l'Indonésie, connaissent un développement économique qui va leur permettre de rattraper ces pays, surtout la Malaisie et la Thaïlande, qui devraient bientôt entrer dans le cortège des NPI. Dans ces pays, comme cela a autrefois été le cas dans les NPI asiatiques, on encourage activement l'industrialisation orientée vers l'exportation et l'introduction de capitaux étrangers, qui sont devenues le moteur du développement économique, dans un contexte de main-d'œuvre qualifiée, abondante et bon marché.

Vu la récession de longue durée dans les pays industrialisés, destinataires des produits exportés par ces pays, on ne peut plus comme autrefois espérer une croissance annuelle à deux chiffres, aussi depuis quelques années, leur taux de croissance s'est stabilisé à un niveau élevé de 7 à 8%, une tendance qui devrait encore durer un certain temps.

Aux Philippines, qui semblent s'être laissées distancer par les autres pays de l'ANSEA, on s'est efforcé d'aménager les infrastructures sur un fond de stabilité politique, ce qui a permis d'atteindre un taux de croissance de plus de 5% en 1994. Le taux d'inflation étant également descendu sous le seuil des 10%, les investissements d'entreprises étrangères augmentent régulièrement, des conditions qui laissent espérer une

croissance économique durable.

Dans les pays de l'ANSEA, le revers de cette croissance économique rapide, des problèmes qu'on devrait considérer comme les aspects négatifs de cette croissance, tels que différences de niveau de développement entre les zones urbaines et rurales, disparités des revenus des citoyens, problèmes d'environnement, commencent à se révéler.

Des pays qui se convertissent à un nouveau système économique

Un autre groupe, dont les trois pays de la péninsule indochinoise et la Mongolie, s'est libéré de son système économique centralisé planifié et vise le décollage économique par l'introduction de l'économie de marché.

Les trois pays de la péninsule indochinoise (Cambodge, Laos et Viêt Nam), marqués par une histoire troublée, ont encore aujourd'hui un PIB par habitant d'environ 200 dollars. Mais avec l'effondrement de l'URSS et des pays communistes Est-Européens, et la diminution considérable de l'aide accordée jusqu'ici, ils ont rétabli leurs relations avec les pays industrialisés occidentaux et ont commencé la reconstruction du pays et la stimulation de l'activité économique.

Le Viêt Nam a décidé en 1986 l'adoption de la «ligne politique de réforme (Doi moi)», axée principalement sur : 1) des efforts pour trois grands plans, à savoir la production de denrées alimentaires, la production de biens de consommation et l'exportation ; 2) la mise en place d'un système de gestion indépendante par unité de production centré sur le principe de l'économie de marché ; et 3) le renforcement de ses relations de coopération économique avec tous les pays, y compris les pays capitalistes, et l'adoption d'une politique d'ouverture vers l'extérieur.

De même, le Laos a décidé en 1986 l'adoption d'une politique de «nouveau mécanisme économique» visant le passage de l'économie d'autosuffisance à l'économie de marché, en s'appuyant sur le slogan «Nouvelle pensée».

On estime que jusqu'ici ces tentatives de réforme économique ont donné de bons résultats. Ainsi, le Viêt Nam est en vedette dans cette zone comme marché d'investissement prometteur, et un afflux de capitaux étrangers a commencé de pair avec l'annulation des sanctions économiques américaines vis-à-vis du Viêt Nam en février 1994.

Par ailleurs, au Cambodge, la signature du Traité de paix de Paris en octobre 1991 a résolu pour le moment les conflits internes. Puis, avec l'assistance de l'Autorité provisoire de l'ONU pour le Cambodge (APRONUC), une nouvelle constitution célébrant la monarchie constitutionnelle a été adoptée en sep-

tembre 1993, et la situation politique s'est relativement stabilisée. Mais, les troubles qui ont duré de longues années ont affecté les ressources humaines, les différents systèmes d'administration du pays et les infrastructures, ce qui a fait du Cambodge le pays le plus en retard sur le plan économique des trois pays de la péninsule indochinoise.

La Mongolie a commencé sa réforme économique en 1987, et avec son passage systématique vers la démocratie, par exemple par l'organisation d'élections libres en 1990, elle s'est totalement engagée dans l'introduction d'une économie de marché. Mais elle a fait l'expérience des difficultés économiques sans précédent à cause de la réorganisation rapide de son économie et de la diminution considérable de l'aide des anciens pays du COMECON. Ensuite, la situation s'est graduellement rétablie, et des signes positifs sont même apparus, tels que l'enregistrement en 1994 de sa première croissance économique positive depuis la réforme.

Pour sa part, Myanmar après la prise des pleins pouvoirs par l'armée en 1988, a abandonné sa politique économique socialiste originale dite «Ne Uin», pour s'engager dans la voie de la libéralisation économique. Des mesures comme la privatisation des entreprises publiques, la promotion des investissements privés, la libéralisation du commerce, ont fait naître un fond de redressement économique depuis 1992 ; en particulier, l'augmentation des investissements des pays de l'ANSEA à la recherche de main-d'œuvre bon marché constitue une force motrice importante pour la stimulation de l'économie. Mais il reste beaucoup de questions à résoudre, telles que la situation politique peu claire, le système toujours rigide.

La Chine a, de son côté, entrepris une réforme économique originale. A la 14e Assemblée générale du parti en octobre 1992, le système «d'économie de marché socialiste» a été adopté, et après beaucoup de vicissitudes, les mesures de réforme et d'ouverture adoptées en 1979 ont engendré une croissance économique rapide à partir de 1992 ; l'économie chinoise est ainsi devenue la plus dynamique dans la zone économique de l'Asie de l'Est et du Sud-Est, ce qui a renforcé son influence.

Par contre, des aspects négatifs liés au développement ont également fait surface tels que des étranglements comme la pression inflationniste due à la surchauffe économique, l'énorme déficit financier, les problèmes d'énergie et de transport, les problèmes de déficit des entreprises nationalisées, l'élargissement des disparités entre les différentes régions, ainsi que les problèmes d'environnement.

Activités de JICA en Asie de l'Est et du Sud-Est

Les réalisations de JICA dans la zone de l'Asie de

l'Est et du Sud-Est sont au premier rang, aussi bien sur le plan des formes d'aide, des dépenses et des personnes concernées. De plus, les pays de cette zone sont aux premières places parmi les bénéficiaires des aides, et comme pour tous les pays, le Japon est presque toujours le premier pays donateur*, il n'est pas exagéré de dire que c'est la zone au centre des activités de JICA.

Dans l'APD bilatérale du Japon, en 1994, 3,763 milliards de dollars ont été attribués dans la zone de l'Asie du Sud et du Sud-Est, soit 39% du total. Sa répartition est de 1,014 milliard de dollars (27%) pour la coopération technique, 639 millions de dollars (17%) pour la coopération financière non-remboursable et 2,19 milliards de dollars (56%) pour la coopération financière remboursable.

Si l'on s'en tient aux activités de JICA, cela représente 51,277 milliards de dollars sur la base des dépenses de l'exercice 94, soit 36,8% du total.

S'appuyant sur l'état de développement actuel des pays de la région de l'Asie de l'Est et du Sud-Est ci-dessus, JICA leur a assuré l'aide suivante.

Points essentiels de la coopération avec les pays de l'ANSEA

D'abord, comme il est essentiel pour les pays de l'ANSEA de poursuivre leur développement économique régulier actuel, la coopération est assurée pour l'aménagement et le renforcement des infrastructures industrielles (institutions y comprises), l'assistance à la formation pour les PME (entreprises terminales) en vue du développement des structures industrielles, le renforcement des capacités d'étude scientifique et technique soutenant le développement industriel, la formation des ressources humaines pour les industries développées (en particulier développement de l'enseignement des matières scientifiques et des mathématiques à l'école primaire et dans les collèges, renforcement de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle).

Par exemple, le «Projet d'Institut technologique nippon-malais» abordé au cours de la Conférence au sommet Japon-Malaisie à la fin août 1994 est une coopération concernant un centre de formation professionnelle dans les domaines de technologie avancée, tels que la méca-électronique, la mesure et le contrôle, les micro-ordinateurs, l'équipement électrique automobile. JICA est en train de préparer l'exécution de ce projet en consultant des experts.

Par ailleurs, une étude pour le développement*, «le Projet d'amélioration de la fiabilité de la centrale de Malaya» est en cours dans l'île de Luçon, aux Philippines où le manque d'électricité qui s'aggrave ne permet pas de satisfaire les besoins liés au développement économique, par l'intermédiaire duquel on essaie d'établir des mesures d'amélioration des procédés de

*Donateur : Pays ou organisme accordant une aide.

*Etude pour le développement : Etude pour l'établissement d'un projet de développement public qui jouera un rôle important dans le développement socio-économique des pays en développement.

gestion de l'exploitation d'ensemble englobant à la fois les aspects matériels et humains.

Pour un développement économique durable

Par ailleurs, la négligence des problèmes qu'il faut appeler «les déformations du développement» des pays de l'ANSEA, nés de la croissance économique rapide, peut compromettre la continuité du développement économique. Par conséquent, il est également important de renforcer les structures pour faire face aux questions d'assistance, comme le développement rural pour la correction des disparités régionales et l'allègement de la pauvreté, l'amélioration de l'environnement et de l'hygiène dans les zones urbaines, ainsi que la sauvegarde de l'environnement.

Comme exemple concret, une coopération est en cours en Indonésie pour l'établissement et la gestion d'un Centre de gestion de l'environnement, défini comme organisme central pour la consolidation de l'administration de l'environnement dans le cadre d'une coopération technique de projet-type, en vue d'améliorer les capacités de résoudre les questions d'environnement. En Indonésie encore, le «Projet d'étude de la forêt tropicale» réalisé sous forme de coopération de projet-type est une coopération de longue haleine ayant pour objet la reproduction de la forêt tropicale, une précieuse ressource biologique du monde.

Par ailleurs, en Thaïlande, on connaît bien la réalité de la polarisation de la population sur Bangkok, la capitale, due à la disparité des revenus qui augmente entre les différentes régions. L'une des mesures pour résoudre ce problème est l'aménagement des autoroutes interurbaines prévu dans le Plan de développement national du Gouvernement thaïlandais. Pendant environ un an et demi, jusqu'en mars 1995, JICA a effectué une étude de faisabilité* concernant la construction d'autoroutes à péage sur des tronçons d'une longueur totale de 236 km allant vers le nord et l'ouest de Bangkok.

Assistance à la «Coopération Sud-Sud»

Les NPI et les pays de l'ANSEA ont eux-mêmes une attitude de donateurs qui offrent leur coopération aux pays dont le développement a pris du retard, et promeuvent ce qu'on appelle «la coopération Sud-Sud». Le Japon, qui manifeste son assistance à de telles orientations aussi bien au Japon qu'à l'étranger, a conclu une «convention de partenariat» avec Singapour en janvier 1994 et avec la Thaïlande en août de la même année.

Dans le cadre de ces conventions, le Japon et la Thaïlande, ou Singapour, sont partenaires, prennent en charge les coûts sur un pied d'égalité, et ont fixé un

cadre d'exécution de la coopération technique envers les autres pays en développement. Dans ce cadre, JICA s'efforce de renforcer les stages dans les pays tiers, et étudie les possibilités de collaboration dans l'avenir, telles qu'envoi conjoint d'experts et de volontaires (volontaires JOCV pour le Japon).

JICA soutient l'assistance de la Thaïlande comme donateur, en collaborant à la fondation d'un Centre de formation international en Thaïlande. La Direction générale gouvernementale de la coopération économique et technique thaïlandaise promeut activement un projet en vue de la formation principalement des ressources humaines des trois pays indochinois, en prenant comme modèle les activités d'accueil de stagiaires de JICA. On espère mettre à profit le savoir-faire des activités de stage accumulé jusqu'ici par JICA dans le cadre de la coopération à la conception, la construction et la gestion de ce centre, qui en sera l'organisme central.

Assistance pour le passage à l'économie de marché

La Charte de l'APD du Japon tient compte des efforts des pays en développement pour l'introduction d'une économie de type orienté vers le marché. Suivant cette orientation, JICA assure sa coopération à la région indochinoise, à la Chine et à la Mongolie pour le renforcement de l'organisation administrative et de la capacité d'exécution nécessaires pour le passage à l'économie de marché.

Par ailleurs, elle sait bien que l'aménagement des infrastructures, le développement des ressources humaines sont également des éléments nécessaires pour la stimulation de l'économie. En Mongolie, elle coopère à une étude de la «réforme et du développement économique» dans le cadre d'une coopération intellectuelle adaptée au passage à l'économie de marché.

Pour le Viêt Nam, JICA a pendant toute l'année 1994, effectué une étude sur l'assistance par pays, avec l'aide de personnes compétentes, surtout des chercheurs universitaires du Japon. Les résultats de cette étude basée sur une analyse socio-économique élargie, compilés en mars 1995, ont été hautement appréciés par la partie vietnamienne, qui a fait une nouvelle demande concernant une étude de développement concernant l'assistance pour le passage à l'économie de marché.

Engagement prioritaire dans la zone indochinoise

La zone indochinoise porte de profondes séquelles des guerres civiles qui l'ont dévastée, et l'aménagement des structures et le développement des ressources

humaines sont des questions urgentes pour l'amélioration des services sociaux et du cadre de vie. De plus, l'accroissement de la production dans l'agriculture, qui emploie une grande partie de la population, étant une prémisses au développement économique, les coopérations deviennent nombreuses également pour l'augmentation du rendement agricole et le développement des zones rurales.

Au Cambodge, qui hâte sa reconstruction après la guerre, le «Projet de santé de la mère et de l'enfant» qui a débuté en avril 1995, a été la première coopération technique de projet-type depuis la reprise de l'assistance. Pour le Laos, les préparatifs sont en cours pour l'exécution d'un projet de développement de l'agriculture et des zones rurales dans le département de Vientiane.

Parmi les actions internationales dans la zone indochinoise, le Japon a proposé un «Forum sur le développement de la zone indochinoise».

Ce Forum a été lancé pour assurer un développement plus efficace et harmonisé des trois pays de la péninsule indochinoise, considérés comme une région.

La conférence ministérielle tenue à Tokyo en février 1995, a confirmé l'état actuel de l'assistance offerte par chaque donateur, y compris les organismes internationaux, et l'orientation de leur engagement dans l'avenir dans trois domaines : l'aménagement des infrastructures, la formation des ressources humaines et le commerce extérieur et les investissements. Avant cette réunion, JICA a envoyé une mission d'étude de formulation des projets pour étudier dans quelle mesure le Japon devait s'engager dans les domaines de l'aménagement des infrastructures et de la formation des ressources humaines.

En avril 1995, les trois pays de la péninsule indochinoise et la Thaïlande ont signé un «Accord de coopération pour le développement durable* du bassin fluvial du Mékong», définissant la coopération pour le développement et l'utilisation de l'eau et des ressources connexes du bassin, et la protection et la sauvegarde de l'environnement et des écosystèmes. Cet accord suppose la participation future de la Chine et de Myanmar, et l'on prévoit un renforcement des liens entre les pays centrés sur le Mékong.

Résolution des problèmes de cette zone

Le Japon s'est orienté en vue de coopérer autant que possible avec la Chine, qui s'efforce de se moderniser sur la base d'une politique de réforme et de libéralisation, et coopère activement avec elle dans différents domaines. Actuellement, la Chine est un des grands partenaires des activités de JICA dans tous les domaines.

A la lumière de la situation économique actuelle en Chine, dont la croissance est régulière, l'objectif est depuis quelques années de promouvoir activement une coopération équilibrée fondée sur la prise en compte des disparités régionales, et la coopération concernant l'environnement s'appuyant sur des foyers tels que le «Centre de protection de l'environnement d'amitié sino-japonaise», outre la coopération conventionnelle concernant les infrastructures économiques centrée sur la zone littorale.

Par ailleurs, quelques mouvements dans la zone d'Asie de l'Est et du Sud-Est méritent qu'on leur prête attention.

Par exemple, le Gouvernement japonais a annoncé une coopération énergétique par APD portant sur environ 3 milliards de yens pendant 7 ans, de l'exercice 1994 à 2000, à titre «d'Initiative pour les problèmes mondiaux à grande échelle (surpopulation, SIDA)» dans le domaine de la surpopulation et du SIDA, dont les principaux bénéficiaires devraient être l'Indonésie et les Philippines.

JICA a envoyé une mission de formulation des projets en novembre 1994 dans le but d'identifier et de formuler des projets concrets. Au cours de cette étude, des discussions et échanges de vues ont eu lieu non seulement avec les organismes concernés des pays bénéficiaires, mais aussi avec d'autres donateurs et des ONG travaillant sur place. Les résultats de ces échanges seront utilisés pour assurer une assistance efficace.

Par ailleurs, pour le Viêt Nam envers lequel l'assistance a véritablement recommencé en 1992, une nouvelle coopération sous forme d'envoi de volontaires JOCV a commencé durant l'exercice 94. Les arrangements concernant l'envoi ont été réalisés en août 1994, et un premier groupe de 3 enseignants de japonais a été envoyé sur place en février 1995.

Philippines Pour l'amélioration de la santé de la mère et de l'enfant

Projet de santé de la mère et de l'enfant/ de planning familial des Philippines

Zone agricole de la province de Tarlac où s'étendent des champs de canne à sucre et des rizières

••

Pour la santé de la mère et de l'enfant

Une zone agricole typique des Philippines où s'étendent des champs de canne à sucre et des rizières. C'est là que se déroule la coopération technique de projet-type. Ici, depuis 3 ans, des experts des soins médicaux et des relations publiques, envoyés du Japon résident avec leur homologue philippin et collaborent dans une ambiance sympathique sur la base d'un programme d'activités établies pour satisfaire les besoins apparaissant sur place.

Les experts ne restent pas dans leurs bureaux, mais visitent les villages et travaillent en entretenant des relations amicales avec les assistantes sociales et les sages-femmes.

Ces activités ont permis la création d'un carnet de maternité facile à comprendre pour les femmes de cette région et d'un système d'achat en commun des produits médicaux nécessaires dans les villages. Maintenant, le transfert technologique médical régional sans précédent, dans lequel «la compréhension solide des services médicaux et de santé réellement nécessaires aux habitants est assurée en s'appuyant sur l'expérience de la partie japonaise» commence graduellement à porter ses fruits.

Ce projet comprend principalement l'assistance pour des activités de relations publiques, concernant le Projet de santé de la mère et de l'enfant, de formation



de ressources humaines, et de stimulation et de sensibilisation des habitants.

Le but final du projet, qui est «l'amélioration de l'état de santé de la mère et de l'enfant» est réalisé en stimulant les activités liées à la santé dans la zone objet, et les services pour la santé de la mère et de l'enfant, ce qui contribue aussi aux mesures démographiques des Philippines.

••

Des enseignants improvisés qui se démènent

Pour assurer «l'amélioration de l'état de santé de la mère et de l'enfant», but final de ce projet, le renforcement des connaissances et des capacités du personnel médical travaillant dans les centres médicaux des villages est indispensable. Cependant, la zone objet du projet a une surface et une population similaires à celles d'une petite préfecture japonaise, dans laquelle sont éparpillés quelque 200 sages-femmes et

2000 volontaires médicaux.

Il est impossible que JICA à elle seule réalise des stages pour la formation d'un nombre aussi important de ressources humaines.

On a donc commencé par des stages pour instruire comme formateurs les médecins et infirmières homologues.

La voix de l'homologue nous a guidés : «Nous sommes contents que JICA soit venue. Mais vous repartirez un jour. Même dans ce cas, nous voudrions être capables de former le personnel médical nous-mêmes».

Mais les experts, mêmes s'ils possèdent des connaissances et techniques médicales ne sont pas des enseignants. Au moment d'enseigner, les enseignants improvisés ont une petite voix, sont maladroits dans la fourniture des documents, leurs gestes ne sont pas corrects ; tant de choses qui leur font détester l'enseignement et font que finalement enseignants et élèves finissent par demander l'arrêt des cours.

Que fait-on dans ce cas-là? Les experts de JICA qui ont l'expérience de l'assistance à l'étranger le savent. Oui, ils ont simplement un visage inquiet.



Ligne de front

Alors, quelqu'un parmi les Philippins, qui sont très sociables, dit une plaisanterie avec à-propos, chante, danse pour détendre l'atmosphère.

La prévenance de tels gens vous apprend que les barrières culturelles et des coutumes sont des illusions qui peuvent disparaître en un instant. Les jours, où l'on s'enivre, et apprend avec les experts qui ont fini par se mettre dans la peau des enseignants, vont encore se poursuivre longtemps.

(Bureau JICA des Philippines)



Projet de santé de la mère et de l'enfant/de planning familial des Philippines

Dans la zone modèle qu'est la province de Tarlac (à 100 km au nord de Manille), l'envoi d'experts, l'accueil de stagiaires, la fourniture d'équipements ont été assurés principalement pour l'assistance dans les activités des relations publiques auprès des personnes qui s'occupent du projet de santé de la mère et de l'enfant/de planning familial, la formation de ressources humaines dans le domaine de la gestion des informations sur la population et la santé de la mère et de l'enfant, et les activités de stimulation et de sensibilisation des habitants de la région.

Ligne de front

Indonésie - Singapour Assistance à la «coopération Sud-Sud» de ces deux pays

..... Stages dans un pays tiers/envoi d'experts des pays tiers à d'autres pays tiers

Scène d'un cours sur les techniques de protection des produits pour le transport à Singapour



L'assistance aux pays en développement est généralement une «coopération Nord-Sud» des riches pays du Nord vers les pays pauvres du Sud. Mais parmi les pays en développement ayant atteint un certain niveau de développement, des pays en soutiennent d'autres, tout en continuant à bénéficier de l'assistance.

Ce type d'assistance entre pays du Sud s'appelle «coopération Sud-Sud». Dans ce type d'assistance, en s'appuyant sur sa propre expérience, le pays fournissant l'assistance peut transmettre les techniques mieux appropriées à la situation réelle des pays bénéficiaires, ce qui laisse espérer des résultats impossibles à obtenir par une «coopération Nord-Sud».

«Coopération Sud-Sud» assurée par l'Indonésie

Les «coopérations Sud-Sud» de l'Indonésie ont commencé il y a longtemps, en 1979 par l'envoi d'experts en Tanzanie, et l'année suivante, en 1980, en démarrant l'accueil de stagiaires des pays en développement. Depuis lors, sa coopération s'est élargie, et s'est développée activement par l'envoi d'experts et de missions d'étude, et l'accueil de stagiaires. Par

ailleurs, en 1994, un Forum Asie-Afrique a été organisé pour rechercher les possibilités de «coopération Sud-Sud» avec la collaboration des Nations Unies, du PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) et de

JICA.

Ces activités de l'Indonésie ont été diversement soutenues par JICA.

D'abord, les stages dans un pays tiers organisés par l'Indonésie depuis 1980, se sont si bien développés que durant l'exercice 94 il y a eu 13 cours. JICA prend en charge la fourniture des équipements pour les stages, l'envoi de formateurs japonais, les frais généraux. Les stages organisés par les pays en développement en regroupant des stagiaires des pays voisins ont des avantages tels que le transfert de technologies ayant auparavant été adaptées aux pays en développement et améliorées.

Par ailleurs, l'Indonésie envoie également des experts dans

le domaine agricole et médical pour des projets de réinsertion des réfugiés actuellement en cours au Cambodge. JICA soutient ces activités, ainsi que l'envoi d'experts indonésiens dans d'autres pays en développement.

(Bureau JICA d'Indonésie)

●● JSPP renforce ses relations avec Singapour

On s'intéressera également aux actions que réalisera le JSPP (Japan Singapore Partnership Program) créé entre le Japon et Singapour en 1994, du point de vue de la coopération Sud-Sud.

Singapour s'est émancipé des pays en développement, et à la réunion du Comité sur l'assistance au développement de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) en janvier 1996, il a été exclu de la liste des pays bénéficiaires de l'aide.

Le JSPP prévoit, en se référant à l'expérience de développement de Singapour, et en combinant les ressources humaines, les capacités techniques et financières du Japon

Stages dans un pays tiers effectués au profit de l'exercice 94 par Singapour

Stage	Organisme d'exécution	Stagiaires
1 Logiciels	Institut des techniques logicielles nippono-singapourien	20 (0)
2 Consultation sur la gestion	Agence nationale de productivité de Singapour	22
3 Service d'information d'import.	Centre de stages aériens privé de Singapour	10
4 Gestion des aéroports	Centre de stages aériens privé de Singapour	8
5 Alimentation et transmission de l'électricité	Polytechnique de Singapour	24 (4)
6 Consultation pour cadres supérieurs	Agence nationale de productivité de Singapour	16
7 Techniques de protection des produits pour le transport	Institut technique des normes industrielles de Singapour	18
8 Emballage des denrées alimentaires	Polytechnique de Singapour	20 (4)
9 Gestion des ports	Agence des ports de Singapour	15 (1)

* Le nombre de stagiaires |) est le nombre de stagiaires attribués à Singapour.

et de Singapour, d'assister le développement économique des autres pays en développement, une action dans laquelle vit le concept de «coopération Sud-Sud».

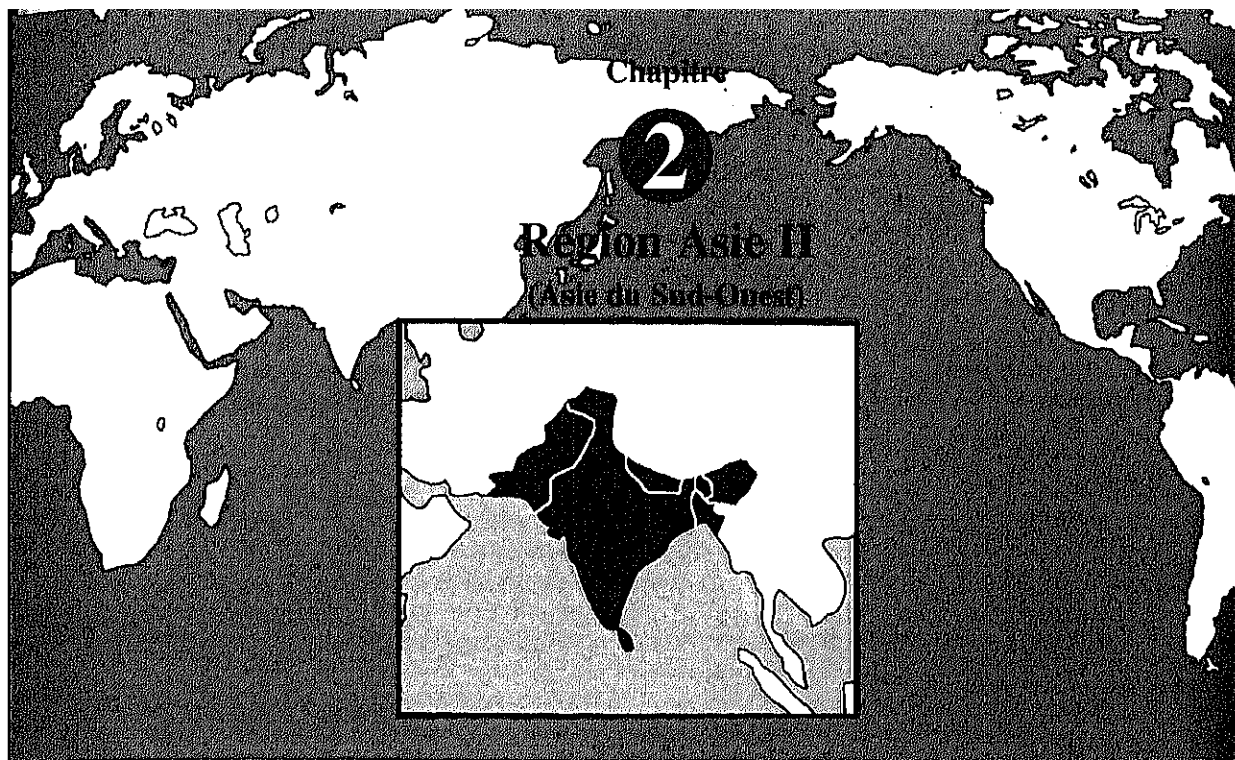
Les activités principales du JSPP seront la réalisation de stages dans des pays tiers ; ainsi, comme le montre le tableau ci-dessous, actuellement 6 organismes sont en train de réaliser 9 cours de stage. Les frais encourus par l'ensemble des cours sont pris en charge à égalité par les deux pays, et en cas de besoin, des experts japonais sont envoyés comme instructeurs. Le JSPP prévoit l'augmentation graduelle du nombre des cours, et 12 cours pour 1997 (ou 200 stagiaires).

(Bureau JICA de Singapour)



Stages dans un pays tiers/envoi d'experts de pays tiers à d'autres pays tiers

Les stages dans un pays tiers sont des stages effectués dans des zones de pays en développement possédant des bases sociales et culturelles communes, pour lesquels on choisit un pays servant de base et un organisme d'exécution, et ayant pour objet les ressources humaines des pays de la région. L'envoi d'experts de pays tiers à d'autres pays tiers est une forme de coopération dans laquelle le transfert technologique est assuré par l'envoi d'experts de pays autres que le Japon.



Une région pauvre à besoins de développement importants

L'Asie du Sud-Ouest comprend 7 pays : le Bangladesh, le Bhoutan, l'Inde, les Maldives, le Népal, le Pakistan et Sri Lanka. Elle concentre un cinquième de la population du monde, à savoir 1,1 milliard d'habitants, et les ethnies, religions, langues et climats y sont variés. Cette diversité se combinant à des activités économiques languissantes, des revenus bas, se traduit également par des problèmes politiques et sociaux.

Oubliant leurs différences politiques, les sept pays de cette région ont fondé en décembre 1985 l'ASACR (Association Sud-Asiatique de Coopération Régionale) en vue de consolider leurs relations de coopération sur le plan technique et pratique.

Comme le montre également le PNB par habitant de la région (180 à 540 dollars, rapport 1992 de la Banque Mondiale), l'Asie du Sud-Ouest comprend 4 pays LLCD* (Bangladesh, Bhoutan, Maldives, Népal) ; c'est une des régions les plus pauvres du monde, dont les besoins de développement sont très importants.

Sauf les Maldives, les pays de la région vivent principalement de l'agriculture, qui occupe la plus grande partie de la population active, et l'économie nationale est fortement influencée par le climat. Le commerce extérieur comprend l'exportation de produits primaires comme les produits agricoles, le textile, et l'importation de biens d'équipement tels que les machines ; il est fragile comme structure parce que

facilement influencé par la fluctuation des prix internationaux des produits primaires. Beaucoup de pays souffrent d'un déficit permanent de la balance du commerce extérieur.

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, les pays de l'Asie du Sud-Ouest ont essayé comme beaucoup des nouveaux pays indépendants d'atteindre l'indépendance économique. Ils ont d'abord protégé les industries nationales, et promu des mesures de remplacement de l'importation. Mais, maintenant, après Sri Lanka qui poursuit sa libéralisation depuis 1977, l'Inde, le Pakistan, le Bangladesh, le Népal se sont orientés vers la libéralisation de l'économie, et promeuvent énergiquement des mesures comme la déréglementation, la stimulation des investissements et des exportations.

Coopération japonaise en Asie du Sud-Ouest

Le Japon est un des grands pays d'aide des pays de l'Asie du Sud-Ouest ; en 1993, il leur a octroyé 959,04 millions de dollars, soit 11,7% du montant total de ses APD bilatérales, et en 1994, 1,751 milliard de dollars, soit 18,3% du total à cette région. Quant à la forme de l'assistance, dans les années 1960, les prêts gouvernementaux centrés principalement sur l'Inde et le Pakistan ont représenté plus de 90% du total ; mais par la suite, la part des dons (coopération financière non-remboursable + coopération technique) a augmenté. Les chiffres de 1994 sont état de 26% pour la coopération financière non-remboursable, 8% pour la coopération technique, 66% pour la coopération financière

remboursable.

Compte tenu de la présence des 4 pays LLDC, on s'efforce de renforcer la coopération financière non-remboursable, et la coopération porte principalement sur l'aménagement des infrastructures économiques, le développement agricole, la santé publique et la médecine, le cadre de vie, la formation des ressources humaines. Dans le total jusqu'en 1994, le Bangladesh est placé numéro 1 mondial des pays bénéficiaires de l'aide.

La coopération technique est assurée dans tous les domaines, mais son pourcentage est relativement faible dans l'APD du Japon. Depuis quelques années, le Népal, Sri Lanka et le Bangladesh en sont les principaux bénéficiaires.

Prise en compte des mesures contre la pauvreté, des Besoins essentiels de l'être humain (BHN) et de la sauvegarde de l'environnement

Beaucoup des pays de la région de l'Asie du Sud-Ouest ont activement introduit les principes de l'économie de marché, et promeuvent énergiquement des mesures de développement mettant l'accent sur l'équilibre macro-économique. Mais, comme indiqué plus haut, le développement économique de la région a pris du retard, et beaucoup d'habitants souffrent encore de la pauvreté. Pour la promotion des mesures de développement, en plus de l'aménagement des infrastructures pour le développement socio-économique, il faut donc tenir compte d'éléments tels que les mesures contre la pauvreté, les BHN* (besoins essentiels de l'être humain) et la sauvegarde de l'environnement en vue d'une croissance durable.

A la lumière de l'état du développement socio-économique de la région de l'Asie du Sud-Ouest, le Japon a positionné les pays de cette région comme pays importants de son aide. Mais, comme les conditions de réception de l'aide ne sont généralement pas remplies dans ces pays, et que la capacité de prise en charge du coût local (frais généraux à la charge du bénéficiaire découlant de la mise en œuvre de l'aide) est insuffisante, il faut que ces pays saisissent les domaines essentiels de l'aide et les difficultés au niveau de l'exécution sous l'action dynamique du Japon.

En particulier, depuis quelques années, des missions de discussion annuelles pour la coopération financière non-remboursable et la coopération technique sont envoyées fréquemment dans 5 pays : l'Inde, le Bangladesh, le Pakistan, Sri Lanka et le Népal, pour discuter avec les personnes concernées des gouvernements, en vue d'assurer une aide précise tenant compte de la situation dans le pays, dans les domaines où les besoins sont les plus importants, dans le cadre du Plan national de développement économique et social de chaque pays.

Par ailleurs, pour chacun des 5 pays précités, JICA a mis en place une commission d'étude de l'aide par pays, chargée d'analyser les besoins de développement et l'aide à apporter dans l'avenir. D'autre part, s'appuyant également sur le rapport de ces commissions, le Gouvernement japonais y envoie des missions d'étude générale de la coopération économique pour dialoguer avec le gouvernement concerné sur les mesures à prendre dans une perspective à moyen et long terme.

Problèmes à l'échelle mondiale, mesures contre les inondations, etc.

Le Japon a mis en œuvre à partir de l'exercice 94 et pour 7 ans un projet de coopération dont le montant total est fixé à 3 milliards de dollars, dans le domaine de la surpopulation et du SIDA, en tant qu'Initiative en matière de questions mondiales (Initiatives en matière de questions mondiales de surpopulation/planning familial et de SIDA : GH). Sur la base de ce projet, dans la zone Asie du Sud-Ouest, une mission de formulation des projets sera envoyée dans 3 pays : l'Inde, le Pakistan et le Bangladesh, en vue d'identifier et formuler des projets adaptés (projets laissant espérer des résultats de coopération importants).

Au Bangladesh, chaque année, les pluies provoquent la submersion d'un tiers du pays durant la saison de mousson (de juin à octobre). Pour cette raison, lors des grandes inondations des 1987 et 1988, sous la supervision de la Banque Mondiale, des organismes internationaux et des pays donateurs se sont entendus pour effectuer des études sur les mesures concernant l'inondation s'étendant sur 26 projets (Plan d'action contre les inondations (PAI)). Le Japon a également coopéré, soit par des études de développement, soit en envoyant des experts, pour 5 projets, dont une étude concernant la protection contre les inondations dans la ville de Dacca et dans la zone Nord-Ouest. On prévoit maintenant de faire la synthèse des diverses études du PAI qui seront achevées au cours de l'exercice 95.

Par ailleurs, de nombreuses ONG, dont des ONG nationales, en particulier le BRAC (Bangladesh Rural Advancement Committee), des ONG internationales, et diverses ONG des pays d'aide sont actives sur place. Durant l'exercice 94, le bureau JICA a étudié les activités des ONG dans ce pays, et collecté des informations pour travailler en relation avec eux dans l'avenir.

Quant à la coopération pour l'Inde, durant l'exercice 94, une seconde commission d'étude de l'aide annuelle par pays a été créée (la première l'ayant été pendant l'exercice 88), pour analyser les besoins de développement et faire des propositions pour l'assistance à venir. La mission d'étude générale pour la coopération économique à base gouvernementale envoyée sur place à la fin mars 1995, a confirmé que la coopération du Japon vis-à-vis de l'Inde devait por-

ter sur 3 domaines essentiels : l'aménagement des infrastructures économiques, l'éradication de la pauvreté et la sauvegarde de l'environnement. Jusqu'ici, JICA avait centré sa coopération technique sur l'agriculture et les soins médicaux, et la Coopération financière remboursable (prêt en yens) correspondait à 90% du montant total de l'aide accordée à l'Inde.

La réforme économique orientée vers le marché démarrée en Inde en 1991, a donné de bons résultats au cours des 4 dernières années. Mais, les besoins de développement restent importants, par exemple l'amélioration des conditions de vie des classes pauvres et l'engagement dans les problèmes d'environnement pour un développement durable. On attend donc beaucoup du renforcement de la coopération technique et de la coopération financière non-remboursable dans le domaine des BHN et de l'environnement par exemple, qui n'ont pas toujours donné des résultats suffisants jusqu'à présent.

Prioritairement et efficacement selon l'état de chaque pays

La mission d'étude de discussion annuelle a été envoyée au Népal en fin février 1995 pour dialoguer sur les mesures à prendre avec le Gouvernement népalais. Dans ce cadre, la partie japonaise s'est prononcée pour une coopération vis-à-vis du Népal concernant des domaines principaux : mesures relatives aux BHN, aménagement des infrastructures de base et sauvegarde de l'environnement incluant les mesures contre les catastrophes naturelles. La coordination entre la coopération technique et la coopération financière non-remboursable demeure la question à résoudre pour assurer une coopération plus efficace.

Un projet ambitieux est également réalisé dans l'Ouest du Népal depuis l'exercice 94. Ce «Projet de coopération pour la stimulation de la forêt», exécuté par l'intermédiaire d'une coopération technique de projet-type et de volontaires JOCV dans la partie Ouest du pays où la diminution des forêts constitue un problème grave : il est combiné avec une étude pour le développement d'activités visant à la sauvegarde de la forêt par le biais de l'amélioration des conditions de vie des habitants des zones rurales.

Concrètement, les volontaires JOCV et des membres d'ONG locales coopèrent pour l'étude des besoins de développement village par village, et procurent leur assistance au «Projet de développement des villages et de sauvegarde de la forêt», réalisé en tant que coopération technique de projet-type pour la formulation et l'exécution d'un projet de développement rural fondé sur les besoins des habitants. Par ailleurs, une étude de base des conditions naturelles et socio-économiques sera effectuée dans le cadre de l'étude de développement, «Projet général de gestion des bassins

fluviaux dans les vallées de l'Ouest», pour l'élaboration d'un projet de gestion des bassins fluviaux des rivières traversant cette zone. Le projet qui sera élaboré dans ce cadre déterminera l'orientation pour le plan d'utilisation des terres du «Projet de développement des villages et de sauvegarde de la forêt» précité.

Au Pakistan, un plan de développement 1992-95 et un Programme d'Action Sociale (PAS) ont été élaborés, pour promouvoir des mesures de renforcement du développement de secteurs sociaux où le développement a pris du retard. Les principaux domaines de développement du PAS sont : (1) l'enseignement primaire, (2) les soins médicaux de base, (3) l'amélioration des conditions nutritionnelles, (4) l'amélioration de l'alimentation en eau et des conditions d'hygiène dans les villages et (5) le plan pour la surpopulation et le planning familial.

Depuis quelques années, la coopération demandée au Japon par le Pakistan met l'accent sur le secteur social. Ainsi, le Japon a accordé sa coopération financière non-remboursable dans le domaine de l'éducation entre autres pour la construction d'une école de formation d'enseignantes, la construction d'écoles primaires, et JICA étudie actuellement les possibilités de renforcer sa coopération technique dans ce secteur.

Au Sri Lanka, où le niveau des revenus et d'éducation est relativement élevé par rapport aux autres pays d'Asie du Sud-Ouest, les conditions pour assurer la coopération technique sont remplies : elle devrait se renforcer dans l'avenir sous forme de coopération financière, et laisse espérer de bons résultats.

Le Sri Lanka a défini la province Sud du pays, où le développement a pris le plus de retard, comme zone principale de développement dans l'avenir, et depuis l'exercice 94, JICA y réalise une étude de développement «Projet de développement global de la zone Sud» en vue de l'élaboration d'un plan directeur pour le développement d'ensemble de cette région.

Pakistan Projet de formation féminine (Gender Training) pour les employés du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux

..... Activités en tant qu'expert WID

Statut social bas des femmes

Au Pakistan, pays islamique, la coutume appelée «Parda» (qui signifie rideau en urdu) d'origine religieuse, est encore profondément enracinée, et les femmes doivent vivre entre les quatre murs de leur maison.

Le nombre de femmes qu'on voit dans les rues et qui travaillent augmente toutefois petit à petit dans les zones urbaines.

La situation est différente dans les zones rurales où vivent environ 80% de la population. Pour sortir, la femme doit toujours se couvrir entièrement le corps d'une cape appelée «Burka» pour ne pas attirer les regards.

A tous les égards, les femmes pakistanaises mènent une vie sévère. Comme on pense généralement que les études sont inutiles pour les femmes, le taux d'alphabétisation des femmes adultes n'est que de 21% en moyenne nationale (49% pour les hommes). Dans les zones rurales, il n'est pas rare qu'il n'y ait pratiquement pas de femmes sachant lire et écrire.

De plus, les connaissances pour la vie quotidienne, par exemple les règles de santé et d'hygiène, le planning familial, ne sont pas assez généralisées, et le taux de mortalité des nourrissons, des femmes enceintes, le taux de croissance démographique, sont très élevés par rapport aux autres pays en développement.

Vu cette situation, le Ministère de la Valorisation de la Femme du gouvernement fédéral (créé en



Il y a des tas de choses à faire pour améliorer le statut social des femmes.

1979) s'occupe de la résolution des problèmes et de l'amélioration des conditions de vie des femmes. Il a jusqu'ici réalisé divers projets centrés sur la femme.

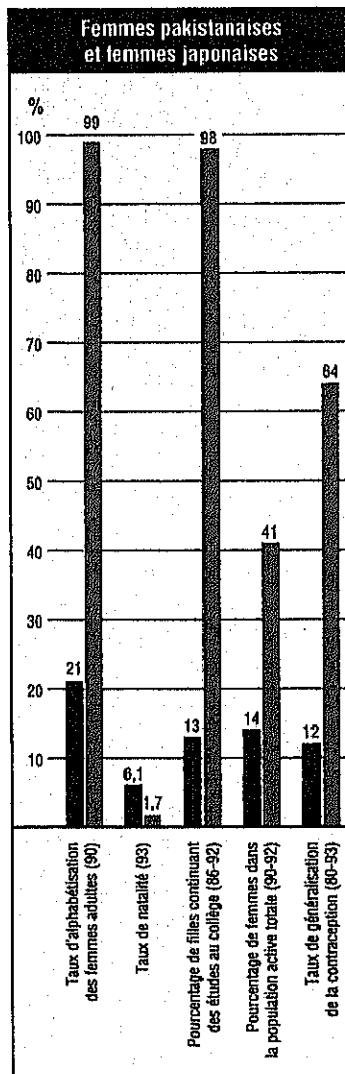
Mais depuis quelques années, on s'est rendu compte de la nécessité d'un engagement à un niveau plus macro, d'un point de vue différent. Celui de consolider l'engagement concernant les problèmes sociaux en renforçant la prise de conscience de l'administration.

Projet de formation féminine (Gender Training) pour les employés gouvernementaux

Cette situation a amené le Ministère de la Valorisation de la Femme à mettre en place un Centre national de formation et de ressources sur le rôle des femmes dans le développement, pour la réalisation d'un projet de formation féminine (Gender Training) ayant pour objectif l'édification des employés du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux.

Mes activités en tant qu'expert du rôle des femmes dans le développement (WID : Women in Development) consistent à élaborer une proposition finale de projet, et à la réaliser efficacement.

Jusqu'à présent, j'ai confirmé



Activités en tant qu'expert WID

L'expert WID travaille dans divers domaines, tels que l'éducation, la santé de la mère et de l'enfant, l'hygiène sur le lieu de travail, dans le but d'aider les femmes des pays en développement. En 1995, la 4ème Conférence Mondiale des femmes se déroulera à Pékin, et les lieux de travail pour les experts WID devraient de plus en plus augmenter dans l'avenir.

Sources : UNICEF, Livre blanc des enfants du monde 1995
 PMUD, Rapport de valorisation des ressources humaines 1994

■ Pakistan
 ▨ Japon

les besoins concernant ce projet entre autres par le biais de discussions, d'études des connaissances des employés gouvernementaux, cadres supérieurs y compris, de l'analyse des activités concernant le WID au niveau gouvernemental et des ONG. Le Ministère de la Valorisation de la Femme va maintenant promouvoir l'élaboration d'une proposition finale sur la base de ces résultats. Mes activités dorénavant consisteront principalement à donner des conseils pour son établissement.

En tant qu'expert de JICA, je me dois de tenir suffisamment compte du contexte religieux et culturel lors de mes activités au Pakistan. Dans cet environnement culturel particulier élaboré au cours d'une longue histoire, si un jour, brusquement, un étranger arrive, et affirme impitoyablement l'égalité de l'homme et de la femme, cela ne mène à rien. Au contraire, cela donne seulement lieu à des répliques.

Aussi, pour dire la même chose, il faut imaginer diverses manières de l'exprimer, des approches. Lorsque je m'occupe du problème très sensible des différences sociales entre hommes et femmes au Pakistan, il est important de ne jamais oublier le caractère sensible de cette question.

Dans une perspective longue, je serais très heureux si ce travail pouvait contribuer à la création d'une société où il fait bon vivre et où les Pakistanais et les Pakistanaises s'entraideraient.

(Expert WID, Pakistan)

Bangladesh Coopération internationale multiple réunissant 16 pays donateurs

Plan d'action contre les inondations

●● Plan d'action contre les inondations à l'initiative de la Banque Mondiale

Le bureau JICA est équipé d'un canot pneumatique à moteur. Lors de l'inondation sans précédent de 1988, notre bureau a été inondé à hauteur de 60 cm et s'est trouvé en danger. La disponibilité en permanence de ce canot pneumatique est la leçon tirée à ce moment-là.

Les inondations de cette année-là, les plus terribles dans l'histoire du pays, ont mis sous eau 58% du territoire bangladais, et provoqué de graves dommages pour les hommes, le bétail, l'agriculture, les transports, les communications ; le coût de la reconstruction a atteint environ 2,2 milliards de dollars (6% du PNB).

A l'occasion de ces graves dégâts, les pays industrialisés, et en particulier la Banque Mondiale, ont annoncé une coopération portant sur les dommages dus à l'inondation particuliers au Bangladesh, d'un point de vue humanitaire, et en janvier 1990, le Plan d'action contre les inondations (PAI) au Bangladesh est né. A la différence des coopérations économiques existantes, le PAI a réuni un total de 16 pays donateurs, du «jamais vu» ; une étude générale a été faite pour 26 plans d'action et une coopération multinationale a été réalisée pour prendre des mesures contre les inondations au Bangladesh. Le Japon possédant des techniques de haut niveau mondial dans le domaine de l'aménagement des eaux a participé à 5 plans d'action.

En suivant le PAI, JICA a jus-

qu'ici réalisé le «Projet de construction d'abris polyvalents anti-cycloniques», le «Projet d'aménagement des installations d'évacuation des eaux pluviales à Dacca», le «Projet d'aménagement d'un réseau de transmission hertzien pour la météorologie», le «Projet de stabilisation des rives de la rivière Meghna» dans le cadre de la coopération financière non-remboursable ; ainsi que des études de développement, par exemple pour le «Projet d'aménagement d'un réseau de points de repère pour l'arpentage du territoire», le «Projet de contrôle des inondations et d'évacuation des eaux pluviales dans la zone métropolitaine de Dacca», le «Projet de contrôle et d'évacuation des eaux d'inondation dans la zone Nord-Ouest».

Certains experts considèrent que la raison de ces inondations, c'est l'abattage excessif des arbres en Inde et au Népal qui se trouvent en amont des grandes rivières que sont le Gange et le Brahmapoutre. (La pluie qui fouette directement la surface à cause de la disparition des forêts, emporte la terre, qui se dépose sur le lit des rivières et en

fait monter le niveau. Alors, l'eau déborde des digues et c'est l'inondation.)

Par ailleurs, on rapporte également beaucoup de cas où les villageois habitant de l'autre côté des digues, ne pouvant plus supporter l'inondation de leurs maisons et champs, et pensant qu'on éviterait l'inondation en faisant s'écouler les eaux entre les digues, rompent les digues (ce qu'on appelle «coupure publique»), provoquant ainsi des dégâts dus à l'inondation même aux emplacements entourés par des digues.



Plan d'action contre les inondations

Plan de mesures contre l'inondation au Bangladesh établi par la Banque Mondiale après les grandes inondations de 1988. JICA réalise des coopérations sous forme de coopération financière non-remboursable, études pour le développement en relation avec les autres pays donateurs, l'Agence de développement outre-mer anglais (ODA), la Banque asiatique de développement (ADB), etc.

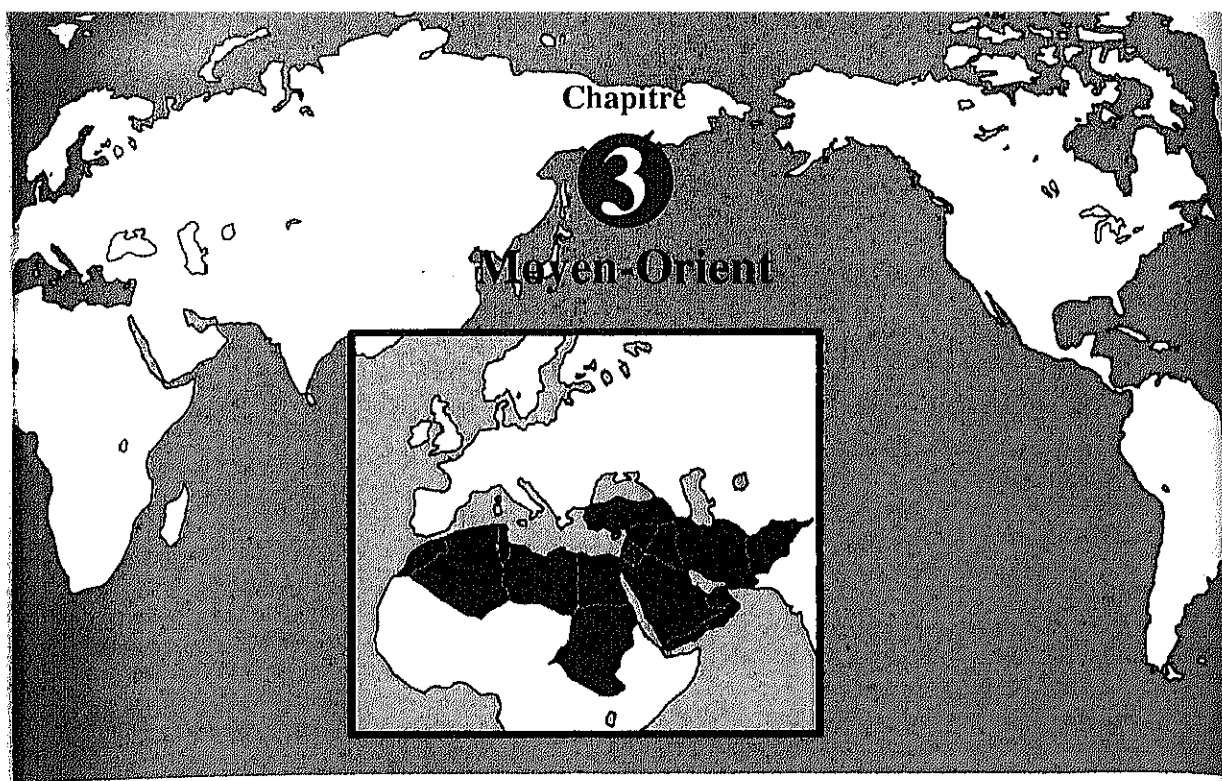


Maisons et champs inondés par l'augmentation du niveau des eaux en 1991

●●
**Echange d'informations avec
les différents pays donateurs
à des réunions informelles**

Une réunion dite «Réunion informelle sur l'eau LCG», comprenant des membres des 16 pays donateurs et des quelques ONG concernées, se tient une fois par mois à l'Ambassade du Danemark, en vue d'étudier le point de vue et la pensée des pays d'aide concernant le PAI. Les participants sont des responsables de chaque organisme, les Pays-Bas remplissent le rôle de Président de la réunion, et des échanges d'informations et de points de vue ont lieu sur les problèmes particuliers rencontrés, les problèmes généraux du PAI ; des réunions d'étude sont effectuées sur des thèmes particuliers en faisant appel à des invités, ainsi que des inspections sur les sites de projets spécifiques. Les réunions commençant à midi, les discussions sont serrées et arrosées de grandes quantités de thé avec des bananes et d'énormes sandwiches. Comme on ne fait pas de procès-verbal, on peut parler franchement, de l'état du budget d'APD des différents pays par exemple, et on a l'impression de se plaindre un tant soit peu des mêmes maux, une scène charmante à voir.

(Bureau JICA, Bangladesh)



Point de rencontre de l'Europe, de l'Asie et de l'Afrique

La région du Moyen-Orient, qui comprend un ensemble de 21 pays, va de l'Afghanistan à l'Est au Maroc à l'Ouest, et de la Turquie au Nord au Soudan au Sud. Elle n'est pas seulement importante à cause de sa position géographique qui en fait le point de rencontre entre l'Europe, l'Asie et l'Afrique, mais aussi parce qu'elle renferme environ 70% des réserves de pétrole confirmées et exporte environ 50% du pétrole du monde.

Le Japon, qui s'appuie sur ses importations pétrolières, dépend quantitativement à 75% de cette région, et l'influence de cette région sur l'économie japonaise, et bien entendu sur l'économie mondiale, est très importante.

Mais ces 21 pays ne sont pas tous riches en ressources souterraines : il y a d'une part les pays riches en pétrole et en gaz naturel, tels que l'Arabie Saoudite, le Koweït, les Emirats Arabes Unis, la Libye, l'Algérie, et d'autre part des pays faisant partie des pays les plus pauvres du monde, comme le Soudan, le Yémen, ce qui montre l'importance des disparités économiques entre les pays de cette zone.

Milieu historique qui en a fait le berceau de trois religions

Presque tous les pays de cette région ont un climat aride, mais les pays du Maghreb le long de la côte

méditerranéenne (Algérie, Tunisie et Maroc) jouissent d'un climat méditerranéen, et le Yémen, d'autre part, d'un climat montagnard.

Comme les précipitations sont faibles, l'assurance de l'eau potable et de l'eau pour les activités agricoles constitue un grand problème. La plupart des pays ne disposant pas des ressources souterraines précitées ont aussi un cadre naturel sévère parce qu'ils sont peu arrosés, ce qui rend le développement économique d'autant plus difficile.

Sur le plan ethnique, le Moyen-Orient comprend 17 pays du monde arabe et 4 pays non-arabes : l'Afghanistan, l'Iran, la Turquie et Israël. Le judaïsme, l'islam, le christianisme, les 3 grandes religions influentes dans le monde, sont toutes trois originaires de cette région. Pour cette raison, comme le montrent les conflits entre Israël, qui a le judaïsme pour religion d'Etat, et les pays islamiques de la région concernant la possession de Jérusalem, leur lieu saint commun, les différences religieuses amplifient les frictions politiques.

Sur le plan religieux et politique, il ne faut pas non plus négliger la montée du fondamentalisme islamique, comme c'est le cas en Algérie.

Comme régimes politiques, on trouve au Moyen-Orient des républiques comme l'Egypte et l'Iraq, mais aussi des monarchies et des émirats, comme l'Arabie Saoudite, le Maroc, la Jordanie et les Emirats Arabes Unis.

Nouveau développement dans la question palestinienne

Le Moyen-Orient souffre entre autres de la question palestinienne, de la question libanaise, de la question afghane, qui ont une grande influence sur les tendances de l'économie mondiale, et par surcroît sur la paix et la sécurité dans le monde.

De grands développements ont eu lieu récemment pour ces questions. Conformément à l'accord intervenu entre le Gouvernement israélien et l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) en septembre 1993, la mise en place d'un gouvernement autonome intérimaire a été reconnue dans la Bande de Gaza et sur la rive Ouest du Jourdain (Cisjordanie) occupées par Israël après la 3ème guerre du Moyen-Orient en 1967.

Ensuite, des mouvements vers la paix se sont produits dans cette région, par exemple en octobre 1994, la signature d'un Traité de paix entre le Gouvernement jordanien et le Gouvernement israélien. Par ailleurs, la Syrie et Israël prévoient de commencer des pourparlers de paix dans un proche avenir.

Vu cette situation, et la communauté internationale soutenant ce processus de paix, l'aide à la Palestine a commencé sous forme de première aide à une zone non unifiée en tant que pays.

Comme il est difficile pour le Japon d'accepter des stagiaires dans le cadre d'une coopération bilatérale avec la Palestine, il a reçu depuis 1985 environ 200 stagiaires (71 en 1994) par l'intermédiaire du PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) et de l'UNRWA (Office de secours et de travaux des NU pour les réfugiés de Palestine dans le Moyen-Orient).

De plus, pour la promotion de la coopération Sud-Sud, un total de 10 stages dans un pays tiers ont été organisés en Jordanie (total de 3 stages, dont formation en électricité), et en Égypte (total de 7 stages, dont formation d'infirmières).

Coopération japonaise au Moyen-Orient

Si l'on considère l'évolution de la coopération bilatérale japonaise envers les pays du Moyen-Orient, depuis 1979, son montant correspond à environ 10% du montant total attribué. En 1991, des prêts en yens ont été fournis à titre d'aide aux pays environnants au moment de la crise du Golfe, qui se sont élevés à un chiffre record de 1.865,6 millions de dollars, soit 20,4% de toute l'aide bilatérale. Ensuite, l'aide a baissé à 4,3% en 1992, puis a été de 747 millions de dollars, soit 7,8% du total en 1994.

Le premier bénéficiaire de l'aide dans cette zone est l'Égypte, qui reçoit 39% de toute l'aide bilatérale accordée à la région, puis viennent la Turquie (16,7%), la Jordanie (9,6%), la Syrie (7,7%) (total).

Résultats obtenus à travers les activités de JICA, éléments essentiels

Les activités de JICA au Moyen-Orient ont représenté un total de 11,373 milliards de yens en 1994, soit 8,2% de l'ensemble.

Comme les pays de la région sont très divers sur le plan politique, économique et social, JICA leur assure une coopération adaptée à la situation intérieure, en s'appuyant sur la prise en compte de l'environnement et de l'emploi efficace des ressources.

Autrement dit, vis-à-vis de pays riches en ressources pétrolières comme l'Arabie Saoudite et les Emirats Arabes Unis, l'objectif principal est un soutien (surtout la coopération pour la formation des ressources humaines) aux efforts d'auto-assistance pour sortir d'une économie monovalente dépendante du pétrole. Pour les pays à revenu faible/moyen comme la Jordanie et la Syrie, la coopération est assurée en insistant sur l'aide à l'aménagement et à l'élargissement des infrastructures socio-économiques soutenant la croissance durable ; enfin, pour les pays classés parmi les plus pauvres du monde, comme le Yémen, la coopération est centrée sur les Besoins essentiels de l'être humain (BHN).

Aux discussions multilatérales sur la paix au Moyen-Orient de 1992, cinq groupes de travail : «environnement», «développement économique», «ressources en eau», «gestion des armements» et «réfugiés» ont été formés. Actif dans ce cadre, le Japon joue le rôle de président du groupe de travail sur l'environnement, et de vice-président des groupes travaillant sur le développement économique, les ressources en eau et les réfugiés.

Dans ce contexte, en relation avec le groupe de travail sur le développement économique, JICA effectue une étude de développement pour le «Projet de développement touristique» de la Jordanie. Cette étude, commencée en juillet 1994, a pour objectif de définir une politique de développement du tourisme dans la zone du Centre-Sud de la Jordanie où les ruines, richesses historiques et culturelles abondent, mais ne sont pas encore suffisamment exploitées comme ressources touristiques. De même, un «séminaire pour le développement des PME» a été organisé pour le Moyen-Orient en janvier 1995, à titre de coopération avec le groupe de travail sur le développement économique.

Quant au groupe de travail sur les ressources en eau, alors que les ressources en eau sont extrêmement précieuses dans cette région, l'existence d'énormes volumes d'eau saumâtre a été confirmée en Jordanie, et une étude de développement pour le «Projet de dessalement de l'eau souterraine saline» a commencé en octobre 1993, en vue de l'utilisation de cette eau.

Quant au groupe de travail sur l'environnement,

une étude de développement pour le «Projet d'amélioration des adductions d'eau dans la zone de Zarqa», en Jordanie, est effectuée depuis avril 1994 pour élargir l'approvisionnement en eau dans cette zone.

Les thèmes pour la coopération à venir au Moyen-Orient seront la nécessité d'étudier, au niveau de la politique à suivre, comment le soutien à la Palestine, qui ne fonctionne pas encore comme un Etat, va se concrétiser ; comment coopérer avec les pays voisins tels que la Syrie, le Liban et la Jordanie selon la tournure des négociations de paix ; et également comment coopérer avec des pays qui devraient bientôt s'émanciper des rangs des pays bénéficiaires d'aide, définis par le CAD*, comme le Koweït, le Qatar et les Emirats Arabes Unis.

Dans ce cadre, JICA a effectué une étude de confirmation des projets en Syrie en avril 1995, puis au Liban en mai 1995, dans le but de discuter de la réalisation de la coopération économique. Par ailleurs, des discussions annuelles ont lieu avec l'Egypte, qui a une forte influence sur le plan politique et diplomatique au Moyen-Orient, pour la coordination politique (les dernières se sont tenues en février 1995).

* CAD : Comité d'Aide au Développement. Organisme subalterne de l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Economiques). S'occupe de l'aide aux pays en développement, d'échanges d'informations concernant la coopération économique et de la coordination des projets. Comprend quelque 20 pays d'aide et l'UE.

Egypte - Une expérience de 10 ans dans l'organisation de stages dans un pays tiers

..... Stages dans un pays tiers «Formation d'infirmières»

●● Soutien à la coopération Sud-Sud de l'Égypte

L'Égypte est un des grands pays du Moyen-Orient, mais également un pays leader d'Afrique. Le Gouvernement égyptien a fondé en 1980 le Fonds de coopération technique africain pour la coopération avec les autres pays africains, accueille des stagiaires de pays africains et y envoie des experts.

Les stages dans un pays tiers organisés en Égypte ont commencé sur proposition de M. Ghali, Ministre des Affaires Étrangères égyptien (aujourd'hui Secrétaire général des Nations Unies) lors d'une visite au Japon en 1984, et le Japon et l'Égypte ont proposé conjointement une structure de coopération tripartite*.

Sur la base de cette proposition, deux stages en pays tiers ont été lancés l'année suivante, en 1985, «Formation d'infirmières» et «Formation de marins». Par la suite, des stages de culture du riz, techniques de soudure, prévision des séismes, etc. s'y sont ajoutés, et en 1994, un nombre total de 7 stages a été atteint.

Les trois parties concernées que sont JICA, le Fonds africain de coopération technique et l'organisme d'exécution du stage fixent la teneur des stages. L'organisme d'exécution est soutenu financièrement non seulement par JICA, mais aussi par le Fonds africain de coopération technique du Gouvernement égyptien. Ces stages dans un pays tiers sont une coopération Sud-Sud de l'Égypte soutenue par le Japon.

●● Environ 300 stagiaires de 26 pays

Le stage dans un pays tiers «Formation d'infirmières» réalisé par l'Égypte prévu pour les infirmières-chefs qui jouent un rôle de leader dans le domaine des soins médicaux a été organisé pour la 10^{ème} fois au cours de l'exercice 94. Il a pour objectif d'enseigner les méthodes de formation pour l'amélioration de la qualité des soins hospitaliers, de fournir des informations concernant les soins de santé primaire*, ainsi que de rafraîchir les connaissances acquises dans la pratique par les stagiaires.

Un total de 290 stagiaires de 26 pays africains et d'Égypte ont été accueillis jusqu'à présent.

Le Ministère de la Santé Publique égyptien fait des efforts

extraordinaires pour la réalisation de ce stage, et pour améliorer son contenu chaque année, son comité d'étude composé de personnes compétentes dans ce domaine accumule les études, en s'appuyant sur la revue du contenu du stage de l'année précédente et des souhaits des stagiaires. Deux experts sont envoyés à court terme du Japon chaque année, pour donner des conseils sur les cours et sur l'exécution du stage.



Stage dans un pays tiers «Formation d'infirmières»

Lancé en 1993 avec le Centre de formation technique de Rhodes du Ministère de la Santé Publique égyptien faisant office d'organisme d'exécution. Stage rassemblant chaque année 30 infirmières-chefs (environ 10 Égyptiennes et 20 personnes d'autres pays africains) pendant 40 jours.

Nombre de stagiaires des stages dans un pays tiers organisés en Égypte

EXERCICE	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95
Formation de marins	19	14	16	15	19	12	15	18	11	7	146
Formation d'infirmières	25	27	27	30	30	33	30	31	31	26	290
Culture du riz			14	19	12	19	18	14	19	19	134
Techniques de soudure					14	15	15	15	15	20	94
Séminaire sur la prévision des séismes							29	27	29	28	113
Techniques de déarçage du riz										16	16
Engins de construction (pour les Palestiniens)										18	18

* Coopération tripartite : Aide pour laquelle plus de 2 pays collaborent

* Soins de santé primaire : soins de santé comprenant non seulement le diagnostic et les soins de la maladie, mais aussi la prévention, l'amélioration de la santé.

La coopération du Japon avec l'Egypte dans le domaine de la médecine et des soins médicaux a une longue histoire. Le «Projet de formation et de recherche sur les soins médicaux» (78-83), le «Projet d'hôpital pédiatrique de l'Université du Caire» (83 -), et le «Projet Section Infirmières de l'Université du Caire» (94) ont été réalisés sous forme de coopération technique de projet-type.

Ce stage dans un pays tiers «Formation d'infirmières» est réalisé en relation avec ces projets. Dans ce sens, la coopération japonaise porte des fruits dans les stages dans un pays tiers, et l'on peut dire que ce stage est réalisé en réunissant tous les efforts dans le domaine des soins médicaux en Egypte.

(Bureau JICA d'Egypte)

Syrie - Aide pour le renforcement du système de soins d'urgence

..... Projet d'amélioration du service médical d'urgence en Syrie

●● Affectation d'ambulances sur tout le territoire syrien

La République Arabe Syrienne fait des efforts pour atteindre l'objectif de «la santé pour tous en l'an 2000» proposé par l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé). Jusqu'à présent, elle s'est efforcée de régler des questions telles que le renforcement des soins de santé primaire, la formation des personnes pratiquant la médecine, l'amélioration des installations des hôpitaux, la consolidation du système de maintenance des équipements médicaux.

Mais comme les médecins ont tendance à se concentrer dans les villes, les disparités régionales étaient importantes pour les services médicaux. De plus, pour les établissements médicaux, en particulier la vétusté et la pénurie d'équipements étaient frappantes dans les hôpitaux ruraux, ce qui rendait difficile la fourniture de soins médicaux suffisants.

Pour corriger ces disparités, et améliorer les soins médicaux, la Syrie a établi un projet de renforcement et d'amélioration du système de soins d'urgence, et déposé une demande de coopération auprès du Japon pour le renouvellement de ses ambulances vieilles et la fourniture d'équipements ICU (unité de soins intensifs).

En réponse, le Japon a accordé une coopération centrée sur le renouvellement des ambulances et la fourniture de radiotéléphones. En 1993, des ambulances ont été affectées dans les 14 provinces de la Syrie.

Ambulance portant l'indication «Coopération Syria - Japon». Affectation dans les 14 provinces du pays.



●● Coopération pour la formation

C'était la première fois que la Syrie aménageait vraiment son système de soins d'urgence et introduisait des ambulances. Beaucoup de préparatifs étaient nécessaires, et le bureau JICA de Syrie a travaillé avec le Ministère de la Santé Publique dans ce but.

Il a ainsi collaboré à la formation de médecins, infirmières et conducteurs d'ambulance sur la base de textes en arabe. Le rôle du Bureau JICA a été d'apporter son soutien pour la définition du lieu, de la durée et du programme des cours.

Il y a eu des moments d'inquiétude, comme le changement réitéré du lieu des cours. De plus, comme les garages ont été construits sans tenir compte de la hauteur de l'antenne sur le toit de l'ambulance, les véhicules ne pouvaient pas y entrer.

Mais la formation assurée par des instructeurs du Ministère de la

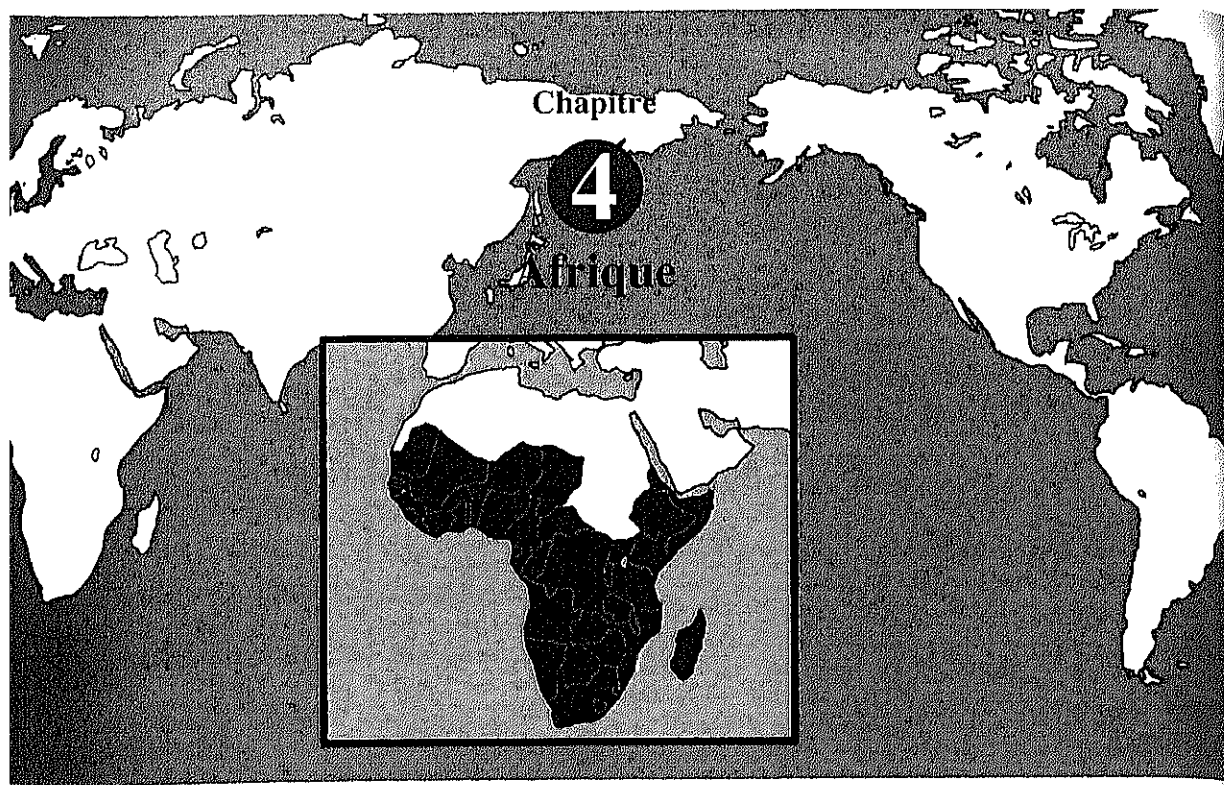
Santé Publique a été vraiment d'un contenu facile à comprendre conforme à la situation réelle, et très appréciée.

Le renforcement du système des soins d'urgence vient à peine de commencer en Syrie. JICA soutient ce projet en offrant sa coopération financière non-reimboursable et en acceptant par exemple des stagiaires.

Aujourd'hui, on peut voir dans toute la Syrie des ambulances portant l'inscription «Coopération Syria-Japan». Il est à souhaiter que ces ambulances soient largement utilisées dans l'avenir, et qu'elles aident à sauver beaucoup de vies et à la consolidation du système de soins d'urgence en Syrie.

(Bureau JICA de Syrie)

▼
Projet d'amélioration du service médical d'urgence en Syrie
Coopération financière non-reimboursable pour la fourniture d'ambulances et l'installation d'équipements médicaux d'urgence dans les 14 provinces de Syrie, à commencer par Damas.



Tout en conservant l'influence de l'époque coloniale

L'Afrique (au Sud du Sahara, mais Soudan exclu) est une vaste région de 21.780.000 km² composée de 47 pays. Son climat est très diversifié, et des zones sèches comme le désert du Sahara et le désert de Kalahari, et des zones de forêt tropicale très chaudes et très humides y occupent une surface considérable.

Beaucoup de pays africains sont devenus indépendants pendant les années 60. A l'époque coloniale, les tribus qui partageaient la même langue et les mêmes coutumes ont été divisées sous la domination des puissances occidentales de l'époque, ce qui est sans doute la cause des conflits inter-ethniques et des litiges frontaliers intervenus après l'indépendance. Aujourd'hui encore, on peut penser que ces problèmes ethniques et tribaux sont à l'origine des conflits internes dans des pays comme le Rwanda, le Burundi et le Nigeria.

En Afrique, beaucoup de pays maintiennent encore la monoculture d'un produit primaire comme base de leur économie, sous l'influence de la gestion de l'agriculture à l'époque coloniale. Pour cette raison, un problème de faiblesse de la structure économique, où la base financière de l'Etat est facilement déséquilibrée par l'influence du climat, par exemple des sécheresses, ou bien des fluctuations du marché mondial, a été signalé.

Par ailleurs, ces nations font actuellement face à de nombreuses difficultés, telles que la nécessité de construire leur pays tout en ne disposant que de très peu de ressources humaines susceptibles de prendre en charge cette construction, parce que les possibilités

d'éducation sont limitées.

Une croissance qui a pris du retard, 32 «pays faiblement développés»

Beaucoup de ces pays, devenus indépendants dans les années 60, ont pu bénéficier d'une croissance régulière grâce au bon environnement économique international de l'époque et à l'aide des pays industrialisés. Par la suite, malgré l'augmentation globale de l'aide fournie par les pays industrialisés, la chute des prix des produits primaires, les chocs pétroliers, l'échec de la politique économique, les conflits régionaux, ont provoqué la stagnation de la croissance actuelle.

Dans les années 1970, beaucoup de pays ont contracté une dette extérieure considérable pour maintenir leur niveau de revenus et d'investissements, ensuite dans les années 80, la dette extérieure est devenue astronomique à cause de la stagnation de l'économie ; ainsi, la dette accumulée au début des années 90 était-elle 20 fois plus importante que dans les années 70.

D'après les normes définies par le Comité d'Aide au Développement (CAD) de l'Organisation de Coopération et Développement Economiques (OCDE), parmi les 47 «pays faiblement développés», 32 se trouvent en Afrique. De plus, 41 des 71 pays à «revenus faibles» du monde sont concentrés dans cette région, ce qui montre les difficultés du développement économique et social en Afrique.

Entrée dans une période de changements politiques et économiques

Actuellement, les pays africains sont entrés dans une phase de changements importants sur le plan politique et économique. Jusqu'ici beaucoup de pays avaient un régime fort centralisé avec leader charismatique, et un gouvernement militaire ou dictatorial à parti unique. Mais avec la fin de la guerre froide, suite à l'effondrement du régime communiste en URSS et dans les pays d'Europe de l'Est, on a pu observer un mouvement de démocratisation commençant par le passage d'un régime dictatorial à parti unique socialiste au multipartisme.

De plus, dans beaucoup de pays, la politique économique s'est soldée par un échec ; les mesures économiques socialistes introduites jusqu'ici ont été rejetées, et l'on s'efforce maintenant de restructurer l'économie et de promouvoir la libéralisation en s'appuyant sur les conseils de la Banque Mondiale et du FMI. (L'ajustement structurel économique comprend une économie d'austérité et la réduction de la masse monétaire, la révision des tarifs publics et des subventions, la réduction du taux de change et l'unification du système de change, la privatisation des entreprises publiques, la réforme des finances publiques, etc.)

Face à ces problèmes économiques des pays africains, les organismes internationaux et les pays du CAD ont établi un «Fonds Africain» et un «Programme spécial pour l'aide à l'Afrique subsaharienne (PSA)» via l'AID (Association Internationale pour le Développement), et grâce aux «Facilités d'Ajustement structurel (FAS)» du FMI pour soutenir les efforts d'auto-assistance de ces pays.

Orientation vers la démocratisation, à commencer par l'Afrique du Sud

Comme grand mouvement en Afrique, on peut citer l'abolition de l'apartheid (ségrégation raciale) en Afrique du Sud, et l'élection du premier Président noir, Nelson Mandela, Président du Congrès National Africain, en avril 1994.

Le retour de la République d'Afrique du Sud dans la société internationale revêt une très grande signification pour la partie Sud de l'Afrique, car sa puissance économique est écrasante dans cette zone. Le Japon, entendant soutenir l'indépendance des noirs jusqu'ici victimes de l'apartheid, assure depuis 1990 une coopération financière à des organismes des Nations Unies tels que le Programme d'éducation et de formation pour la partie Sud de l'Afrique (UNETPSA), le Fonds fiduciaire pour l'Afrique du Sud, le Fonds fiduciaire d'information anti-apartheid, etc., sa coopération financière non-remboursable au niveau local*, et l'accueil de stagiaires.

De plus, après l'abolition de l'apartheid, le

Gouvernement japonais a annoncé en juillet 1994 son intention, pour soutenir M. Mandela dans la construction d'un nouveau pays, de fournir une APD d'environ 300 millions de dollars (dont 30 millions de dollars de coopération financière non-remboursable, 20 millions de dollars de coopération technique, 250 millions de dollars de crédit en yens) pendant deux ans, environ 500 millions de dollars de financement de la Banque d'Exportation-Importation du Japon, environ 500 millions de dollars d'assurance commerciale, soit un total de 1,3 milliard de dollars. Pour la concrétisation de cette promesse officielle, JICA s'est également efforcée de saisir précisément les besoins d'aide principalement dans les domaines avantageux pour les noirs d'Afrique du Sud, et a envoyé une mission de confirmation des projets (juin 1994) et une mission de formulation des projets (janvier 1995) dans le domaine de la santé et des soins médicaux, des adductions d'eau et égouts et de l'hygiène publique.

JICA a également réalisé un «Séminaire pour la démocratisation» sous forme d'accueil de stagiaires de la classe des fonctionnaires des administrations, centré sur la présentation du système des partis politiques, du système électoral, des relations patronat-employés au Japon, dans le but de soutenir le processus de démocratisation.

D'autres pays d'Afrique, l'Ethiopie, le Malawi, l'Ouganda, Madagascar, etc. se sont également orientés vers la démocratisation. Par ailleurs, au Mozambique et en Angola, qui ont longtemps été en état de guerre civile, le gouvernement et l'organisation antigouvernementale ont signé un accord de paix, et la reconstruction du pays a commencé.

Mais au Nigeria, au Zaïre, etc. la démocratisation rencontre encore des problèmes.

Vu ce contexte, le Japon a, avec les Nations Unies entre autres, organisé en octobre 1993 une «Conférence sur le développement de l'Afrique», et s'efforce d'approfondir la compréhension et le soutien de l'opinion publique au Japon et à l'étranger concernant la situation actuelle et la nécessité de l'assistance à l'Afrique, par des débats sur l'orientation que devrait prendre désormais le développement en Afrique.

Lors de cette «Conférence sur le développement de l'Afrique», le Gouvernement japonais a annoncé l'octroi d'une coopération financière non-remboursable d'un montant de 250 à 300 millions de dollars dans les 3 ans à venir pour l'exploitation des eaux souterraines et l'extension de l'approvisionnement en eau, à titre d'assistance concrète aux pays d'Afrique subsaharienne. Sur cette base, JICA assure une coopération active dans le cadre de l'étude de développement et de la coopération financière non-remboursable, et l'on peut penser que les objectifs des promesses officielles seront normalement atteints.

D'autre part, dans le cadre du suivi de la

«Conférence sur le développement de l'Afrique», le Japon a organisé avec les Nations-Unies et le Gouvernement indonésien un «Forum Asie-Afrique» en Indonésie en décembre 1994, et promeut également la coordination des mesures entre l'Afrique et l'Asie par exemple, par la participation à un atelier régional qui aura lieu en 1995 au Zimbabwe.

Coopération du Japon vis-à-vis de l'Afrique

En 1989, le montant de l'aide bilatérale du Japon envers les pays africains a atteint 15% du total de cette aide, à savoir 1,04 milliard de dollars ; en 1990, elle était de 11,4% (790 millions de dollars), en 1992 de 10,1% (860 millions de dollars), en 1993 de 11,8% (970 millions de dollars) et en 1994 de 12% (1,14 milliard de dollars), ce qui correspond à une part stable d'environ 10% du montant total de l'aide bilatérale du Japon.

La spécificité de l'aide vis-à-vis de l'Afrique est que le pourcentage de coopération financière non-remboursable est plus élevé que celui des autres régions, dans l'ensemble des formes d'aide. Alors que la moyenne mondiale est de 25%, elle atteint 61,4% en Afrique. Si l'on ajoute la coopération technique sous forme de don, ce taux augmente encore et atteint 79,8%.

Par ailleurs, comme les pays incapables de rembourser leur dette extérieure se sont multipliés, le nombre de pays bénéficiaires de prêts en yen n'augmente pas, et bien qu'il y ait des problèmes de prise en charge de frais locaux et de frais périodiques, la part de la coopération financière non-remboursable devrait augmenter de plus en plus.

En 1994, le premier bénéficiaire de l'aide en Afrique a été le Ghana, à qui ont été attribués 11,8% de l'ensemble de l'aide bilatérale en Afrique. Puis viennent le Kenya (11,3%), la Zambie (9,3%), la Tanzanie (9,1%).

Points essentiels de l'aide en Afrique

Pour l'aide à l'Afrique, il est nécessaire de réfléchir au «Développement à l'africaine» à la lumière des spécificités et de la diversité des régions. Sur cette base, JICA a établi un «Comité d'aide à l'Afrique» composé de personnes compétentes et d'experts, pour étudier l'orientation que doit prendre l'aide à l'Afrique du Japon. Le rapport publié en février 1991 par ce comité indique entre autres l'importance de l'aide à l'établissement du plan de base du développement, de l'aide pour la promotion de la coopération régionale, de l'aide par des projets de dimension adéquate, et a proposé les domaines ci-dessous comme secteurs essentiels et généraux.

- ① Développement rural

- ② Encouragement à la création de PME
- ③ Développement de produits agricoles et industriels pour diversifier les exportations
- ④ Amélioration du système de commercialisation
- ⑤ Aménagement des infrastructures socio-économiques
- ⑥ Valorisation des ressources humaines
- ⑦ Santé publique et médecine, et surpopulation
- ⑧ Sauvegarde de l'environnement

Le «Cercle d'étude sur l'aide à l'Afrique subsaharienne», composé de personnes compétentes et d'experts de l'Afrique établi par JICA en 1993, pour saisir précisément les besoins de développement des pays africains sur lesquels les informations ne sont en général pas nombreuses, et assurer une aide efficace, a rédigé une proposition d'engagement à moyen et long terme pour le Japon dans les domaines de développement essentiels dans cette zone. Par ailleurs, des «Cercles d'étude de l'aide par pays» ont été créés pour le Ghana et le Sénégal en 1994, afin de proposer une orientation pour la coopération future vis-à-vis de ces pays.

Pour obtenir des résultats fructueux

Pour l'aide à l'Afrique, il est essentiel de prendre en considération la relation entre la coopération financière non-remboursable et la coopération technique, les difficultés de prise en charge des frais locaux et le *WID*. Simultanément, la réduction des fonctions du secteur public, l'augmentation du nombre de chômeurs à cause de la diminution du nombre des fonctionnaires, la baisse des services sociaux suite à l'ajustement de la structure économique réalisé dans beaucoup de pays sur les conseils du FMI et de la Banque Mondiale se traduisent par des problèmes pour les faibles sociaux, et même si c'est uniquement pendant la phase initiale de l'ajustement, il faut s'efforcer d'assurer une coopération prenant en compte ces aspects sociaux.

De plus, sans s'en tenir à l'Afrique, une meilleure coordination avec les autres pays industrialisés, les organismes internationaux, est devenue essentielle pour assurer une aide efficace.

Dans ce cadre, lors de la Conférence de synthèse économique nippo-américaine en 1994, le Japon et les Etats-Unis se sont mis d'accord pour coopérer activement, afin de promouvoir l'engagement dans des questions qui nécessitent une coopération à l'échelle mondiale, telles que l'environnement, la surpopulation et le SIDA, dans lesquelles les efforts d'un seul pays ne sont pas suffisants pour obtenir de bons résultats. Ainsi pour les questions de surpopulation et du SIDA, les deux gouvernements se sont entendus pour mettre

l'accent sur la coopération importante nippo-américaine au Kenya et au Ghana, et JICA s'efforce d'identifier et de formuler des projets d'aide concrets en envoyant des spécialistes de la formulation des projets au Kenya.

Par ailleurs, en Ouganda, JICA assure des activités d'information et de sensibilisation vis-à-vis des habitants concernant le SIDA en collaboration avec la France. Avec la CIDA (Agence de développement international canadienne) ou l'ODA (Agence de développement outre-mer, organisme chargé de l'APD anglaise), JICA apprend d'autres méthodes d'aide et savoir-faire, et étudie les possibilités de collaboration et de coopération futures en Afrique.

En outre, beaucoup de pays africains sont menacés par la progression de la désertification. A ce sujet, le Japon a en 1994 annoncé son soutien aux pays en développement pour la lutte contre la désertification avec les autres pays industrialisés, et signé la «Convention sur la lutte contre la désertification». Suivant cette orientation, JICA a envoyé un spécialiste de la formulation des projets au «Club Sahel» de l'OCDE, qui s'occupe de l'étude et de l'ajustement des activités de lutte contre la désertification des pays donateurs et des pays concernés.

La collaboration avec les pays industrialisés et les organisations d'aide étant jugée particulièrement efficace en Afrique, où le Japon a une expérience de l'aide et un savoir-faire relativement réduits, nous allons la poursuivre activement.

Ethiopie - Rôle de l'aide au développement et des anthropologues

..... Développement et application des ressources végétales existantes dans la province du Sud Omo

•• Envoi d'un anthropologue

Pendant un mois à partir du 21 février 1995, une exposition spéciale «Wisdom of Ari : Community Based Technology of South Omo» a été organisée au Musée-Centre de recherche éthiopien de l'Université d'Addis-Abeba.

Quelque 140 objets d'art tels que travail sur bois, céramique, travail sur métal, bambous et autres matériaux végétaux y ont été exposés. La version amharique de la vidéo «Un végétal extraordinaire : Essente» (produite par «Documentary Japan», en association avec JICA) a également été présentée, et les lieux ont reçu de nombreux visiteurs.

Cette exposition a été réalisée par un expert de JICA envoyé pour recherche et son homologue.

La région du Sud Omo se trouve à environ 700 km au Sud d'Addis-Abeba, la capitale, ce qui correspond à un voyage de 2 jours en voiture. Les quelque 110.000 Amharites qui habitent dans cette région verdoyante, vivent principalement de la culture de l'essen-

te, une plante spécifique à l'Éthiopie.

Ils fabriquent divers outils avec du bois, du bambou, de la palme et de l'essente. En plus des articles en métal et en céramique, presque tous les outils nécessaires à l'agriculture bien sûr, mais aussi les ustensiles de cuisine et les vêtements, sont fabriqués dans la région. Les Ari vivent en autosuffisance en utilisant les ressources végétales abondantes de la région.

Le présent projet commencé en 1993 par l'envoi d'un expert individuel attire l'attention en tant qu'exemple rare de délégation sur le terrain d'un anthropologue en tant qu'expert de JICA afin d'évaluer les connaissances et les techniques existantes dans une telle zone et étudier les possibilités de développement futur.

•• Respect pour le sens des valeurs d'une culture différente

Les habitants du Sud-Ouest de l'Éthiopie, qui vivent en pratiquant diverses activités : l'agricul-

ture, l'élevage, la chasse, la pêche, ont accumulé les connaissances et les techniques traditionnelles concernant l'utilisation des végétaux.

Le premier travail de l'expert envoyé a été de coopérer avec les chercheurs éthiopiens tout en vivant avec les gens sur place, afin d'étudier et de relever les connaissances concernant l'utilisation des végétaux, qui peuvent être considérées comme leur précieux patrimoine.

Un autre objectif était de former des chercheurs éthiopiens comprenant l'importance de ce travail pour qu'ils puissent le continuer. Les 3 Éthiopiens qui ont servi d'homologue jusqu'ici ont terminé leur maîtrise à l'Université d'Addis-Abeba et poursuivent actuellement cette étude.

Mais le caractère unique de cet envoi réside dans le fait que l'anthropologue, qui a pendant de longues années eu des échanges avec les habitants et les chercheurs éthiopiens, a essayé de saisir le développement du point de vue éthiopien.



▼ Développement et application des ressources végétales existantes du Sud Omo

Les bois des environs du bassin de la rivière Omo dans le Sud-Ouest de l'Éthiopie, qui abondent de plantes sauvages bénéfiques, constituent une oasis de ressources pour les habitants. Étude spéciale des ressources végétales de cette zone, et projet pour l'identification de ressources végétales potentielles susceptibles d'être appliquées dans d'autres zones.

Ligne de front

Cela fait longtemps qu'on affirme l'importance de l'analyse de la société dans le développement. Il arrive que l'aide n'arrive pas jusqu'aux gens qui en ont vraiment besoin, et ait un effet qui ne soit pas profitable pour eux - cela arrive parfois du fait que nous ne connaissons pas bien les gens de la zone concernée qui devraient pourtant être au cœur de ce développement.

Le thème suivant est la recherche de méthodes pour un développement permettant la participation active des gens nécessitant cette aide, en présupposant une approche anthropologique mettant l'accent sur la connaissance de différentes cultures et le respect des valeurs de chaque société.

(Bureau JICA d'Ethiopie)

Ghana - Pour l'amélioration du niveau des soins médicaux centrée sur les maladies infectieuses

.....Projet de l'Institut à la mémoire de Noguchi (Phase II)



Tests réalisés par un expert japonais et ses homologues

●● A l'Institut à la mémoire de Noguchi

Le Ghana est connu en tant que producteur de cacao, matériau de base du chocolat. Mais beaucoup de Japonais savent aussi certainement que le Docteur Hideyo Noguchi y est mort pendant ses recherches sur la fièvre jaune.

L'Institut à la mémoire de Noguchi de l'Université du Ghana se trouve sur la colline Legon qui offre une vue panoramique d'Accra, la capitale. C'est un centre de recherche médicale fondamentale où sont poursuivies les recherches du défunt Dr. Noguchi dans le cadre d'une coopération médicale entre le Japon et le Ghana.

Le début de l'histoire de cette coopération médicale remonte loin, dans les années 1960, une époque où des maladies infectieuses typiques des zones tropicales sévissaient au Ghana. L'administration des soins médicaux et de la santé publique était insuffisante et les conditions médicales dégradées à cause de la stagnation économique.

Le Japon a commencé sa coopération médicale vis-à-vis du Ghana en 1968 pour améliorer cette situation. D'abord, une coopération pour les aménagements de base a été réalisée pendant environ 10 ans à la Faculté de

médecine de l'Université du Ghana. L'Institut à la mémoire de Noguchi a été fondé en 1979 sur la base de ces résultats.

●● Mise en place de mesures de lutte contre les maladies infectieuses

Ce projet a pour objet la coopération technique pour les études médicales fondamentales, le transfert des techniques de recherche et d'examen, et la formation du personnel ghanéen s'occupant des soins, de la recherche médicale et des examens médicaux.

Les maladies qui sont actuellement problème au Ghana sont des maladies infectieuses. Les domaines sur lesquels l'institut se concentre avec la coopération japonaise, sont les maladies pour lesquelles une prévention adaptée permettra de réduire le nombre de malades, telles que la diarrhée, le

SIDA, la bilharziose, et des maladies pour lesquelles la vaccination est possible, comme la rougeole et la coqueluche.

Le Ghana et le Japon travaillent ensemble pour établir des mesures de lutte contre ces maladies infectieuses. La première action à entreprendre est de consolider les techniques de diagnostic et d'examen des malades, et de mettre au clair les problèmes causant la propagation de ces maladies infectieuses en effectuant une

▼ Projet de l'Institut à la mémoire de Noguchi (Phase II)

Coopération technique de projet-type ayant deux objectifs : d'une part, la recherche de meilleures mesures contre les maladies infectieuses en renforçant les études sur les maladies infectieuses et l'immunisation, et en déterminant les facteurs d'aggravation de ces maladies ; et d'autre part, la création d'un lieu de formation des ressources humaines en faisant de l'Institut à la mémoire de Noguchi un laboratoire de référence.

Cours pour des habitants



étude sur la situation réelle des maladies dans chaque région.

Sur la base de ces résultats, on établit une zone modèle, prend des mesures de lutte contre la maladie avec les habitants, fait des essais pour vérifier l'efficacité des vaccins, et recherche des méthodes de dosage efficace des vaccins.

La partie ghanéenne, écrasée par le manque de personnel et de ressources financières, apprend activement les techniques et fait des recherches ; pour sa part, la partie japonaise soutient l'établissement de projets et donne des conseils techniques en surmontant les différences culturelles. La passion et le sourire entre les larmes des deux côtés ont permis de faire progresser régulièrement les études.

De nombreuses thèses utiles ont également été publiées. Les activités de lutte contre les maladies infectieuses dans les villages ont également porté leurs fruits, et des villages prenant l'initiative de mesures sont également apparus.

Ces résultats ne se limitent pas au laboratoire de recherche ; des cours techniques et des séminaires sont aussi organisés au Ghana et dans toute l'Afrique.

On espère beaucoup de la diffusion plus large de ces méthodes d'étude, méthodes d'examen et mesures de lutte contre les maladies infectieuses dans l'avenir, et une longue liste de projets, tels qu'échanges scientifiques avec d'autres pays africains, cours publics et autres, est en vue.

(Bureau JICA du Ghana)

Ligne de front

Kenya - Coopération pour la création d'une université s'occupant du développement

.....Projet de l'Université d'Agriculture et de Technologie de Jomo Kenyatta

•• Avec la progression de la coopération technique

En 1980, quand JICA a commencé sa coopération technique vis-à-vis de l'Université d'Agriculture et de Technologie de Jomo Kenyatta, celle-ci s'appelait JKCAT (Jomo Kenyatta College of Agriculture and Technology), et faisait fonction d'institut de technologie à cycle de 2 ans, dans le domaine agricole et technologique.

Une coopération financière non-remboursable a été assurée à cette école durant l'exercice 78 pour l'aménagement de ses installations, à savoir laboratoires, salles de cours, etc. Puis, une coopération technique a été fournie en 1980, suivie jusqu'en 1990 pour les 6 sections des facultés d'agriculture et de technologie créées alors.

Pendant ce temps, la coopération entre le Kenya et le Japon s'est faite par l'intermédiaire d'envoi d'experts de JICA et de volontaires JOCV, de stages au Japon pour les enseignants et les techniciens, et de la fourniture des équi-



Accent mis sur la théorie et les techniques pratiques - c'est également un esprit de fondateur d'école

pelements et matériels pédagogiques et de la recherche nécessaires aux cours, expériences, et travaux pratiques, en vue d'améliorer le niveau des enseignants, des techniciens et des élèves.

Ces efforts ont porté leurs fruits, et les élèves sortis du JKCAT avec comme bagage intellectuel connaissances théoriques et expérience pratique sont hautement appréciés.

Puis, en 1990, cette école a été reconnue comme annexe de l'Université Kenyatta, s'est consolidée dans sa position d'université monodisciplinaire, et a changé de nom pour devenir le JKUCAT (Jomo Kenyatta University College of Agriculture and Technology). Ensuite, en 1994, elle est devenue indépendante de l'Université Kenyatta sous le nom de JKUAT (Jomo Kenyatta University of Agriculture and Technology), autrement dit s'est

élevée au rang de 5ème université nationale du Kenya.

A la suite de cette progression, en continu, une coopération technique de projet-type a été prévue pour 3 sections de la faculté d'Agriculture et 4 sections de la faculté de Technologie pendant 5 ans à partir de 1990.

•• Un organisme d'étude ouvert

Par ailleurs, outre le programme des cours de l'université, JICA s'occupe activement de l'organisation de stages dans un pays tiers pour des stagiaires des pays environnants dans le but de transférer aux pays voisins les techniques développées par l'intermédiaire de la coopération technique. Il s'agit d'une part, du «Stage d'analyse appliquée des produits alimentaires» axé sur les matières concernant les denrées alimentaires et le traitement après récolte, d'autre part du «Stage de techniques électriques et électroniques appliquées» axé sur les matières liées à l'électricité et à l'électronique.

Scène de cours. De grands espoirs sont placés dans son rôle en tant qu'organisme d'enseignement ouvert.



Projet de l'Université d'Agriculture et de Technologie de Jomo Kenyatta

Coopération technique de projet-type prévoyant l'aide humaine et matérielle nécessaire à la gestion du niveau de licence de 3 sections de la faculté d'Agriculture et 4 de la faculté de Technologie de l'Université d'Agriculture et de Technologie de Jomo Kenyatta.

Par ailleurs, les femmes jouent un rôle important à la fois dans la production agricole et la vie des villages agricoles. Pour l'amélioration du niveau technique de ces femmes, un «Stage technique d'amélioration du rendement agricole» (stage dans le pays*) est organisé en utilisant la ferme de l'université.

Ainsi, l'Université d'Agriculture et de Technologie de Jomo Kenyatta élargit ses activités en tant qu'organisme de formation ouvert pour résoudre les problèmes internes au Kenya.

Jusqu'à présent, cette université s'est développée plutôt régulièrement. Mais s'étant élevée au niveau d'université nationale indépendante, elle doit s'efforcer d'améliorer le niveau de ses enseignants et techniciens pour réaliser un enseignement et des recherches de plus haute qualité.

Dans l'avenir, JICA prévoit, dans un esprit de fondateur d'école, de continuer à soutenir les activités de cette université pour réaliser un enseignement et des recherches solides, non seulement sur le plan théorique, mais aussi dans les techniques appliquées. Il sera également nécessaire de continuer à soutenir les efforts de la partie kényane pour la consolidation du système d'autogestion de l'Université.

(Bureau JICA du Kenya)

Tanzanie - Volontaires JOCV s'occupant de verdir la nouvelle capitale

..... Projet de coopération pour la promotion de la verdure

Plants d'arbres apportés sur le lieu de plantation à la fin décembre, commencement de la saison des pluies

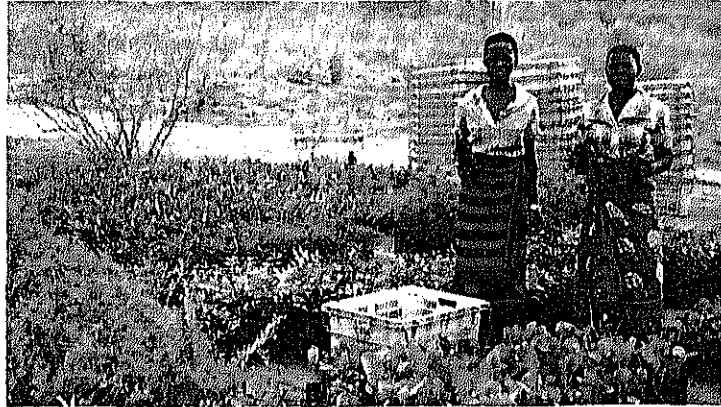
●● Projet commencé depuis 1986

Au cri de «Tuwendel (Allons-y!)», on monte à moto avec les homologues, et on se disperse, chacun de son côté sur le terrain. Le bruit des motos résonne dans l'air sec. Pour nous, volontaires JOCV, la journée a commencé.

Nous sommes à Dodoma, Tanzanie. La construction de la nouvelle ville de Dodoma se fait devant nos yeux. Avec l'augmentation de la population, les fonctions urbaines de la capitale Dar-es-Salam ont diminué, et la capitale a été transférée à Dodoma.

Le transfert de la capitale est réalisé par la Régie de développement de la capitale (CDA), qui, dans ce cadre, promeut l'aménagement de l'environnement urbain. Le projet de plantation d'arbres par les volontaires JOCV a été réalisé sur 6 ans à partir de 1986, à titre d'aide pour l'aménagement de l'environnement, et une nouvelle coopération de 6 ans a commencé en 1993.

Dodoma se situe pratiquement au centre de la Tanzanie, dans une zone semi-aride à précipitations annuelles de seulement 550 mm. On dit qu'autrefois une grande forêt couvrait cette région. Mais avec l'urbanisation, la population s'est concentrée, l'abattage des arbres à but commercial et pour le bois de chauffe et de construction, l'utilisation des terres pour le fourrage du bétail, ou comme champ de culture, ont aggravé la dégradation de l'environnement à cause de la dépendance des habitants de la forêt.



●● Activités d'aménagement et d'extension de la ceinture verte

Dans cette ville de Dodoma où la dégradation de l'environnement est avancée, le projet prévoyant de faire revivre la forêt par l'aménagement d'une ceinture verte et son extension aux villages voisins attire l'attention. Quelque 30 volontaires JOCV ont déjà été envoyés sur place.

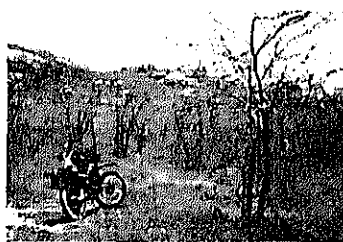
Dans le cadre de l'aménagement de cette ceinture verte, on prévoit la gestion et la protection de 20.000 ha de ceinture verte, qui joueront dans l'avenir le rôle de forêt d'environnement urbain, dans le but de rétablir la forêt aux environs de la ville et le sol fortement affaiblis. Jusqu'à présent, on a sauvé la forêt naturelle en

mettant 16.000 ha sous gestion, et planté des arbres sur plus de 1.000 ha.

A la sécheresse sévère viennent s'ajouter les limitations budgétaires, et l'on ne peut pas dire que les résultats soient toujours satisfaisants. Mais, comparées aux zones en développement avoisinantes, les forêts de la ceinture verte montrent des signes de rétablissement.

«L'extension aux villages avoisinants», l'autre pilier de ces activités, a pour objectif de faire comprendre les activités du CDA, de résoudre les problèmes entre les CDA et les habitants, et d'améliorer les conditions de vie des habitants en diffusant par exemple l'agroforesterie*.

Forêt sauvegardée de la ceinture verte pendant la saison sèche



▼ Projet de coopération pour la promotion de la verdure

Projet promouvant la plantation d'arbres avec les habitants pour la protection du cadre de vie, l'assurance des bases de production, la lutte contre la désertification. A commencé en Tanzanie et au Sénégal en 1986, centré sur des volontaires JOCV, et devrait se déployer en Asie et en Amérique latine dans l'avenir.

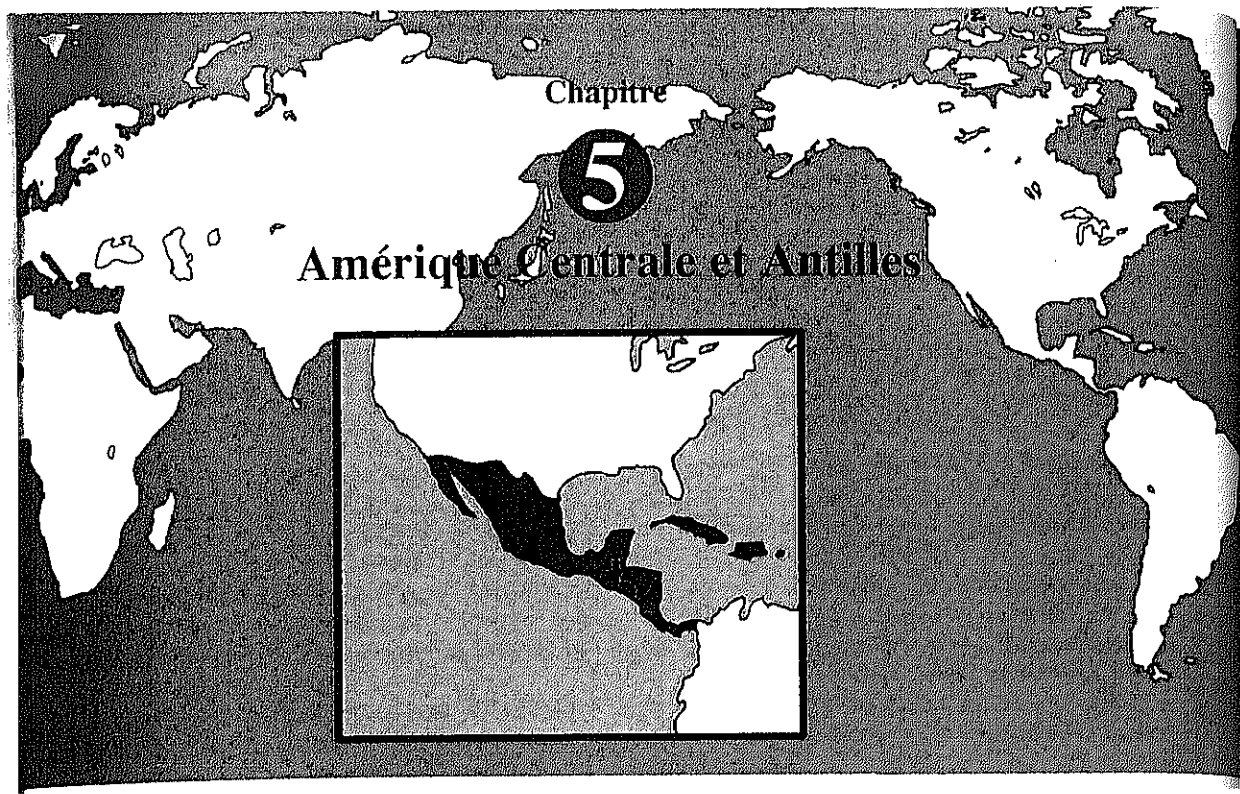
*Agroforesterie : Utilisation des terres alliant agriculture et forêt en combinant de manière systématique sylviculture et agriculture.

Les activités quotidiennes sont très variées et vont des conseils techniques pour la plantation d'arbres et la culture de légumes et d'arbres fruitiers aux habitants, dans les écoles et les dispensaires, à la vente de plants d'arbres, la projection de films et des réunions dans les villages.

En ville, le CDA plante des arbres autour des ateliers et écoles, possède la plus grande pépinière du pays et un collège qui soutient les activités des différentes sections. Les volontaires JOCV envoyés sont également actifs dans ces sections.

Si l'on considère le cycle de production dans la sylviculture et l'agriculture, la période du projet, 12 ans, paraît courte. A plus forte raison s'il ne reste que 3 ans. Comme il s'agit d'un domaine où les résultats des activités sont peu évidents, nous continuons nos activités sur place tout en doutant de ce que nous pouvons faire, et de la forme que doit prendre le transfert technologique.

(Volontaire JOCV)



Une zone comprenant des pays à niveau de revenus relativement élevé

L'Amérique Centrale et les Antilles comprennent 21 pays. Parmi ces pays, on trouve des pays en développement à niveau de revenus relativement élevé classés dans les «pays moyennement développés». Cette région a une superficie de 2.960.000 km², soit 2,18% des terres émergées, avec une population de quelque 147 millions d'habitants, soit environ 2,8% de la population mondiale.

Les industries primaires y sont prospères grâce aux ressources naturelles abondantes, mais les secteurs secondaire et tertiaire accusent du retard, sauf au Mexique. Par ailleurs, sur le plan économique, beaucoup de pays, qui ont toujours un problème de dette extérieure à rembourser, sont en train de reconstruire leur économie.

Ces 21 pays se subdivisent en 8 pays d'Amérique Centrale et 13 pays des Antilles. Il y a beaucoup de petits pays : 8 pays d'une superficie de moins de 10.000 km², et 9 pays de moins de 500.000 habitants.

Quant au niveau des revenus, en 1993, 3 pays (Haïti, Honduras et Nicaragua) avaient un PNB par habitant de moins de 750 dollars, et 4 pays un PNB de 750 à 1500 dollars de pays à revenus faibles à moyens. Les autres ont un revenu moyen à élevé, surtout les Bahamas et la Barbade avec plus de 5000 dollars.

Beaucoup de pays des Antilles dépendent des industries primaires, mais aussi du tourisme.

Moment crucial pour la démocratisation et l'amélioration du bien-être des habitants

Dans les années 1960, des régimes militaires sont apparus les uns après les autres dans cette région. Les troubles en Amérique Centrale qui avaient commencé par la guerre civile au Salvador et au Nicaragua, se sont poursuivis pendant plus de 10 ans à partir de la seconde moitié des années 70, et ont dévasté de vastes territoires et ruiné l'économie. Ils ont également eu un impact sur les pays voisins à cause de l'exode de nombreux réfugiés. A partir du début des années 80, les gouvernements militaires ont finalement été remplacés par des gouvernements civils, et actuellement, tous les pays de cette zone, sauf Cuba, ont un régime démocratique.

Toutefois, les troubles politiques et économiques ayant été très longs, les infrastructures de beaucoup de pays sont restées non aménagées, et l'aide étrangère est indispensable pour surmonter cette inefficacité et atteindre l'indépendance économique. Beaucoup de pays d'Amérique Centrale et des Antilles sont maintenant à un moment crucial de leur développement en une vraie démocratie et dans l'amélioration du bien-être, et promeuvent la libéralisation économique.

Quant au problème de l'accumulation de la dette extérieure, la politique d'ajustement structurel suivie comprenant la réduction du déficit financier, le contrôle de l'inflation, l'augmentation des exportations, la libéralisation du commerce extérieur, avec l'aide de la Banque Mondiale et du FMI, a permis en 1992 un

accord sur la réduction de la dette fondé sur une nouvelle stratégie (Plan Brady) ; des résultats positifs sont déjà apparus au Mexique et au Costa Rica, qui ont appliqué ces mesures. De plus, les pays créditeurs, des organismes internationaux, des banques privées fournissent une aide à long terme, notamment pour le rééchelonnement de la dette par l'intermédiaire du Club de Paris (qui réunit les principaux créanciers).

Coopération du Japon vis-à-vis des pays d'Amérique Centrale et des Antilles

En 1994, 411 millions de dollars, soit 4,3% de l'APD bilatérale japonaise, ont été attribués à cette région. Comme le niveau des revenus est plus élevé dans cette région que dans d'autres, les pays éligibles pour la coopération financière non-remboursable sont peu nombreux ; de plus, comme les pays qui pourraient faire l'objet d'une coopération financière remboursable ploient déjà sous le poids d'une dette énorme, qui a dû être rééchelonnée, le montant de l'APD attribué à cette région baisse au fil des années depuis 1983. Toutefois, avec la fin des troubles en Amérique Centrale, la tendance à la baisse du montant total de l'APD a été enrayée par l'augmentation des prêts en yens depuis 1990 due à l'accroissement des besoins de fonds pour le redressement économique de chaque pays.

En 1994, la ventilation de l'APD bilatérale vers les pays d'Amérique Centrale et les Antilles a été de 230 millions de dollars de coopération financière remboursable (49%), 93 millions de coopération financière non-remboursable (23%) et 116 millions de dollars de coopération technique (28%).

La coopération financière remboursable a porté principalement sur les infrastructures économiques, telles que les transports et l'énergie, et sur les infrastructures sociales telles que les problèmes d'environnement. La coopération financière non-remboursable a été orientée principalement sur les infrastructures sociales telles que la santé publique et médecine, l'éducation, et les infrastructures économiques comme les transports.

La coopération technique prend des formes diverses : accueil de stagiaires, envoi d'experts, études pour le développement, coopération technique de projet-type. La coopération technique couvre une gamme élargie de besoins, et les principaux domaines objets sont l'agriculture, la santé publique et médecine, l'industrie, la pêche, les communications et la radiodiffusion, les mines, la culture et l'éducation.

Dans certains pays d'Amérique Centrale, la guerre civile vient à peine de finir, et des problèmes subsistent quant à la sécurité ; dans ces pays, la sécurité doit être prise en juste considération pour l'exécution de la coopération technique.

Par ailleurs, les pays des Antilles sont petits et peu peuplés, et pour beaucoup d'entre eux, l'indépendance est récente ; les cas de coopération japonaise y sont peu nombreux parce que le niveau de revenus par habitant est relativement élevé et que leur économie est de petite taille. Mais, les espoirs mis dans la coopération japonaise par les pays des Antilles se renforcent au fil des années, et il devient nécessaire d'étudier une coopération adaptée aux dimensions de l'économie de chaque pays.

Coopération vis-à-vis du Mexique, le plus grand pays de cette région

Le Mexique, premier pays de la région à la fois du point de vue de la superficie et de la population, a amélioré sa position dans la communauté internationale après l'entrée en vigueur du NAFTA (Accord de libre échange nord-américain) en janvier 1994 et son adhésion à l'OCDE en mai 1994, ce qui a renforcé sa position dans la communauté internationale. Dans le passé, le Japon a activement soutenu son développement économique par la coopération technique et la coopération financière remboursable.

Pour l'exécution d'une coopération efficace en Amérique Centrale, on estime qu'il est efficace d'assurer une coopération centrée sur le Mexique, le plus grand pays de la région, telle que les stages dans un pays tiers.

Par ailleurs, on peut citer « l'Etude pour l'établissement d'une stratégie d'investissement pour la promotion du tourisme » (étude pour le développement) qui soutient l'acquisition de devises du pays, « l'Etude pour la modernisation de l'agriculture et la formation » (coopération technique de projet-type) pour la modernisation de l'agriculture, le « Centre d'étude et de recherche sur l'environnement » (coopération technique de projet-type) pour la protection de l'environnement, question en suspens dans la politique de développement comme coopérations principales commencées par JICA envers le Mexique durant l'exercice 94.

Des pays qui tentent de se relever des ravages de la guerre civile

Le Salvador et le Nicaragua sont en train de se redresser des dévastations dues à la guerre civile qui a sévi pendant de longues années. Le Japon y a envoyé une mission générale de coopération économique en décembre 1994, qui a dialogué sur les mesures à prendre avec les deux gouvernements concernés, afin de soutenir la démocratisation et les réformes économiques des deux pays.

Un accord est intervenu sur les principaux domaines de l'aide qui seront pour le Salvador des secteurs liés à la stimulation de l'industrie (infrastructures

économiques, etc.), au développement social et à l'environnement ; et pour le Nicaragua, le développement social et les mesures contre la pauvreté, les infrastructures socio-économiques et l'environnement. Maintenant, JICA va identifier et formuler les propositions les mieux adaptées à ces domaines et exécuter les projets afférents.

Au Costa Rica, pays jouissant de la démocratie la plus stable en Amérique Centrale, où le niveau d'éducation est élevé et le système de sécurité sociale établi, la coopération japonaise ne se limite pas à la stimulation des industries ; la coopération technique assurée pour le «Projet du centre de formation technique pour le développement industriel dans la région d'Amérique Centrale» devrait élargir ses effets à l'ensemble de la région.

Une mission de formulation des projets sera envoyée au Guatemala pendant l'exercice 95 pour étudier les possibilités et l'orientation à donner à la coopération pour l'enseignement primaire, l'éducation des femmes, etc. dans le cadre d'un projet de collaboration nippo-américain.

Le Honduras est, avec le Nicaragua et Haïti, l'un des pays où le développement a pris le plus de retard, et les besoins de développement y sont importants. L'aide japonaise lui est accordée dans de nombreux domaines. Ainsi, le Honduras détient le record d'Amérique Centrale pour le nombre total de volontaires JOCV envoyés, et parmi les études pour le développement, le «Projet d'amélioration générale sur les conditions de santé», une coopération dans le secteur de la santé publique et médecine, est une première mondiale.

Le Panama est le premier partenaire d'exportation du Japon en Amérique Centrale et Latine avec plus d'un quart du montant total des exportations vers cette région. La stabilité politique de ce pays, où se trouve le Canal de Panama, est aussi d'une grande importance pour la sécurité dans le monde. L'aide japonaise se fait sous des formes diverses, et une «Etude sur le développement du tourisme sur les côtes de Panama (Plan directeur)», étude de développement sur deux ans est en cours depuis 1993 dans le domaine du tourisme très prometteur pour l'acquisition de devises.

La Jamaïque est le pays central des Antilles, et la coopération s'y fait principalement sous forme de coopération financière remboursable et de coopération technique parce que les relations avec le Japon se resserrant au fil des années. De plus, des études de base ont été effectuées durant l'exercice 94 pour deux requêtes de coopération technique de projet-type «Projet d'amélioration de l'enseignement professionnel dans les lycées techniques» et «Hygiène publique».

L'Amérique Centrale et les Antilles comptant beaucoup de petits pays, il est avantageux de réaliser

des projets de coopération technique (stages dans un pays tiers, ou bien coopération technique de projet-type qui y est liée) pour en faire profiter non seulement le pays concerné, mais aussi les pays voisins, et JICA devra continuer dans l'avenir à identifier et formuler de tels projets.

Le dernier événement dans cette région est le passage à un gouvernement civil à Haïti après le retour au pays du Président Aristide qui s'était exilé. Les pays occidentaux, à commencer par les Etats-Unis, assurent des coopérations pour soutenir la démocratisation. Le Japon a envoyé en mars 1995 une mission de formulation des projets et soutient activement la démocratisation du pays depuis octobre 1994, par des discussions portant entre autres sur l'orientation à donner à la coopération future.

Mexique - Formation du personnel de télévision qui prend part à l'éducation

..... Projet de centre de formation sur la télévision éducative

Formation du Centre

●● Remise en question de la nature du transfert technologique

Au Mexique, en plus des collèges ordinaires et des lycées techniques, il existe un total d'environ 18.000 écoles où quelque 610.000 élèves suivent des cours de téléenseignement. Ce système, mis en place il y a 26 ans, a permis à la Direction de production de programmes d'enseignement du Ministère de l'Éducation Nationale de couvrir la pénurie d'enseignants. Ensuite, l'extension de ce système à tout le pays a autorisé le Mexique à rendre les cours de collèges obligatoires en septembre 1993.

Le gouvernement a promulgué il y a quelques années la «Loi des 12,5%» qui oblige les stations d'émission, même privées, à consacrer 12,5% de leur horaire de programmes à la diffusion de programmes éducatifs, culturels et d'informations gouvernementales.

Le Centre de formation sur la télévision éducative est un projet lancé en 1991 par le biais du transfert technologique d'experts japonais dans le but de renforcer la capacité de production de programmes éducatifs au Mexique, où le niveau reste bas. Pour la partie mexicaine, il y a en poste 51 personnes dont un directeur de centre, 9 homologues, le personnel chargé de l'éducation, des opérateurs, tels que cameramen, et le personnel chargé des affaires générales.

Chaque expert oriente directement son homologue en lui donnant des conseils. Mais comme

l'ensemble des stages de la Direction de production de programmes d'enseignement du Ministère de l'Éducation Nationale s'est achevé, depuis l'année dernière le Centre de formation fait un appel public à la candidature d'organismes de diffusion extérieurs (maisons de production, stations de télévision commerciales, section relations publiques d'entreprises ordinaires, etc.) et les homologues assurent les cours avec perception de frais d'écolage. Les problèmes de base du transfert technologique ont été remis en question par les experts japonais.

Le premier point est de savoir si des personnes en train de recevoir un transfert technologique peuvent enseigner à des personnes extérieures, et le second, si le rôle des experts ne doit pas être d'orienter les homologues du Centre de stages, les opérateurs eux-mêmes, de sorte qu'ils deviennent d'excellents professionnels de la production de programmes.

●● Remarque faite au Comité unifié

Au Comité unifié nippono-mexicain réuni en novembre 1994 pour définir les orientations de base pour l'exercice 95, la partie mexicaine a proposé d'augmenter les frais d'écolage pour les personnes extérieures, et la partie japonaise a indiqué que le premier objectif était l'amélioration du niveau technique de personnel interne, et qu'il fallait résoudre les problèmes précités. L'équipe japonaise a alors fait un rapport sur l'attitude



actuelle et les problèmes pour la production de programmes par l'équipe mexicaine. Et a demandé «il était correct d'augmenter les frais d'écolage sans résoudre ces problèmes».

Le Directeur de la Direction de production de programmes a répondu à cette interrogation : «Les deux parties japonaise et mexicaine vont discuter de tout ce qui fait problème au niveau de la coopération technique, et je vous demande de passer immédiatement à l'amélioration du niveau technique.»

●● La conscience de l'équipe a changé

Après des discussions répétées à ce sujet avec la partie mexicaine, des échanges actifs dans la vie aussi bien publique que privée ont eu lieu entre la partie mexicaine et

▼ Projet de centre de formation sur la télévision éducative

Coopération technique de projet-type pour la formation de l'équipe technique et de production de la Direction de la production de programmes éducatifs du Ministère de l'Éducation Nationale du Mexique, et de sociétés de production privées. Durée de la coopération : d'avril 1991 à mars 1996.

les experts japonais immédiatement après le début du projet, ce qui leur a permis de se donner du cœur à l'ouvrage.

En accumulant ce genre de contacts, ils ont fini par présenter, comme un expert des films télévisés pour les jeunes devait venir pour une courte période en janvier 1995, des propositions très énergiques telles que se perfectionner en réalisant un film avec l'équipe du Centre seulement, ou encore établir un stage pour l'équipe du Centre et recourir aux conseils de l'expert.

Immédiatement après le Nouvel An, la production du petit film a commencé, l'équipe toute entière s'est mise au travail, et le directeur, ancien producteur, a aussi demandé à «produire une émission lui-même».

La production d'une émission est comme la représentation d'un orchestre. Chacun doit concentrer toute son attention sur son propre rôle sous la direction du chef d'orchestre (directeur).

Le visage des membres de l'équipe, qui ont regardé le film terminé après avoir travaillé tard jour après jour, exprimait leur ferme volonté de continuer de la même manière dans l'avenir.

(Expert envoyé de JICA)

Honduras - Résultats d'un micro-projet qui gonflent les espoirs

..... Projet de modernisation des villages de pêche de la baie de Trujillo

●● Pour la modernisation des villages de pêche de la baie

Réunion d'adieu dans le village de San Antonio. —

«C'est grâce au projet que nous avons pu aller à l'école primaire avec nos amis. Merci.»

Ce sont là les paroles d'enfants de pêcheurs parmi les plus pauvres.

En entendant ces paroles, je n'ai plus pu arrêter les larmes que je m'étais efforcé de retenir jusque là.

Quand je suis entré en fonction, les conditions de vie très sévères des pêcheurs, les difficultés dans le travail, et les fêtes du village que j'ai passées joyeusement avec les habitants...

Les souvenirs se mélangent dans ma tête, je ressentais les joies des pêcheurs comme si elles étaient miennes, et j'appréciais d'avoir pu participer à la coopération technique.

Dans la Baie de Trujillo, au Honduras, le développement de la pêche avait pris du retard, et les pêcheurs vivaient dans une grande pauvreté. Pour cela, il devenait nécessaire de promouvoir la modernisation des villages de pêcheurs de la côte, d'améliorer les conditions de vie des pêcheurs, et de stimuler l'économie régionale.

La coopération technique de micro-projet* lancée en juillet 1991 a compris pendant 3 ans l'envoi d'experts, la fourniture d'équipements et l'accueil de stagiaires homologues du Ministère des Ressources Naturelles.

70% des pêcheurs de cette région sont des descendants d'es-

claves amenés d'Afrique occidentale, appelés Garifuna, qui encore aujourd'hui conservent leur langue, leur culture et leurs traditions.

Je les ai approchés d'une manière très naturelle. J'ai demandé à participer à un groupe qui présente la musique et les danses traditionnelles des Garifuna, et me suis fait des amis en m'amusant. Le soutien moral aux habitants de la région est absolument indispensable à la coopération technique dans la région, et je me suis efforcé d'approfondir des relations de confiance en participant activement aux fêtes locales.

●● Challenge pour les innovations dans la conception de la vie

L'objectif de base du projet était «Assurer l'autosuffisance alimentaire» et «Devenir indépendant avant la fin de la coopération».

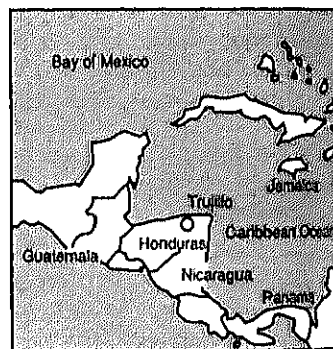
Pour l'organisation des pêcheurs, j'ai pris en compte la forme de société traditionnelle des habitants de la région, et formé non pas des syndicats de pêcheurs, mais des «groupes de pêcheurs» de 3 à 5 personnes. Chaque groupe a choisi son chef.

Ainsi, je les ai orientés vers «la gestion du budget des pêcheurs» et leur ai donné l'habitude d'épargner. J'ai ouvert des comptes bancaires au nom des groupes, et encouragé à déposer 15% du montant des captures.

Pour donner l'habitude d'épargner, il a fallu modifier leur conception de la vie, mais les pêcheurs ont de leur propre initia-

tive commencé à épargner. Cette épargne a été affectée à la maintenance des moteurs hors-bord, à l'achat d'engins de pêche, aux dépenses d'urgence (soins médicaux, éducation).

La santé publique, la médecine et l'éducation étaient extérieures à la coopération, mais une fois qu'ils ont eu de l'argent disponible, ils ont pu aller se faire soigner sans inquiétude en cas de maladie. Et le taux de scolarisation pour l'éducation obligatoire est aussi passé à 100%.



▼ Projet de modernisation des villages de pêche de la baie de Trujillo

En faisant de cette zone des villages de pêcheurs modèles, on entend diffuser les techniques de pêche générales dans les villages, stimuler la région et améliorer les conditions de vie des pêcheurs. Pour cela, les experts nécessaires seront envoyés et des stagiaires accueillis.

Ligne de front

Quant à l'indépendance, les activités du projet ont été établies en mettant l'accent sur la rentabilité (atelier, petit navire de formation à la pêche, vente de glace, vente des poissons, transformation). L'autogestion des différents comptes bancaires ouverts continue à ce jour.

Dans le village de Castilla, une halle aux poissons - salle de réunion est actuellement construite par tous les pêcheurs et leurs familles en tant qu'activité commune des groupes.

A la fin de la période de coopération, JICA a effectué une évaluation après achèvement sur le thème «impact d'un micro-projet sur la société régionale». Comme ce micro-projet de coopération a été loué dans l'évaluation de JICA, le Gouvernement hondurien est en train d'établir un projet de développement de la pêche pour étendre à l'ensemble du territoire hondurien la modernisation des villages de pêcheurs, en prenant pour modèle ce micro-projet.

(Expert envoyé de JICA)

Ligne de front

Panama - Mettre ses espoirs dans le développement de produits halieutiques transformés en tirant avantage des ressources

..... Projet d'aménagement des infrastructures logistiques des produits halieutiques

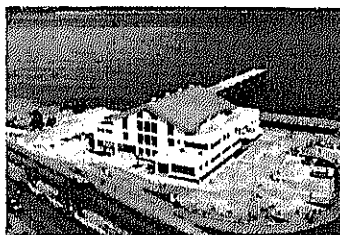
Près du Canal de Panama

Le contraste des couleurs blanc et bleu de la halle aux poissons frappe dans la rue de la côte, à l'entrée de la vieille ville, dans la ville de Panama, dominant les navires qui attendent leur tour pour traverser le canal.

Ce bâtiment, construit dans le cadre de la coopération financière non-remboursable du Japon (coopération pour la pêche) et inauguré le 15 février 1995, est prévu pour l'aménagement du réseau de commercialisation des produits halieutiques dans le pays, l'amélioration de la commercialisation et le développement de la pêche artisanale côtière.

Il comprend un bâtiment marché de gros (surface bâtie : 245 m²), un bâtiment marché de détail (surface bâtie : 1.871 m²), et des installations accessoires telles que débarcadère, entrepôt frigorifique et fabrique de glace.

La halle aux poissons a été améliorée sur divers plans : 69 éta-



Vue d'ensemble de la halle aux poissons de la ville de Panama

ges de vente au détail, soit deux fois plus que dans l'ancienne halle aux poissons, un parking réservé aux consommateurs, des gardiens, ce qui laisse espérer une augmentation de la consommation de produits halieutiques.

En fait, le nombre des consommateurs s'est largement accru depuis l'ouverture, et la question importante pour la halle aux poissons est de faire de ces clients des habitués, et d'augmenter sa capacité d'attirer la clientèle. Concrètement, on peut penser à des idées des sociétés commerciales elles-mêmes, l'organisation d'événements périodiques, la vente à prix réduit avant fermeture,

la vente et la publicité sur les produits transformés, etc. pour augmenter la consommation de poisson.

L'accroissement du volume commercialisé qui pourrait en résulter se traduirait par une stimulation des activités des pêcheurs, une amélioration de la commercialisation, et la stabilisation du revenu des personnes concernées par la pêche. Les consommateurs de la zone métropolitaine auraient aussi l'avantage de disposer de produits halieutiques bon marché et de bonne qualité.

«Satsuma-age» à Panama

A Panama où le chalut à la crevette est florissant, il est dommage que les poissons divers pris avec les crevettes ne passent pas dans le circuit de commercialisation et soient jetés.

La Direction des Ressources Maritimes du Panama et JICA ont démarré un projet pour l'utilisation efficace des ressources maritimes, l'élargissement de la demande de produits halieutiques et l'amélioration des techniques de pêche, qui sont en retard au Panama, en s'appuyant sur l'utilisation de ces poissons.

Des experts (amélioration de



Dégustation de produits péchés lors de l'inauguration de la halle aux poissons (Au centre, le Président, à qui le Ministre du Commerce et de l'Industrie, la femme en blanc, donne des explications sur les produits, et des personnes du groupe de femmes.)

Projet d'aménagement des infrastructures logistiques des produits halieutiques à Panama. Coopération technique de projet-type ayant pour objectif l'utilisation efficace des ressources maritimes, l'élargissement de la demande de produits halieutiques et l'amélioration des techniques de transformation.

Ligne de front

la commercialisation des produits halieutiques) et des volontaires JOCV (transformation des produits halieutiques) enseignent actuellement à 6 femmes sans expérience de la transformation, les techniques de transformation des produits halieutiques, et le transfert technologique progresse régulièrement.

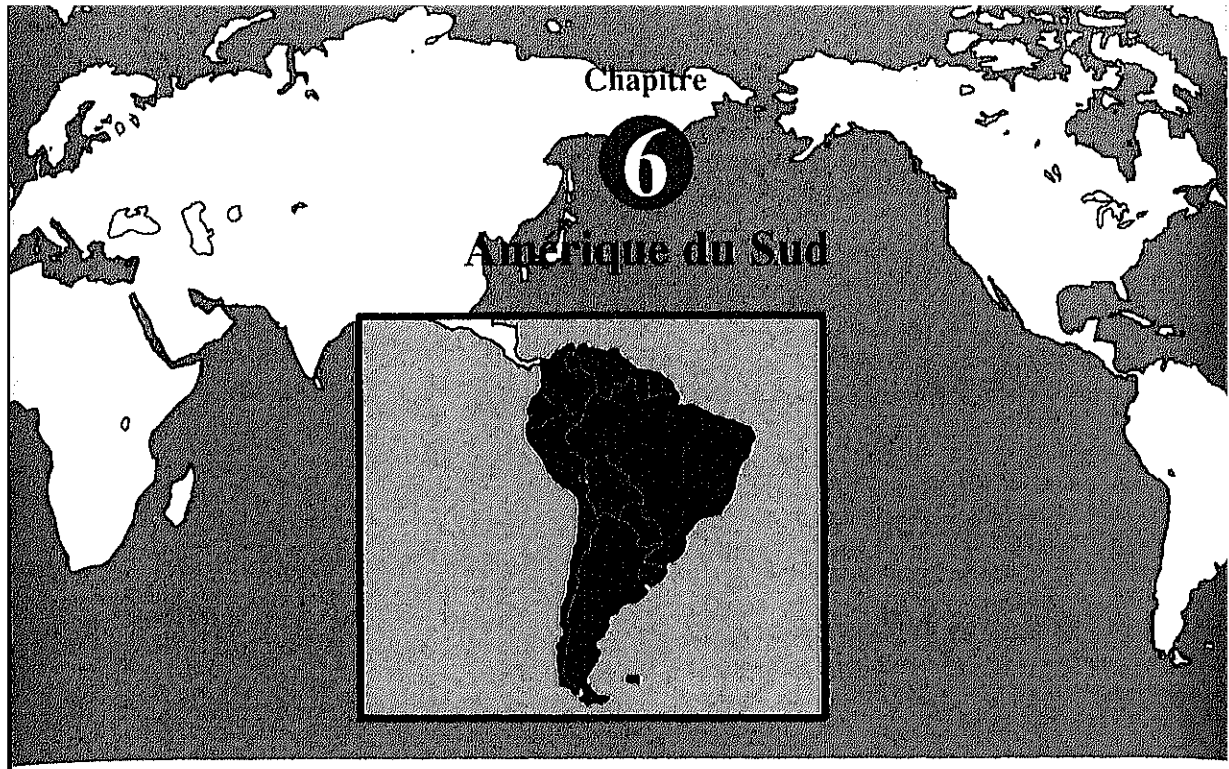
La production sur une base commerciale dans l'avenir est un objectif majeur, à la fois du point de vue de l'amélioration de la vie alimentaire par la fourniture de protéines bon marché et de qualité aux habitants, et du soutien aux activités régionales des organisations de femmes.

A l'ouverture de la halle aux poissons, un petit magasin de production et vente de «satsuma-age (pâté de poisson frit)» a ouvert ses portes.

Peut-être parce que les consommateurs ont peu d'occasions de contact direct avec les ateliers de transformation et les produits transformés, le «satsuma-age» est très apprécié, et le développement de produits transformés divers et leur vente suivie sont souhaitables dans l'avenir.

On espère ainsi, dans le futur, avoir la possibilité de voir dans la halle aux poissons non pas des «Satsuma-age», mais des «Panama-age».

(Bureau JICA de Panama)



Une région où les pays grands et moyens sont nombreux

L'Amérique du Sud se compose de 12 pays, a une superficie totale d'environ 17.720.000 km² (environ 13% des terres émergées) et compte environ 310 millions d'habitants (à peu près 6% de la population mondiale). Des pays grands et moyens nombreux y bénéficient de terres vastes et de ressources naturelles et humaines abondantes.

Depuis longtemps, beaucoup de Japonais ont émigré dans cette région, et actuellement le Brésil, le Pérou, l'Argentine, le Paraguay et la Bolivie, entre autres, comptent beaucoup d'émigrés japonais, d'habitants d'origine japonaise et de résidents japonais. Depuis l'établissement de relations diplomatiques avec le Pérou en 1873, le Japon est en relation étroite avec cette région, et les allées et venues de personnalités importantes et les implantations de sociétés japonaises sont nombreuses.

En Amérique du Sud, depuis les années 1960, les régimes militaires sont apparus les uns après les autres ; à partir du début des années 80, le passage à un gouvernement civil a commencé partout, et maintenant tous les pays ont un régime démocratique. Mais la tentative de coup d'Etat au Venezuela en 1992 et les mesures extraordinaires, telles que la suspension de la constitution, prises au Pérou montrent que les bases ne sont pas toujours stables, et que des efforts doivent encore être faits pour l'ancrage de la démocratie.

Objectif : réduction de la dette extérieure, indépendance économique

Parmi les pays d'Amérique du Sud, on trouve en gros des pays où l'industrialisation est développée comme le Brésil et l'Argentine, où les niveaux de revenus sont relativement élevés, qui sont considérés comme des pays moyennement développés parmi les pays en développement. Mais, sauf certains d'entre eux, ces pays ont des difficultés pour réaliser leur indépendance économique sans l'aide étrangère parce que leurs infrastructures sociales ne sont pas encore aménagées, suite à la longue période de conflits politiques et économiques qu'ils ont connue.

Par ailleurs, les pays qui se sont rapidement modernisés ont fait des emprunts auprès des pays industrialisés et d'organismes financiers (en particulier de banques privées), mais ils ont dû faire face à de nombreux problèmes économiques pendant les années 80, à cause de la dégradation de leur balance commerciale et de leurs difficultés à rembourser leurs dettes, suite à l'impact de la chute des prix des produits du secteur primaire, de l'augmentation des taux d'intérêt internationaux.

Dans ce contexte, presque tous les pays débiteurs ont conclu jusqu'en 1993 un accord pour la réduction de leur dette conformément à la stratégie de rééquilibrage de la dette (Plan Brady), ont pris des mesures d'ajustement structurel telles que réduction du personnel gouvernemental, contrôle de l'inflation, réforme des finances et des entreprises nationalisées.

amélioration du système fiscal, libéralisation du commerce extérieur, etc. avec l'aide de la Banque Mondiale et du FMI, et ont fait des efforts pour la réduction de leur dette.

Vers une intégration économique, marché commun d'Amérique du Sud, et autres

Au début des années 1990, les mouvements pour l'union économique se sont renforcés, dont la création du marché commun d'Amérique du Sud (MERCOSUR : Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay) est représentative. Des pays, comme le Chili, se sont également orientés vers l'affiliation au NAFTA (Accord de Libre Echange Nord-Américain) et à l'APEC (Asia-Pacific Economic Cooperation).

Par ailleurs, des pays classés parmi les pays moyennement développés comme l'Argentine, le Brésil et le Chili, ont commencé des activités de pays d'aide en Amérique latine.

La prise de mesures pour résoudre les problèmes d'environnement, devenus importants avec la croissance rapide de l'économie, est maintenant urgente. Par exemple, pour des problèmes graves comme la pollution atmosphérique dans la ville de Santiago, Chili, la destruction de la forêt et la pollution des rivières en Amazonie. La coopération de JICA a été requise pour y faire face.

Le problème de la drogue est devenu tout aussi grave que celui de l'environnement. Il est lié au terrorisme, aux commerces clandestins, qui font obstacle au développement économique et social sain des pays d'Amérique du Sud. Le problème de la drogue a pour cause la pauvreté dans les villages agricoles et les zones montagneuses, la disparité des revenus, des problèmes qu'il faut s'efforcer de résoudre par le biais de mesures de développement régional.

Coopération japonaise vis-à-vis de l'Amérique du Sud

En 1994, 4,3% du montant total de l'APD bilatérale japonaise, soit 412 millions de dollars, a été fourni à l'Amérique du Sud. L'APD bilatérale est en baisse dans cette région depuis 1983 parce que peu de pays sont qualifiés pour la coopération financière non-remboursable, et que suite à la dette accumulée, beaucoup d'entre eux ont vu leur dette rééchelonnée. Mais avec les mesures financières récentes, comme le rééchelonnement de la dette, prises par le Club de Paris (qui réunit les principaux pays créanciers), le système de prêt en yens aux pays d'Amérique du Sud a été amélioré, et la tendance à la baisse du montant de l'APD enrayée.

La coopération financière remboursable est réalisée principalement pour des infrastructures écono-

miques comme les transports, l'énergie, les communications et la radiodiffusion, et l'agriculture ; en 1994, l'APD pour l'Amérique du Sud a représenté 26% du total.

La coopération financière non-remboursable est centrée sur des secteurs tels que l'agriculture, la santé publique et la médecine, et les infrastructures sociales. Par ailleurs, le Japon ayant des relations étroites avec l'Amérique du Sud dans le domaine de la pêche, et la région disposant de nombreux biens culturels remarquables, la coopération est également importante dans le domaine halieutique et culturel ; cette forme de coopération a représenté 23% du montant total de l'APD pour cette région en 1994.

Les besoins de coopération technique sont également importants dans cette région ; et comme les conditions de réception, telles qu'une grande capacité d'assimilation des techniques, sont remplies, cette coopération est active sous des formes diverses. Les domaines concernés sont principalement l'agriculture, les transports, la santé publique et médecine, les communications et la radiodiffusion, les mines, la valorisation des ressources humaines et la culture. La part de l'Amérique du Sud dans l'ensemble de la coopération technique assurée par le Japon était d'environ 7,3% en 1994, ce qui la met à la seconde place après l'Asie. La coopération technique correspond aussi à une part de 51% du montant total de l'APD accordée à l'Amérique du Sud. Récemment, la coopération a tendance à augmenter dans les domaines liés à l'acquisition de devises, comme le développement des exportations et aussi l'environnement.

Mais comme le montre le meurtre de 3 experts envoyés par JICA par un groupe de terroristes au Pérou en juillet 1991, la sécurité est une considération importante de JICA pour ses activités dans cette région. Les mesures de sécurité revêtent une importance extrême pour la réalisation de la coopération technique.

Questions d'actualité de la coopération de JICA envers les pays d'Amérique du Sud

Dans cette région, les principales questions d'actualité de la coopération de JICA ont été les suivantes durant l'exercice 94. Des études de confirmation de projet ont été réalisées en Bolivie, au Chili, en Colombie, au Paraguay, au Pérou et en Uruguay, et des discussions ont eu lieu avec les personnes concernées des gouvernements respectifs concernant les développements futurs et les principaux domaines d'aide.

L'Argentine, un des pays d'Amérique du Sud où les revenus sont les plus élevés, possède déjà un bon niveau technique. Parmi les coopérations de JICA commencées durant l'exercice 94, on peut citer le «Projet d'étude des virus des végétaux» et le «Projet

d'évaluation et de gestion des ressources halieutiques» (deux coopérations techniques de projet-type). «L'Etude de développement économique Phase II», une étude de développement systématique, ayant pour objectif de donner des conseils sur les mesures à prendre pour le développement de l'économie argentine, telles que le développement des exportations et l'élargissement des investissements directs, a également commencé.

Jusqu'ici, le Japon a assuré vis-à-vis du Brésil une coopération active, centrée sur la coopération technique et la coopération financière remboursable, et tenant compte de son importance dans la région et de la présence du plus grand nombre de personnes d'origine japonaise vivant dans le pays. Ainsi, en 1994, le Brésil a été le premier bénéficiaire de la coopération technique en Amérique latine, sur la base des dépenses.

Au cours des dernières années, la coopération de JICA vis-à-vis du Brésil a couvert de nombreux domaines, à commencer par l'environnement. Durant l'exercice 1994, a débuté le «Projet d'hygiène publique dans le Nord-Est du Brésil» (coopération technique de projet-type) ayant pour objectif de contribuer au développement du Nord-Est du Brésil, une question importante dans les mesures de développement du pays, du point de vue de la correction des disparités régionales et des mesures contre la pauvreté. Une étude de formulation des projets, prévue pour étudier l'orientation à donner dans l'avenir à la coopération pour le développement du Nord-Est du Brésil, et identifier et formuler les projets les mieux adaptés, a aussi été effectuée.

La Bolivie, un des pays les plus pauvres d'Amérique latine, a bénéficié de toutes les formes de coopération du Japon, compte tenu du grand nombre de personnes d'origine japonaise y résidant. On peut citer parmi les projets importants commencés pendant l'exercice 1994, le «Projet de système d'approvisionnement médical» (coopération technique de projet-type dans le département de Santa Cruz), et le «Projet de mesures anti-inondation dans la zone Nord du département de Santa Cruz» (étude pour le développement). Les principaux domaines de développement et d'aide futur discutés entre les membres de la mission d'étude de confirmation des projets et les personnes concernées du Gouvernement bolivien ont été la formation des ressources humaines et l'aménagement de différents systèmes pour la correction des disparités régionales.

En Equateur, le principal thème du plan de développement est de libérer le pays de son économie dépendant du pétrole. Pour cela, JICA a envoyé une mission de formulation des projets durant l'exercice 94 pour le secteur agricole, l'autre domaine de développement important conventionnel, afin d'étudier les

possibilités et l'orientation à donner à l'aide japonaise dans ce domaine.

Au Chili, où le niveau des revenus est relativement élevé, la coopération japonaise se fait surtout sous forme de coopération technique. Depuis quelques années, l'environnement est le principal domaine d'aide envers le Chili, et durant l'exercice 94, JICA a commencé le «Projet de gestion des déchets industriels dans la zone métropolitaine de Santiago» (étude pour le développement), et à partir de l'exercice 95, une coopération technique de projet-type est prévue pour le «Centre Chilien de l'Environnement». Par ailleurs, les principaux domaines de développement et d'aide futurs discutés entre les membres de la mission d'étude de confirmation des projets et les personnes concernées du Gouvernement chilien ont été le renforcement du système d'exécution des mesures de protection de l'environnement, l'amélioration du rendement et de la qualité pour le renforcement de la compétitivité internationale des différents secteurs industriels, les mesures de lutte contre la pauvreté dans les régions, principalement dans les villes et dans le Sud du pays, et l'aménagement des infrastructures socio-économiques.

En Colombie, comme au Chili, la coopération japonaise se fait surtout sous forme de coopération technique. Le «Projet de circulation routière dans la ville de Bogota» (étude pour le développement) a commencé pendant l'exercice 1994. Les principaux domaines de développement et d'aide futurs discutés entre les membres de la mission étude de confirmation des projets envoyée et les personnes concernées du Gouvernement colombien ont été les mesures pour la protection de l'environnement dans tous les secteurs, le développement social, par exemple l'enseignement primaire, les soins médicaux de base, l'amélioration du rendement et de la qualité des produits pour le renforcement de la compétitivité internationale des différents secteurs industriels.

Le Paraguay, qui comme en Bolivie, a des besoins de développement importants, bénéficie de toutes les formes de coopération du Japon, compte tenu du grand nombre de personnes d'origine japonaise y résidant. Pour la coopération technique, durant l'exercice 94, le Paraguay se place au second rang des pays d'Amérique du Sud derrière le Brésil sur la base du montant net des dépenses. Pendant cet exercice, JICA a principalement commencé le «Projet de renforcement de l'hygiène régionale» et le «Projet de développement des villages agricoles dans le Sud du Pilar» (deux coopérations techniques de projet-type). Par ailleurs, les principaux domaines de développement et d'aide futurs discutés entre les membres de la mission d'étude de confirmation des projets et les personnes concernées du Gouvernement paraguayen ont été les domaines de développement social comme la santé

publique et la médecine, l'éducation, l'amélioration de la compétitivité de divers secteurs industriels, les considérations environnementales pour le développement durable et l'aménagement des infrastructures socio-économiques.

Au Pérou également, comme en Bolivie et au Paraguay, les besoins de développement sont importants ; le pays bénéficie de toutes les formes de coopération du Japon, vu le grand nombre de personnes d'origine japonaise y résidant. Depuis le meurtre de 3 experts de JICA en juillet 1991, il n'y a plus de coopération technique accompagnée d'envoi de personnel de longue durée, comme l'envoi d'experts, et la coopération porte principalement sur l'accueil de stagiaires et la fourniture d'équipements. Par ailleurs, les principaux domaines de développement et d'aide futurs concertés entre les membres de la mission d'étude de confirmation des projets et les personnes concernées du Gouvernement péruvien ont été une aide énergique aux classes pauvres, par exemple par la consolidation de l'éducation et des soins de santé primaires, la mise en place de différents systèmes et la formation de ressources humaines pour la protection de l'environnement, ainsi que l'aménagement des infrastructures socio-économiques.

En Uruguay, où le niveau des revenus est élevé, la coopération japonaise se fait surtout sous forme de coopération technique. Comme coopération de JICA commencée pendant l'exercice 1994, on peut citer le «Projet d'amélioration de la protection des arbres fruitiers» (coopération technique de projet-type). Les principaux domaines de développement et d'aide futurs discutés entre les membres de la mission d'étude de confirmation des projets et les personnes concernées du Gouvernement uruguayen ont été l'amélioration du rendement et de la qualité des produits dans le domaine agricole et les mesures pour la protection de l'environnement, l'amélioration du rendement et de la qualité des produits pour la promotion des exportations, ainsi que les mesures pour les PME, dans le domaine médical, la lutte contre le cancer par exemple.

Brésil - Formation des ressources humaines qui donne des espoirs aux milieux industriels brésiliens

..... Centre d'automatisation de la fabrication SENAI/SP

••

A cette époque où nous, Japonais, bénéficions de l'aide

Il y a 50 ans déjà, juste après la seconde guerre mondiale, j'étais encore écolier. La cour de l'école primaire où j'allais avait été cultivée, et plus de la moitié transformée en champs. C'était une époque où tout le monde souffrait des difficultés extrêmes d'approvisionnement en denrées alimentaires. Au déjeuner, quand le maître passait voir les repas apportés par les élèves, nous avions tellement honte de notre pauvre repas que nous le cachions des deux mains et baissions la tête.

Par la suite, quand je suis entré au collège, l'école ne comportait pas assez de salles de classe, et le gymnase avait été divisé en 8 pour faire des salles de classes de fortune. On entendait clairement ce qui se disait dans la classe d'à côté. Les manuels étaient imprimés sur du papier de mauvaise qualité, même pas reliés. Il n'y avait pas assez de professeurs, et beaucoup étaient de jeunes remplaçants sortis du lycée.

A cette époque-là, le Japon recevait l'aide alimentaire de tous les pays du monde, ce qui a permis aux enfants de supporter la faim. Non seulement les denrées alimentaires, mais tous les biens de consommation faisaient défaut, et les délits comme le vol étaient monnaie courante.

Dans ce contexte, les Japonais ont fait des efforts pour le redressement du pays. La prospérité actuelle du Japon, nous la devons non seulement aux efforts que nous avons faits, mais aussi à l'aide de tous les pays après la fin de

la guerre, puis à l'achat par les gens du monde entier de nos produits, techniques et savoir-faire. Ce sont vraiment les gens du monde entier qui ont fait du Japon ce qu'il est aujourd'hui.

Nous, sept experts envoyés, emprunts d'un sentiment de gratitude, avons pendant de longues années travaillé pour la formation technique des jeunes avec les gens de ce pays, le Brésil, qui a accepté le plus d'émigrés japonais, pour rendre la pareille.

••

Objectif : formation de techniciens moyens

Cette coopération technique de projet-type a été réalisée à la demande des milieux industriels brésiliens pour la formation de techniciens moyens capables de s'adapter aux techniques de production industrielle avancées. Elle a commencé en 1990 après une étude et des discussions minutieuses de longue durée entre les deux parties. L'organisme objet de la coopération a été le Centre d'automatisation du Bureau de Sao Paulo de l'organisme de formation professionnelle industrielle du Brésil

(SENAI/SP), un organisme de formation des techniciens qui soutient l'industrie brésilienne.

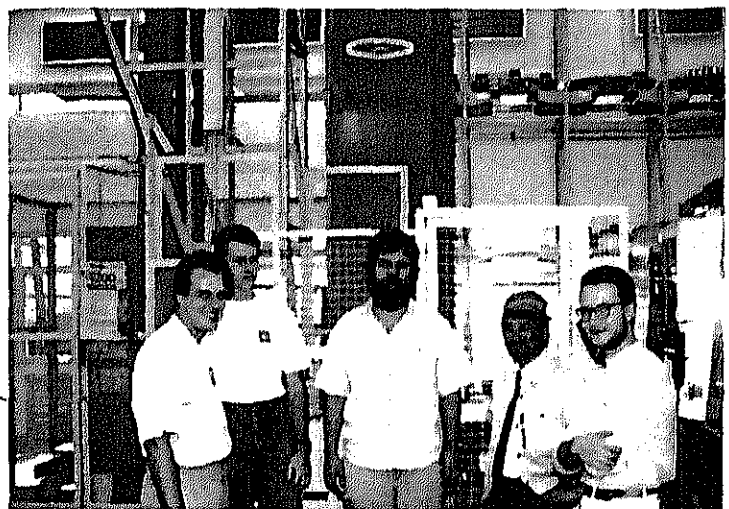
La coopération a porté sur la production automatisée, une des techniques de base des systèmes de production de pointe, et des domaines compétents, tels que CAD/CAM (conception et production assistées par ordinateur), CNC (commande numérique par ordinateur), FMS (système de production flexible), etc.

Cette «coopération de valorisation des ressources humaines» prévue pour 5 ans a commencé en 1990 et s'est achevée durant l'exercice 94. Pendant ce temps, 10 experts ont été envoyés à long terme pendant plus de 2 ans, et plus de 30 à court terme.



Centre d'automatisation de la fabrication SENAI/SP

Objectif de formation de techniciens capables de s'adapter aux techniques dans ce domaine, afin d'introduire des procédés de production à systèmes informatisés, pour améliorer la productivité et la qualité des produits. Enseignement technique dans 5 domaines en relation avec ce centre, etc.



Ligne de front

De plus, la partie brésilienne a envoyé en stage au Japon plus de 20 membres d'équipe et instructeurs. Une bonne chose : ils sont tous revenus enthousiasmés par le Japon.

Les anciens élèves de ce centre sont hautement appréciés dans leur travail actuel, et nous sommes heureux de ce résultat obtenu grâce à nos efforts de longue durée avec les Brésiliens.

Ce centre a été choisi comme centre technique national du SENAI dans le domaine de la méca-électronique, et comme Centre d'information technique du Ministère des Sciences et Techniques. C'est maintenant devenu un organisme de formation technique de niveau institut de technologie célèbre au Brésil, et la confiance et les relations amicales entre le Japon et le Brésil se renforcent de plus en plus dans ce domaine.

Le caractère d'un pays est défini par l'importance des services qu'il rend à d'autres pays - c'est ce dont je me rends de plus en plus compte.

(Expert envoyé de JICA)

Chili - Rétablissement d'une région montagneuse ravagée, avec la participation des habitants

..... Projet de contrôle de l'irrigation et de l'afforestation dans la région quasi-désertique

•• Une zone montagneuse quasi-désertique dévastée

La zone montagneuse quasi-désertique au Nord de Santiago, la capitale du Chili, est une région où les précipitations sont extrêmement faibles, moins de 400 mm par an. Il ne pleut pas pendant près de 7 mois de l'année, et le sol est composé de granites quartziques altérés friables.

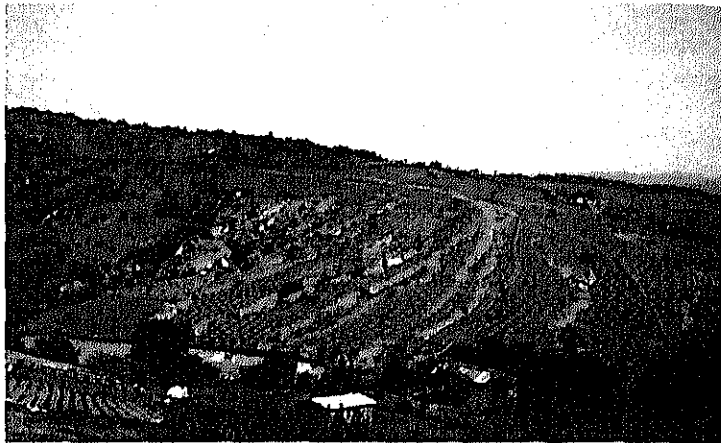
Les habitants ont coupé les arbustes du flanc des montagnes jusqu'au sommet pour les utiliser comme bois de chauffe ou charbon de bois. Puis, les terrains ont été utilisés comme pâturages, ou à répétition pour la culture du blé.

De ce fait, beaucoup de fissures et de vaux érodés sont apparus récemment, ce qui rend bien sûr l'agriculture, mais aussi la vie quotidienne difficiles. Cette zone s'étend sur environ 500.000 ha du Nord au Sud.

Si aucune mesure n'est prise, cette surface va rapidement augmenter. Ce paysage, qui se désertifie petit à petit, donne l'impression d'opérer une linéation avec le désert d'Atacama situé au Nord d'une zone de collines. Comme les habitants de la région sont pauvres, le gouvernement civil se doit de résoudre le problème.

La Régie des forêts du Chili, qui a un peu d'expérience du reboisement de ce type de région, a eu tendance à réaliser des activités non suivies, sans en faire une mesure prioritaire.

JICA a envoyé par deux fois des experts individuels à partir de 1987, puis sur la demande du Gouvernement chilien, a commencé une coopération technique de



Zone montagneuse quasi-désertique où a lieu le projet de plantation d'arbres

projet-type sur 5 ans à partir de mars 1993.

Actuellement, 5 experts détachés à long terme et 21 techniciens de la Régie des forêts chilienne travaillant en collaboration ont déjà achevé la plantation d'arbres sur environ 17 ha du bassin versant du petit bassin fluvial.

•• Création du premier «Comité de sauvegarde du sol» au Chili par les habitants

L'objectif final de la coopération technique est d'améliorer le cadre de vie des habitants de la région. Comme la plupart d'entre eux sont de petits fermiers, pour améliorer les conditions d'exploitation agricole, on renforcera les fonctions d'apport en eau des sources d'eau, développera des techniques de plantation d'arbres sur le bassin versant pour la sauvegarde du sol, et en fera un modèle avec la participation des habitants.

Pour cela, des problèmes restent à résoudre dans le domaine de la culture des plants, du reboisement et de la plantation d'arbres

pour contrôler l'inondation dans les bassins versants. Pour les plants d'arbres, on sélectionnera des espèces adaptées aux zones sèches, définira comment les cultiver et les planter sur les flancs des montagnes. Pour le reboisement, on s'assurera d'une période adaptée à la plantation sans irrigation, trouvera des idées pour les trous de plantation et la méthode de conservation de l'eau, et pour éviter les dommages dus aux animaux. Pour la plantation d'arbres pour contrôler l'inondation dans les bassins versants, on entreprendra le rétablissement et le reboisement des flancs de montagne où des vaux érodés et des fissures ont

▼ Projet de contrôle de l'irrigation et de l'afforestation dans la région quasi-désertique

Coopération technique de projet-type ayant pour objectif d'aider à améliorer le cadre de vie des habitants par le développement de techniques de reboisement du bassin versant dans une zone semi-aride. Comprend l'envoi d'experts, l'accueil de stagiaires et la fourniture d'équipements.

commencé à apparaître, et l'utilisation efficace de l'eau et du sol par des barrages peu profonds.

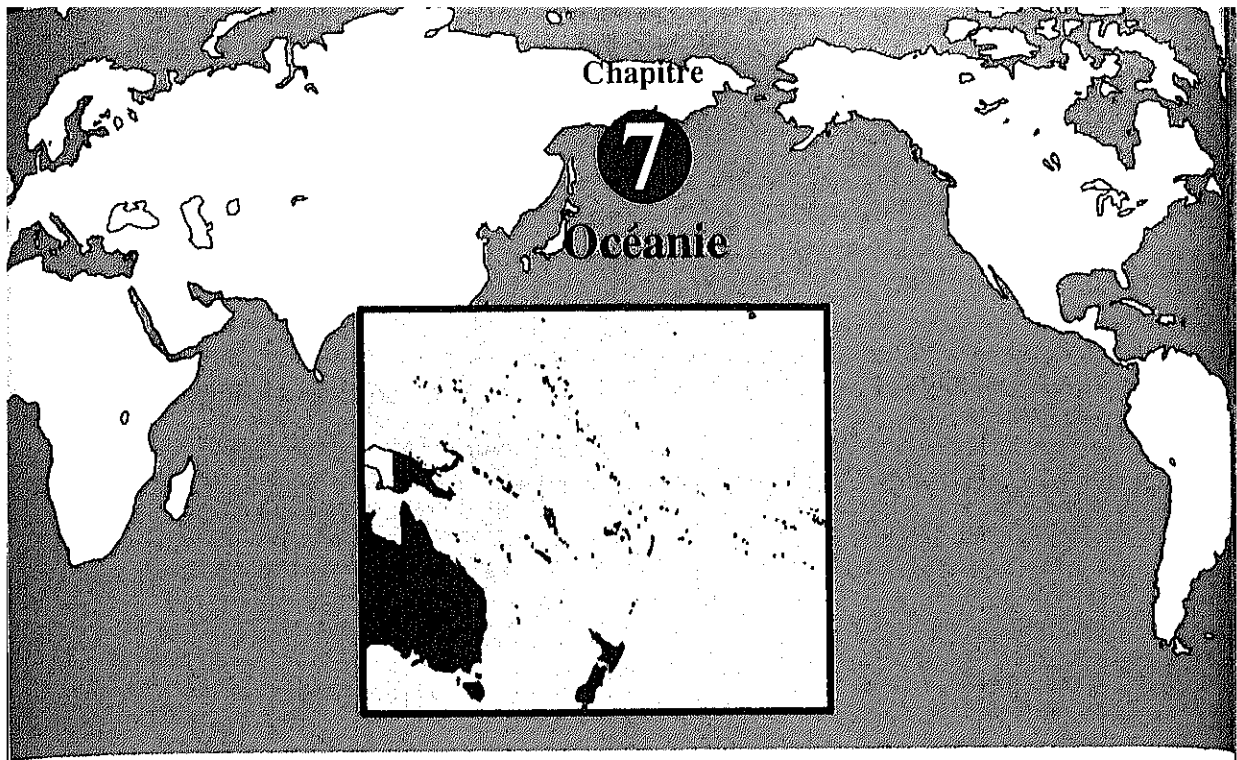
Parmi les activités réalisées, on peut citer la création de zones boisées à sources d'eau et à fonction de brise-vent pour la protection contre le vent, la prévention de l'assèchement et le maintien de la teneur en eau, la plantation d'arbres pour la constitution de forêts dont le bois est destiné à servir de bois de chauffe ou de fourrage, voire l'aménagement de barrages à réservoir d'eau, de terrasses agricoles, de vergers et de sentiers de travail.

La conception du reboisement du bassin versant a commencé suite à une série de discussions avec les techniciens de la Régie des forêts et les habitants afin de pouvoir assurer un développement d'ensemble des techniques de culture, de sylviculture et d'élevage dans ce bassin ravagé. Heureusement, le Centre d'orientation de la Direction de la politique agricole et des ONG montrent également leur volonté de coopérer.

Le 29 avril 1993, qui est le «Jour de la verdure» au Japon, le premier «Comité de protection du sol» du Chili a été créé par les habitants du village de San Pedro avec le soutien de la Régie des forêts.

Les personnes concernées sont convaincues que ce genre d'activités permettra d'assurer une gestion suivie du bassin dans l'avenir.

(Bureau JICA de Chili)



Des pays centrés autour de l'équateur dans le Pacifique

L'Océanie, s'étendant sur une zone large centrée sur l'équateur dans l'Océan Pacifique, comprend l'Australie, la Nouvelle-Zélande et douze pays insulaires, territoires autonomes, territoires sous tutelle et territoires d'outre-mer. La superficie totale des terres émergées n'est que de 9 millions de km², dont l'Australie, la Nouvelle-Zélande et la Papouasie-Nouvelle-Guinée occupent les 98%.

Les autres pays insulaires tous ensemble n'ont qu'une superficie de 180.000 km² ; ce sont tous de petits pays de moins d'1 million d'habitants ; certains comme Tuvalu et Nauru ont même moins de 10.000 habitants.

La région comprend trois zones ethniques : la Mélanésie, la Polynésie et la Micronésie. Ces pays sont devenus indépendants il y a peu de temps, leurs structures sociales sont immatures, et ils possèdent un environnement social très diversifié où coexistent les infrastructures sociales traditionnelles et l'influence de l'ancien pays colonisateur.

En général, la Mélanésie se caractérise par des structures de groupes sociaux atomisées, et une structure sociale relativement égalitaire et mutuellement complémentaire, alors que la Polynésie et la Micronésie ont une structure de classes fondée sur le système de chef de tribu.

Australie et Nouvelle-Zélande exclues, le PNB par habitant est très variable, allant d'environ 10.000 dol-

lars à Nauru, riche en phosphates, à 650 dollars à Tuvalu, dépourvu de ressources naturelles.

Économie à croissance faible, régime stable

En Océanie, l'économie reste languissante, à cause de l'inertie de l'économie australienne et de la stagnation de l'aide des pays et organismes d'aide depuis le début des années 1990.

Sur le plan politique, la région est dans l'ensemble stable, sauf le problème de division-indépendance de Bougainville, en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Des efforts sont faits pour résoudre le conflit de Bougainville, par l'envoi de forces de maintien de la paix pour superviser l'armistice par les autres pays du Pacifique Sud.

Sauf quelques exceptions, la région se compose de petits pays sans ressources naturelles. Beaucoup d'entre eux ont une économie dépendant fortement du secteur primaire, et soumise aux fluctuations du climat et des prix mondiaux. Il y a beaucoup de questions à résoudre pour l'indépendance économique ; ainsi ces pays se composent de nombreuses îles, leur marché intérieur est très petit, ils sont éloignés des marchés internationaux, et les moyens de transport et de communication qui pourraient suppléer ces faiblesses, ne sont pas aménagés.

Ils entretiennent toujours des relations étroites avec leurs anciennes puissances coloniales, mais sont aujourd'hui forcés de revoir leur plan de développement économique à cause de la tendance à la réduction

de l'aide financière de ces derniers. Par ailleurs, la pénurie de ressources humaines, du niveau de la planification au niveau de l'opération, constitue un obstacle au développement considérable.

Aide japonaise en Océanie

Jusqu'à présent, la coopération japonaise vis-à-vis de l'Océanie a porté sur l'envoi d'experts et de volontaires JOCV et l'accueil d'experts au Japon, pour la formation des ressources humaines nécessaires à la construction des pays. La coopération porte principalement d'une part sur le développement de l'agriculture et de la pêche, entre autres des recherches dans le domaine de la sylviculture et de l'agriculture, l'aménagement d'installations portuaires, les techniques d'aquaculture, et d'autre part sur l'aménagement des infrastructures de base pour les BHN (besoins essentiels de l'être humain), telles que la construction d'écoles, d'hôpitaux et d'installations d'alimentation en eau.

Les pays insulaires d'Océanie ayant une population réduite et une économie de petite dimension, et étant divisés sur le plan régional, une approche globale de la zone est indispensable.

La coopération du Japon vis-à-vis de cette région est relativement récente, et le savoir-faire et l'expérience accumulés ne sont pas suffisants. Vu ces raisons, on espère beaucoup du renforcement des relations avec les principaux pays d'aide, comme l'Australie et la Nouvelle-Zélande, et les organismes locaux et internationaux comme le Comité du Pacifique Sud (SPC) et le Forum du Pacifique Sud (SPF).

La part de l'Océanie dans l'APD bilatérale totale du Japon n'a été que de 1,3% en 1994, mais elle a été multipliée par cinq environ en dix ans, passant de 24 millions de dollars en 1985 à 126 millions de dollars en 1994. Comme le niveau des revenus est généralement faible dans les petits pays insulaires, la coopération technique et la coopération financière non-remboursable en sont les éléments principaux. Jusqu'à présent, seules la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les Îles Salomon ont bénéficié d'une coopération financière remboursable.

La coopération financière non-remboursable au niveau local* attire l'attention en tant qu'aide aux petits pays insulaires.

Comme il s'agit d'une coopération pouvant être réalisée par l'intermédiaire des consulats et légations à l'étranger, JICA répond aux requêtes des pays océaniques par la fourniture de matériel audio-visuel, l'informatisation, la construction de petits ponts, etc., en tant qu'aide à champ d'application large adaptable aux circonstances. Des besoins découverts par des volontaires seniors de la coopération et des volontaires

JOCV ont déjà fait l'objet de projets, et une coopération active est aussi espérée dans l'avenir.

Principaux éléments des activités de JICA

Afin d'assurer une aide plus méticuleuse et plus planifiée à l'Océanie, JICA a en 1991 établi un «Comité d'étude de la zone Pacifique» dans le cadre de ses comités d'étude par pays, qui a rédigé un rapport après étude des besoins de développement et des types d'aide à fournir dans l'avenir.

Considérant la nécessité d'une aide prenant en compte entre autres la diversité de l'Océanie et les éléments limitant le développement propres aux pays insulaires, ce Comité a proposé 3 points principaux pour le renforcement de l'aide dans ce rapport : aide en vue de l'indépendance économique, aide pour surmonter l'isolement, l'étroitesse du territoire et aide pour le développement de type sauvegarde (développement de contribution à la sauvegarde des valeurs traditionnelles).

En Océanie, l'abattage des arbres et la destruction des écosystèmes marins étant avancés, la sauvegarde de l'environnement et la protection des ressources sont des questions importantes. Ces pays insulaires utilisent les ressources halieutiques et les ressources en bois pour l'acquisition de devises afin d'améliorer la croissance économique et le niveau de vie, mais la pêche excessive et la diminution rapide des surfaces boisées sont devenues de graves problèmes.

L'exploitation durable des ressources en harmonie avec l'écosystème naturel est une question urgente, et l'environnement doit également être pris en considération au moment de la conception et de l'exécution de l'aide.

Pour résoudre ces problèmes, JICA réalise actuellement à Tonga le «Projet d'étude et développement de la production maritime et de l'aquaculture», une coopération technique de projet-type, ayant pour objectif le développement technique de l'aquaculture des poissons et coquillages, ainsi que le «Projet de recherches forestières Phase II» en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Là il s'agit d'une coopération d'étude suivie en vue de l'amélioration du niveau des études et expériences pour le développement des ressources forestières commencée à partir de 1995, après la haute évaluation faite du projet d'étude et développement de la forêt réalisé de 1989 à 1994.

Relations avec les organismes internationaux et les autres pays donateurs

Par ailleurs, à titre d'aide au développement de l'ensemble de l'Océanie par l'intermédiaire des organismes internationaux et locaux, le Japon réalise depuis 1985 une «Etude sur les ressources minières

*Coopération financière non-remboursable au niveau local : A pour objectif l'aide au développement socio-économique diversifié au niveau local sur requête d'une collectivité locale ou d'une ONG d'un pays en développement, dans le cadre d'un projet d'urgence relativement petite, difficile à traiter dans le cadre de la coopération financière non-remboursable générale.

sous-marines du Pacifique Sud» ayant pour objectif l'estimation des ressources potentielles sous-marines et le renforcement de la gestion des ressources, conformément à la convention conclue avec le SOPAC (Comité scientifique mondial du Pacifique Sud). A partir de 1995, une étude est prévue sur les ressources minières en eaux profondes des Tonga, des Fidji, des îles Marshall et des États fédérés de Micronésie.

A titre de projet commun avec d'autres pays d'aide, des préparatifs sont en cours pour l'exécution du «Projet de généralisation de la santé publique et médecine» aux Fidji, en relation avec l'Australie. C'est le premier projet réalisé en collaboration par le Japon et l'Australie en Océanie, en vue de sensibiliser les habitants aux questions de santé par l'intermédiaire de publications, telles qu'affiches, brochures, et émissions de radio et télévision, pour la diffusion des informations concernant la santé publique et la médecine aux Fidji.

Ligne de front

Samoa Occidentales - Construction d'un ferry qui soutient le transport maritime et coopération technique afférente

..... Projet de construction d'un ferry

●● Construction d'un ferry reliant les deux îles principales

Dans les îles du Pacifique, le transport maritime est un moyen de circulation et de transport important. Surtout, aux Samoa Occidentales situées au milieu du Pacifique Sud, dont le territoire se divise en deux îles principales Savaii et Upolu, et où le transport entre les deux îles est directement lié à la vie quotidienne des habitants.

La liaison maritime entre Savaii et Upolu est faite par un petit navire vieilli qui pouvait autrefois transporter 120 passagers et quelques véhicules légers. Mais cette capacité de transport ne pouvait pourvoir au transport d'environ 300.000 personnes par an, le double de la population du pays.

Un ferry et des équipements de réparation ont été fournis pour soutenir le renforcement de la capacité de transport aux Samoa Occidentales dans le cadre de la coopération financière non-remboursable. En 1988, un ferry de 999 tonnes capable de transporter 300 personnes, 10 véhicules légers

et 7 camions a été construit conformément au projet, pour relier les deux îles de Savaii et Upolu.

Ce ferry baptisé Lady Samoa II, qui fait trois allers-retours entre les îles tous les jours, transporte annuellement environ 400.000 passagers et quelque 30.000 véhicules, est devenu un élément indispensable pour le transport aux Samoa Occidentales.

Outre la fourniture de ce ferry, une coopération, qui passe presque inaperçue, a été effectuée pour la formation des ressources humaines concernant la maintenance du navire.

En parallèle avec l'attribution de ce ferry par le Japon, le PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) a fourni des équipements de réparation et envoyé des techniciens dans le cadre d'un projet de maintenance du navire.

Le Japon a également envoyé des techniciens instructeurs qui poursuivent encore maintenant leur travail sur place.

L'expert de JICA actuellement sur place pour enseigner la maintenance des navires à la Régie des

navires des Samoa Occidentales, destinataire du ferry, est le second technicien japonais envoyé depuis la fourniture du navire.

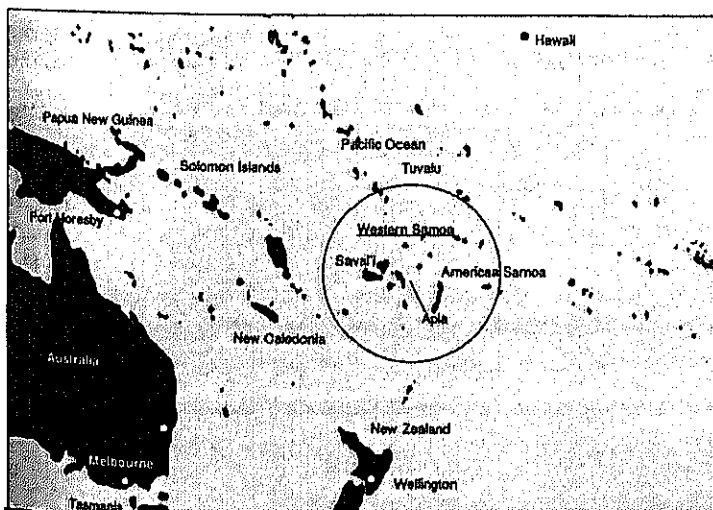
Par ailleurs, des volontaires JOCV ont été envoyés en continu pour la partie électricité de la maintenance du navire, et actuellement le troisième se trouve sur place.

●● Soutien suivi dû aux effets de l'aide

Au moment de la fourniture du ferry, le personnel de la Régie avait peu de notions d'entretien, n'effectuait le nettoyage qu'en cas de panne, et les pièces de rechange restaient inutilisées dans le magasin.

Bien que la partie samoane ne soit pas encore capable d'assurer toute la maintenance, l'atelier de réparation fonctionne, et les réparations et la maintenance de base sont maintenant assurées.

Il y a eu des problèmes pour la maintenance du navire à cause de la disparition des pièces et du matériel de réparation fournis au cours des cyclones qui ont frappé



▼

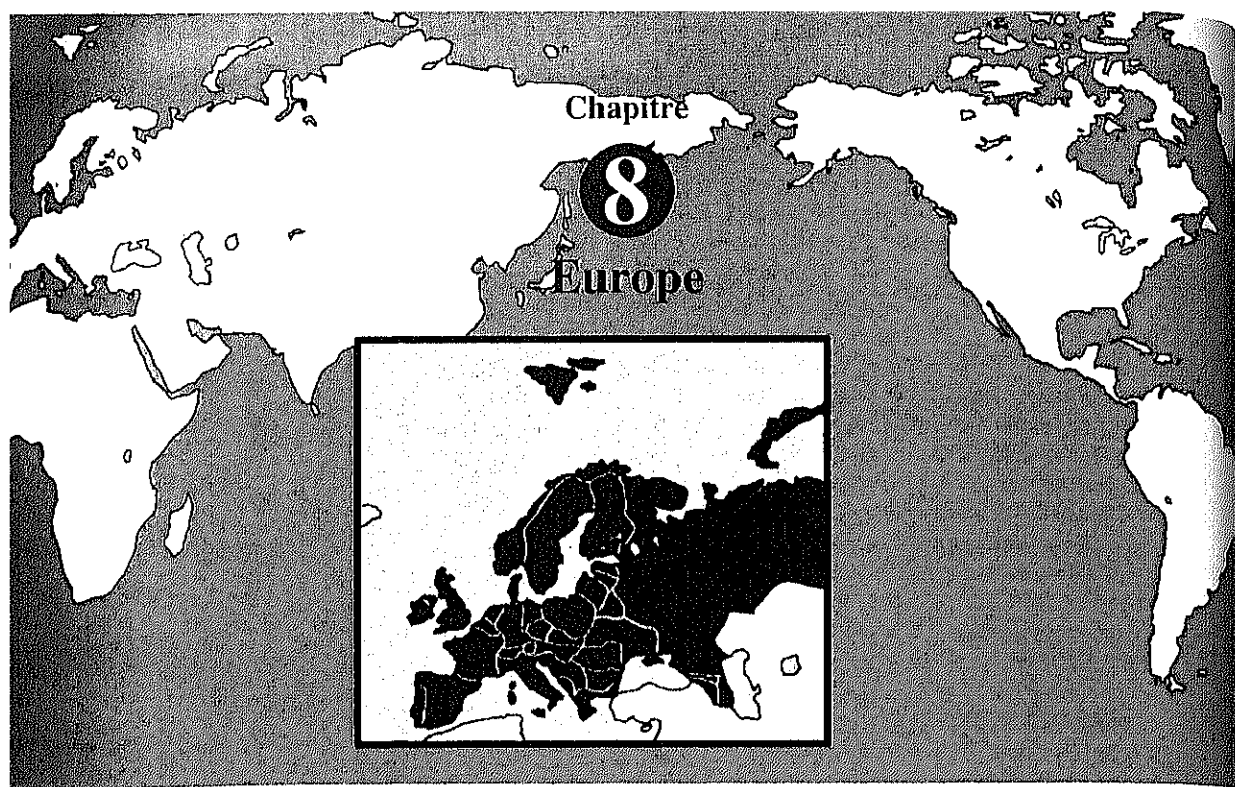
Projet de construction d'un ferry
Coopération financière non-remboursable pour la construction d'un ferry et la fourniture du matériel de réparation en vue d'assurer la capacité de transport maritime nécessaire entre les deux grandes îles des Samoa Occidentales. La coopération technique par envoi d'expert, et les autres activités en relation avec ce projet se poursuivent.

de manière répétée les îles en 1991 et 1992, et de leur vol fréquent. A chaque fois, le soutien a été assuré par l'aide pour le rétablissement des désastres, avec les équipements apportés par l'expert envoyé, ou sur les frais de soutien des volontaires JOCV.

La situation aux Samoa Occidentales, qui manquent de techniciens et ne possèdent qu'un petit organisme de formation des marins, fait qu'il reste des problèmes à régler, tels que la formation de techniciens des navires bien sûr, et la maintenance du navire par la Régie des navires, organisme chargé de la navigation du ferry, qui souffre de difficultés de gestion.

Mais, malgré ces problèmes, on peut dire que la réussite de ce projet est due aux efforts de toutes les personnes concernées des Samoa Occidentales, et à ceux des experts et des volontaires JOCV, qui maintiennent encore aujourd'hui les effets de l'aide.

(Bureau JICA des Samoa Occidentales)



Avec l'orientation vers l'économie de marché dans l'ancienne Europe de l'Est

En Europe, la plupart des pays sont modernisés et indépendants sur le plan économique, et du point de vue de la coopération économique, ils seraient plutôt du côté donateur que bénéficiaire. Mais dans les pays d'Europe Centrale et de l'Est, qui après la Seconde guerre mondiale, ont eu un régime communiste à économie centralisée planifiée, le développement économique a pris un retard considérable.

A partir du second semestre de 1989, les pays d'Europe de l'Est, avec à leur tête la Pologne et la Hongrie, se sont engagés dans un processus de réforme économique orientée vers l'économie de marché s'appuyant sur la démocratisation.

Vu cette évolution, les pays industrialisés occidentaux ont activement soutenu ces réformes dans le cadre de l'aide concertée du G24 (Sommet des pays concernés par le soutien à l'Europe de l'Est).

Le G24 a été créé sur la base de la déclaration de fondation du G24 au Sommet d'Arche en juillet 1989, dans l'objectif de discuter du soutien à la Pologne et à la Hongrie ; puis d'autres pays bénéficiaires sont venus s'y ajouter : Anc. Allemagne de l'Est, Anc. Tchécoslovaquie, Bulgarie, Anc. Yougoslavie, Roumanie, Albanie, les pays baltes (Estonie, Lituanie et Lettonie). Parmi ces pays, l'ancienne Allemagne de l'Est, réunifiée à l'Allemagne Fédérale, et l'ancienne Yougoslavie, où les conflits armés se sont intensifiés, ont été exclues des pays bénéficiaires. Mais la

Slovaquie et la Macédoine ont rejoint les rangs des pays bénéficiaires respectivement en octobre 1992 et en novembre 1993.

24 pays dont les 12 pays de l'Union Européenne, ainsi que le Japon, les Etats-Unis, le Canada, l'Australie, et d'autres encore, ainsi que des organismes internationaux, tels que le FMI, la Banque Mondiale, l'OCDE, participent au G24.

Coopération japonaise vis-à-vis de l'Europe

Compte tenu de cette évolution, le Japon a commencé son aide envers 5 pays d'Europe Centrale et de l'Est : la Pologne, la Hongrie, l'ancienne Tchécoslovaquie (A l'occasion de la révolution de novembre 1989, la République Socialiste de Tchécoslovaquie est devenue en avril 1990 la République Fédérale Tchèque et Slovaque. Puis le 1er janvier 1993, la fédération a été abolie, et la République Tchèque et la République Slovaque se sont séparées.), la Bulgarie et la Roumanie, et soutient activement leurs réformes dans le cadre de l'aide concertée du G24.

L'APD bilatérale du Japon fournie à l'Europe occidentale en 1994 s'est élevée à 246 millions de dollars, soit 2,6% du montant total.

Mais, l'aide assurée aux pays d'Europe Centrale et de l'Est diffère de celle fournie aux pays défavorisés et aux pays les plus défavorisés traditionnels, ceux d'Afrique par exemple. Elle se terminera dès que ces

pays autocrates, de l'Est et de pays européens industrialisés parce qu'elle est offerte dans l'optimum limité d'assistance pour le passage à l'économie de marché, d'amélioration de l'environnement et de démocratisation dans un temps convenable.

Les pays de l'Europe Centrale et de l'Est s'orientent vers l'économie de marché en effectuant des réformes sur la base d'un régime démocratique fondé sur des élections libres. Mais, en plus des troubles politiques et des conflits ethniques, ils font face à de terribles épreuves économiques dites perte des sources d'alimentation en énergie et des marchés d'exportation à cause de la dissolution du COMECON entre autres. Vu cette situation, un écart dans la situation économique et le degré de développement vers la démocratie et l'économie de marché est né entre la Slovénie, la Pologne, la Hongrie et la République Tchèque d'une part, et les autres pays d'Europe Centrale et de l'Est d'autre part.

Une aide active sera accordée à la Macédoine et à l'Albanie en tant que «diplomatie préventive» afin que ces deux pays ne soient pas incendiés par les conflits centrés sur l'ancienne Yougoslavie, et dans ce but, une mission d'étude de confirmation de projet Macédoine-Albanie a été envoyée sur place en août 1994. Dorénavant, pour ces deux pays, comme jusqu'ici pour les pays de l'Europe de l'Est, une aide tenant compte de la démocratisation et de l'orientation vers une économie de marché est souhaitable. Mais, le niveau de développement de ces deux pays étant nettement inférieur à celui de la Slovénie, de la République Tchèque, de la Pologne, de la Hongrie, de la Slovaquie, de la Bulgarie et de la Roumanie, une aide accrue est nécessaire, comme pour les pays en développement traditionnels.

Domaines prioritaires des activités de JICA

Pour permettre le bon déroulement du passage à l'économie de marché dans les pays d'Europe Centrale et de l'Est, l'introduction du savoir-faire des pays occidentaux, notamment à commencer par les techniques de gestion, et un bon accès à la fourniture de capitaux sont jugés nécessaires. De plus, les problèmes d'environnement qui s'appuient dans les anciens pays communistes ont un impact non seulement dans ces pays, mais aussi dans les pays environnants. D'autre part, la maintenance des infrastructures aménagées dans le cadre de la planification centralisée de l'économie n'a pas été suffisamment soignée, et celles-ci sont aujourd'hui délabrées.

Pour ces raisons, l'aide aux pays de l'Europe Centrale et de l'Est porte principalement sur le passage à l'économie de marché, les problèmes d'environnement et la reconstruction/l'extension des infrastructures économiques et sociales.

Pour résoudre les problèmes de ces pays, JICA a défini les grands domaines suivants pour son aide dans la région :

- ① Passage de l'économie planifiée à l'économie de marché (politique économique, amélioration de la productivité, gestion d'administration, etc.)
- ② Problèmes d'environnement centrés sur la pollution atmosphérique, le traitement des déchets
- ③ Reconstruction des infrastructures économiques.

Les pays d'Europe Centrale et de l'Est ont la spécificité d'avoir en principe un niveau technique élevé, et l'aide est assurée en gros selon la situation dans le pays, principalement pour des projets exigeant un niveau technique élevé, des projets d'étude de développement, des projets d'aide à la démocratisation et au passage à l'économie de marché, des projets liés à l'environnement. Sa teneur est comme suit :

- Accueil de stagiaires et envoi d'experts pour la gestion de la production et la gestion d'administration, pour des usines par exemple, pour aider à l'introduction de l'économie de marché

- Etudes de développement pour l'aménagement des infrastructures économiques et sociales pour l'économie de marché

- Etablissement d'un plan directeur* et études de faisabilité pour les problèmes d'environnement, pour lesquels les mesures ont généralement pris du retard dans les installations de production (des études ont déjà été faites pour des projets de traitement des déchets et des projets de mesures contre les émissions gazeuses et sulfureuses des centrales électriques).

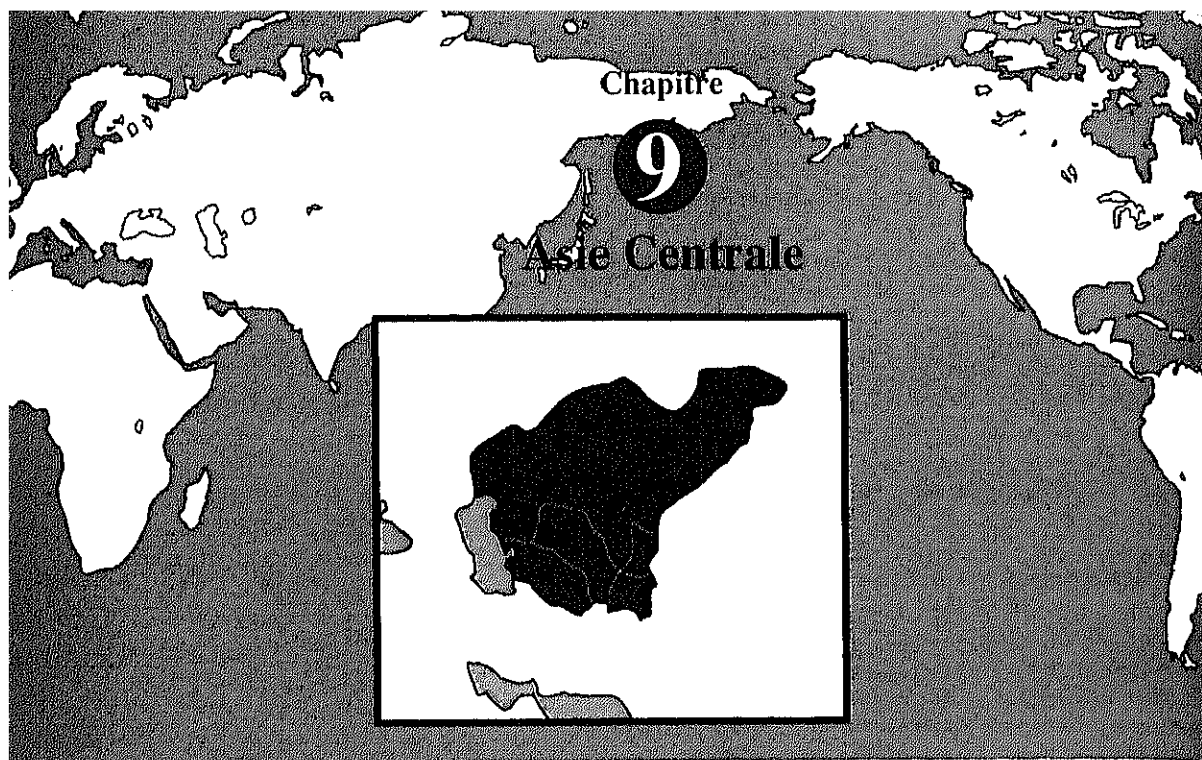
Si l'on considère les réalisations concrètes en 1994, des stagiaires de Pologne, Hongrie, République Tchèque, Slovaquie, Bulgarie, Roumanie, Slovénie, Macédoine, Albanie ont été accueillis dans le domaine de la gestion d'administration, la gestion de la production et l'environnement. Et des experts ont été envoyés en Pologne pour l'amélioration de la productivité, en Slovaquie pour l'organisation et la politique économique du chemin de fer, en Bulgarie pour les techniques de fermentation lactique, et en Roumanie en tant que conseillers pour le développement économique.

Des études pour le développement ont été effectuées : «Etude sur le recyclage des déchets industriels» en Pologne, «Projet de mesures contre la pollution atmosphérique dans la région de Sajo Vally» en Hongrie, «Projet de modernisation du système d'alimentation thermique» en Slovaquie, «Projet de restructuration et de modernisation de l'industrie sidérurgique» en Bulgarie, et «Projet d'économies d'énergie et de mesures anti-pollution à la fonderie de Galati», «Projet d'irrigation dans la partie Nord-Est du

département de Vrancea», «Projet de traitement des déchets à Bucarest» en Roumanie.

Une coopération technique de projet-type pour l'amélioration de la productivité a commencé en Hongrie, et trois experts y ont été envoyés à long terme (en mars 1995). De plus, en 1995, des volontaires JOCV ont été envoyés principalement pour la valorisation des ressources humaines en Pologne, en Hongrie et en Bulgarie, pays avec lesquels une convention d'envoi a été conclue.

Par ailleurs, lors du sommet Hosokawa-Clinton en février 1994, un «Projet nippo-américain pour l'amélioration de l'environnement en Europe Centrale et de l'Est» et une aide limitée à 1 milliard de dollars ont été annoncés pour l'amélioration de l'environnement dans cette région au cours des discussions de synthèse sur l'économie nippo-américaines. Pour soutenir ce projet, JICA a participé au «1er Comité nippo-américain sur l'environnement en Europe de l'Est» à Budapest, Hongrie, en mai 1994. Ensuite, une mission d'étude sur l'environnement en Europe de l'Est a été envoyée (pendant un an à partir de janvier 1995) dans le but de collecter les informations de base dans ce domaine, afin d'identifier les possibilités de coopération avec ces pays pour l'environnement ; le développement énergétique de l'aide pour l'amélioration de l'environnement dans cette zone est prévu dans l'avenir.



Pays devenus indépendants après le démantèlement de l'URSS

Avec le démantèlement de l'ancienne URSS, des pays d'Asie Centrale (Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Kirghizistan, Tadjikistan) sont devenus indépendants entre août et décembre 1991. Ces cinq pays ont une superficie totale d'environ 4 millions de km², et une population d'environ 50,2 millions (début 1990).

Dans ces pays, vivent, en plus de l'ethnie spécifique, des Russes, des Ouzbek, quelques Coréens et Allemands, ce qui en fait des pays poly-ethniques. Ils sont principalement musulmans (sunnites).

Le Kazakhstan promeut la démocratisation et les réformes économiques sous la ferme direction du Président Nazarbaev. Le Conseil supérieur est toujours dominé par les anciennes forces communistes restées puissantes, et le pays est relativement stable sur le plan politique. En Ouzbékistan, le Président Karimov promet des réformes politiques et économiques progressives, mais il reste beaucoup d'éléments d'instabilité, comme le problème du territoire, les problèmes ethniques.

Au Turkménistan, sous la direction du Président Niyazov, les conservateurs communistes sont majoritaires, et aucune force d'opposition n'étant apparue en surface, la situation est stable. Au Kirghizistan, le président Akaiev s'appuyant sur un large soutien national, fait les efforts les plus actifs pour la démocratisation et la réforme économique.

Au Tadjikistan, c'est la guerre civile, avec une situation politique instable.

Troubles économiques accompagnant le passage à l'économie de marché

Sur le plan économique, le problème commun dans cette région est l'impact important sur chaque pays des troubles économiques accompagnant le passage de l'économie centralisée planifiée à l'économie de marché, qui devraient se poursuivre encore pendant quelque temps.

De plus, ces pays font aussi face à des problèmes tels que l'existence de minorités ethniques telles que les Russes, un taux de croissance démographique élevé et une augmentation du chômage. Pour améliorer le niveau de vie de la population, il leur faut assurer simultanément et en parallèle le développement national et la reconstruction économique, avec en général beaucoup d'obstacles à surmonter.

Le Kirghizistan montre les efforts les plus énergiques pour l'introduction de l'économie de marché. Le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan, souhaitant éviter les troubles sociaux découlant de réformes économiques brutales, poursuivent des réformes graduelles. Au Tadjikistan, l'économie stagne à cause de l'instabilité politique.

Pour combattre l'inflation due à la chute du rouble, en mai 1993, le Kirghizistan a tout d'abord introduit le «Som», puis en novembre, l'Ouzbékistan le «Som», le

Turkménistan le «Manat», le Kazakhstan le «Tengué», et en mai 1995 le Tadjikistan le «Rouble tadjikistan».

Dans chaque pays, l'activité principale est l'agriculture, bien que le Kazakhstan soit relativement industrialisé. Le Kazakhstan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan possèdent d'abondantes ressources naturelles, telles que gaz naturel et pétrole, mais le Kirghizistan et le Tadjikistan en ont peu, et outre l'agriculture, la mécanique y est faiblement développée.

Coopération du Japon vis-à-vis des pays d'Asie Centrale

Le Japon a décidé d'aider activement ces pays compte tenu de leur importance en Asie Centrale, composante de l'Asie, sur la base de la nouvelle situation internationale après l'effondrement de l'URSS. Dans cette orientation et dans le cadre de son aide à l'ancienne URSS, le Japon a même avant l'inscription en 1991 de ces pays sur la liste des pays en développement par le CAD (Comité d'aide au développement de l'OCDE) commencé une coopération portant sur l'accueil de stagiaires et l'envoi d'experts.

De plus, le Japon a fortement poussé les pays du CAD pour leur inscription sur la liste pour pouvoir démarrer l'APD vis-à-vis de ces 5 pays, inscription qui a eu lieu le 1er janvier 1993.

En 1994, le Japon a assuré un total de 48 millions de dollars (soit 0,5% du total) d'APD bilatérale aux pays d'Asie Centrale, sous forme de coopération technique (7,7 millions de dollars), coopération financière non-remboursable (500.000 dollars) et coopération financière remboursable (39,7 millions de dollars). De plus, les activités de JICA sur la base des dépenses de l'exercice 94 se sont élevées à 992 millions de dollars, soit 0,7% du total.

Domaines principaux de l'aide aux pays d'Asie Centrale

Les domaines d'aide du Japon envers les pays d'Asie Centrale sont : (1) aide au passage à l'économie de marché, (2) résolution des problèmes d'environnement et (3) aménagement des infrastructures socio-économiques.

Ces pays qui s'efforcent depuis leur indépendance de passer sans heurts du système d'économie planifiée à l'économie de marché, sont actuellement dans une période de transition.

Dans le domaine de l'environnement, résoudre les problèmes de diminution et de pollution de la mer d'Aral à cheval sur l'Ouzbékistan et le Kazakhstan est un problème urgent. Deux fleuves internationaux, l'Amou-Daria et le Syr-Daria, se jettent dans la Mer d'Aral, mais leur débit a considérablement diminué à

cause de la culture irriguée de grande envergure du coton dans le désert. D'autre part, l'emploi d'insecticides pour le développement agricole a conduit à des problèmes comme la pollution de l'eau et la dégradation de l'état de santé de la population.

Les infrastructures socio-économiques ont été aménagées pendant l'appartenance de ces pays à l'ancienne URSS, mais les besoins d'aide sont importants dans ce domaine à cause de l'absence de tout système de maintenance, du vieillissement des installations et de l'augmentation des besoins.

Pour ces domaines importants, JICA assure une aide active par l'accueil de stagiaires, l'envoi d'experts et la réalisation d'études pour le développement.

L'accueil de stagiaires se fait par la mise en place d'un «Stage spécial Asie Centrale», portant entre autres sur l'aide au passage à l'économie de marché, la sauvegarde de l'environnement. Un total de 300 stagiaires de ces 5 pays ont été accueillis entre 1993 et 1995.

A partir de 1993, des experts dans le domaine de l'aide au passage à l'économie de marché et des mines ont été envoyés au Kirghizistan et au Kazakhstan, et des études pour le développement concernant les transports, les télécommunications et la radiodiffusion, l'environnement, les mines et l'industrie ont été effectuées au Kazakhstan, au Kirghizistan et en Ouzbékistan.

De plus, à partir de l'exercice 94, pour le Kirghizistan et l'Ouzbékistan, une étude du plan de base et des activités de promotion de l'exécution ont été réalisées pour la fourniture d'équipements médicaux à des hôpitaux pédiatriques dans le cadre de la coopération financière non-remboursable, portant surtout sur le domaine de la santé publique et médecine. Des études de formulation des projets et des études de base ont également été faites dans les domaines des mines et de l'industrie, et du développement des ressources.

Le thème futur pour la coopération en Asie Centrale sera, vu les différences de situation politique et économique et de degré de progression dans l'introduction de l'économie de marché dans ces pays, et malgré les problèmes de non-aménagement des infrastructures et de dégradation de l'environnement, d'assurer une coopération minutieuse sur la base des conditions dans chaque pays, en s'appuyant sur les résultats des études faites jusqu'ici.

3^e Partie

Engagement dans les projets

Activités d'identification-formulation et d'établissement des projets

Identification et formulation des projets

Pour réaliser une coopération plus efficace

Comme indiqué dans la 1ère Partie, l'amélioration de la qualité de l'Aide Publique au Développement (APD) accordée par le Japon est de plus en plus demandée sur la scène internationale, et pour que la coopération technique deviennent plus efficace, il est indispensable de :

- ① Identifier et formuler les projets les mieux adaptés
- ② Evaluer les effets après l'exécution de la coopération.

Autrement dit, il faut préalablement bien saisir la situation et les questions à résoudre dans le pays en développement, qui sera le pays bénéficiaire, identifier et formuler le projet le mieux adapté laissant espérer les meilleurs effets de la coopération. De même il est essentiel d'effectuer une évaluation par projet terminant la période de coopération, pour évaluer globalement l'effet de développement économique et social du pays concerné apporté par le projet de JICA, et le répercuter sur les projets à venir.

Cela a aussi été proposé par la Commission provisoire de promotion des réformes administratives et la Commission de coopération économique outre-mer. De ce point de vue, pour assurer et renforcer systématiquement le budget pour la formulation et l'évaluation des projets, JICA a inscrit la promotion de l'efficacité de l'aide comme nouvel item à son budget de l'exercice 88. Son contenu est comme suit.

- ① Etude pour l'identification et la formulation des projets les mieux adaptés
- ② Etude pour l'évaluation du projet après son achèvement
- ③ Etude fondamentale pour assurer une exécution efficace des activités de coopération
- ④ Collecte et classement des informations concernant les pays en développement.

Parlons maintenant de l'identification et de la formulation des projets. (Voir le Chapitre 3 «Évaluation et suivi» pour l'évaluation.)

Etude pour l'identification et la formulation du projet le mieux adapté

Etude de formulation des projets

Il arrive que le contenu d'une requête d'un pays en développement soit insuffisant, ou que la requête soit difficile à rédiger à cause de la situation dans le pays en développement, bien qu'il s'agisse d'un domaine important de l'aide. Dans ce cas, il est essentiel qu'une étude sur place ait lieu dans le secteur concerné, ainsi que des discussions avec le gouvernement du pays objet. Elle porteront sur la pertinence du contenu de la coopération, la capacité et le système de l'organisme d'exécution du projet du pays concerné, aux impacts (effets de vague) sur le développement économique et social du pays qui résulteront de la coopération, et aideront à définir le projet de coopération le plus souhaitable. L'étude de formulation des projets, prévue pour l'identification et la formulation de tels projets, peut être réalisée par une mission d'étude envoyée du Japon ou par le bureau local de JICA.

Au cours de l'exercice 94, 38 études ont été effectuées pour la formulation des projets dans 33 pays et régions en développement, 2 pays industrialisés et auprès d'un organisme international.

- ① Asie : 17 études (45%)
- ② Moyen-Orient : 3 études (8%)
- ③ Afrique : 7 études (18%)
- ④ Océanie : 1 étude (3%)
- ⑤ Amérique latine : 5 études (13%)
- ⑥ Europe de l'Est : 1 étude (3%)
- ⑦ Organisme International, etc. : 4 études (10%)

Etude d'identification des projets sur l'environnement

Il s'agit d'une étude d'identification active de coopération du Japon dans le domaine de l'environnement, vis-à-vis des pays en développement qui, bien qu'ils connaissent des problèmes d'environnement graves, déposent difficilement ce type de requête, à cause de leur connaissance limitée des problèmes d'environnement et de leur faible capacité de formulation des projets liés à l'environnement.

Un projet de ce type a été réalisé au Sénégal au cours de l'exercice 94.

Etude fondamentale de formulation de domaine et/ou région spéciaux

Les thèmes et besoins de développement des pays en développement deviennent de plus en plus diversifiés et complexes. Cette étude est prévue pour définir les méthodes et propositions de coopération pour l'exécution efficace des projets par le biais de l'étude et l'analyse des informations de base, dans des domaines où JICA n'avait pas jusqu'ici assez d'expérience et de savoir-faire, comme «le passage à l'économie de marché*», «la surpopulation et le SIDA».

Au cours de l'exercice 94, 3 études de ce genre ont été réalisées pour l'aménagement des infrastructures de transport dans les trois pays indochinois (Viêt Nam, Laos, Cambodge).

Etude de confirmation des projets

Cette étude a pour but :

- ① Un dialogue au niveau administratif par échanges de vues sur l'orientation de l'aide du Japon et le Plan de développement du pays concerné, obtention des informations nécessaires et discussion pour l'adoption d'un projet d'exécution conforme à l'orientation et au programme du Japon.
- ② Aménagement du projet requis (confirmation de son degré de priorité et contenu), compréhension des conditions d'exécution et problèmes rencontrés dans les projets en cours, discussion des mesures à prendre, explication du programme d'aide, prise de connaissance des souhaits du pays concerné à propos de l'exécution d'autres aides.

Cette étude permet d'orienter la coopération à venir et de réaliser efficacement le projet.

Au cours de l'exercice 94, 16 missions ont été envoyées dans 23 pays en développement pour confirmer et discuter de l'orientation de la coopération concernant des projets requis.

- ① Asie : 7 projets (44%)
- ② Moyen-Orient : 2 projets (12%)

- ③ Afrique : 3 projets (19%)
- ④ Amérique latine : 3 projets (19%)
- ⑤ Europe : 1 projet (6%)

Etude de l'aide par pays et par secteur

C'est une étude centrée sur l'Institut de Coopération Internationale (Voir Chapitre 2 «Recrutement et stage pour les experts japonais qualifiés pour la coopération technique») réalisée avec la participation de chercheurs extérieurs à JICA, concernant les secteurs, problèmes, régions sur lesquels doit principalement porter l'assistance dans les principaux pays bénéficiaires et pour les questions d'aide particulières.

Au cours de l'exercice 94, une étude de ce type a été réalisée dans 4 pays : le Viêt Nam, l'Inde, le Ghana et le Sénégal, et la recherche par secteur a porté sur le développement de type participatif.

Etude pour le classement par pays des informations concernant l'environnement et le WID

Cette étude comprend deux parties : d'une part, la collecte et le classement des informations concernant la situation actuelle et les systèmes existants pour les problèmes d'environnement et le WID* (le rôle des femmes dans le développement) dans les pays en développement, et d'autre part, l'étude de l'engagement réel de l'organisme chargé de l'environnement et de l'agence gouvernementale responsable, et de l'état actuel des problèmes d'environnement. Elle est effectuée pour renforcer les considérations sur l'environnement* de JICA dans ses projets.

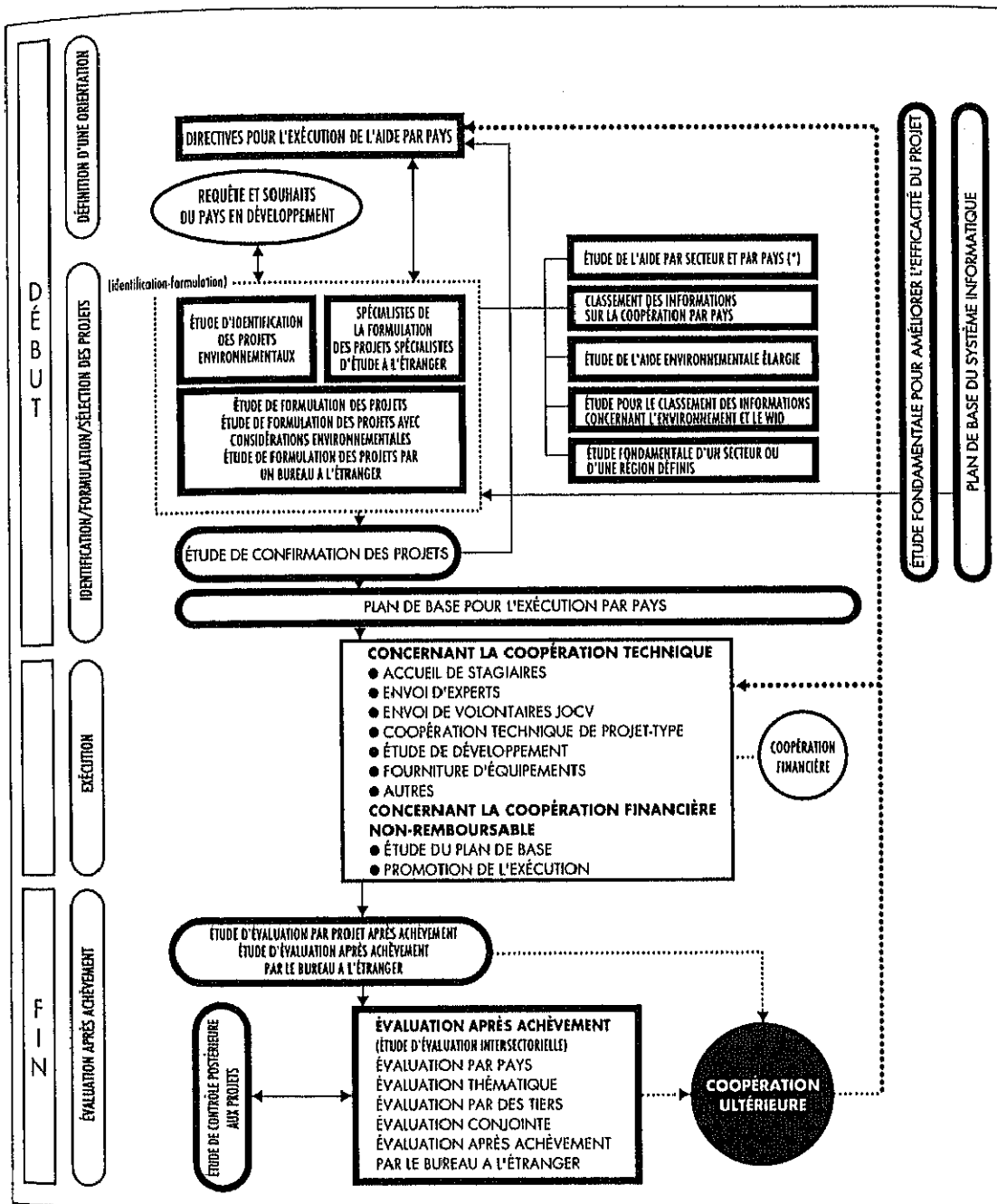
Trois études de ce genre ont été faites au cours de l'exercice 94 au Kazakhstan - Kirghizistan, au Sri Lanka, et en Zambie - Malawi.

Envoi de spécialistes de la formulation des projets

Pour réaliser une coopération efficace pour le développement du pays en développement, il est nécessaire d'étudier les secteurs et formes de coopération les mieux adaptés pour le pays concerné, et de formuler un projet conforme au cadre de la coopération japonaise. Et également de concevoir et promouvoir un projet de coopération en tenant compte de la cohérence avec le plan de développement du pays concerné et des relations avec les autres projets d'aide. Des experts connaissant à fond les secteurs prioritaires du développement du pays en développement (spécialistes de la formulation des projets) sont envoyés sur place pour identifier et formuler le projet le mieux adapté et effectuer les ajustements au niveau de la requête pour répondre à ces besoins.

*Passage à l'économie de marché : Indique l'ensemble des réformes économiques entreprises pour l'introduction de mécanismes de marché afin d'éliminer la stagnation de l'économie dans les anciens pays socialistes.
*WID (le rôle des femmes dans le développement) : Idée que le rôle des femmes est très important dans les pays en développement, et que leur participation au développement est essentielle pour réaliser une aide au développement efficace.
*Considérations sur l'environnement : Lors de l'aide et des investissements dans les pays en développement, prise en compte de la surveillance de l'environnement dans ces pays. JICA concède l'établissement de projets directs et la nomination d'un responsable.

Figure 1-1 Organigramme : mécanisme du projet de coopération



... ASSURÉS PAR LE DÉPARTEMENT DE LA PLANIFICATION ET LE DÉPARTEMENT DE L'ÉTUDE DE FORMULATION DE PROJETS

*) SOUS RESPONSABILITÉ DE L'INSTITUT DE COOPÉRATION INTERNATIONALE DE JICA

Au cours de l'exercice 94, 30 spécialistes de la formulation des projets ont été envoyés dans 5 régions, 20 pays, dont les Philippines, le Cambodge, la Mongolie, le Guatemala, la Syrie, le Malawi, pour formuler des projets d'un point de vue de spécialiste.

Etude de base de l'efficacité des projets

Une étude de base est réalisée pour améliorer l'efficacité d'un projet, par exemple sur des questions communes à plusieurs projets réalisés par JICA.

Sept études de ce type ont été faites au cours de l'exercice 94 : «Etude appliquée concernant le statut légal du personnel de JICA», «Manuel PCM* (identification et formulation des projets)», «Etude de base concernant la consolidation des considérations environnementales dans les activités de JICA», «Etude concernant le plan de partenariat pour la promotion de l'APEC (Asia-Pacific Economic Cooperation)», «Etude de base de JICA pour la consolidation de l'environnement», «Etablissement d'un manuel pour le personnel chargé du WID dans les études de développement», «Etude de base concernant l'arrêt de l'aide de l'URSS aux pays d'Asie et sur l'aide japonaise».

Promotion des projets

Etude de contrôle postérieur aux projets

Un certain temps après achèvement d'un projet, une étude est effectuée sur l'organisation, les installations et les équipements fournis, les effets du projet; la situation présente est saisie et analysée de manière systématique, ce qui servira de documents de base pour le suivi et la coopération ultérieure dudit projet.

Au cours de l'exercice 94, une étude de l'organisation, des installations, des équipements fournis et de l'état actuel des effets des projets indiqués ci-dessous a été effectuée par 40 bureaux de JICA et 7 bureaux s'occupant des volontaires JOCV ; les résultats ont été analysés et classés, et des documents de base rédigés pour la coopération ultérieure par projet.

- ① Coopérations techniques de projet-type achevées au cours des exercices 86 et 91
- ② Projets de coopération financière non-reimboursable achevés au cours des exercices 92 et 93 (en principe, projets terminés depuis 1 an et 5 ans)
- ③ Projets de fourniture indépendante d'équipements réalisés au cours de l'exercice 91

Etude pour l'établissement du plan de base pour des systèmes informatiques

La synthèse des systèmes électroniques existants assurera la création d'une structure permettant l'utilisation efficace et unifiée des informations obtenues à travers toutes les activités réalisées, et des informations extérieures nécessaires, qui y seront intégrées.

Au cours de l'exercice 94, un plan de base a été établi pour le développement et l'exploitation de systèmes de gestion de projets en vue de la gestion systématique des informations, et pour la gestion des informations des bureaux à l'étranger, sur la base du projet de base pour les systèmes informatiques.

Promotion des réseaux d'information

Dans le cadre des systèmes informatiques précités, des réseaux ont été établis entre le siège de JICA et les organismes annexes et sections locales au Japon pour promouvoir l'utilisation commune des informations.

Classement des informations concernant la coopération par pays

Pour permettre une coopération mieux adaptée aux besoins de développement des pays concernés, et consolider l'ensemble des activités de JICA, il est nécessaire de classer et analyser les informations socio-économiques de base, les informations techniques des pays en développement et les informations sur l'orientation de l'aide des organismes d'aide autres que JICA. Et simultanément, de classer et d'établir un recueil général unifié des réalisations passées et des informations concernant les aides et l'exécution de l'aide par le Japon. Le classement des informations concernant la coopération est réalisé dans ce but.

Au cours de l'exercice 94, les informations sur la coopération ont été remises à jour pour 103 des 104 pays (ancienne Yougoslavie exclue) pour lesquels un fichier avait été établi pendant l'exercice précédent, et 4 pays : le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Kirghizistan et l'Erythrée ont été ajoutés, ce qui fait 107 au total.

Spécialistes d'études à l'étranger

Pour le renforcement de la collecte des informations liées aux projets des requêtes par les bureaux à l'étranger, il est nécessaire de saisir des informations techniques et connexes concernant le nombre de techniciens, le niveau technique, la capacité financière de l'organisme objet de la coopération, et le degré d'aménagement des infrastructures connexes sur les sites. Pour cela, des spécialistes des études à l'étranger (techniciens spécialistes connaissant bien la situation locale) sont employés pour rassembler et analyser les informations techniques centrées sur les études sur le terrain.

Au cours de l'exercice 94, 36 spécialistes d'études à l'étranger ont été affectés à des bureaux locaux dans 25 pays.

Etude pour le développement

Qu'est-ce qu'une étude pour le développement

Aperçu et objectifs

L'étude pour le développement est destinée à soutenir l'établissement du plan de développement public (secteurs tels qu'urbanisme, adduction d'eau, télécommunications, énergie, voir le Tableau 1-1) qui servira de base à la construction des pays en développement, et apportera les documents de base nécessaires au plan de développement.

L'étude pour le développement sera en fait réalisée par des consultants sélectionnés par JICA sur la base de l'Etendue des Travaux définie entre JICA et le gouvernement du pays en développement. Les consultants établissent un rapport en coopération avec le gouvernement du pays en développement sur la base des instructions et sous la supervision de JICA. Simultanément, un transfert technologique* portant sur les méthodes de définition et les techniques d'étude et d'analyse, est assuré vis-à-vis de l'homologue* du pays concerné au cours de l'étude.

Le rapport rédigé par le biais de l'étude pour le développement constituera un document pour juger de la politique de développement socio-économique suivie par le gouvernement concerné. Et aussi de document lors de l'étude de la coopération financière ou technique par des organismes internationaux et pays donateurs. Le projet défini dans l'étude est souvent réalisé sur les fonds d'un prêt en yens, ou dans le cadre de la coopération financière non-remboursable du Japon.

294 études pour le développement ont été réalisées au cours de l'exercice 94, dont 136 pour le développement social, 60 pour l'agriculture, la forêt et la pêche, et 98 pour les mines et l'industrie.

Par région, 147 l'ont été en Asie, 32 au Moyen-Orient, 35 en Afrique, 52 en Amérique latine, 6 en Océanie et 22 en Europe.

Types d'étude

Tableau 1-1 Secteurs objets de l'étude de développement

Secteur	Éléments principaux
Planification, administration	Plan de développement global d'une région, plan de développement économique
Services publics	Adduction d'eau et égout, santé urbaine
Infrastructures	Urbanisme, rivières, lutte contre le sable, ressources en eau, logement, établissement de cartes topographiques
Transports et circulation	Plan de circulation, routes, chemin de fer, ports, aéroports, circulation en ville
Télécommunications et télédiffusion	Poste, télécommunications, télé- et radiodiffusion
Santé publique et médecine	Santé publique et médecine, administration sanitaire, projets démographiques et planning familial
Agriculture	Développement agricole, irrigation et évacuation d'eau, développement rural, transformation et commercialisation des produits agricoles, élevage
Sylviculture	Étude des ressources, projets de reboisement, projets de gestion des forêts, transformation des produits forestiers
Pêche	Étude des ressources, transformation et commercialisation des produits halieutiques, aquaculture, ports de pêche
Mines et industries	Étude des ressources, développement industriel, modernisation d'usine
Énergie	Développement énergétique
Environnement	Mesures contre la pollution atmosphérique et des eaux, sauvegarde de l'environnement
Autres	Valorisation des ressources humaines, éducation, commerce et tourisme, gestion d'administration, autres

1. Etude du Plan directeur (M/P : Master Plan)

Cette étude sert à l'établissement du plan de base global de toutes sortes de projets de développement, et un plan à long terme est élaboré pour un pays, une région ou un secteur. Si divers projets sont réalisés simultanément, le Plan directeur établi dans la première phase des études permet :

- ① la cohérence entre plusieurs projets
- ② la mise au clair de l'ordre de priorité des projets, et donc l'efficacité.

L'étude générale de l'économie du pays concerné, autrement dit l'élaboration du plan de développement économique, ou bien l'établissement du plan et de la stratégie de développement global d'une région spécifique entrent également dans le cadre de cette étude.

2. Etude de faisabilité (F/S)

C'est une étude prévue pour vérifier objectivement la possibilité de réaliser ou non un projet prioritaire au niveau de la politique de développement et du Plan, du point de vue technique, économique, financier, social, organisationnel et des considérations environnementales, et établir le projet le mieux adapté aux circonstances.

3. Classement des données fondamentales

Les études suivantes sont réalisées dans le but de collecter, classer et fournir les informations nécessaires à l'établissement du projet de développement.

① Elaboration de cartes topographiques

Etude pour l'élaboration de cartes topographiques (cartes de base du territoire et cartes de base des villes), qui constituent les documents fondamentaux pour l'établissement du projet de développement.

② Exploitation des eaux souterraines

Etude pour la saisie des réserves d'eaux souterraines et de leurs possibilités d'exploitation

③ Développement des ressources forestières et halieutiques

Etude pour l'établissement de documents de base pour la saisie des réserves de ressources forestières et halieutiques

④ Développement des ressources minières

Etude pour la saisie des réserves minières par l'intermédiaire d'études géologiques, d'explorations géophysiques, d'explorations scientifiques et de sondages.

4. Etude de coopération ultérieure et autres

Après achèvement de l'étude pour le développement, il arrive qu'une étude corrective, incluant le recalcul du coût des travaux du projet, devienne nécessaire à cause de changements brutaux dans les conditions socio-économiques ou de modifications des conditions naturelles dans le pays en développement concerné, ou bien parce que beaucoup de temps a passé. Dans ce cas, cette étude comprenant entre autres la révision des résultats de l'étude antérieure ou bien des opérations complémentaires, se fondant sur ces modifications des conditions, est utile pour l'utilisation efficace des résultats de l'étude et la concrétisation du projet.

5. Etude de conception de l'exécution

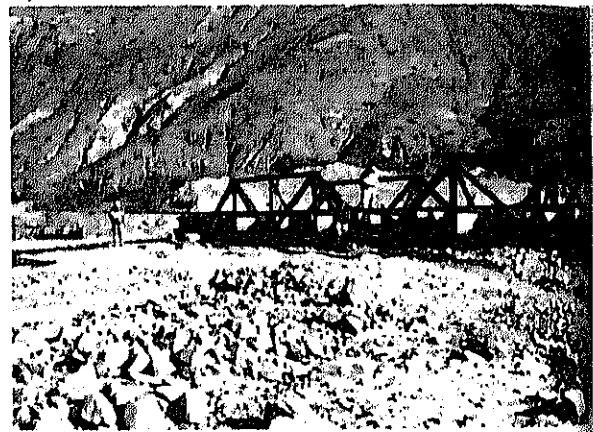
Pour les projets dont l'exécution a été décidée et pour lesquels une coopération financière, telle que prêt en yens, a été officieusement décidée, une étude de plan détaillé (Detailed Design : D/D) ayant pour objectif l'établissement des plans de conception, des

spécifications des travaux, des documents liés à l'appel d'offres, nécessaires au commencement des travaux, est également réalisée dans le cadre de l'étude pour le développement. Par rapport à l'étude de faisabilité, une plus grande précision des travaux et de l'exécution est requise, par exemple pour les plans de conception, le calcul du coût des travaux.

6. Etude de soutien au passage à l'économie de marché

Cette étude est destinée à définir la stratégie de base et le projet d'exécution global, en vue de la promotion des mesures pour le passage à l'économie de marché et à la libéralisation de l'économie, telles que réformes financières, ajustements du système légal, privatisation d'entreprises nationales ou publiques. En combinaison, des ateliers ou séminaires sont organisés pour améliorer les capacités de gestion administrative des responsables du pays concerné et former des ressources humaines. On vérifie aussi par exemple les possibilités d'exécution du projet de privatisation défini suite à l'étude primaire, et établit un projet d'exécution réaliste. Des manuels et textes concernant l'exécution du projet sont également rédigés.

Projet d'amélioration du chemin de fer en Bolivie - Etude des installations ferroviaires existantes



7. Promotion de l'efficacité des projets

① Une étude de suivi visant à saisir l'évolution ultérieure des projets pour lesquels des études ont été faites, pour permettre de réaliser plus efficacement les activités de l'étude pour le développement, et répercuter ces résultats sur les études de développement à venir.

② Promotion du transfert technologique par l'organisation de séminaires et la rédaction de textes en langue locale, afin de promouvoir le transfert technologique par le biais de l'étude pour le développement

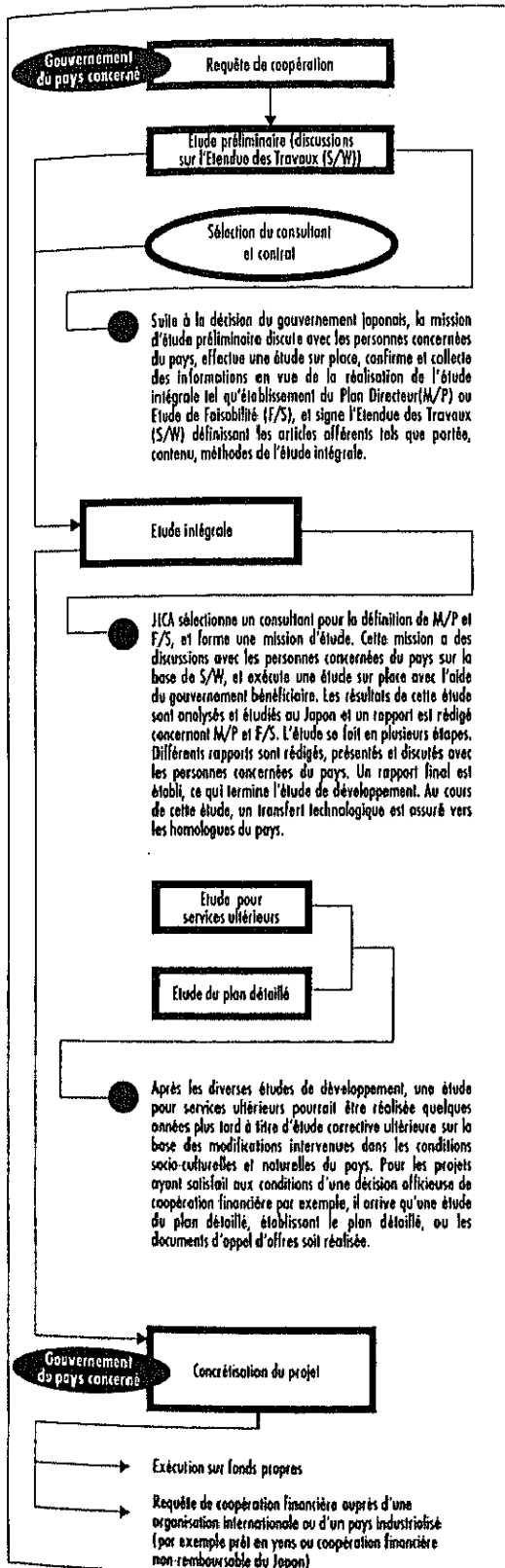
③ Etude de projet comprenant la collecte et l'analyse des documents possédés par les différents organismes connexes, concernant entre autres le plan de

* Transfert technologique : transfert d'un pays industrialisé à un pays en développement des techniques de production et de gestion nécessaires à son développement, et diffusion et encadrement de ces techniques dans ledit pays.

* Consultants : entreprises fournissant des services tels que conseils, propositions pour l'exécution des projets

* Homologues : techniciens des pays en développement objets du transfert technologique encadré par les experts et les volontaires JOCY

Figure 1-2 Procédure de l'étude de développement



développement du pays en développement et les méthodes d'étude de base, pour renforcer l'efficacité de l'étude pour le développement

Orientation de l'étude pour le développement

Répondre à la diversification des besoins

Outre le secteur centré sur l'aménagement des infrastructures conventionnel, des études axées sur la mise en place de propositions de politique et d'une organisation/système, sont faites dans les secteurs liés à la gestion, ainsi que des études concernant les nouveaux problèmes d'envergure mondiale (Questions de portée mondiale*) tels que le soutien au passage à l'économie de marché, la pauvreté, l'environnement, la santé publique et la médecine (le SIDA) et le secteur social.

Coexistence de l'environnement et du développement

Dans les pays en développement, la situation de pauvreté sur fond de taux de croissance démographique élevé, ne s'améliore pas. Par ailleurs, la dégradation de l'environnement s'est aggravée parce qu'on a privilégié le développement économique en négligeant la sauvegarde de l'environnement. Des mesures démographiques adaptées et le développement socio-économique sont indispensables pour résoudre le problème de la pauvreté. A cet effet, on signale l'importance de la promotion du développement tout en assistant les pauvres, un point de vue qui a aussi fait son chemin sur la scène internationale.

Dans l'étude pour le développement sont incluses des mesures pour la sauvegarde de l'environnement, telles que la définition de projets d'amélioration de diverses questions d'environnement, l'affectation de personnel de mission chargé des considérations environnementales pour les projets pour lesquels de telles considérations sont jugées nécessaires. Et des mesures d'évitement ou d'allègement sont définies pour les items qui pourraient avoir une influence néfaste.

Elargissement de la zone concernée

Les changements intervenus dans la société internationale avec la fin de la guerre froide ont fait augmenter le nombre des pays auxquels la coopération est assurée, en particulier les anciens pays socialistes comme ceux d'Europe de l'Est, d'Asie Centrale, la Mongolie et les pays indochinois. La coopération est orientée vers l'introduction et la mise en place de l'économie de marché pour les pays d'Europe de l'Est et d'Asie Centrale, et les requêtes d'assistance de type

*Questions de portée mondiale : Problème social de dimension mondiale, ne pouvant être résolu que par les efforts de tous les pays, tel qu'environnement, surpopulation, pauvreté, etc.

«aide et conseils pour la mise en place d'une politique» augmentent. Des études d'assistance au rétablissement après les guerres civiles sont d'autre part réalisées pour les pays indochinois.

Dorénavant, on prévoit en plus des pays conventionnels et de ces nouveaux pays, l'augmentation des études pour l'aide à la Palestine dans le cadre de la promotion de la paix au Moyen-Orient et l'assistance à la population noire en Afrique du Sud.

Collaboration avec les organismes internationaux

Le renforcement de la collaboration avec les organismes financiers internationaux comme la Banque Mondiale, les organismes financiers de développement régional comme la Banque Asiatique de Développement, des organismes d'aide bilatérale, des ONG est promu afin de répondre aux requêtes plus détaillées.

Chapitre

2

Réalisation des projets

Coopération technique de projet-type

Forme

La coopération technique de projet-type, qui est assurée pour réaliser un objectif défini pendant la période de la coopération (ordinairement 5 ans) met en œuvre 3 formes de coopération : accueil de stagiaires, envoi d'experts et fourniture d'équipements par le Japon. Les bâtiments, terrains (fermes, etc.) qui serviront de base à la coopération technique sur place et les frais de gestion seront en principe fournis par le pays bénéficiaire.

De grande envergure aussi bien sur le plan humain que budgétaire, la Coopération technique de projet-type, réalisée sur une durée relativement longue, permet d'étudier et de développer des techniques adaptées aux conditions locales, et d'assurer leur transfert de manière planifiée et efficace, selon des méthodes conformes aux conditions locales. Par ailleurs, cette coopération est exécutée de sorte que le pays concerné

puisse utiliser de manière indépendante les techniques transférées après achèvement de la coopération.

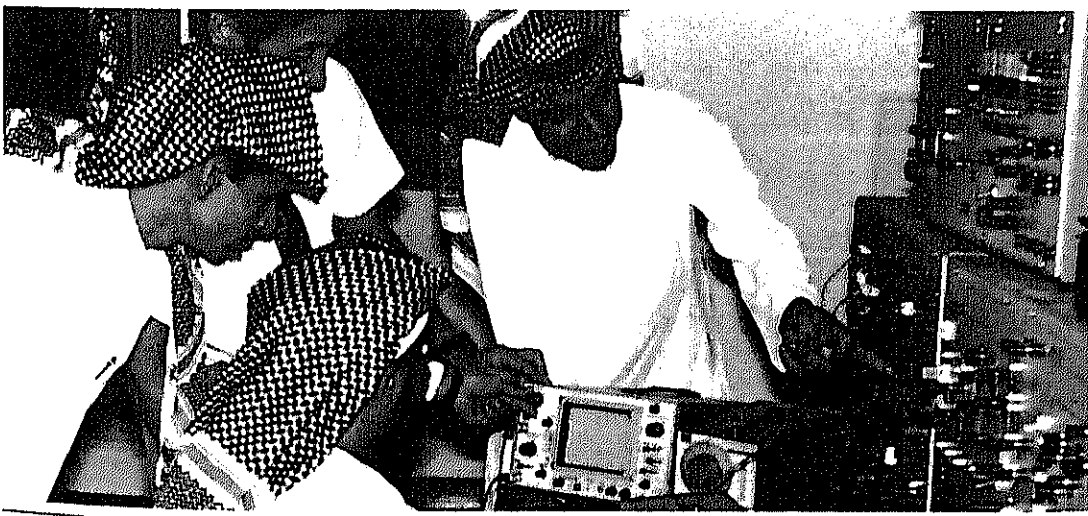
Le nombre d'experts envoyés par projet va de quelques personnes à quelques dizaines, et les activités sont systématisées par le responsable des experts (généralement appelé leader). Des activités peuvent également être faites de concert avec des volontaires JOCV dans le cas où le projet l'exigerait.

Caractéristiques

La caractéristique de la coopération technique de projet-type est la consolidation du système de prise en charge des frais de gestion par la partie japonaise.

En principe, ces frais devraient être pris en charge par le pays concerné. Mais cela est souvent impossible dans les pays en développement, aussi des mesures budgétaires sont prises par le Japon pour la prise en charge des frais des travaux par exemple pour l'amé-

Homologue* ayant fait un stage au Japon recevant un transfert technologique par un expert - Institut d'électronique de Riad, Arabie Saoudite



* Homologue : Experts et personnel de coopération sur lesquels le transfert technologique est assuré

nagement de parcelles (champs) de culture, des frais d'étude et des frais pour l'organisation de séminaires. De plus, si le pays ne peut pas fournir de bâtiments comme base pour la coopération technique, le Japon fournira les installations et équipements nécessaires, bâtiments y compris, qui deviendront une base pour la coopération technique.

La coopération se fait généralement sur une période de 5 ans, puis après son achèvement une évaluation est réalisée, et la période de coopération peut être prolongée. Ensuite, pour les projets achevés depuis plus de 3 ans, il arrive qu'une coopération ultérieure soit réalisée, avec envoi à court terme d'experts, accueil d'un petit nombre de stagiaires, fourniture d'équipements de faible montant, pièces de rechange, par exemple, pour promouvoir l'indépendance du côté du pays concerné.

Teneur des activités

La coopération technique de projet-type de JICA comprend les 5 éléments suivants.

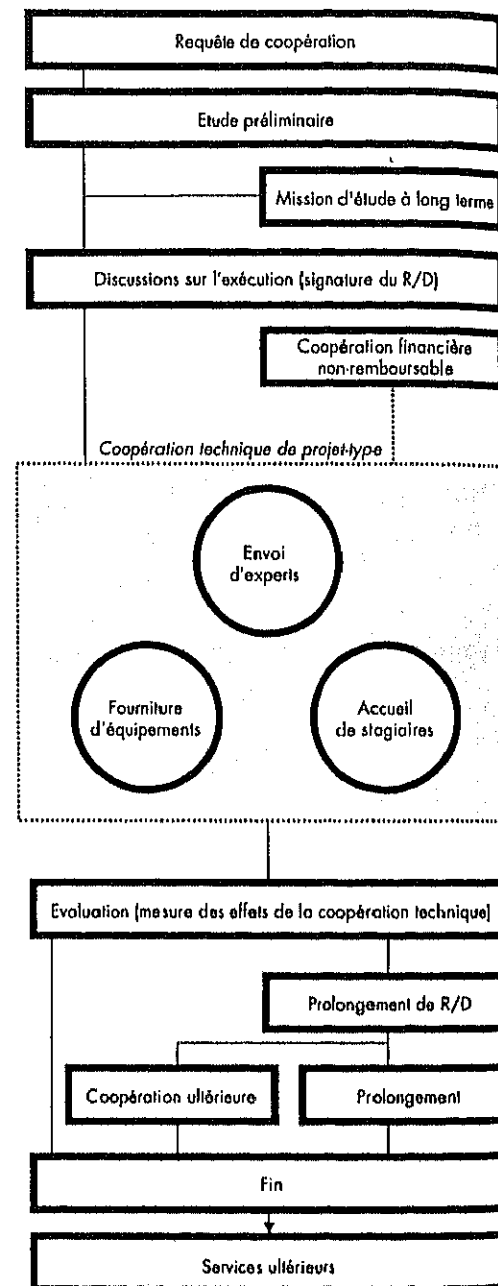
Coopération pour le développement social

La coopération pour la formation des ressources humaines, la diffusion des techniques et le développement des études, entre autres, est réalisée dans le domaine des sciences et techniques, de l'éducation, de la formation professionnelle, des transports, de la circulation, de la construction, des télécommunications, de la radiodiffusion.

Récemment, beaucoup de coopérations ont pour objectif la formation des ressources humaines et le développement technique dans des domaines comme l'environnement, les tremblements de terre et la prévention des sinistres, ainsi que l'amélioration de la qualité du personnel enseignant pour l'éducation, qui constituent des problèmes importants dans les pays en développement.

De plus, des coopérations diverses et détaillées sont réalisées pour répondre aux exigences selon le niveau de développement du pays concerné.

Figure 2-1 Mécanisme de la coopération technique de projet-type



* Etude préliminaire : Etude de l'arrière-plan, du contenu de la requête de coopération, et du système d'exécution du pays concerné, pour évaluer la faisabilité du projet.

* Etude à long terme : Etude additionnelle à l'étude préliminaire, servant à examiner les points insuffisamment étudiés en vue de l'établissement d'un projet d'exécution.

* Discussions sur l'exécution : Des discussions ont lieu concernant les conditions, la portée, la période et le système d'exécution de la coopération, dont le contenu est compilé sous forme de Procès-verbal des discussions (R/D : Record of Discussions) et signé par JICA et les organismes concernés du pays.

* Coopération ultérieure, prolongement : Le premier signifie un prolongement de la coopération dans une partie d'un domaine déterminé où l'objectif n'a pas été atteint, et le deuxième un prolongement sur l'ensemble d'un domaine.

Coopération pour les projets concernant la surpopulation et le planning familial

La croissance démographique toujours forte dans les pays en développement a un grave impact sur la satisfaction des besoins alimentaires et la situation économique. Pour ces problèmes démographiques qui ont pris une ampleur mondiale, une coopération pour des projets de surpopulation et de planning familial est assurée par l'intermédiaire de la formation de ressources humaines s'occupant de la sensibilisation aux projets de santé de la mère et de l'enfant et de planning familial.

Ces projets, qui prennent plus en compte que les autres projets de coopération technique, le contexte historique et culturel des pays, doivent être réalisés en relation étroite avec la société locale.

Coopération pour la santé publique et la médecine

Les pays en développement connaissent de grands problèmes de services de santé publique et de médecine à cause du manque de médecins, d'analystes, d'infirmières et autres personnels, du non-aménagement des installations et du système de soins, qui s'ajoutent à la dégradation des conditions d'hygiène. C'est un élément qui constitue une menace grave pour «la sécurité des habitants»* de ces pays.

La coopération pour la santé publique et la médecine comprend la coopération à l'égard des hôpitaux, instituts de recherche, universités, écoles d'infirmières, etc. ainsi que la coopération dans le domaine de l'hygiène publique et des soins médicaux régionaux, pour améliorer cette situation.

Coopération dans le domaine de l'agriculture, de la pêche et de la forêt

La coopération dans le secteur de l'agriculture, de la pêche et de la forêt contribue à améliorer le niveau de vie par l'augmentation de la production et l'approvisionnement stable en produits agricoles, l'accroissement du revenu des agriculteurs, le développement des zones rurales et la sauvegarde de l'environnement, en s'appuyant sur le développement des activités agricoles, forestières et halieutiques régionales des pays en développement, la formation des vulgarisateurs agricoles entre autres, les recherches universitaires et en laboratoire, et la sauvegarde et l'utilisation appropriée des ressources forestières et halieutiques.

Récemment, la zone objet de cette coopération jusqu'ici centrée sur l'Asie du Sud-Est s'est élargie à d'autres pays d'Asie, à l'Amérique latine et à l'Afrique. Et l'engagement dans les questions de portée mondiale, telles que le développement durable* adapté aux conditions climatiques régionales, la coopération dans le secteur des biotechnologies et des ressources génétiques végétales, les problèmes d'environnement, l'éradication

de la pauvreté, le WID* (le rôle des femmes dans le développement), est fortement demandé.

Coopération pour le développement des secteurs des mines et de l'industrie

Dans les secteurs des mines et de l'industrie, la coopération est assurée dans un large domaine allant du développement des industries individuelles centré sur les ateliers petits et moyens des pays en développement, à l'essor et au renforcement des industries-clés qui serviront de soutien au développement économique futur.

Conformément au développement récent de l'industrialisation dans les pays en développement, on aménage les infrastructures qui serviront de base au développement, telles que normes industrielles, techniques de mesures, gestion de la qualité, amélioration de la productivité, etc. et la coopération technique est activement fournie pour des problèmes comme la sauvegarde de l'environnement et les questions énergétiques qui exigent une solution d'urgence.

* Sécurité des habitants : Assurance de la sécurité individuelle des habitants après libération de menaces telles que la famine et la maladie, sans étouffement des différences, telles qu'ethnies et convictions.

* Développement durable : Développement satisfaisant les besoins des générations actuelles sans nuire à la satisfaction des besoins des générations à venir.

* WID : Idée que le rôle des femmes est très important dans les pays en développement, et que leur participation au développement est essentielle pour réaliser une aide au développement efficace.

Accueil de stagiaires

Objectifs et signification de l'accueil de stagiaires

L'accueil de stagiaires, qui a pour but de recevoir au Japon des stagiaires, techniciens ou fonctionnaires des pays en développement, et par leur intermédiaire de coopérer à la valorisation des ressources humaines et à la construction du pays, est l'activité fondamentale de la coopération technique réalisée par JICA.

En général, la valorisation des ressources humaines est synonyme de la formation de ressources humaines nécessaires à la construction des pays en développement. Les stagiaires de divers pays reçus au Japon sont basés dans un centre international de JICA au Japon, et acquièrent des connaissances et techniques spécialisées dans différents secteurs, à l'université, dans les organismes d'étude, des hôpitaux, entreprises, etc. Après leur retour dans leur pays, ils jouent un rôle de pivot pour la construction du pays et contribuent largement à son développement économique et social.

Ces activités permettent aussi de former des «personnes connaissant et aimant le Japon», ce qui est très significatif. Avant la fin mars de l'année d'exercice 95, des associations d'anciens stagiaires de JICA étaient formées dans quelque 60 pays, qui offrent également leurs services pour les échanges avec le Japon.

Caractéristiques des stages

L'accueil de stagiaires est un domaine extrêmement large. Ce domaine dit aller «de la riziculture à l'énergie nucléaire», couvre des secteurs variés tels qu'agriculture, pêche et forêt, mines et industries, énergie, santé publique et médecine, transports et télécommunications, énergie nucléaire. Pour la formation des ressources humaines, on obtient la collaboration et la participation de nombreuses personnes s'occupant de l'exploitation de diverses installations, telles que le personnel de JICA, les agences et ministères japonais, des organismes d'accueil, bien entendu, mais aussi des superviseurs accompagnant les stagiaires, professeurs de japonais, personnels d'agences de voyage et hôtels, cantines de centres internationaux, ainsi que personnes concernées d'ONG (Organisations Non-Gouvernementales), des habitants des collectivités locales, etc.

Si l'on considère le développement régional de l'accueil de stagiaires au Japon, les besoins de stages

des pays en développement exigeant souvent des techniques affinées propres à chaque région, la tendance à la promotion de la coopération internationale avec la participation des Japonais se renforce, et, avec la stimulation et l'internationalisation des régions, ces activités ont tendance à s'élargir de la zone métropolitaine à l'ensemble du pays.

L'accueil de stagiaires étant une activité devant se dérouler sur la base de la compréhension et de la participation des Japonais de tout le pays, c'est également, en plus du développement technique, une occasion de lier des relations d'amitié et de confiance entre les habitants et les stagiaires.

Prise en compte des besoins de formation de ressources humaines et renforcement de l'approche par pays et par secteur

Quant aux besoins d'accueil de stagiaires, les requêtes sont devenues nombreuses récemment dans des domaines de l'environnement, la surpopulation, la pauvreté, le WID, auxquels il est nécessaire de s'attaquer à l'échelle mondiale, et du soutien institutionnel vis-à-vis de pays qui s'orientent vers la démocratie et l'économie de marché.

Actuellement, le Département chargé des stages de JICA se demande dans quelle mesure il pourra répondre à ces requêtes diversifiées, et doit d'urgence mettre en place un système d'accueil permettant de satisfaire aussi précisément que possible ces demandes.

Sur ce fond, le Département chargé des stages a défini comme orientation de base :

(1) le renforcement de l'approche par pays au sein du Département chargé des stages (renforcement des fonctions d'accueil de stagiaires par pays)

(2) le renforcement des fonctions d'organisation de stages par domaine des centres internationaux de tout le Japon

en vue d'assurer un accueil plus efficace des stagiaires, répondant aux besoins de formation des ressources humaines par pays en développement.

Cette orientation de base a été énergiquement concrétisée par le transfert graduel de l'organisation des stages du siège vers les différents centres internationaux de tout le Japon, et depuis l'exercice 91, par la restructuration du siège pour passer du système par

secteur actuel à un système par pays.

Cette réorganisation a permis au siège de définir des projets de stages plus précis répondant aux besoins de chaque pays, de se consacrer à la gestion de l'exécution des activités dans leur ensemble et à l'évaluation des activités par pays et par secteur, et de renforcer ainsi la gestion des projets.

De plus, dans les différents centres internationaux, il a pu réaliser des opérations cohérentes allant de l'établissement du projet de stage, à sa réalisation, à la gestion de la progression et à l'évaluation, en tant qu'organisme d'exécution unifié de tous les stages. Simultanément, l'accumulation du savoir-faire concernant les stages, et le classement des informations sur les secteurs forts de chaque centre, devraient nous permettre de développer de nouveaux cours répondant mieux aux besoins.

Menu général de formation des ressources humaines

Dans le Département chargé des stages, on s'occupe de l'accueil d'un total d'environ 8.000 stagiaires par an. Les activités sont effectuées sous des formes diverses pour réaliser des stages efficaces en essayant de répondre le mieux possible aux besoins des pays en développement. Elles se résument grosso modo en deux points :

(1) stage au Japon pour le transfert technologique sur des stagiaires accueillis au Japon (type groupe, type individuel, type spécial limité à une région ou un pays, etc.)

(2) stage à l'étranger en vue d'un transfert technologique adapté aux conditions sociales, culturelles et linguistiques dans chaque zone de pays en développement (stage dans le pays, dans un pays tiers).

Parmi ces activités, les stages dans le pays et dans un pays tiers attirent particulièrement l'attention parce qu'ils ont pour objectif de diffuser, d'une manière adaptée aux besoins des bénéficiaires, les techniques systématiques et fondamentales par l'intermédiaire de pays hôtes (organisant le stage) ou de régions servant de base.

Stage dans un pays tiers en tant que coopération Sud-Sud

Les stages dans un pays tiers devraient considérablement augmenter dans l'avenir, en tant qu'exemple de coopération Sud-Sud, parce qu'ils permettent l'amélioration de la capacité d'organisation des stages des pays hôtes au niveau de la définition du programme et du processus d'exécution ; les pays en dévelop-

pement s'améliorant ensemble parce qu'ils possèdent des techniques communes, ils font des efforts en vue de leur autonomie.

Par exemple, si nous voulions faire un stage portant sur les méthodes de sauvegarde et de développement de la forêt tropicale et subtropicale harmonisé aux activités des gens qui y habitent.

Pour cela, un pays hôte connaissant bien les activités et les actions typiques des habitants locaux s'appuyant sur une culture et des conditions socio-économiques spécifiques à cette communauté, qui existent sur son territoire, telles que la culture par terre brûlée ou l'agroforestrie pour obtenir des produits convertibles en espèces, devrait prendre l'initiative parce que la meilleure manière de résoudre les problèmes est certainement d'échanger des informations avec les personnes des pays voisins qui ont les mêmes soucis, et de profiter de conseils.

Prenons un exemple. Le centre de recherche et de formation sur le reboisement de l'Agence des forêts thaïlandaise a reçu depuis 1986 121 stagiaires des pays voisins, et a grandement contribué au développement de la sylviculture en Asie du Sud-Est.

Stage dans le pays pour que les résultats de la coopération technique arrivent jusqu'aux habitants locaux

Ce qu'on appelle «stage dans le pays», c'est un stage organisé dans un pays en développement, où les instructeurs sont des ressources humaines dudit pays, formées précédemment par l'intermédiaire de la coopération technique du Japon.

Cette méthode, qui permet de diffuser et d'ancrer très activement le transfert technologique très efficace du Japon dans les régions de pays en développement, est hautement estimée au Japon et à l'étranger parce qu'elle contribue directement à l'amélioration des conditions de vie dans les pays en développement. Comme les techniciens locaux instruisent en langue locale pendant le stage, il n'y a pas de problème linguistique de compréhension mutuelle, ce qui permet une application technique adaptée aux conditions locales.

Par exemple, en Indonésie, l'envoi de quelque 80 experts et l'accueil d'environ 140 stagiaires jusqu'ici ont permis de former de nombreuses ressources humaines remarquables à la gestion des rivières. Mais, vu la spécificité géographique de l'Indonésie composée de plus de 10.000 îles, il est difficile pour ces ressources humaines de transmettre à leurs collègues, en particulier ceux des régions connaissant les mêmes

problèmes, leurs connaissances et expérience.

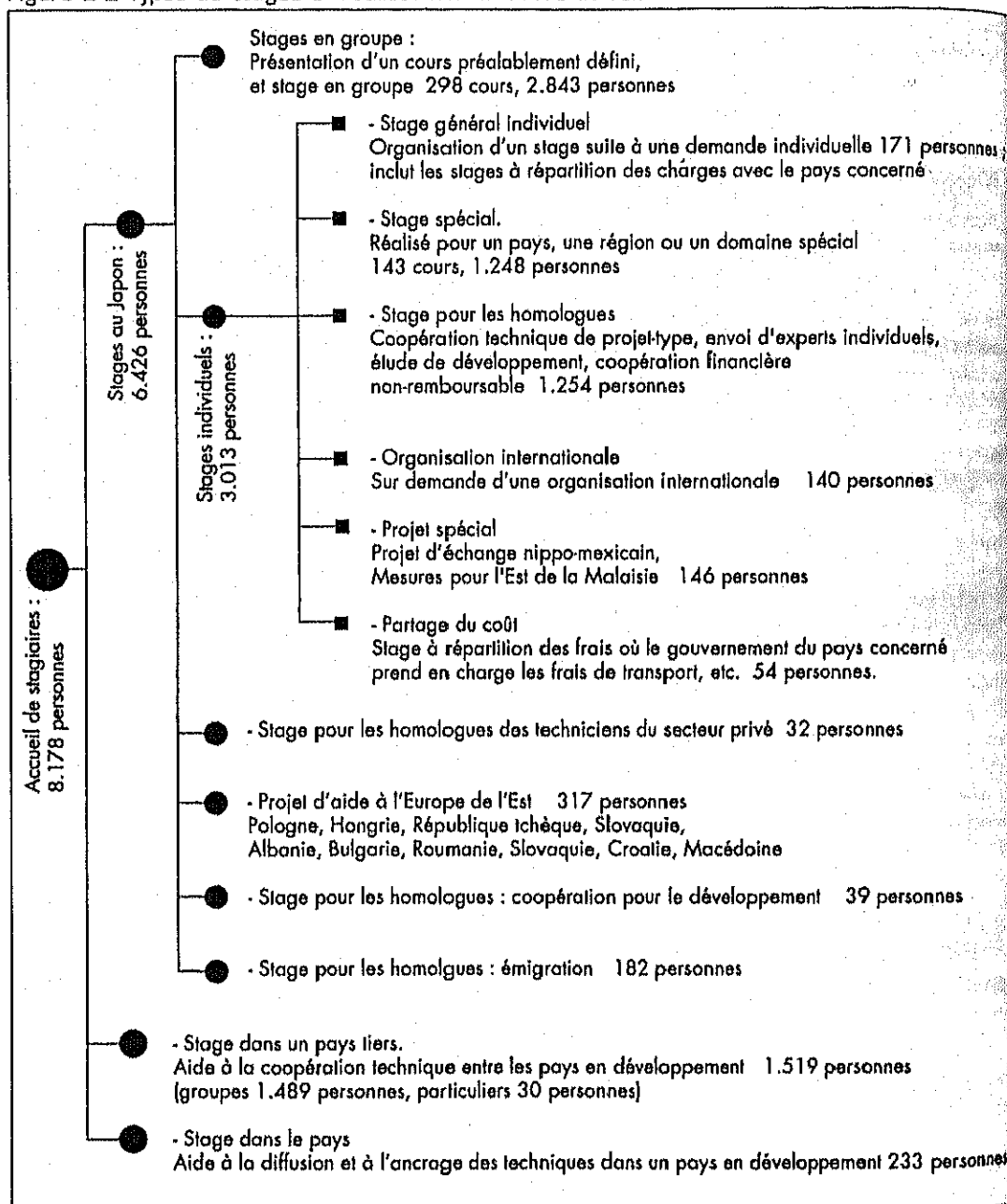
Pour améliorer cette situation, JICA a organisé en 1993 un stage dans le pays « science de l'environnement des rivières pour la lutte contre les catastrophes » au Centre de recherche de développement des ressources hydrauliques de Bandung.

La partie indonésienne a établi la plus grande partie du programme du stage, des instructeurs indonésiens ont fait des cours en indonésien pour leurs collègues pour résoudre des problèmes communs en

Indonésie, et JICA a pris en charge une partie des frais de voyage des stagiaires assignés de manière uniforme des différentes provinces du pays, et des frais d'exécution du stage.

Par ailleurs, le texte en indonésien utilisé pendant le stage a par la suite été rédigé en manuel, qui a été distribué dans tous les bureaux de gestion des rivières jusqu'aux sous-stations, et aux bureaux locaux, vraiment dans tout le pays.

Figure 2-2 Types de stages et réalisations au cours de l'exercice 94



Coopération ultérieure pour entretenir les relations

On peut penser qu'après son retour dans son pays, chaque stagiaire joue un rôle de conseiller pivot dans différents domaines des pays en développement, et devient un être précieux en tant que personne familiarisée avec les Japonais, ayant vécu au Japon.

Il est également essentiel, du point de vue de l'efficacité, de continuer à donner des directives et une assistance pour permettre à ces stagiaires de déployer efficacement les effets de leur stage technique au Japon.

De plus, l'exécution d'une étude de suivi du travail des stagiaires après leur retour est également importante pour collecter des informations en vue de l'amélioration ou de la révision des stages existants, et de la mise en place de nouveaux stages.

Des activités de coopération ultérieure sont ainsi réalisées auprès des stagiaires revenus dans leur pays, entre autres par l'intermédiaire d'une mission de suivi, de la fourniture d'informations techniques sous forme de remise de manuels, et du soutien pour la création d'une association d'anciens stagiaires.

Bases de valorisation des ressources humaines dans tout le Japon

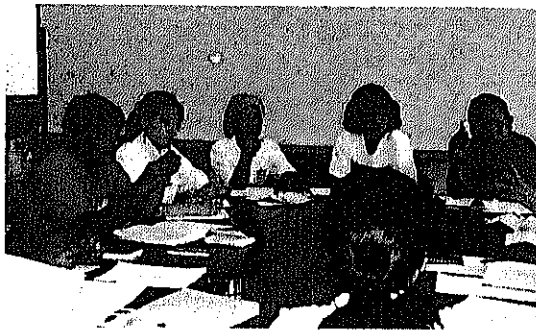
Pour l'accueil des stagiaires ci-dessus, il existe des centres internationaux de formation dans onze endroits au Japon, qui fonctionnent en tant qu'installations d'hébergement et de stage pour les stagiaires au Japon.

Au cours de l'exercice 94, le Centre international d'Osaka a été diversifié et rénové en tant que base de coopération internationale de l'Ouest du Japon.

De plus, pour promouvoir le développement régional et renforcer la collaboration avec les collectivités régionales, deux Centres internationaux du Hokkaido ont été ouverts à Sapporo et Obihiro au cours de l'exercice 95 et la création du Centre international de Hiroshima (nom provisoire) est prévue pendant l'exercice 96.

Offrir un meilleur environnement de stage

En principe, JICA réalise les stages en anglais, et si nécessaire prévoit des cours de japonais. Il y a des cours généraux de japonais avec objectif de faciliter la



Jeunes Malais parlant avec les Japonais de problèmes économiques.

vie quotidienne des stagiaires au Japon et d'approfondir leur compréhension du Japon, et des cours intensifs pour les stagiaires ayant besoin du japonais pour leur stage.

De plus, avant le stage technique, une orientation pour le séjour a lieu pendant les trois premiers jours au Japon, pour permettre de connaître le contenu du stage et donner les connaissances nécessaires à la vie au Japon.

Par ailleurs, sachant qu'il est indispensable que les stagiaires soient en bonne santé et aient une vie bien remplie pour atteindre les objectifs prévus du stage, beaucoup de programmes récréatifs leur sont proposés, centrés sur les différents centres internationaux, tels que voyages en car, théâtre, manifestations sportives, soirées amicales, séjour chez l'habitant.

Un médecin et une infirmière susceptible de donner des conseils pour la santé, faire des examens, prendre des mesures d'urgence, et si nécessaire, présenter un établissement médical adapté aux circonstances, sont attachés à chaque centre international.

Invitation de jeunes

Objectifs et réalisations

L'invitation de jeunes par JICA se fait dans le cadre de sa coopération technique avec les pays en développement; des jeunes sur les épaules desquels reposera la construction de leur pays dans l'avenir sont invités au Japon pendant un mois par spécialité, pour y étudier dans leur spécialité, et avoir des échanges avec des Japonais de leur âge pour approfondir la compréhension mutuelle, et cultiver des relations d'amitié et de confiance.

Ce projet a été établi à l'occasion de la visite dans les pays de l'ANSEA de M. Nakasone (alors Premier ministre) en mai 1983, et l'année suivante, pour la première fois, 748 jeunes de l'ANSEA ont été accueillis au Japon. Par la suite, les pays concernés et le nombre de jeunes ont graduellement augmenté, et au cours de l'exercice 94, le Japon a reçu 1.384 jeunes de 6 pays

de l'ANSEA, de pays du Pacifique, de Chine, de Corée du Sud, de 7 pays de l'Asie du Sud-Ouest, de Mongolie, et d'Afrique, soit 70 pays et un organisme international. Un nombre total de 11.921 jeunes ont ainsi été reçus en 11 ans.

Les jeunes invités de l'ANSEA sont des spécialistes en économie, éducation, développement social, agriculture, environnement, bien-être social, santé publique et médecine, informations. Pour les autres pays, il s'agit de jeunes ayant un poste de cadre (18 à 35 ans) : jeunes travailleurs, fonctionnaires, formateurs de jeunes, personnes s'occupant du développement économique.

Méthode d'invitation

L'invitation se fait par formation de groupes par secteur et par pays, ou bien mélange des différents groupes des pays par spécialité. La période de l'invitation est d'un mois, entre mai et mars, et le programme est comme indiqué ci-dessous.

D'abord, avant leur venue au Japon, on établit un programme sur place de quelques jours.

Leur programme au Japon commence par une première semaine consacrée à des cours concernant la société et l'économie japonaises. La seconde semaine comprend la visite d'installations afférentes dans Tokyo et des séminaires avec vie en commun, et la troisième semaine, la visite d'installations afférentes en province et des échanges avec de jeunes Japonais. Le week-end, les jeunes logent dans une famille. La visite de Hiroshima, Kyoto, ou d'une autre ville est prévue avant leur retour dans leur pays.

Les jeunes des pays de l'ANSEA ayant participé à ce stage ont créé des associations d'anciens. Depuis l'exercice 87, un comité de contact et d'échanges entre les associations d'anciens a été organisé par les représentants des différents pays de l'ANSEA ; au cours de l'exercice 94, il s'est réuni en Malaisie, et a étudié les possibilités de renforcement et de soutien des activités d'accueil.

Par ailleurs, une équipe de coopération ultérieure composée de jeunes Japonais et de personnes concernées est envoyée dans chaque pays pour cultiver encore plus les liens d'amitié et de confiance créés pendant leur séjour au Japon.

Au cours de l'exercice 94, une équipe a été envoyée dans les 6 pays de l'ANSEA et en Chine pour des échanges avec les jeunes antérieurement invités au Japon. Récemment, des échanges ont également lieu pour développer les relations d'amitié liées au cours de ces activités d'invitation, et cela à différents niveaux : individus, groupes, collectivités locales.

Envoi d'experts de la coopération technique

L'envoi d'experts s'effectue en relation avec la coopération technique de projet-type, ou la coopération pour le développement ou bien sur la base d'une requête individuelle d'un pays en développement ou d'un organisme international. Le second type est généralement appelé «envoi d'experts individuels». Nous allons maintenant parler de cet envoi d'experts individuels.

Un expert individuel est généralement affecté à un organisme administratif, d'étude ou d'éducation gouvernemental du pays en développement, où il forme des techniciens, des responsables administratifs du pays concerné (qu'on appelle homologues dans le sens

«personnes objets du transfert technique»). Par exemple, il fait des suggestions pour la définition d'une politique, donne des conseils pour l'éducation, la formation, les études communes, ainsi que le fonctionnement et la maintenance des machines et installations. Par ailleurs, un expert individuel envoyé sur requête d'un organisme international travaille au siège dudit organisme ou sur un projet.

Jusqu'à présent, l'envoi d'experts s'est généralement faite sur la base d'une demande de recommandation d'une personne qualifiée déposée auprès des ministères et agences concernées, des collectivités locales, d'universités, ou d'entreprises privées. Avec la

Soutien institutionnel pour la construction du pays

- Activités d'experts dans les anciens pays socialistes -

Actuellement, d'anciens pays socialistes comme les pays d'Europe de l'Est, les pays indochinois, la Mongolie, les pays d'Asie Centrale, orientés vers l'élimination de l'ancien système politique et le passage à l'économie de marché, s'efforcent de modifier leur politique financière, qui est un élément essentiel du pays, et d'ajuster leur structure administrative.

Après la seconde guerre mondiale, le Japon ayant pour objectif le rétablissement économique, s'est libéré de son écono-

mie dirigée d'avant-guerre en visant la stabilité économique macro, un redressement financier, une réforme du système fiscal et financier, des privatisations et une réforme administrative.

Comme les anciens pays socialistes peuvent beaucoup apprendre de l'expérience du Japon après la guerre pour reconstruire leur pays, ils ont déposé une requête ferme pour la coopération pour les mesures nécessaires à la réforme économique et la mise en place d'un

système, ainsi que la formation des ressources humaines.

Au cours de l'exercice 94, des experts du soutien institutionnel pour la construction du pays ont été envoyés pour la réforme et le développement économique en Mongolie, le soutien à la mise en place d'un système législatif au Viêt Nam, des mesures financières, une réforme administrative, des mesures pour la production en Pologne et le passage à l'économie de marché au Kirghizistan.



Aide au passage à l'économie de marché en Pologne

diversification de la teneur des requêtes des pays en développement depuis quelques années, JICA envoie de plus en plus d'experts, sur sélection parmi les spécialistes du développement*, les jeunes experts* et les experts enregistrés auprès de l'Institut de Coopération Internationale de JICA.

Depuis l'exercice 55, où 28 experts ont été envoyés dans 5 pays d'Asie du Sud-Est, conformément au Plan de Colombo*, jusqu'à l'exercice 94, un total de 18.870 experts ont été envoyés dans les différents pays du monde, y compris une partie des pays industrialisés. Pendant l'exercice 94, 1.949 experts, y compris ceux sur place en suivi, ont été envoyés.

Les 1.203 experts nouvellement envoyés au cours de l'exercice 94 l'ont été comme suit :

- (1) Asie : 716 (59,5%)
- (2) Moyen-Orient : 104 (8,7%)
- (3) Afrique : 88 (7,3%)
- (4) Amérique latine : 235 (19,5%)
- (5) Océanie : 16 (1,3%)
- (6) Europe : 44 (3,7%)

(principalement des anciens pays d'Europe de l'Est socialistes)

Ils ont prodigué des conseils dans des domaines allant de l'agriculture, mines et industrie, transports et circulation, infrastructures sociales, télécommunications et diffusion radio-télévisée, au développement économique, à l'administration et à la politique environnementale.

Types d'envoi d'experts individuels

Il y a grosso modo deux types d'envoi : bilatéral ou multilatéral.

Envoi bilatéral

L'expert est envoyé sur demande du gouvernement d'un pays en voie de développement ; 1.843 experts ont été envoyés de cette manière au cours de l'exercice 94 (688 en suivi et 1.155 nouveaux). Ces activités comprennent des experts envoyés sur la base de projets spéciaux suivants.

1. Coopération pour l'étude

Des chercheurs japonais et du pays concernés étudient ensemble des questions qui pourraient contribuer au développement économique et social. Dans le cadre de cette coopération démarrée au cours de l'exercice 77, 104 experts (22 en suivi, 82 nouveaux) ont été envoyés au cours de l'exercice 94 dans 16 pays pour 20 questions, en particulier en Egypte pour la sismographie, en Argentine pour la chimie de catalyseur.

2. Micro-projets (envoi d'équipes)

C'est une forme de coopération intermédiaire entre la coopération technique de «projet-type» et l'envoi d'experts individuels, qui a commencé au cours de l'exercice 89. 95 experts (44 en suivi, 51 nouveaux) ont été envoyés pour 23 questions dans 12 pays, dont les Philippines pour un projet d'augmentation de la productivité, et en Zambie pour un projet de développement de l'aquaculture, au cours de l'exercice 94.

3. Coopération pour la revitalisation

5 experts ont été envoyés aux installations aériennes du Malawi et 3 au trolleybus de Mexico, soit un total de 8 experts, dans le but de revitaliser des installations, équipements inutilisés à cause du manque de capacité technique ou de ressources financières et pour donner des directives techniques pour la maintenance et la gestion, au cours de l'exercice 94.

4. Envoi de techniciens du secteur privé

Des techniciens de sociétés privées du secteur des chantiers navals, de la sidérurgie, des machines ont été envoyés auprès d'organismes gouvernementaux concernés des pays en développement, d'entreprises nationalisées pour donner des directives techniques, et également développer les capacités professionnelles des techniciens concernés en accord avec l'internationalisation des industries du Japon. Cette coopération a commencé au cours de l'exercice 87 en commun avec l'agence de la promotion de l'emploi. 25 experts, y compris ceux sur place en suivi de l'année précédente, ont été envoyés dans 4 pays : l'Indonésie, le Viêt Nam, la Zambie et le Brésil, au cours de l'exercice 94.

5. Volontaires seniors de la coopération

Pour cette coopération lancée au cours de l'exercice 90, sur la base de requêtes d'envoi de pays en développement, des personnes de 40 à 69 ans ayant le goût du volontariat, et possédant des compétences techniques et une grande expérience sont envoyés, après recrutement et enregistrement. Au cours de l'exercice 94, 48 experts, ceux sur place en suivi de l'année précédente y compris, ont été envoyés en Malaisie, au Paraguay, aux Samoa Occidentales, en Jordanie, au Honduras et en République Dominicaine. (S'agissant d'un envoi de volontaires, ce chiffre n'est pas inclus dans le chiffre des experts individuels.)

Envoi multilatéral

C'est un envoi d'experts sur la base d'une requête d'un organisme international comme la Commission Economique et Sociale pour l'Asie et la Pacifique (CESAP) de l'ONU, ou le Centre de Développement de la Pêche de l'Asie du Sud-Est (CEDPASE). Au cours de l'exercice 94, 106 experts (58 en suivi, 48

*Spécialiste du développement : Expert engagé dans la coopération internationale dépendant de JICA, différent des spécialistes recommandés par les entreprises et les ministères et agences.

*Jeunes experts : Il s'agit de jeunes ressources humaines qui ont l'expérience du travail à l'étranger, par exemple d'anciens volontaires JICA, engagés dans la coopération internationale après avoir effectué un stage pré-typique.

*Plan de Colombo : Organisme de collaboration fondé par affilitation par 26 pays en 1950 dont l'objectif est l'accélération du développement économique et social et l'amélioration du niveau de vie dans la région d'Asie du Sud et du Sud-Est.

nouveaux) ont été envoyés à 27 organismes internationaux.

Envoi de missions d'étude

Ce genre d'étude est effectué pour assurer le déroulement efficace de l'envoi d'experts individuels indiqué ci-dessus.

Etude préliminaire

Avant l'envoi d'un expert, une étude est effectuée entre autres sur l'arrière-plan de la requête, le projet de

transfert technologique, la teneur des directives à donner et la situation sur place. Au cours de l'exercice 94, 18 équipes ont été envoyées dans ce but.

Etude et directives

16 équipes ont été envoyées au cours de l'exercice 94 pour étudier et donner des directives sur les problèmes auxquels un expert envoyé peut être confronté dans son travail et dans sa vie sur place.

Volontaires seniors de la coopération

Volontaires de 40 à 69 ans

Actuellement, au Japon, la population entre 40 et 70 ans augmente. C'est une époque où l'on exige du Japon une coopération de type participatif des Japonais sous forme de «coopération à visage humain», «coopération main dans la main» ou «coopération au niveau local», comme celle déjà définie dans la Charte de l'APD.

Vu cette situation, le nombre des personnes entre 40 et 70 ans «qui souhaitent utiliser dans des pays en développement leur expérience et savoir-faire en tant que volontaire» augmente au fil des années.

Les volontaires seniors sont des personnes de 40 à 69 ans qui sont, si l'on peut dire, la version «senior» des JOCV.

1.224 personnes ont été

enregistrées (au 1er avril 1995), et des experts expérimentés de la coopération ont été envoyés dans 10 pays.

JICA souhaite développer ces opérations s'appuyant sur le volontariat à base gouvernementale et fait des efforts pour que beaucoup de gens puissent participer à ces activités de volontariat en toute sécurité.



Volontaire senior travaillant dans le domaine des travaux ménagers - Samoa Occidentales

Fourniture d'équipements pour la coopération technique

Les activités de fourniture d'équipements pour la coopération technique ont pour objectif de procurer :

① les équipements nécessaires pour réaliser les activités de coopération technique des experts individuels ou des volontaires JOCV dans le pays où ils sont envoyés.

② les équipements nécessaires aux stagiaires de divers pays venus au Japon, qui après leur retour dans leur pays, en ont besoin pour diffuser les techniques apprises.

Par ailleurs, les textes techniques (anglais), matériel audiovisuel (anglais, français, espagnol, arabe) nécessaires à ces coopérations techniques sont également fournis. Ainsi, cette combinaison synthétique d'hommes, de matériel (équipements) et d'informations (textes, matériel vidéo) a pour objectif de renforcer encore les effets de la coopération technique ; pour la différencier de la coopération financière non-reimboursable et de la coopération technique de projet-type, cette coopération est également appelée fourniture indépendante d'équipements.

Ces activités ont commencé au cours de l'exercice 64, quand l'OCTA (Agence de la Coopération Technique Outre-mer), prédécesseur de JICA, a débloqué un budget de 50 millions de yens à cet effet. La demande pour cette coopération est forte depuis son lancement : lors du premier exercice, 40 demandes portant sur un total d'environ 150 millions de yens ont été déposées, ce qui dépassait largement le budget prévu. Par la suite, quand les objectifs de cette activité ont été largement connus, de pair avec d'autres activités telles que l'envoi d'experts, le montant de la fourniture a rapidement augmenté. Par ailleurs, la qualité des activités a aussi été considérablement améliorée. A

Expert et homologue analysant des minerais avec le dispositif d'analyse à rayons X fourni à la Direction des ressources minières, Ministère du Commerce et de l'Industrie du Panama



partir de l'exercice 70, on a commencé la fourniture de pièces et l'envoi d'équipes d'étude des réparations à titre de suivi, et à partir de l'exercice 74, l'envoi d'équipes pour diriger l'installation.

Voici les fournitures d'équipements réalisées au cours de l'exercice 94.

Fourniture d'équipements

1. Fourniture indépendante ordinaire d'équipements

Fourniture d'équipements pour un montant de 10 à 100 millions de yens par demande : 29 pays, 45 cas, 1,453 milliard de yens.

2. Fourniture indépendante d'équipements à échelle réduite

Fourniture d'équipements pour un montant de moins de 10 millions de yens : 21 pays, 25 cas, 154 millions de yens.

3. Fourniture de pièces pour la réparation

Fourniture des pièces nécessaires à la réparation des équipements fournis : 10 pays, 11 cas, 16 millions de yens.

Envoi de missions d'étude liées à la fourniture d'équipements

1. Envoi de missions pour diriger l'installation d'équipements (24 cas, 41 personnes)

2. Envoi de missions d'étude de réparation (3 cas, 4 personnes)

Etude du projet d'exécution

Etude concernant entre autres les objectifs d'utilisation des équipements de la requête, les spécifications détaillées, les pièces accessoires et pièces consommables : 17 pays, 12 cas, 25 personnes.

Fourniture de textes

Fourniture des textes et du matériel audio-visuel en langue étrangère nécessaires à la coopération technique, textes : 49 pays, 1.065 volumes, matériel audio-visuel : 23 pays, 40,48 millions de yens.

Volontaires JOCV

Aperçu des volontaires JOCV

Les projets concernant les volontaires JOCV (Volontaires japonais pour la coopération à l'étranger) encouragent et promeuvent les activités à l'étranger des jeunes qui souhaitent coopérer au développement économique et social des pays en développement, sur la base d'une requête de ces derniers.

En principe, les volontaires JOCV séjournent 2 ans dans un pays en développement, où ils réalisent des activités de coopération en travaillant et vivant avec les gens du pays d'accueil. Les secteurs de coopération sont très variés : l'agriculture et la pêche, les travaux publics et la construction, ainsi que l'électricité, l'électronique, l'enseignement des matières scientifiques, la santé publique et médecine, le japonais, la technique systémique, l'ethnologie, le sport et ainsi de suite.

Ces projets ont été créés en 1965 ; au cours de cet exercice, les 26 premiers volontaires ont été envoyés dans 4 pays, dont le Laos. On a fêté cette année le 30ème anniversaire de la création des JOCV.

Au cours de l'exercice 94, 1.130 personnes ont été envoyées dans 53 pays, et au 31 mars 1995, le nombre de volontaires envoyés était de 2.190 (chiffre incluant les volontaires en suivi et les nouveaux volontaires ordinaires), ce qui porte le nombre total de volontaires envoyés jusqu'ici à 14.614.

Ce chiffre comprend des volontaires ordinaires, des membres seniors, des volontaires envoyés d'urgence pour une période courte, des membres coordinateurs (coordinateurs en congé non compris).

Au cours de l'exercice 94, de nouveaux accords d'envoi ont été conclus avec Sainte-Lucie, le Viêt Nam, l'Egypte, accords qui existent maintenant avec 64 pays.

Les volontaires comprennent des membres ordinaires et des membres seniors; ces derniers ayant réussi à l'examen ad hoc après leur retour au Japon, seront à nouveau envoyés. De plus, sur la demande des Nations Unies, des volontaires Nations Unies ont également été envoyés.

Le Secrétariat de JOCV (à Hiroo, Shibuya-ku, Tokyo) réalise les opérations suivantes pour la promotion de ces projets.

Du recrutement à l'envoi

Recrutement et sélection des jeunes

Le recrutement de volontaires JOCV se fait deux fois par an, au printemps et à l'automne, avec la coopération de toutes les préfectures, municipalités et d'organismes privés du Japon. Pour le recrutement de printemps de l'exercice 94, des réunions d'explication ont eu lieu à 235 emplacements dans tout le Japon, avec 15.411 participants et 6.301 candidats. A l'automne, 11.234 participants dont 5.531 candidats sont venus aux réunions d'explication tenues à 237 endroits.

La sélection se fait par examen écrit (1ère sélection), entrevue et examen médical (2nde sélection). L'examen comprend un test d'aptitude, des examens d'anglais et de spécialité.

649 candidats ont été retenus au printemps, 548 à l'automne, soit un total de 1.197 pour l'exercice 94.

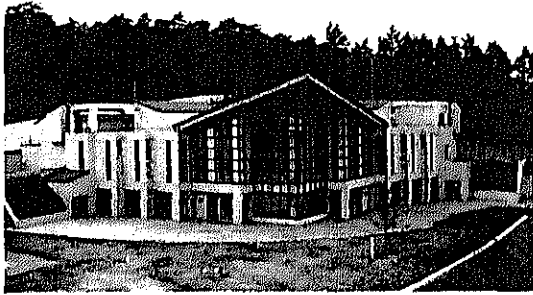


Volontaire JOCV au travail avec son homologue dans un village, Zambie

Formation avant le départ

Les candidats sélectionnés sont soumis à un stage de formation de 77 jours en tant que candidats volontaires. La formation porte sur :

- ① les informations sur la situation internationale, la compréhension des cultures différentes
- ② la conscience de son état physique et les notions de santé et d'hygiène pour rester en bonne condition physique
- ③ les connaissances et techniques nécessaires à la vie dans un pays en développement, la préparation en tant que volontaire, la sécurité routière, entre autres.
- ④ Langues



Centre de formation à Nihonmatsu, achevé en décembre 1994

Pour les langues, il y a des cours de 18 langues, dont l'anglais, le français, l'espagnol et des langues locales, telles que le swahili, le népalais.

La formation se fait à trois emplacements : à Hiroo, Shibuya-ku, Tokyo; Komagane, dans la préfecture de Nagano ; Nihonmatsu, dans la préfecture de Fukushima, et cela 3 fois par an.

Stage technique complémentaire

1. Stage technique complémentaire court

Concerne les personnes pour lesquelles ce stage a été jugé nécessaire parmi les candidats retenus à la seconde sélection, les volontaires seniors, les volontaires revenus temporairement au Japon pour demander une prolongation, pour répondre à la requête du pays concerné.

2. Stage technique long

Prévu pour les personnes jugées avoir atteint le niveau de qualification, par l'intermédiaire des stages techniques. Au cours de l'exercice 94, 405 personnes ont participé à ces stages (dont 14 au stage long).

Système de soutien aux volontaires

Indemnisation en cas de sinistre

Un système d'indemnisation concernant les frais nécessaires en cas de décès, les soins et le déplacement en cas d'accident tel que mort, maladie ou blessure, a été mis en place pour la période allant de la formation avant l'envoi jusqu'au retour au Japon après les activités sur place.

Orientation des volontaires après leur retour au Japon

Beaucoup de volontaires sont des gens qui participent après avoir quitté leur emploi, ou bien des jeunes qui viennent à peine de finir leurs études ; des orienteurs ont été placés au Secrétariat de JOCV, et dans les branches de JICA au Japon, pour aider les volontaires

à choisir leur voie après la coopération, et rechercher des débouchés possibles.

Au cours de l'exercice 94, parmi les 899 volontaires revenus au Japon, 226 ont repris leur ancien travail, 324 ont trouvé un travail, le reste exerce une profession libérale, ou poursuit des études, etc.; ainsi un total de 798 débouchés ont été trouvés en moins d'un an.

Activités connexes

Outre les activités directement liées à l'envoi de volontaires indiquées ci-dessus, beaucoup d'activités sont assurées pour leur promotion.

Relations publiques et sensibilisation

Les activités suivantes sont réalisées entre autres pour la présentation des activités au grand public, pour augmenter le nombre de candidats et pour échanger des informations avec les personnes concernées :

- (1) Publication du mensuel «Crossroad»
- (2) Publication du bimensuel «JOCV News»
- (3) Publication du trimestriel «JOCV Quarterly», revue d'information pour l'étranger
- (4) Fourniture d'informations à divers médias

Promotion d'un système participatif

Comme la garantie du statut, par exemple la prise de congés temporaires sans solde, n'est pas reconnue par l'entreprise, beaucoup de personnes refusent de participer aux activités de volontaires JOCV, ou le font après avoir quitté leur emploi. Aussi, JICA fait activement appel aux groupes économiques, aux groupes de travailleurs, aux entreprises privées, aux collectivités locales, pour permettre la participation de leur employés à des activités de volontaires dans leur profession.

Elle prévoit également la mise en place d'un système pour combler une part des frais de personnel et frais indirects pendant la période d'envoi, et réduire la charge de l'entreprise d'origine.

Ces activités et ce système ont permis l'augmentation du nombre de sociétés et groupes montrant de la compréhension pour la participation dans sa profession. Au cours de l'exercice 94, 218 personnes ont ainsi participé dans leur profession, dont 3 fonctionnaires gouvernementaux, 89 fonctionnaires régionaux, 2 employés d'organismes connexes au gouvernement et 124 employés de sociétés privées.

Collaboration avec des groupes connexes

1. «Association pour la formation des coopérants», (Président : Mme Nakane Chie, professeur honoraire

de l'Université de Tokyo)

Elle soutient les groupes de coopération, et assure entre autres des activités de relations publiques, de recherche d'un travail après le retour au Japon et d'échanges d'informations. JICA coopère à ces activités de l'Association, elle lui fournit des documents, et envoie des conférenciers aux organisations de jeunes de différentes régions, comme le Conseil d'éducation et d'étude international des lycées.

2. «Société pour la coopération à l'étranger des jeunes» (Président : M. Kaizuka Mitsumune)

Elle a été créée en 1983 pour le soutien et la promotion des activités des anciens des JOCV. Elle s'occupe de diverses opérations avec l'expérience et la collaboration des anciens des JOCV, pour stimuler la participation des volontaires et les activités liées à l'aide humanitaire de volontaires, au recrutement et à la sélection de volontaires.

3. Collaboration avec les différentes préfectures

La collaboration des collectivités locales provinciales est très importante pour la promotion des activités de coopération. La compréhension des activités et la collaboration sont promues entre autres par des réunions périodiques avec les cadres principaux et responsables des préfectures, par des visites sur les lieux de coopération des responsables.

4. Collaboration avec d'autres organisations

Des réunions sont organisées périodiquement avec des groupes économiques, des groupes de travailleurs et autres, qui assurent une coopération importante. Les échanges de vues portent sur le système participatif, la manière pour les sociétés et les groupes d'accepter le volontariat et d'autres questions.

5. Recommandation de stagiaires

Les préfectures recommandent un homologue (technicien sur lequel le coopérant fera un transfert de technologie direct) pour les coopérants en tant que stagiaire technique à accueillir. Au cours de l'exercice 94, 140 personnes de 34 pays ont achevé des cours de 10 mois dans 38 collectivités locales.

30^{ème} anniversaire des JOCV

Les activités des volontaires JOCV créées en 1965 fêtent leurs trente ans en 1995, et à cette occasion, différentes manifestations commémoratives auront lieu au Japon et dans les pays bénéficiaires de ces activités.

Pour le Secrétariat de JOCV, ce 30ème anniversaire n'est pas simplement un point de passage, mais l'occasion d'une inspection complète de toutes les activités effectuées, et d'un engagement dans la consolidation du système d'exécution.

Coopération financière non-remboursable

Aperçu de la coopération financière non-remboursable dont s'occupe JICA

La coopération financière non-remboursable du Japon consiste à fournir des fonds aux pays en développement sans obligation de remboursement ; il y a neuf types de coopération de ce genre :

- ① Coopération financière non-remboursable pour les projets généraux
- ② Coopération financière non-remboursable d'aide pour la dette
- ③ Coopération financière non-remboursable de soutien à l'ajustement structurel économique
- ④ Coopération financière non-remboursable au niveau local
- ⑤ Coopération financière non-remboursable pour la pêche
- ⑥ Coopération financière non-remboursable culturelle
- ⑦ Coopération pour le secours aux sinistrés

Borne fontaine construite dans le cadre de la coopération financière non remboursable. Contribue bien entendu à la fourniture stable d'eau potable et d'eau pour les besoins quotidiens, mais aussi à l'élimination des maladies épidémiques et à l'allègement du travail pour les femmes et les enfants. - Sénégal



⑧ Aide alimentaire

⑨ Aide pour l'augmentation de la production alimentaire

JICA s'occupe de trois types de coopération : la coopération financière non-remboursable pour les projets généraux, la coopération financière non-remboursable pour la pêche et l'aide pour l'augmentation de la production alimentaire. Elle est chargée des études préliminaires, de la promotion de l'exécution et du suivi de ces coopérations.

Coopération financière non-remboursable pour les projets généraux

Elle représente plus de la moitié du budget de l'ensemble de la coopération financière non-remboursable. Les domaines concernés sont : la santé publique et la médecine, l'amélioration de l'environnement, l'amélioration des conditions de vie des habitants, l'éducation et la recherche, le développement rural, les transports et télécommunications. Elle est en principe centrée sur des projets à faible rentabilité financière, mais qui améliorent directement le niveau de vie des habitants ou l'environnement, ou bien des projets de valorisation des ressources humaines.

Coopération financière non-remboursable pour la pêche

Elle a pour but de contribuer au développement de la pêche dans le pays concerné. Concrètement, cette coopération comprend principalement la coopération pour l'acquisition de moyens de production (navires, engins de pêche, filets, etc.) afin d'augmenter la production halieutique, l'aménagement des infrastructures dans le secteur de la pêche (aménagement portuaires, transformation et commercialisation, aménagement du marché, etc.).

Aide pour l'augmentation de la production alimentaire

C'est une aide sous forme de fourniture de fonds pour l'acquisition de biens agricoles (machines agricoles, engrais, insecticides, etc.) nécessaires pour atteindre l'autosuffisance alimentaire dans le pays concerné.

Déroulement des opérations

Le déroulement des opérations de coopération de JICA est grosso modo comme suit. Les fonds fournis proviennent du budget du Ministère des Affaires Etrangères.

Etudes préalables

Les études préalables peuvent être de différents types : étude préliminaire, étude du plan de base, étude d'un projet de fourniture d'équipement simple, mais sont toutes réalisées sur ordre du Ministère des Affaires Etrangères.

1. Etude du plan de base

C'est l'étude principale dans ces études préalables. Elle vise l'établissement d'un projet de base pour le contenu de la coopération, incluant le plan de base des installations et équipements, et le calcul approximatif du coût. Un rapport indiquant les effets du contenu de la coopération sur les conditions économiques et sociales du pays concerné, la capacité de prise en charge du pays, le système de gestion prévu après achèvement du projet, les considérations concernant l'environnement est compilé, et présenté au Ministère des Affaires Etrangères du Japon et au gouvernement du pays concerné.

Au cours de l'exercice 94, JICA a réalisé 90 études du plan de base.

2. Etude préliminaire

L'étude préliminaire est réalisée avant l'étude du plan de base (étude intégrale) si la requête du pays concerné présente de nombreuses imprécisions, en cas de manque d'informations nécessaires pour l'exécution de l'étude du plan de base.

Pendant l'exercice 94, JICA a réalisé 25 études préliminaires.

3. Etude pour projet d'équipement simple

Il s'agit d'une étude pour des projets concernant des équipements dont l'arrière-plan de la requête, le projet d'activités peuvent être clairement saisis, mais pour lesquels le plan détaillé de l'installation n'est pas établi. Cette étude peut être réalisée uniquement par le biais d'activités de calcul au Japon, ou bien par une étude sur place (étude de confirmation sur place).

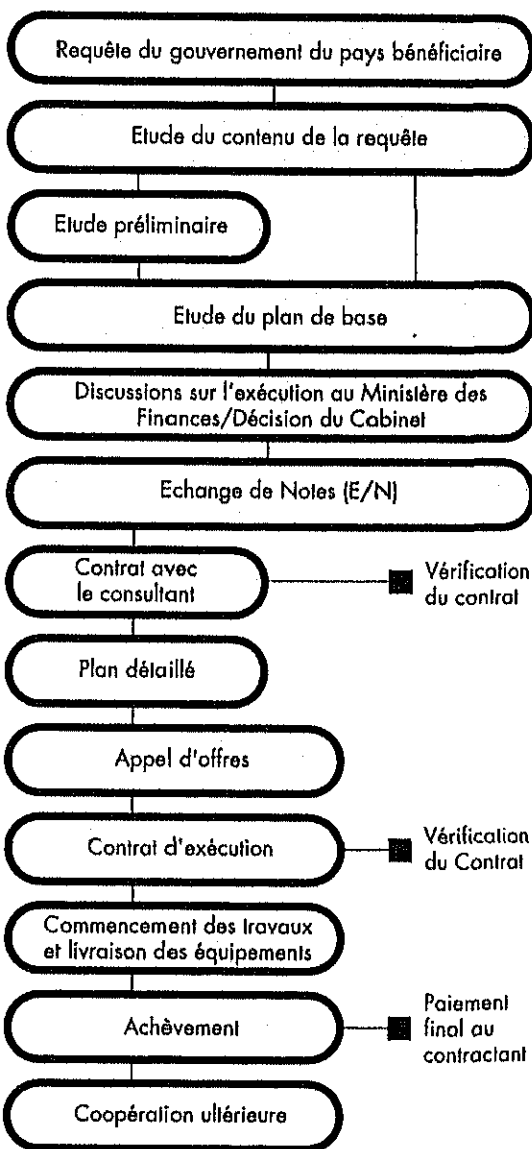
Pendant l'exercice 94, JICA a réalisé 63 études pour projet d'équipement simple, et une étude de confirmation sur place a été effectuée pour 22 d'entre elles.

Par ailleurs, JICA assure également toutes les études nécessaires à l'aide pour l'augmentation de la production alimentaire pour tous les pays concernés, et a fait 43 études dans ce cadre pendant l'exercice 94 (dont 12 avec étude sur place).

Activités de promotion de l'exécution

Après achèvement des études préalables, si l'exécution du projet est décidée par le Cabinet des ministres, un Echange de Notes (E/N)* est conclu entre le Japon et le pays concerné. Après cet Echange de Notes, en cas de nécessité, avec l'aide d'un consultant japonais qui a participé entre autres à l'étude du plan de base, une soumission est organisée vis-à-vis de sociétés japonaises (sociétés d'exécution, sociétés commerciales, etc.) sur la base des documents d'appel d'offres établis par le pays concerné, et un contrat est conclu entre l'adjudicataire et le pays concerné. Une fois ce contrat conclu, la construction des installations, la fourniture des équipements et autres activités com-

Figure 2-3 Mécanisme de la coopération financière non-remboursable (générale)



*Echange de Notes (E/N) : texte d'accord conclu entre les deux gouvernements concernés ou un gouvernement et un organisme international.
 *Consultant : Société assurant des services de consultation et de recommandation pour l'exécution d'un projet.

mencent concrètement, et JICA réalise des activités de promotion de l'exécution pour que les opérations allant de la signature du contrat à la construction des installations et la fourniture des équipements se déroulent bien et de manière équitable, et que le projet s'achève dans les délais impartis.

Concrètement, les activités de promotion de l'exécution comprennent :

(1) Etudes, entremise, contacts (arrangements bancaires* y compris), si nécessaires, lors de la conclusion du contrat entre le gouvernement du pays concerné et l'entreprise japonaise

(2) Examen préliminaire du contrat avant la vérification du contrat par le Ministère des Affaires Etrangères

(3) Discussions et réunions avec le pays concerné et les entreprises japonaises concernées pour le déroulement équitable du projet sur la base du contrat défini par l'Echange de Notes.

Pendant l'exercice 94, JICA a réalisé 54 études de promotion de l'exécution.

Par ailleurs, il est également nécessaire de renforcer la compréhension du système de la coopération financière non remboursable du Japon dans le pays concerné pour permettre une réalisation sans problèmes et équitable. A cet effet, un spécialiste à long terme pour la coopération financière non-remboursable peut être envoyé dans un pays peu familiarisé avec ce système, pour promouvoir l'exécution d'un projet en cours, en particulier expliquer le système de la coopération financière non-remboursable du Japon, les formalités de fourniture.

Durant l'exercice 94, JICA a envoyé 6 enquêteurs dans 4 régions.

De plus, depuis l'exercice 91, JICA organise des réunions des exécutants de la coopération financière non-remboursable avec ses bureaux à l'étranger chargés de la coopération financière non-remboursable.

Durant l'exercice 94, elle en a organisé dans 3 régions (Asie, Moyen-Orient/ Afrique/Asie Centrale et Amérique latine).

Coopération ultérieure

Les installations et équipements fournis dans le cadre de la coopération financière non-remboursable sont maintenus par le gouvernement du pays concerné. Mais il arrive qu'un pays ne dispose pas du budget nécessaire à la maintenance, ou bien qu'une catastrophe naturelle imprévue endommage les installations fournies. Dans ce cas, JICA réalise une étude de coopération ultérieure pour étudier l'état des installations et équipements fournis. Si nécessaire, elle peut envoyer des brigades de réparation ou des experts de la réactivation* pour donner des directives pour la gestion. Des travaux d'urgence sont réalisés au cas où des

installations ont été endommagées par une catastrophe naturelle, et que le gouvernement du pays concerné a des difficultés pour affecter le budget nécessaire aux travaux.

Durant l'exercice 94, 44 études de coopération ultérieure, et 5 travaux d'urgence ont été réalisés.

Une étude des conditions d'exécution des projets de coopération achevés est également réalisée, ainsi qu'une évaluation et une étude de confirmation des conditions d'utilisation des équipements fournis après achèvement du projet, afin de répercuter les résultats lors de la réalisation de nouveaux projets.

Exécution efficace des projets

Transparence des projets, confirmation de l'impartialité, divulgation des informations

Les projets de coopération financière non-remboursable visent à assurer la transparence et l'impartialité. A cet effet, JICA a établi les principes directeurs de la fourniture, et a recours à un système d'appel d'offres en compétition libre pour l'exécution des projets. Depuis l'exercice 94, pour renforcer la transparence, JICA rend public les résultats des soumissions (nom du projet, nom des soumissionnaires, nom de l'adjudicataire et montant de l'adjudication), en plus de l'annonce publique du nom du consultant et des contractants.

Elargissement et renforcement des capacités d'examen

Pour améliorer les effets de la coopération financière non-remboursable, il est devenu nécessaire de renforcer et étendre les capacités d'examen avant la sélection des projets concernant les requêtes, et d'adopter le projet le mieux adapté (projet laissant espérer des meilleurs résultats de la coopération). JICA étudie d'une manière globale les aspects techniques et les possibilités liées à la coopération technique à l'étape de l'étude complémentaire de la requête, et coopère avec le Ministère des Affaires Etrangères pour la sélection des projets.

Pour rendre l'étude préliminaire encore plus efficace, elle a réalisé diverses améliorations, telles que la rédaction de principes directeurs, de manuels, et l'étude de la tendance des prix pour la fourniture depuis des pays tiers (achat d'équipements d'un pays autre que le pays concerné et le Japon), et consolide ses examens pour la conception et l'estimation du coût.

Une aide efficace

La coopération financière non-remboursable et la coopération technique sont mises en relation en s'appuyant sur une approche pays par pays, et le plan de base est établi sur la base du retour d'informations des effets estimés.

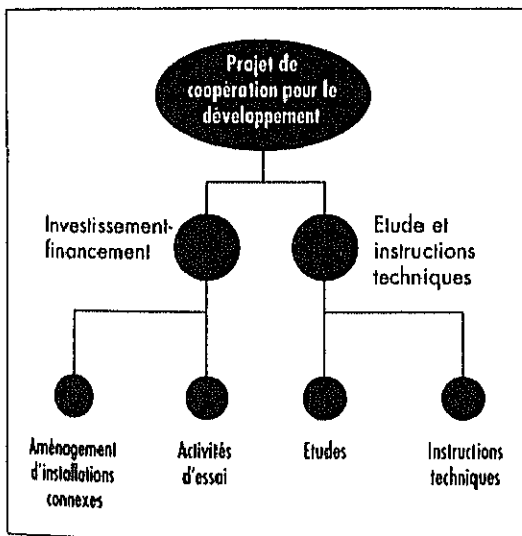
Coopération pour le développement

Si les entreprises privées japonaises ont des difficultés pour obtenir un financement de la part de la Banque d'Exportation-Importation du Japon ou du Fonds de Coopération Economique d'Outre-mer pour des projets de développement dans les domaines du développement social, de l'agriculture et de la foresterie, ou de l'exploitation minière et de l'industrie dans les pays en développement, à cause du risque, du rendement insuffisant ou de problèmes techniques, les projets de coopération pour le développement de JICA offrent un financement dans des conditions plus favorables, assure, si nécessaire, la direction technique et facilite l'exécution des projets.

La particularité de ces projets est que les activités ainsi réalisées par des entreprises privées du Japon permettent au Gouvernement et aux entreprises privées de collaborer pour contribuer au développement économique et social des pays en développement.

La Figure 2-4 indique les activités de coopération pour le développement.

Figure 2-4 Contenu des projets de coopération pour le développement



Investissement - financement

Les investissements-financements sont des financements de longue durée à faible intérêt concernant :

- ① les entreprises japonaises exerçant des activités de développement dans les pays en développement

- ② les entreprises japonaises fournissant des fonds à des entreprises locales s'occupant du développement.

JICA s'efforce de faire connaître les activités d'investissement-financement, et organise des réunions d'explication afin de saisir les besoins des entreprises.

Les entreprises objets du financement sont comme suit.

Aménagement des installations connexes

Les projets de développement (présents projets) font l'objet de prêts, de garanties de dettes ou de financements de la part de la Banque d'Exportation-Importation du Japon, du Fonds de Coopération Economique d'Outre-mer, de la Corporation Nationale du Pétrole du Japon, de l'Agence d'Exploitation des Mines de Métal du Japon, de la Banque Centrale pour l'Agriculture et la Foresterie, de la Banque Centrale pour les Associations Commerciales et Industrielles, ou de JICA, mais en cas de difficultés pour bénéficier de ces mesures financières de la Banque d'Exportation-Importation du Japon ou du Fonds de Coopération Economique d'Outre-mer pour l'aménagement d'installations connexes, JICA y pourvoit.

Le prêt de fonds alors assuré si l'aménagement des installations concernées est jugé pouvoir servir au développement de la zone avoisinante ou au bien-être de la population des environs, est un investissement-financement vis-à-vis de cette entreprise. Les installations concernées sont :

- ① des installations publiques permettant l'amélioration des conditions de vie et du bien-être des habitants, telles qu'écoles, hôpitaux, salles de réunion publiques, églises, temples, mairie, poste, immeuble de sapeurs-pompiers, etc.

- ② des installations nécessaires aux activités, qui contribuent également à la commodité des habitants, telles que routes, installations portuaires, adductions d'eau et égout, salles de réunion, centre de formation professionnelle, installations électriques, etc.

Activités d'essai

Ce sont des investissements-financements pour des activités d'essai parmi les activités de développement, reconnues difficiles à exécuter si elles ne sont pas réalisées en bloc avec un développement-amélioration des techniques, et qui peuvent difficilement faire l'objet de prêts de fonds, d'une garantie des obligations et/ou d'un financement de la Banque d'Exportation-Importation du Japon et/ou du Fonds de Coopération Economique d'Outre-mer.

Par exemple, l'agriculture, l'élevage, la plantation d'arbres, la transformation de bois non utilisé, l'extraction, la sélection et le raffinage du charbon, du phosphore, du sel gemme, la construction de logements à prix réduit, l'aménagement de terrains, etc. (sauf ceux concernant le pétrole, le gaz naturel et les mines de minerais métallifères).

Au cours de l'exercice 94, 11 prêts pour des activités d'essai, et des investissements d'un montant d'environ 780 millions de yens ont été offerts.

Etude et directives techniques

Dans le système de financement de JICA, divers services techniques sont assurés sur la base de la requête des entreprises pour assurer le bon déroulement de leurs activités à l'étranger et des effets bénéfiques pour les habitants des pays en développement. L'existence de ce service technique est une des grandes caractéristiques du système de financement de JICA.

Ce service technique se divise en trois types : «études diverses» centrées sur les reconnaissances sur le terrain et la collecte de documents, «envoi d'experts» après le prêt et «accueil de stagiaires».

Etudes

1. Etude de base pour le développement

Comme la compréhension de la situation sur place et la collecte de documents sont assurées à la place de l'entreprise d'exécution, les possibilités d'activités sont étudiées, la structure de base des activités et le plan d'exécution sont établis gratuitement. Leur contenu peut se diviser comme suit.

(1)

- Collecte de documents de base tels que conditions naturelles, situation économique, environnement d'investissement, aménagement des installations connexes.

- Etude des possibilités du projet
- Etablissement du plan de base
- Sélection des terrains et d'installations connexes adaptés

[Etudes correspondantes]

Aménagement des installations connexes...

Etude préliminaire

Activités d'essai ...

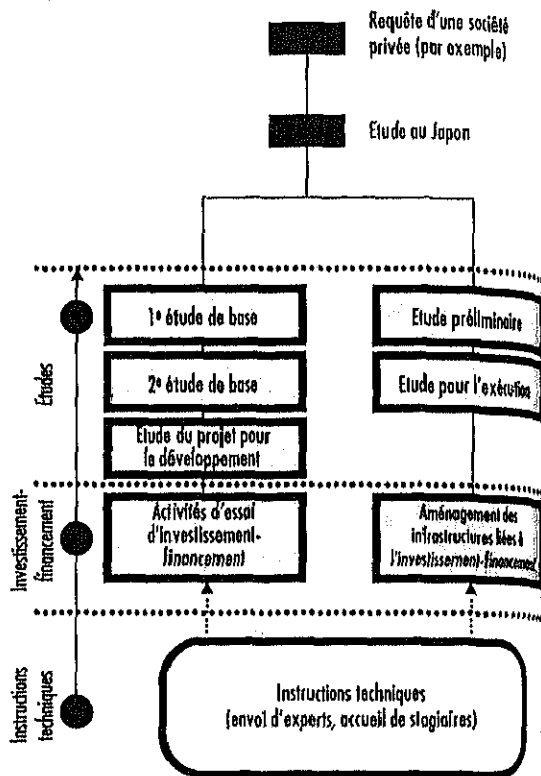
Première étude de base

Seconde étude de base

(2)

- Collecte de documents détaillés
- Etablissement du projet d'exécution

Figure 2-5 Mécanisme des projets de coopération pour le



- Etude liée à l'aménagement d'installations connexes
- Etude préliminaire... Etude des possibilités du projet, sélection générale des installations concernées
- Etude pour l'exécution... Définition du plan de base des installations concernées
- Etude concernant les activités d'essai
- 1° étude de base... Etude des possibilités du projet, sélection générale des terrains concernés
- 2° étude de base... Sélection des terrains adaptés, définition de la structure de base du développement
- Etude du projet pour le développement... Définition du projet d'exécution (Mesures, établissement des plans)

- Plan de base des installations connexes

[Etudes correspondantes]

Aménagement des installations connexes ... Etude pour l'exécution

Activités d'essai... Etude du projet de développement

2. Etude de vérification sur place

Dans le domaine de l'agriculture et de la forêt, une mission d'étude est envoyée un temps relativement long pour étudier les possibilités du projet pour les activités considérées avoir un caractère de développement local et exiger beaucoup de temps jusqu'à leur réalisation, faute de documents afférents.

3. Etude d'évaluation des effets du développement régional.

Un certain temps après le commencement des activités, on étudie dans quelle mesure celles-ci contribuent au développement de la zone environnante, et la manière dont le développement du pays est stimulé.

4. Etude d'examen des investissements-financements.

Les études suivantes sont réalisées.

- (1) Avant le financement, on étudie la pertinence du projet, son adaptation comme objet du financement et mesure les effets de la coopération.
- (2) Après le financement, on fait une étude pour saisir les conditions d'exécution, et l'orientation du traitement des problèmes apparus après l'exécution.
- (3) Pour les projets où le financement se fait sur une période longue, on effectue une étude de contenu similaire à (1)(2) pendant la période de financement.
- (4) A l'étranger, on organise des réunions pour expliquer le système de financement, avec la collaboration de la Chambre de commerce et d'industrie japonaise locale par exemple, on répond aux demandes de consultations particulières concernant le financement, saisit les besoins d'investissements-financements, recherche et développe des projets susceptibles de faire l'objet d'un financement.

Envoi d'experts

Si la société qui travaille sur place ne peut pas résoudre à elle seule les différents problèmes apparus dans la progression du projet, sur sa requête, JICA enverra un expert du développement compétent dans ce domaine qui donnera les directives techniques nécessaires en réponse à cette requête.

Accueil de stagiaires

Pour la promotion du projet, en réponse à la requête de la société, JICA acceptera des stagiaires locaux au Japon pour améliorer leur niveau technique.

L'envoi d'experts et l'accueil de stagiaires s'appliquent également aux projets autres que ceux de prêt de JICA. Mais selon leur contenu, la prise en charge des frais ainsi encourus pourra être exigée du demandeur.

Au cours de l'exercice 94, 23 missions, 60 experts (nouveaux, suivis) ont été envoyés et 39 stagiaires ont été acceptés.

Coopération pour le secours aux sinistrés

La coopération pour le secours aux sinistrés est prévue en cas de désastre de grande envergure à l'étranger centré sur un pays en développement, où conformément à la requête du pays concerné, ou d'un organisme international, des activités de secours d'urgence sont assurées par l'envoi d'équipes JDR (Equipes japonaises de secours aux victimes de désastres) et la fourniture d'équipements et de marchandises.

Ces activités de secours d'urgence ont commencé à la fin des années 1970 par l'envoi d'une équipe de médecins pour aider les réfugiés cambodgiens. Par la suite, des experts ont également été envoyés pour les soins médicaux, les activités de rétablissement d'urgence, puis le 16 septembre 1987, la Loi JDR (loi sur l'envoi d'équipes de secours aux victimes de désastres) a été promulguée et le système restructuré. Le 19 juin 1992, cette loi a été partiellement amendée, et un système d'envoi d'équipes de secours plus général a été mis en place.

Ainsi, avant la promulgation de la loi en 1987, 19 envois d'équipes de secours et 14 envois de marchandises ont été réalisés. Puis, après le passage de la loi, 32 envois d'équipes de secours et 108 envois de marchandises. Au cours de l'exercice 94, 14 activités d'aide ont ainsi été assurées, dont l'envoi de personnel médical spécialisé lors de l'éruption d'un volcan en Indonésie et l'envoi de marchandises après le passage d'un cyclone au Mozambique.

Envoi de JDR (équipes japonaises de secours aux victimes de désastres)

Les équipes envoyées comprennent des équipes de secours, des équipes médicales et des équipes d'experts; sur la base de la requête d'un organisme international ou du pays sinistré, et selon le type et l'envergure du sinistre, une équipe est envoyée telle quelle, ou bien combinée.

Equipes de secours

L'équipe de secours est chargée de la recherche des victimes, du sauvetage, des mesures d'urgence, et de l'évacuation vers un endroit sûr. En cas de requête et après décision de l'aide, elle quitte le Japon dans les 24 heures pour se rendre sur place.

Les activités de secours exigeant des connais-

sances et de l'expérience, ainsi qu'une grande coopération et collaboration au sein de l'équipe de secours, celle-ci se compose de personnel de l'Agence de la Police Nationale, de l'Agence de la Sécurité Maritime, de l'Agence de la Défense contre l'Incendie.

Récemment, en décembre 1993, une équipe a été envoyée en Malaisie pour assurer les secours suite à l'effondrement d'un immeuble.

Equipe médicale

L'équipe médicale se compose de médecins et d'infirmières (infirmiers), de coordinateurs médicaux enregistrés auprès du Secrétariat des équipes japonaises de secours internationale aux victimes de désastres (JDR) de JICA, ayant répondu à un recrutement préalable. Les principales activités assurées sont les soins et l'assistance médicale aux victimes. Après réception d'une requête et décision de l'aide, l'équipe doit quitter le Japon dans les 48 heures. En plus des soins aux sinistrés, elle s'occupe également de la prévention des épidémies en cas de besoin.

La particularité de l'équipe médicale est de poursuivre les travaux de «l'équipe de soins d'urgence à l'étranger», des activités datant d'avant la promulgation de la Loi JDR, comme pilier de l'envoi de personnel.

Au 1er mars 1995, il y avait un total de 522 personnes enregistrées, dont 181 médecins, 216 infirmières (infirmiers) et 125 coordinateurs médicaux.

Récemment, en juillet 1993, une équipe formée de personnes enregistrées a été envoyée pour un désastre dû à des inondations au Népal.

Equipe d'experts

L'équipe d'experts, chargée des mesures d'urgence et des directives pour les activités de rétablissement en cas de sinistre, se compose d'experts recommandés par les agences et ministères concernés selon le type de sinistre.

En 1994, une équipe d'experts médicaux (experts du traitement des brûlures) a été envoyée pour donner des conseils sur le traitement des brûlés lors d'un sinistre dû à une éruption volcanique en Indonésie. Jusqu'ici, des experts des mesures à prendre en cas de tremblement de terre, d'incendie, des mesures de prévention et des structures antisismiques ont été envoyés pour identifier les causes, prendre des mesures de prévention contre les sinistres lors de tremblements de terre en Arménie et au Mexique, du jaillissement de

gaz toxique au Cameroun.

Par ailleurs, la Loi JDR promulguée en juin 1992 a été partiellement amendée, et les discussions du Ministre des Affaires Etrangères avec le Directeur de l'Agence de la Défense Nationale ont permis de décider de la possibilité d'envoyer des troupes des Forces d'Autodéfense :

(1) quand le sinistre est de grande envergure et exige une aide de grande envergure.

(2) quand il est nécessaire de recourir à des activités de type autosuffisance sur place. Dans ce cadre, les Forces d'Autodéfense assurent des activités de soins médicaux, d'alimentation en eau et de transport.

Activités connexes

Lors d'un sinistre, les activités suivantes sont également réalisées en plus de celles précitées.

Fourniture, livraison et stockage d'équipements

Des couvertures, tentes, purificateurs d'eau, réservoirs d'eau simples, groupes électrogènes, produits médicaux, équipements médicaux, et autres sont fournis aux pays sinistrés pour secourir les victimes et pour les activités de rétablissement.

Ces équipements doivent être fournis et stockés pour pouvoir être livrés sur place rapidement, à tout prix et en grandes quantités. C'est pourquoi le Japon dispose de 5 entrepôts de stockage internationaux, un à Narita, préfecture de Chiba, et les autres à Singapour, au Mexique (Mexico), en Italie (Pise) et aux Etats-Unis (Washington D.C.). Pour les produits médicaux, dont le stockage est considéré difficile, la livraison d'urgence est assurée par l'intermédiaire de la section de fourniture des marchandises (UNIPAC) de

l'UNICEF à Copenhague.

Par ailleurs, les différents équipements pour l'aide aux sinistrés à emporter par les JDR envoyés dans les pays sinistrés sont également stockés dans des entrepôts au Japon, prêts pour les envois d'urgence.

Réalisation de stages et formations

Pour assurer des activités de secours à l'étranger, il faut connaître la situation sociale et les coutumes du pays, et posséder des informations concernant la circulation, les télécommunications. Le travail d'équipe est aussi essentiel pour ces activités de secours d'urgence. Divers stages et formations sont ainsi réalisés en supposant différents types de sinistres.

1. Equipes de secours

Il s'agit de stages d'application portant sur l'apprentissage de connaissances de base, les méthodes de collaboration avec les équipes médicales et de secours d'autres pays. Il y a également des stages pour apprendre à bien utiliser les équipements spéciaux (fiberscope, détecteur acoustique souterrain) et d'autres encore.

2. Equipe médicale

Quant aux techniques de soins, les activités ont pour objectif l'acquisition de connaissances permettant d'assurer des soins efficaces, qui vont des connaissances générales concernant les soins médicaux, les conditions d'hygiène dans les pays en développement, jusqu'aux connaissances générales telles que les conditions de vie dans chaque pays, la compréhension des autres cultures, et à la formation au fonctionnement d'INMARSAT (satellite de diffusion portatif, transmission internationale par satellite maritime). En particulier, la formation s'appuyant sur des simulations prenant comme exemple des aides aux sinistrés et des activités de secours réalisées dans le passé, est très efficace pour les activités réelles sur le

Figure 2-6 Mécanisme du secours international d'urgence aux sinistrés (coopération financière exclue)

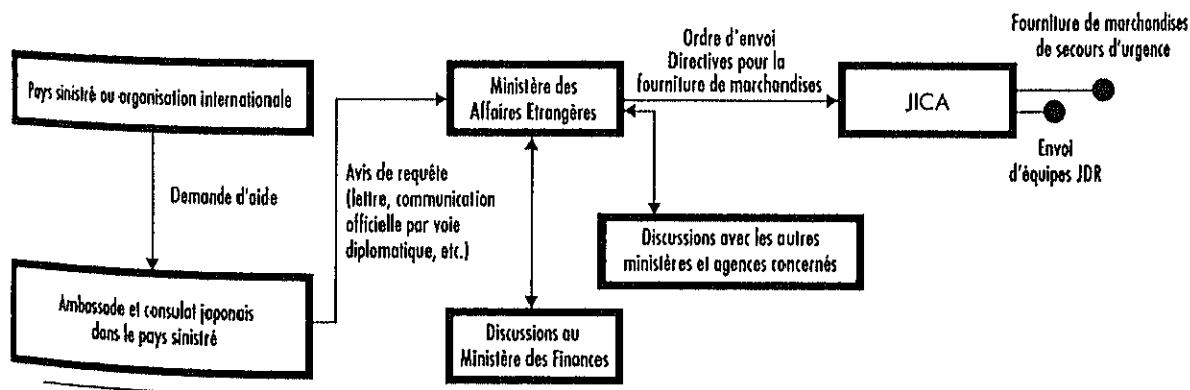
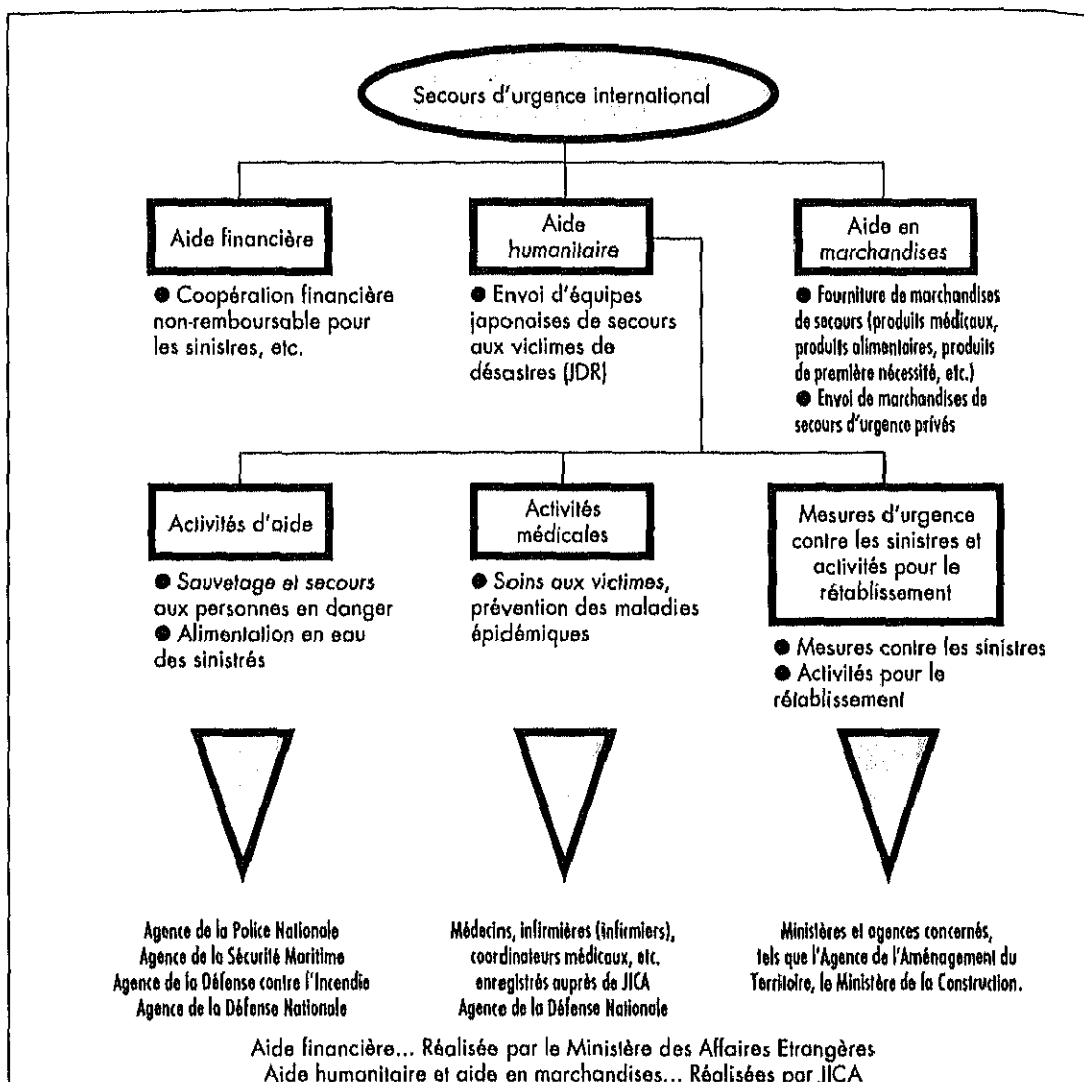


Figure 2-7 Système du secours international d'urgence du Japon



terrain qui se dérouleront par la suite.

Envoi de marchandises de secours d'urgence privées

Dans le cas d'une requête d'aide du pays concerné, le gouvernement japonais assure la fourniture de marchandises pour les secours d'urgence ; mais pour les sinistres de grande envergure exigeant davantage la fourniture de marchandises de secours, JICA s'occupe de la collecte et de l'envoi jusqu'au pays concerné des marchandises complémentaires de secours fournies par les collectivités locales, des groupes privés et des particuliers.

A la réception d'une telle demande, JICA fait appel à la collaboration dans tout le pays en s'appuyant sur les médias, rassemble les marchandises

ainsi obtenues pour le pays sinistré, et les envoie à l'Ambassade du Japon sur place, qui les remet au pays sinistré en principe à titre de don.

En novembre 1992, ces activités ont été réalisées pour la première fois lors de l'éruption du Mont Pinatubo avec écoulements de terre/pierres aux Philippines. Quelque 46 tonnes de marchandises, comprenant des couvertures, draps en tissu éponge, savon, etc. ont été offerts au Gouvernement philippin.

Emigration

2.500.000 personnes d'origine japonaise à l'étranger

En 1868 (1ère année de l'ère Meiji), 153 Japonais sont partis pour Hawaii à la recherche du nouveau monde, ce qui a marqué le début de l'émigration japonaise à l'étranger. Depuis lors, beaucoup de Japonais sont allés s'installer à l'étranger, surtout en Amérique du Nord, en Amérique latine avant, pendant et après la guerre. Parmi ces émigrés, après la guerre, environ 73.000 se sont installés en Amérique latine, avec l'aide de JICA entre autres. Aujourd'hui, plus de 2,5 millions d'émigrés et personnes d'origine japonaise vivent à l'étranger et se sont enracinés sur place.

L'émigration entre dans le cadre de la coopération internationale

Les émigrants et personnes d'origine japonaise assurent diverses activités comme bons citoyens dans le monde. En particulier, après la guerre, au Brésil et au Paraguay, les principaux pays destinataires, les émigrés japonais ont largement contribué au développement de l'industrie et de l'économie, principalement centrées sur l'agriculture.

L'émigration est une recherche du bonheur personnelle fondée sur une volonté individuelle, mais les activités réalisées dans le pays destinataire contribuent considérablement au développement de ce pays, et jouent donc un rôle de coopération internationale. Ce type de contribution sur place est très significatif parce qu'il permet d'approfondir la compréhension vis-à-vis du Japon, et encourage les relations étroites entre le Japon et le pays concerné.

Changements dans l'émigration et aide aux émigrés et personnes d'origine japonaise

Pendant les 50 années de l'après-guerre, l'émigration a beaucoup changé : le nombre des émigrés a diminué, et l'on est passé des activités centrées sur l'agriculture à une diversification vers le commerce, l'industrie et les services, et de l'émigration vers l'Amérique latine à celle vers les pays industrialisés, comme les Etats-Unis, le Canada et l'Australie. La société des émigrés et personnes d'origine japonaise a connu de nouveaux changements avec la relève de la première génération à la deuxième génération. En par-

ticulier, la société des émigrés et personnes d'origine japonaise d'Amérique latine est arrivée à maturité et ne s'occupe plus seulement du développement de son pays d'adoption, mais joue également un rôle important dans la renforcement des relations d'amitié et de collaboration avec le Japon.

A partir de l'exercice 94, JICA a commencé à réviser le système d'exécution et la teneur de l'émigration pour faire face aux modifications de l'environnement de l'émigration.

Elle a assuré :

- ① Un aménagement échelonné des services concernant la formation et le départ de nouveaux émigrés à partir de l'exercice 94.
- ② Compte tenu de la stabilité de la vie des émigrés jusqu'ici soutenus par JICA, on insiste plus sur le côté coopération internationale, et renforce l'aide et la collaboration avec la société des émigrés et des personnes d'origine japonaise.

Quant aux activités liées à l'émigration :

- ① Des activités de teneur relativement similaire seront réalisées par les départements concernant la coopération technique.
- ② Comme résultat de ①, le Département de l'émigration a été supprimé.
- ③ Au sein du Département de la planification, une Division d'arrangement des projets d'émigration a été créée pour entre autres établir des projets d'émigration et leur ajustement général, des activités impossibles dans d'autres secteurs.



Père et fils émigrés faisant le tour d'un champ d'algues - Brésil, province de Pernambuco.

Contenu des activités liées à l'émigration

JICA réalise les activités suivantes concernant l'émigration.

Relations publiques

Les activités suivantes sont effectuées pour renforcer la compréhension des Japonais en ce qui concerne les émigrés et les personnes d'origine japonaise, par l'intermédiaire de la présentation de la vie de ces derniers.

- ① Publication mensuelle de «Emigrés» (devenu bimestriel à partir de 1995)
- ② Invitation au Japon de personnes cultivées d'origine japonaise
- ③ Soutien financier à l'organisation de réunions des personnes d'origine japonaise à l'étranger.

Envoi de membres de la jeunesse du développement à l'étranger

De jeunes Japonais de 20 à 35 ans possédant certaines compétences et s'intéressant à la société des émigrés japonais et aux personnes d'origine japonaise sont envoyés en Amérique latine pendant trois ans en vue de stimuler la société japonaise locale ; ces activités ont été lancées au cours de l'exercice 85.

Pendant l'exercice 94, parmi les 553 candidats, 43 jeunes (22 hommes et 21 femmes) ont été sélectionnés et envoyés. (Voir Tableau 2-1.)



Membre de la jeunesse du développement à l'étranger enseignant les japonais aux enfants - Ecole japonaise d'Encarnacion, Paraguay

Stages pour les émigrés et leurs enfants

Les stages suivants sont réalisés au Japon pour les émigrés et leurs enfants.

1. Stage technique général pour les enfants d'émigrés

Environ 30 enfants d'émigrés sont accueillis chaque année au Japon pendant 18 à 24 mois pour des stages techniques.

25 ont ainsi été accueillis pendant l'exercice 94.

2. Stage technique supérieur pour les enfants d'émigrés

Une vingtaine d'enfants d'émigrés travaillant dans le domaine de l'électricité, des télécommunications, de la pharmacie, du droit, des domaines qui exigeront des connaissances spécialisées dans l'avenir, sont accueillis tous les ans pour une période de deux ans, dans le but d'apprendre les techniques de pointe et d'acquérir les connaissances afférentes. Au cours de l'exercice 94, 22 ont ainsi été accueillis.

Tableau 2-1 Envoi de membres de la jeunesse du développement à l'étranger

[] indique le nombre de femmes.

Exercice Pays	Total/1ère à 6ème année	1991 7ème année	1992 8ème année	1993 9ème année	1994 10ème année	Total
Argentine	28 [12]	7 [2]	6 [1]	9 [6]	8 [5]	58 [26]
Bolivie	18 [9]	5 [2]	6 [2]	3 [1]	5 [2]	37 [16]
Brésil	92 [18]	18 [6]	12 [4]	17 [8]	18 [9]	157 [45]
Colombie	3 [0]			1 [0]		4 [0]
République Dominicaine	3 [2]		1 [0]		1 [0]	5 [2]
Mexique	4 [2]	6 [3]	5 [2]	7 [4]	5 [3]	27 [14]
Paraguay	24 [14]	5 [2]	7 [2]	7 [1]	6 [2]	49 [21]
Pérou	7 [1]					7 [1]
Chili			4 [2]	3 [1]		7 [3]
Total	179 [58]	41 [15]	41 [13]	47 [21]	43 [21]	351 [128]

3. Stage pour devenir professeur de japonais

On accueille annuellement pendant 3 mois ou un an, environ 30 professeurs de japonais locaux qui travaillent dans les écoles de japonais locales établies par les groupes d'émigrés pour l'enseignement du japonais destinées aux enfants d'émigrés. 28 personnes ont bénéficié de ce stage au cours de l'exercice 94.

4. Stages pour les médecins

Depuis 1979, 3 d'enfants d'émigrés (5 depuis 1987), qui ont terminé leurs études universitaires à la faculté sur place, sont reçus par an pendant deux ans. Ils ont été 5 au cours de l'exercice 94. 4 médecins ont également été reçus pour un stage de recyclage de 3 à 6 mois pendant l'exercice 94.

5. Stage pour l'amélioration du niveau technique des émigrés et enfants d'émigrés pivots

Des possibilités de stages dans les domaines de pointe sont offertes aux personnes pivots des groupes japonais (coopératives agricoles, entreprises, etc.) pour stimuler lesdits groupes et former les dirigeants de demain. Depuis l'exercice 84, 10 personnes sont reçues pendant 6 mois. 14 l'ont été au cours de l'exercice 94.

6. Stages pour les élèves des écoles de japonais

Des stages d'1 mois ont lieu chaque année depuis l'exercice 87, pour les meilleurs élèves des écoles de japonais, à qui on donne l'occasion d'une expérience culturelle et sociale du Japon par l'intermédiaire de l'étude dans un collège, d'un séjour dans une famille, pour leur permettre de mieux comprendre le Japon et de faire des progrès en japonais. 44 élèves ont ainsi été accueillis pendant l'exercice 94.

7. Stages pour les chercheurs d'origine japonaise

C'est la possibilité pour des chercheurs d'origine japonaise de haut niveau travaillant pour des organismes d'enseignement et de recherche de faire un stage de techniques et connaissances de pointe, qui contribuera au développement de son pays d'habitation, et à la formation de personnel qui servira de pont avec le Japon, un système qui existe depuis l'exercice 89. 29 personnes ont été reçues en moyenne 3 mois pendant l'exercice 94.

8. Formation technique des personnes d'origine japonaise travaillant au Japon avant leur retour dans leur pays

Depuis l'exercice 93, un stage de pré-retour est proposé aux personnes d'origine japonaise ayant un certain niveau d'études travaillant au Japon pour contribuer au développement de leur pays d'habitation. 14 personnes ont participé à ce stage pendant l'exercice 94.

9. Stage pour les femmes

Il s'agit de cours de culture et de langue japonaises organisés sur 45 jours avec la coopération du Centre international de stages des femmes, pour mieux faire

comprendre la culture japonaise aux femmes d'origine japonaise pendant leur séjour au Japon.

10. Stage principal pour les étudiants d'origine japonaise

Organisé deux fois par exercice avec la collaboration de l'Association des personnes d'origine japonaise habitant à l'étranger, il concerne les étudiants d'origine japonaise étudiant au Japon et est réalisé principalement avec l'aide des préfectures.

Activités de soutien aux émigrés

Les activités suivantes ont été réalisées au cours de l'exercice 94 pour soutenir les émigrés et aménager leur cadre de vie.

1. Gestion des stations agricoles expérimentales et vulgarisation de la gestion agricole

JICA gère entre autres une station agricole expérimentale horticole en Argentine, et des stations agricoles expérimentales en Bolivie et au Paraguay, où elle réalise des expériences et recherches, et donne des conseils pour la gestion et des directives techniques aux fermiers du voisinage, et bien entendu à ceux d'origine japonaise. Et pour aider à améliorer les techniques de gestion des émigrés, elle envoie des experts de l'agriculture (du Japon, du Brésil) pour organiser des stages agricoles de pointe, former des groupes de recherche agricole, et donner l'occasion d'un stage pratique aux employés des coopératives agricoles.

2. Santé et hygiène

JICA a assisté la gestion de 5 dispensaires au Paraguay et en Bolivie quant aux soins médicaux et à l'hygiène. De plus, elle a assuré une assistance médicale aux émigrés avec l'aide de médecins locaux sous contrat au Paraguay et en Bolivie, a fourni des bourses d'étude à des étudiants en médecine et des élèves infirmières, et organisé des tournées médicales pour les émigrés habitant dans les zones reculées. Elle a également reconstruit le Centre médical d'Iguazu au Paraguay.

3. Education et culture

Dans le domaine de l'éducation, JICA a donné son appui pour la rémunération des enseignants pour soutenir l'enseignement dans la langue locale. Et pour soutenir les professeurs de japonais, elle a envoyé des enseignants instructeurs de japonais au Brésil et en Argentine, des volontaires seniors spécialistes de l'émigration* s'occupant de l'enseignement du japonais dans 8 pays d'Amérique latine, aidé pour la rémunération des professeurs, fourni du matériel éducatif et assisté la construction d'écoles.

4. Mesures pour le bien-être social

JICA a envoyé dans 3 pays, dont le Brésil, des volontaires seniors spécialistes de l'émigration s'occupant du bien-être, et a aidé à la construction de centres de réunion dans les terres habitées par les émigrés (Bolivie),

*Volontaires seniors spécialistes de l'émigration : Experts volontaires de 40 à 65 ans envoyés dans les pays où JICA assure des activités d'aide aux émigrés.

agrandi des maisons de retraite (Argentine), construit et équipé des hospices (Brésil). Elle a aussi fourni des véhicules et engins pour l'aménagement des routes dans un total de 6 zones habitées par des émigrés dans trois pays, dont le Paraguay, et accordé une aide financière pour des travaux de rétablissement des dégâts dus aux inondations dans deux zones habitées par des émigrés en Bolivie.

Vente par lots de terres d'implantation

JICA s'occupe également de la vente par lots de terres d'implantation. Au cours de l'exercice 94, elle a vendu un lotissement de 33 parcelles à Iguazu au Paraguay.

Prêts financiers

Des prêts sont consentis pour les activités des émigrés et les organismes reconnus contribuer à la fixation et à la stabilisation des émigrés. Au cours de l'exercice

94, environ 1,5 milliard de yens ont ainsi été prêtés au Paraguay, en Argentine, en Bolivie et en République Dominicaine.

Etude concernant l'émigration

Diverses études sont réalisées chaque année pour collecter des documents de base pour aider à soutenir et orienter les émigrés et personnes d'origine japonaise, et mieux comprendre la société qu'ils forment. Pendant l'exercice 94, des études ont été effectuées sur la stimulation régionale de la société japonaise au Paraguay, une étude sur l'économie agricole concernant 5 pays d'Amérique latine, et sur les fonctions des centres d'émigrés.

Depuis l'exercice 93, des activités de conseils pour la vie quotidienne des personnes d'origine japonaise travaillant au Japon ont également commencé, avec la collaboration de l'Association des personnes d'origine japonaise à l'étranger.

Tableau 2-2 Envoi de volontaires seniors spécialistes de l'émigration

() indique le nombre de femmes.

Exercice \ Pays	1990		1991		1992		1993		1994		Total	
	Japonais	Bien-être	Japonais	Bien-être	Japonais	Bien-être	Japonais	Bien-être	Japonais	Bien-être	Japonais	Bien-être
Argentine	2 (0)		2 (0)		3 (0)		2 (1)		1 (1)		10 (2)	
Bolivie						1 (1)	4 (0)				4 (0)	1 (1)
Brésil	4 (0)		1 (0)	3 (2)	9 (3)	2 (1)	6 (1)	3 (3)	6 (2)	1 (1)	26 (6)	9 (7)
Colombie			1 (0)				1 (0)				2 (0)	
République Dominicaine							1 (0)				1 (0)	
Mexique			2 (0)				1 (0)				3 (0)	
Paraguay			2 (1)		2 (0)		2 (0)	1 (0)	1 (0)		7 (1)	1 (0)
Pérou	1 (0)										1 (0)	
Canada	1 (0)				2 (0)				2 (1)		5 (1)	
Total	8 (0)		8 (1)	3 (2)	16 (3)	3 (2)	17 (2)	4 (3)	10 (4)	1 (1)	59 (10)	11 (8)

Recrutement et stage pour les experts japonais qualifiés pour la coopération technique

La coopération technique, qui prévoit le transfert technologique d'une manière tout à fait humaine «d'homme à homme», a la spécificité et le sens de contribuer à la valorisation des ressources humaines des pays en développement. Pour cette raison, il va sans dire que la qualité de la coopération technique assurée dépend du tempérament de l'expert qui assure le transfert technologique. Par ailleurs, de nouvelles questions, comme l'introduction de l'approche par pays, les problèmes d'environnement, le WID (le rôle des femmes dans le développement), la surpopulation, etc. sont venues, depuis quelques années, s'ajouter à la coopération technique, qui s'est ainsi compliquée, diversifiée et développée. La disponibilité et la formation d'experts suffisamment compétents et expérimentés sont de ce fait devenus des problèmes à résoudre pour la coopération technique.

L'Institut de Coopération Internationale de Tokyo, arrondissement de Shinjuku, de JICA remplit ce rôle. Depuis sa fondation en 1983, il est actif principalement dans trois domaines : la formation et le recrutement d'experts, les études et recherches pour le renforcement des bases de la coopération technique, et la collecte et la fourniture d'informations techniques.

Voici les activités réalisées par cet institut.

Formation d'experts

Les stages suivants sont organisés pour la formation d'experts ayant des compétences générales répondant aux besoins du pays concerné.

Stages avant l'envoi des experts

En principe, les stages suivants sont prévus pour les experts envoyés pendant plus d'un an.

1. Stage avant l'envoi

Il s'agit d'un stage d'un total de cinq semaines, dont deux semaines de stage général portant sur le rôle de l'expert, la situation sur place, l'auto-surveillance médicale, et trois semaines de stage linguistique, prévu huit fois par an. L'accent est surtout mis sur la compréhension de la culture du pays concerné, les méthodes de présentation, pour améliorer les capacités de communication sur place. Pour cela, en plus des cours d'anglais, des cours de chinois, d'espagnol, de

français, d'indonésien, de thaïlandais ou autres seront également prévus en cas de nécessité. Le contenu de ses cours a été renforcé ; en plus de la langue, on enseigne les phrases et expressions à utiliser dans le cadre de la coopération technique.

Par ailleurs, des cours pour les femmes d'expert sont aussi combinés dans les stages généraux.

Au cours de l'exercice 94, 774 experts et 425 femmes d'expert ont suivi ces cours, soit un total de 1.199 personnes.

2. Cours particuliers de langue

Parmi les cours avant le départ, des cours particuliers de langue complémentaires sont prévus pour les experts nécessitant un stage de langue additionnel.

3. Stage linguistique dans un pays tiers

Pour les experts envoyés dans les pays francophones ou hispanophones, un maximum de 6 semaines de cours de langue sont prévus en France ou en Espagne dans un organisme s'occupant de stages linguistiques avant leur départ pour le pays concerné.

Au cours de l'exercice 94, 10 experts ont suivi un stage linguistique en France et 3 en Espagne.

4. Stage technique particulier

Ce stage est organisé dans un organisme concerné japonais pour renforcer et améliorer des techniques spécialisées.

44 experts y ont participé pendant l'exercice 94.

Stage général de la coopération technique

1. Stage pour les leaders et coordinateurs

Actuellement, un stage portant sur la direction et la gestion des projets est assuré pour les leaders et coordinateurs, envoyés pour la coopération technique de projet-type, dans le cadre des stages avant l'envoi organisés 8 fois par an.

70 leaders et 65 coordinateurs y ont participé au cours de l'exercice 94.

2. Stage administratif pour la coopération internationale prévu pour les fonctionnaires des collectivités locales.

Ce stage est destiné à permettre aux collectivités locales de soutenir la coopération internationale. Pendant l'exercice 94, 5 stages de ce type ont été organisés à l'Institut de Coopération Internationale, pour un total de 94 participants. 962 fonctionnaires des col-

lectivités locales ont également participé à des stages dans les bureaux régionaux JICA de Hokkaido, Tohoku, Kanto, Tokai, Hokuriku, Kansai, Chugoku, Shikoku, Kyushu, et au Centre International d'Okinawa.

3. Stage pour le personnel des ONG

Des stages sont assurés pour le personnel des ONG, à titre de soutien aux activités des ONG, et durant l'exercice 94, 12 personnes y ont participé.

Stage de formation des experts de la coopération technique

Un stage de 10 semaines (parfois 5 semaines) est organisé 4 fois par an dans le but de donner aux experts devant être envoyés sous peu, les capacités générales, telles que connaissances nécessaires et méthodes à employer pour la réalisation du transfert technologique.

Pendant l'exercice 94, 180 personnes ont participé aux 24 stages des 19 types ci-dessous.

Les cours portent entre autres sur les infrastructures, la main-d'œuvre, les généralités sur l'agriculture, les travaux civils agricoles, la sylviculture, les ressources énergétiques, l'assainissement, le développement industriel, la sylviculture (reboisement), l'environnement urbain, l'éducation, le WID, les mesures pour les classes défavorisées, les mesures antipollution, le traitement des déchets, l'évaluation de l'environnement, l'environnement mondial, les mesures contre la pollution des océans, les notions de base sur les problèmes de surpopulation.

Cours pour experts sur les mesures contre les maladies épidémiques

Durant l'exercice 94, deux experts ont participé à un stage de groupe «Théorie et pratique du projet d'éradication de la polio infantile» au Centre International du Kyushu pour se former aux mesures contre la polio ; par la suite, ils ont réalisé un stage international au Laos.

Stage long à l'étranger

Des experts sont envoyés pendant un maximum de deux ans dans des universités, des centres de recherche à l'étranger pour se former à assumer un poste de direction dans l'avenir.

Au cours de l'exercice 94, 25 nouveaux experts ont fait l'objet d'un tel stage.

Recrutement des experts

Le système suivant a été mis en place pour permettre à JICA d'envoyer avec célérité des experts

compétents, et ainsi de répondre rapidement aux requêtes des pays en développement.

Conseillers techniques spéciaux

JICA s'est attachée des experts : un dans chacun des domaines de l'agriculture, de la construction et de l'industrie, parce qu'elle recrute des ressources humaines possédant des connaissances et techniques de haut niveau, et une grande expérience, et attend beaucoup de leurs conseils pour l'ensemble de la coopération technique.

Spécialistes du développement

C'est un poste qui a été créé au cours de l'exercice 83 pour permettre à JICA de s'attacher des ressources humaines ayant à la fois une longue expérience, la compétence technique nécessaire et un bon caractère. Le spécialiste du développement joue un rôle important comme leader lors de la coopération technique de projet-type en dehors du Japon, et intervient également comme consultant à demeure au Japon, en tant que membre d'une commission de supervision de travaux, responsable de cours de différents stages, président de groupes d'études et de recherches.

Durant l'exercice 94, 6 nouveaux conseillers ont été recrutés, ce qui fait un total de 79 actuellement.

Conseillers spéciaux

Il s'agit de s'attacher des ressources humaines principalement parmi les experts de retour au Japon, qui font très bien leur travail, et qui devraient être à nouveau affectés dans l'avenir. 32 nouveaux conseillers ont été recrutés durant l'exercice 94.

Jeunes experts

De jeunes experts ayant une expérience internationale (JPO*, volontaires JOCV, etc.) sont recrutés pour être formés à la coopération technique. Durant l'exercice 94, 11 nouveaux experts ont été recrutés, ce qui fait un total de 52 maintenant.

Système d'enregistrement des experts

Il est demandé aux personnes qui souhaiteraient travailler comme expert, si l'occasion se présentait, de s'enregistrer, et ils seront envoyés dans le cas d'une requête correspondant à leurs spécificités.

A la fin de l'exercice 94, 1.333 personnes étaient ainsi enregistrées.

Comité de liaison des experts rapatriés

Nous promouvons, en coopération avec les bureaux régionaux de JICA, la création de comités de

liaison d'experts rapatriés pour resserrer les liens entre eux, pour les placer au cœur de notre système de recrutement d'experts, et pour promouvoir l'internationalisation dans les régions.

A la fin de l'exercice 94, 33 comités de liaison étaient formés, et en juillet 1994, un comité de liaison central a été mis en place.

Etudes et recherches concernant la coopération technique

Avec la diversification et le développement des besoins des pays en développement, il est essentiel, pour assurer une coopération efficace, de bien saisir les situations de développement et les problèmes, d'étudier généralement les méthodes de la coopération, et sur la base de ce genre d'études et recherches, de promouvoir une coopération concrète de façon planifiée. Ainsi, les réalisations faites au cours de la coopération sont classées et analysées, et des abrégés des cas qui pourront servir de référence sont rédigés. Ils sont ensuite distribués aux experts, et utilisés comme matériel pédagogique pour les stages de formation d'experts, ce qui a pour effet d'améliorer la qualité de la coopération. Les activités suivantes sont réalisées pour ces études et recherches et l'établissement de ce matériel pédagogique.

Etude de l'aide par pays et par région

Depuis l'exercice 86, des comités d'étude de l'aide par pays et par région ont été établis pour les principaux pays et régions concernés dans le cadre de notre approche par pays. La situation présente et la procédure de l'aide concernant 3 à 4 pays (régions) sont analysées chaque année avec la collaboration de nombreux chercheurs et personnes compétentes extérieures, et un rapport est rédigé pour assurer l'efficacité de l'aide japonaise.

Durant l'exercice 94, le rapport de l'étude sur le Viêt Nam débutée au cours de l'exercice 93 a été rédigé, et une nouvelle étude de l'aide a été faite pour l'Inde (seconde étude), le Ghana et le Sénégal.

Etude de l'aide par secteur

Nous avons mis en place des comités d'étude, similaires aux comités d'étude de l'aide par pays et par région ci-dessus, pour étudier l'orientation à donner à l'aide pour les problèmes d'aide d'ensemble.

Un rapport sur le «développement de type participatif des habitants et bonne gestion des affaires publiques» a ainsi été rédigé durant l'exercice 94.

Etude des méthodes du transfert technologique, etc.

Outre ce qui précède, des études/recherches concernant les méthodes de transfert technologique, l'étude des méthodes d'exécution de la coopération technique, l'élaboration de matériel de stage pour la formation d'experts, des réunions internationales sur le transfert technologique et des séminaires à l'Institut de Coopération Internationale sont également organisés.

Durant l'exercice 94, 15 études/recherches ont été réalisées dont l'étude d'impact* sur la valorisation des ressources humaines de l'ANSEA, l'étude de mesures pour éliminer le problème de la pauvreté, ainsi que l'aide japonaise en l'an 2010 et le rôle de JICA (Phase II*). Une vidéo de présentation des activités de JICA, et 6 vidéos d'information sur des pays concernés ont été réalisées. De plus, des réunions internationales, telles que le Symposium commémorant les 20 ans de JICA (juin 1994), un séminaire réalisé en commun avec la CIDA (Agence de Coopération Internationale du Canada) : «La zone d'Afrique méridionale : perspectives de coopération pour le développement» (mars 1995), ont été organisés, ainsi qu'un séminaire à l'Institut de Coopération Internationale organisé pour les personnes s'occupant de la coopération internationale, avec invitation d'exécutants de l'aide et de personnes compétentes de JICA et d'autres organismes.

Classement et fourniture des informations

La connaissance des informations sur les pays en développement, et des expériences et du savoir-faire, par exemple la procédure des transferts technologiques réalisés dans le passé, est indispensable aux experts pour pouvoir exécuter efficacement le transfert technologique. Les activités ci-dessous sont assurées pour pouvoir fournir des informations sur les pays en développement, ainsi que des informations liées aux techniques, d'une manière intégrale aux personnes concernées par la coopération technique, et en particulier aux experts.

Gestion de bibliothèque

La bibliothèque de JICA, qui compte un total d'environ 100.000 volumes de livres ordinaires, de rapports de toutes sortes établis par JICA, de textes d'étude, de compilations sur les pays en développement et autres documents, et se trouve à l'Institut de Coopération Internationale, est accessible au public.

Classement et fourniture des informations

Les résultats des études et recherches, ainsi que les

*Etude d'impact : Etude de l'effet de vague (impact) économique et social de l'aide réalisée.

*Phase : Dénomination utilisée pour la poursuite d'un projet, après son achèvement. Phase II signifie Partie II.

documents et informations sur les pays en développement sont classés comme suit, et les activités ci-après sont réalisées pour les fournir aux experts envoyés et aux autres personnes concernées.

1. Publication de la revue «Kokusai Kyoryoku Kenkyu» (Recherches sur la coopération internationale)

Revue semestrielle en japonais, et version annuelle en anglais.

2. Classement des informations techniques concernant les pays en développement

Les informations techniques par secteur concernant les pays en développement sont collectées et classées par pays; actuellement, le classement est fait pour 56 pays et 8 secteurs.

3. Fourniture d'informations techniques aux experts

Acquisition de références documentaires, manuels et autres concernant les techniques nécessaires aux experts pour donner des directives techniques, et leur fourniture aux experts (jusqu'à l'exercice 94, 432 cas).

4. Classement des informations sur le pays de délégation

Les informations diverses qui seront nécessaires aux experts dans leur vie quotidienne dans le pays de délégation ont été compilées par pays, et actuellement les informations afférentes à 99 pays sont disponibles.

5. Etablissement de manuels techniques sur les équipements

33 manuels techniques sur les équipements à utiliser pour les directives techniques ont été rédigés.

Activités connexes : invitation d'experts du développement

JICA invite des chercheurs étrangers travaillant sur les questions de développement, des experts, des responsables du développement des pays en développement et autres, et organise des séminaires, des conférences pour les personnes concernées par la coopération internationale, afin de renforcer la compréhension de l'orientation de l'aide des pays industrialisés, des mesures de développement des pays en développement, de l'état actuel des projets de développement, et ainsi de suite.

7 personnes ont ainsi été invitées au cours de l'exercice 94.

Prise en charge médicale et bien-être des experts en coopération technique

Le système de prise en charge sociale a été établi principalement pour le soutien des experts travaillant dans un environnement difficile dans les pays en développement.

Rapatriement temporaire pour congés

Les experts envoyés pour plus de 2 ans (2 ans et demi pour certaines régions) ont droit une fois tous les deux ans (ou tous les 2 ans et demi dans certaines régions) à rentrer temporairement au Japon en congés.

Voyage pour entretenir sa santé

Les experts envoyés pour plus d'1 an dans une région où les conditions climatiques sont très dures, peuvent faire un voyage pour se maintenir en bonne santé.

Maintien en bonne condition physique

Des médecins et infirmières ont été affectés au Service de gestion de la santé des experts du siège de JICA, où ils font ordinairement des diagnostics sur la santé des experts et de leurs familles, et leur donnent des conseils pour leur santé.

De plus, une équipe de conseil médical composée de médecins et infirmières est envoyée dans différents pays pour effectuer les diagnostics sur la santé des experts et de leurs familles et leur donner des conseils pour leur santé.

Durant l'exercice 94, 6 équipes ont été envoyées dans 18 pays.

De plus, l'envoi d'infirmières, en tant que gestionnaires de la santé des experts, pour renforcer le système de gestion de l'état de santé des experts et de leurs familles dans leur pays de destination a été approuvé pour le bureau JICA de 4 pays.

Mesures de sécurité

Un comité de liaison pour la sécurité des experts, ainsi qu'un système de fourniture d'informations concernant la sécurité, des échanges d'informations, un système de communication ont été mis en place, le tout centré sur les bureaux à l'étranger. De plus, dans les zones considérées dangereuses, les mesures de sécurité ont été renforcées par l'emploi de radiotéléphones de communication d'urgence, l'aménagement d'installations de prévention criminelle, l'assistance pour les frais de recrutement de gardes, l'affectation de

personnel de sécurité pour la protection de l'équipe et l'envoi d'équipes de patrouille de sécurité.

Indemnisation en cas de sinistre

En cas de sinistre, l'assurance pour l'indemnisation contre les sinistres des travailleurs du Japon couvrira les frais pour toute blessure, maladie ou mort sur le lieu de travail ou pendant le trajet jusqu'à/ depuis son travail d'un expert en détachement.

De plus, en cas d'accident ou de traitement en dehors des heures de travail, la mutuelle pour l'étranger prendra en charge les frais de soins, les frais de déplacement d'urgence, la prime de décès.

Aménagement du cadre de vie

Si les conditions de vie de base, telles que le logement de l'expert, l'alimentation en électricité, l'alimentation en eau et l'égout, les conditions d'hygiène sont très mauvaises, une aide sera fournie pour leur amélioration.

Une étude des conditions de vie réelles sera également faite dans le but d'améliorer son cadre de vie.

Durant l'exercice 94, 3 missions d'étude ont ainsi été envoyées dans 6 pays.

Publication de la revue «EXPERT»

Cette revue trimestrielle est une revue destinée à la communication entre les experts, qui vise à renforcer la compréhension mutuelle en présentant leurs conditions de travail, et en abordant des questions les concernant.

Evaluation

Objectifs de l'évaluation

Il y a beaucoup d'éléments d'incertitude dans la coopération technique vis-à-vis des pays en développement, et comme son exécution est souvent requise dans des conditions difficilement prévisibles, la formulation des projets se fait dans des conditions difficiles, incomparables avec celles qu'on pourrait rencontrer lors de l'exécution au Japon ou dans les autres pays industrialisés.

Pour ces raisons, une surveillance et une évaluation adaptées et appropriées doivent être assurées :

- ① Si nécessaire pour un projet en cours, modification de la teneur du projet et prolongation de la période d'exécution
- ② Dans le cas d'un projet achevé, les leçons tirées de l'évaluation sont classées, et si nécessaire, des coopérations ultérieures, telles que fourniture d'équipements complémentaires ou envoi d'experts, sont réalisées pour assurer l'effet de la coopération pour le projet.
- ③ Par ailleurs, les leçons tirées de l'évaluation seront répercutées sur la formulation des projets futurs, ce qui renforce la capacité d'exécution d'une coopération efficace.

Il est également très important de montrer autant que possible aux Japonais que «l'aide à visage humain», et de rendre public la manière dont la JICA réalise les projets d'aide, de faire savoir s'ils sont appréciés par les pays concernés, de montrer les conditions d'exécution des projets, et les résultats des évaluations, pour mieux leur faire comprendre ce qu'est l'aide.

Types d'évaluation

Les évaluations faites par JICA se classent comme suit.

Etude d'évaluation après achèvement par projet

A la fin d'un projet, une mission d'experts du secteur concerné est envoyée sur place pour évaluer principalement le degré de réalisation des objectifs de la coopération et le degré d'indépendance atteint. Ils estiment aussi si une prolongation de la coopération est nécessaire, étudient l'aide nécessaire, et en tirent des leçons et des recommandations pour la formulation des projets similaires dans l'avenir.

Etude d'évaluation intersectorielle après achèvement

1. Etude d'évaluation par pays

Après la fin de la coopération, plusieurs projets de formes et de secteurs différents, qui ont dépassé un certain stade, sont sélectionnés par pays pour effectuer une évaluation intersectorielle. Il est procédé à un examen de la coopération, et les problèmes particuliers au pays concerné sont classés et analysés.

2. Etude d'évaluation par des tiers

Une évaluation spécialisée et objective est faite par des tiers extérieurs tels que personnes compétentes et personnes instruites compétentes privées.

3. Etude d'évaluation conjointe

C'est une étude d'évaluation concernant les effets et les problèmes de la coopération pour un projet de coopération achevé, réalisée conjointement avec l'organisme de sélection des projets de développement et l'organisme d'exécution du pays bénéficiaires, ainsi que des chercheurs locaux. Elle permet une compréhension commune de la coopération exécutée, et les échanges de vues qui ont lieu dans ce cadre sur la sélection et l'exécution des projets de coopération, seront répercutés pour l'amélioration de la coopération future.

4. Etude d'évaluation thématique

Cette étude d'évaluation est effectuée sur des thèmes individuels, par exemple une forme de projet ou un secteur d'activités de JICA, et les effets et pro-

blèmes sont classés et analysés.

5. Etude d'évaluation par les bureaux à l'étranger

Cette étude est faite par le personnel du bureau JICA sur place, avec l'aide énergique d'un consultant local, d'universitaires, de chercheurs. Elle permet au bureau à l'étranger de gérer les projets, et de renforcer ses fonctions d'établissement de projets.

Les évaluations faites par les bureaux locaux sont comme suit :

(1) Evaluation après achèvement (en temps réel)

Avec l'augmentation du nombre de projets d'aide, les bureaux à l'étranger réalisent des études d'évaluation autrefois réalisées par différents départements de JICA.

(2) Evaluation après achèvement

Une étude d'évaluation est faite un certain temps après achèvement du projet pour estimer la capacité de développement indépendant et les effets de la coopération.

Retour d'information des résultats de l'évaluation

Un retour d'information des résultats des évaluations par pays et par thème individuel entre autres est effectué de manière appropriée à l'intérieur de JICA et sur les organismes concernés au Japon en vue d'améliorer l'exécution des projets.

Ces évaluations ont permis de constater que beaucoup des points devant être améliorés sont sous la responsabilité du pays concerné. Pour cette raison, il est considéré essentiel de réinjecter les leçons tirées de l'évaluation dans le pays concerné, en plus du retour d'informations conventionnel au Japon. Et également d'améliorer l'établissement et la gestion des projets de coopération, et d'assurer un développement durable, même après achèvement de la coopération.

Compte tenu de ce fait, une évaluation de type séminaire est réalisée. L'évaluation par pays et l'évaluation par thème individuel exécutées antérieurement par JICA sont condensées de manière systématique et générale, et pendant le séminaire sur place, les points à améliorer sont réinjectés à l'organisme du pays concerné, pour lui permettre de renforcer son élaboration des projets et ses fonctions d'exécution.

Outre l'évaluation conjointe faite jusqu'ici avec les pays en développement, en 1993, une évaluation conjointe a été faite avec la CIDA (Agence de coopération internationale du Canada), puis, en 1994, avec le GTZ (Office de coopération technique allemand) pour renforcer la collaboration de JICA avec les organismes d'aide des autres pays industrialisés, ce qui a permis d'améliorer les méthodes d'évaluation.

Suivi

Types de suivi

Après achèvement de la coopération pour un projet, les pays en développement doivent eux-mêmes assurer la maintenance et la gestion des projets individuels. Mais pour des raisons diverses, des problèmes imprévisibles de prime abord, tels que panne d'équipements fournis ou manque de moyens pour l'exploitation, apparaissent et font souvent obstacle à la gestion dudit projet.

Par conséquent, il faut saisir à tout moment la situation même pour les projets achevés, assurer le suivi et la coopération ultérieure appropriés, consolider les résultats du projet réalisé par le soutien aux efforts d'auto-assistance de l'organisme de coopération concerné, et assurer la continuation et le développement d'un meilleur effet.

Ainsi, en cas de besoin, JICA fait des efforts pour le suivi et la coopération ultérieure après achèvement de la coopération, du point de vue de l'utilisation efficace de l'aide du Japon. Les activités de suivi de JICA sont des types suivants.

Etude de suivi des stages

Une étude de suivi est effectuée pour constater les effets et résultats sur les stagiaires venus au Japon, après leur retour dans leur pays. Pour les invitations de jeunes, une mission d'un des organismes japonais concernés, tels qu'organisme de jeunes qui a joué un rôle central dans l'invitation des jeunes, est envoyée dans le pays concerné, pour assurer le suivi des résultats de leur séjour au Japon.

Suivi et coopération ultérieure de la coopération technique de projet-type

1. Coopération pour le suivi

Après achèvement de la coopération du projet, si le taux d'achèvement atteint dans une partie des domaines est faible, la coopération sera reconduite pour un certain temps.

2. Coopération ultérieure

Un certain nombre d'années après la coopération, une coopération ultérieure est faite au cas où la réparation ou le remplacement des équipements, ou l'envoi d'experts sont devenus nécessaires.

Suivi et coopération ultérieure des études pour le développement

1. Etude de suivi

Pour rendre les études pour le développement encore plus efficaces, une étude est réalisée pour saisir les conditions de développement d'un projet après achèvement de l'étude, et répercuter les résultats sur les études pour le développement à venir.

2. Etude de coopération ultérieure

Après achèvement de l'étude pour le développement, le pays en développement connaît des changements socio-économiques et de conditions naturelles rapides, et un certain temps après l'exécution de l'étude, une étude de révision, incluant le calcul du coût des travaux du projet, devient parfois nécessaire. Sur la base de la modification de ces conditions, la révision des effets de l'étude ou une étude complémentaire est effectuée pour permettre l'utilisation efficace des effets de l'étude et pour la réalisation de projets. C'est ce qu'on appelle étude de coopération ultérieure.

Suivi de la coopération financière non-remboursable

Si une coopération complémentaire est nécessaire pour la maintenance et la gestion des installations et équipements fournis, une mission est envoyée, qui prendra les mesures additionnelles nécessaires telles que fourniture d'équipements et envoi d'experts, et établira un système pour assurer l'utilisation efficace continue du projet réalisé. Par ailleurs, la nécessité d'une coopération de suivi, s'appuyant sur l'évaluation du projet achevé et l'étude des conditions d'utilisation des équipements, est également à l'étude.

Suivi effectué par la Division de l'évaluation et du suivi après les projets

Depuis l'exercice 89, JICA effectue des «études de contrôle postérieur aux projets» par l'intermédiaire de ses bureaux à l'étranger. Ceux-ci étudient l'état des projets un certain nombre d'années après leur achèvement dans le cadre de trois activités: coopération technique de projet-type, coopération financière non-remboursable et fourniture indépendante d'équipements.

L'étude de contrôle postérieur aux projets est une étude sur l'état présent du projet, comprenant l'organisation, les installations, les équipements et les effets de l'exécution du projet achevé. Les résultats d'étude sont transmis aux départements s'occupant des activités concernées, et compilés en documents utilisés pour

saisir les conditions actuelles ou en vue de la fourniture d'une aide complémentaire jugée nécessaire, telle que suivi ou coopération ultérieure, assurée sous forme d'envoi d'experts ou d'achat de pièces de rechange par exemple.

Appendice

■ Voici les résultats des activités de JICA durant l'exercice 94.

La portée et la méthode de totalisation de ces résultats sont indiquées ci-dessous.

- | | | |
|---|---------------------------|--|
| ① | Accueil de stagiaires | Accueil de stagiaires techniques (stages dans un pays tiers y compris), invitation de jeunes, coopération pour le développement et émigration |
| ② | Envoi d'experts | Envoi d'experts de la coopération technique, coopération technique de projet-type (coopération pour le développement social, coopération pour les soins médicaux et l'hygiène, coopération pour les questions de surpopulation et de planning familial, coopération pour l'agriculture et la pêche, coopération pour le développement industriel), coopération pour le développement, coopération pour le secours aux sinistrés, opérations de promotion de l'aide et émigration |
| ③ | Envoi de missions d'étude | Toutes les activités, y compris accueil de stagiaires techniques |
| ④ | Envoi de volontaires JOCV | Activités concernant les volontaires JOCV |
| ⑤ | Envoi d'émigrants | Pour l'émigration, ceux qui ont eu une assistance de JICA telle que frais d'émigration, et délégation dans le système de l'envoi de la jeunesse du développement à l'étranger |
| ⑥ | Frais généraux | Montant total du budget pour 1994 et du budget reporté. Unité : 1.000 yens |

I. Résultats d'ensemble des activités 1994

1. Etude pour le développement

Asie

Bangladesh

Etude pour le développement industriel de la région de Chiattagong

Etude de levé géodésique

Bhoutan

Etude pour l'exploitation des eaux souterraines dans la région de Wangduephodrang

Cambodge

Etude pour le réseau de télécommunications de la ville de Phnom-Penh

Etude de faisabilité pour la construction d'un pont sur le Mékong

Etude pour le plan directeur pour le projet de développement agricole et rural intégré dans la banlieue de Phnom-Penh

Chine

Etude pour la gestion intégrée de la qualité de l'air pour la ville de Liuzhou et contrôle des pluies acides dans quatre villes

Etude pour un système de transport complet dans la ville de Dalian

Etude relative au plan de base de l'aéroport international Pu-dong de Shanghai

Etude de faisabilité pour l'essai d'un modèle hydraulique pour le barrage Baishi dans la province de Linoning

Etude sur la modernisation de l'usine (usine d'équipements de test de Suzhou)

Etude pour la modernisation de l'usine (usine d'équipements électriques de Shanghai, Chine)

Etude pour la modernisation de l'usine (usine d'accessoires textiles de Suzhou)

Etude pour la modernisation de l'usine (usine de carburateurs de Changshu)

Etude pour la modernisation de l'usine (usine de chemises de cylindre de Yangzhou)

Etude pour la modernisation de l'usine de composants radio n°2 de Wuxi

Etude pour la modernisation de l'usine (stations de pompage de Wuxi)

Etude pour le projet de traitement des eaux usées de la mine de cuivre de Dexing

Etude pour l'utilisation du charbon à Ningxia

Etude pour l'exploration des ressources minières dans la zone de Yangtzeditai

Etude pour la gestion de l'environnement hydraulique dans le bassin de la rivière Taoko

Etude pour le complexe charbonnier de Shenmu

Etude pour la construction de la voie de circulation vers l'ouest de la municipalité Xiamen

Etude pour le développement du réseau de routes primaires de la province de Zhe-jiang

Etude pour le projet d'amélioration du système de drainage de Qixing-Polder, ville de Shunde, Province de Guangdong

Etude sur le développement intégré de l'Agriculture à Heilongjiang

Etude pour la modernisation de l'usine (usine de construction de moteurs de Shenyang)

Etude pour la modernisation de l'usine (usine de chariots élévateurs à fourche de Changzhou)

Etude pour la modernisation de l'usine (usine de matériel isolant de Toho)

Etude pour la modernisation de l'usine (usine de machines minières de Hefei)

Etude pour la modernisation de l'usine (usine d'équipements de traitement des eaux usées de Wuxi)

Etude pour la modernisation de l'usine (usine de filtres de Dandong)

Etude pour la modernisation de l'usine (usine de pompes Roots de Shanghai)

Etude pour la modernisation de l'usine (usine de ventilateurs de Nantong)

Etude pour la modernisation de l'usine (usine de moteurs diesels de Yangchow)

Inde

Etude pour la ville-modèle industrielle

Etude pour le plan directeur pour le développement de la puissance hydroélectrique d'accumulation par pompage dans l'Etat de Maharashtra

Indonésie

Etude pour le plan directeur du port de porte-conteneurs, le port à sec et le chemin de fer en liaison

Etude pour le Projet de développement du bassin fluvial de la rivière Kampar-Indragiri

Plan directeur et étude de faisabilité pour le traitement des eaux usées et des déchets solides dans la ville de Ujung Pandang

Etude de la gestion intégrée de la qualité de l'air dans la zone métropolitaine de Djakarta

Etude pour le plan de développement de la main-d'oeuvre spécialisée

Etude de conception détaillée pour le projet de contrôle des inondations de Medan

Révision du Projet de développement de l'alimentation en eau de Jakarta

Etude sur des modèles économiques pour des exercices de planification - modèles de planification à long terme

Etude sur le plan de gestion complet de l'eau des rivières à Jabotabek

Etude pour le Projet d'irrigation de Gilirang

Etude pour la réhabilitation du sol de la zone semi-aride à l'Est de Nusa Tenggara

Etude pour le Projet de développement d'Embung (Projet de développement d'un petit bassin de retenue) dans l'Est et l'Ouest de Nusa Tenggara

Etude pour le Projet de développement de l'énergie hydroélectrique à accumulation par pompage dans le cours supérieur du Cisokan
 Etude pour le Projet de développement de l'énergie hydroélectrique à Warsamson
 Etude pour le plan directeur sur le développement de l'énergie électrique
 Etude de faisabilité pour le projet de développement d'une usine thermique à base de houille à Ujung Pandang
 Etude pour le plan directeur pour la standardisation industrielle et la promotion du contrôle de qualité
 Etude pour le développement de l'énergie hydroélectrique à Poko
 Exploration minière dans la zone de Tasikmalaya
 Etude pour le développement du secteur industriel – industries de soutien
 Etude pour le plan directeur sur le développement des matériaux en céramique
 Etude de faisabilité pour le projet de développement du système d'artères routières de la zone métropolitaine de Jakarta
 Etude sur les ressources en eau intégrées de Ciujun-Cidurian
 Etude pour le plan directeur sur l'électrification rurale commune de Ache et Nord Sumatra
 Etude pour le plan directeur sur la gestion et l'amélioration de l'inventaire des ressources côtières
 Etude pour le développement d'un système de métrologie légal
 Etude pour le Projet d'irrigation de Bilah Barumon
 Etude de suivi pour l'exploration minière du Sud de Sumatra

Laos

Etablissement d'une carte topographique de la province de Bolikhamxai
 Etude pour le développement des eaux souterraines dans les provinces de Champasak et Saravan
 Etude pour la construction d'un pont sur le Mékong à Pakes
 Etude pour le Projet de développement agricole rural intégré de Boloven Plateau
 Etude pour le plan directeur sur le développement de l'énergie hydroélectrique dans le bassin de Se Kong

Malaisie

Etude pour l'introduction du réajustement des terrains en Malaisie
 Etude pour la standardisation de la conception des ponts
 Etude de faisabilité pour le périphérique extérieur de Kuala Lumpur
 Etude du Plan de gestion d'ensemble du bassin de la rivière Muda
 Etude pour la gestion et la planification du Centre Techno de KULIM I.P.
 Etude pour le développement du secteur industriel (industries de soutien)
 Exploration minière dans la zone du centre de Sabah
 Etude de l'embouchure de la rivière national
 Etude pour le plan directeur sur le développement du reboisement dans le nord de Sabah
 Etude de faisabilité pour le développement de petits réservoirs dans la Péninsule malaise

Mongolie

Etablissement d'une carte topographique de la zone de Ulaan Tsav
 Etude du système d'alimentation en eau de Oulan-Bator et de ses environs
 Etude de gestion des ressources forestières de Selenge Aimak
 Etude pour le plan directeur sur le développement agricole et rural intégré dans la région du centre
 Etude sur le développement d'ensemble du charbon et plan d'utilisation
 Exploration minière dans la zone d'Altan Tal
 Etude de pré-faisabilité pour le développement dans la zone de Tsau

Népal

Etude pour le plan directeur sur le projet d'évaluation et de développement des ressources d'eau souterraines de Terai
 Etude pour le plan directeur sur la réhabilitation des plans gouvernementaux pour l'irrigation de développement à Katmandou
 Etude de développement sur le plan général de gestion des bassins fluviaux dans les vallées de l'Ouest
 Etude du plan de modernisation de l'aéroport international de Tribhuvan

Pakistan

Etude sur le plan de transport national
 Etude de faisabilité pour le projet d'irrigation du premier niveau sur la rive droite du Chashma
 Etude de faisabilité sur les cours des affluents à Punjab

Philippines

Etude pour le plan directeur sur le programme de développement du centre de Luzon
 Etude de contrôle de l'inondation et des écoulements de boue pour le drainage de la rivière Sacobia Bambia/Abacan du Mt. Pinatubo
 Etude du développement de l'alimentation en eau de Cavite
 Etude de faisabilité pour le projet de réhabilitation de l'autoroute Pan-philippines (section Mindanao)
 Préparation du plan du secteur de l'alimentation en eau, de l'assainissement et de l'hygiène provincial
 Etude pour le plan directeur sur le système d'assainissement de Metro Manira
 Etude du plan de développement touristique viable du point de vue environnemental pour le Nord de Palawan
 Etude pour le projet d'irrigation montagnarde et de développement rural dans le Sud de Luzon
 Etude pour le projet d'irrigation et de développement rural de l'Ouest de Legazpi

Approche conceptuelle du développement des stratégies d'exploration de l'or, de la minéralisation des métaux précieux et de base dans l'île de Catanduanes
Etude pour le plan directeur du développement régional intégré de Cebu
Etude pour le contrôle des inondations des rivières des centres urbains sélectionnés
Etude de développement intégrée des ports de la région de la capitale
Etude pour le développement de communautés de réforme agraire viables dans le Sud de Palawan
Etude pour le projet de développement du bassin versant de Mirikina
Etude pour le Projet d'amélioration de la fiabilité de la centrale électrique de Mala

Sri Lanka

Plan directeur pour le développement du nouveau port de Colombo
Plan directeur pour le développement de ponts
Etude du réseau de télécommunications
Etude de développement sur le Projet de développement général de la zone Sud
Etude sur la réhabilitation des systèmes d'irrigation et de drainage des bassins fluviaux du Sud de Sri Lanka
Etude sur l'alimentation en eau de Kalu Ganga à grand Colombo
Plan directeur pour le développement agricole et rural pour le programme de réhabilitation des paysans

Thaïlande

Etude pour le plan d'amélioration du transport ferroviaire autour de la ville de Bangkok compte tenu du développement urbain
Etude pour le plan de prévention des désastres routiers
Etude pour le programme d'amélioration de l'environnement urbain
Etude sur le projet de réhabilitation et conservation des terres agricoles des provinces de Surat Thani et Nakhon Si Thammarat
Plan directeur pour le projet de développement intégré de l'agriculture et des ressources en eau des bassins fluviaux de Huai Mon Nam Suai et Huai Luang
Etude pour le plan d'amélioration et d'extension du système de distribution d'énergie dans la zone métropolitaine
Exploration minière dans la zone de Chiang Khong/Doi Chong/Ratchaburi
Etude d'exploration et d'évaluation du charbon
Etude pour la gestion des eaux souterraines et des affaissements de terrain dans la zone métropolitaine de Bangkok et ses environs
Etude pour la modernisation du port de Bangkok
Etude pour le projet d'autoroute à péage interurbaine
Etude pour le système d'inspection et de maintenance de l'autoroute
Etude sur le développement du secteur industriel - industries de soutien
Etude pour le projet d'économie d'énergie et de renforcement des capacités des ressources humaines

Viet Nam

Amélioration de la ligne ferroviaire Hanoi-Ho Chi Minh pour arriver à une vitesse moyenne de 70 km/h pour les trains express de voyageurs en l'an 2000
Etude pour le plan directeur sur le développement des ressources en eau de Dong Nai et des bassins environnants
Etude pour le nouveau plan directeur pour l'aéroport international de Hanoi
Etude pour le développement de l'alimentation en eau de la ville de Hanoi
Etude pour l'amélioration de l'autoroute n° 18
Etude pour le plan directeur sur le projet de réhabilitation et de développement du transport côtier
Etude pour le transport urbain dans la ville de Hanoi
Etude des ressources marines
Etude pour le plan directeur sur le développement de l'énergie électrique
Etude de faisabilité pour la réhabilitation du système électrique de Da Nhim
Etude pour le plan directeur sur le développement industriel de la zone de Hanoi
Exploration minière à Vanyen et dans la zone Ouest de Thanh Hoa
Etude de faisabilité pour le projet de construction du port de Cailan
Etude du système de drainage urbain et d'évacuation des ordures de la ville de Hanoi
Plan directeur pour le développement du groupe de ports du Nord-Est et du système de transports connexe
Etude de faisabilité pour le projet d'amélioration du système de drainage de la zone agricole du Sud de Bac Duong

Moyen-Orient

Egypte

Etude sur le pont sur la partie Nord du Canal de Suez
Etude du plan directeur pour les Chemins de fer nationaux égyptiens
Etude pour le projet d'amélioration des terres agricoles dans la zone d'Omoum

Iran

Etude du secteur portuaire
Etude sur le plan directeur intégré pour le contrôle de la pollution atmosphérique dans la zone élargie de Téhéran
Analyse de l'économie et de l'usage rationnel de l'énergie dans le secteur social et économique

Jordanie

Etude sur le désalinisation des eaux souterraines de Brackish
Etude pour le plan d'amélioration du Port d'Aqaba
Etude pour le plan de développement du tourisme
Etude pour le développement industriel des régions du Sud
Etude pour le Projet d'amélioration des adductions d'eau dans la zone de Zarqa

Maroc

Etude d'alimentation en eau potable de la région du Pré-rif
Planification régionale des reboisements à objectif principal de production de bois de feu

Oman

Projet de développement de l'agriculture dans la région de Nejd
Exploration minière sur la côte de Batinah dans le centre
Etude pour le plan directeur sur le développement industriel
Etude pour le projet d'électrification de Barka et d'usine de désalinisation
Etude sur le projet de développement des routes

Arabie saoudite

Coopération technique pour le projet technologique de désalinisation de l'eau de mer

Syrie

Etude pour le plan de développement des ports
Etude pour le plan d'extension du réseau de télécommunications national
Etude pour l'amélioration et l'extension du système de distribution d'eau de la ville de Damas
Etude pour plan directeur sur la formation et le recyclage des ressources humaines

Tunisie

Projet d'amélioration des périmètres irrigués dans les oasis du Sud

Turquie

Etude pour la réhabilitation et la maintenance d'un pont autoroutier
Etude pour le projet d'irrigation du bassin fluvial de la Kucuk Menderes
Etude pour l'utilisation rationnelle de l'énergie
Etude pour le système de prévision des inondations pour le bassin de la rivière Seyhan
Exploration minière dans la zone de Kure
Etude pour le projet de développement de l'énergie hydroélectrique de Koprubasi

Emirats Arabes Unis

Etude du plan directeur sur les ressources en eaux souterraines pour le développement agricole autour de la ville d'Al Dhaid

Afrique**Côte d'Ivoire**

Projet de développement rural intégré de la moyenne vallée du N'zi

Ethiopie

Etude pour l'alimentation en eau et l'hygiène d'onze centres
Etude de faisabilité pour le projet de développement agricole de la plaine de Becho

Ghana

Etablissement d'une carte topographique de la partie Sud
Etude pour la réhabilitation du projet d'irrigation

Kenya

Etude pour le plan directeur sur le développement du réseau routier
Plan directeur national du tourisme
Projet hydroélectrique des chutes de Mutonga

Madagascar

Etude de l'exploitation des eaux souterraines dans la région du Sud-Ouest
Etude sur le développement du port d'Antsiranana

Malawi

Etude pour le plan directeur sur la gestion viable des ressources à usages multiples de la réserve de faune et de flore de Nkhhotakota

Mali

Etude de faisabilité du projet de développement agricole de la zone de Nara
Etude de suivi pour l'exploration minière dans la région de Bougouni
Etude sur l'utilisation photovoltaïque pour le système de pompage dans la région de Nara

Namibie

Exploration minière dans la zone d'Orange et de Kalkfeld

Niger

Cartographie des régions du Pjema Ganda et des Dallos
Exploration de minière dans le Sirba

Nigeria

Etude pour le plan directeur sur les ressources en eau nationales

Sénégal

Etude de faisabilité sur le développement du système électrique dans la zone de Dakar

Etude sur l'assainissement de Dakar et ses environs

Tanzanie

Etude pour l'alimentation en eau urbaine de Monduli, Arusha

Etude de développement des routes à Dar es Salaam et de gestion du trafic

Etude sur le développement des ressources en eau dans le bassin de la rivière Ruve

Etablissement d'une carte topographique du bloc Mwanza-Geita

Ouganda

Etablissement de la carte topographique du bloc Kampala et Jinja, Le Nord du lac Victoria

Etude pour le plan directeur sur le projet de développement agricole et rural intégré du centre de l'Ouganda

Etude pour le plan directeur sur le réseau de télécommunication

Burkina Faso

Etude pour le plan directeur sur le développement agricole intégré dans le cours supérieur de la rivière Mouhoun

Zambie

Plan directeur national pour l'eau

Etude pour le Projet de développement rural de Mongu dans la plaine d'inondation de la rivière Zambezi

Etude pour la gestion des ressources forestières dans les forêts de teck dans le Sud-Ouest de la Zambie

Exploration minière dans la zone du Sud-Est de Chambishi

Zimbabwe

Etude pour le plan directeur sur le développement agricole du cours inférieur de la rivière Mundayi

Exploration minière dans la zone de Makomde

Amerique Latine

Argentine

Etude pour le développement économique (II)

Etude pour la gestion des ressources forestières dans le Chaco

Etude sur le contrôle de la pollution atmosphérique pour les centrales thermiques

Etablissement d'une carte topographique de la région Nord-Est

Exploration minière coopérative dans la zone d'Oeste

Bolivie

Etude pour le projet d'amélioration de la ligne Oruro-Cochabamba

Etablissement d'une carte topographique de la région de La Paz-Beni

Etude pour l'exploitation des eaux souterraines dans les provinces

Evaluation de l'impact sur l'environnement de l'amélioration de la route entre San Borja et Trinidad

Etude du projet pour le plan directeur sur les mesures anti-inondation dans la zone nord du département de Santa Cruz

Etude pour le plan directeur sur la planification du système de commercialisation des produits agricoles dans le département de Santa Cruz

Exploration minière dans la zone de Huanuni

Etude de suivi pour l'exploration minière dans la zone de Colquiri

Brésil

Plan directeur pour l'utilisation des ressources en eau dans l'Etat de Parana

Etude sur les ressources halieutiques de l'Amazonie et de l'embouchure de la rivière Tocantins

Etude pour l'évaluation de la qualité de l'environnement dans les régions sous l'influence des usines thermiques à base de houille

Etude sur la réhabilitation de la zone d'exploitation minière dans la région Sud de l'Etat de Santa Catarina

Etude sur la navigation dans le bassin de la rivière Parnaíba

Chili

Exploration minière dans la zone de Veraguas Progreso

Plan directeur pour la gestion des déchets industriels dans la zone métropolitaine

Etude sur le nouveau pont Bio-bio

Etude sur le développement des ressources en eau dans le Nord du Chili

Colombie

Projet de circulation routière dans la ville de Satafe, Bogota

Costa Rica

Etude pour le Projet de développement de l'énergie hydroélectrique Los Lanos

République Dominicaine

Projet de développement agricole dans la zone de Limon del Yuna

Equateur

Etude pour le plan directeur sur le port de Puerto de Guayaquil

Exploration minière dans les zones de Junin et Cuellaje

Etude de conception détaillée des projets de transbassins d'eau pour les bassins de la rivière Chone-Portoviejo
 Etude pour le projet d'amélioration de la fiabilité du service du système interconnecté national
 Etude pour le projet d'irrigation de Tumbabiro

Salvador
 Développement agricole intégré dans le bassin de la rivière Jiboa

Guatemala
 Etude des eaux souterraines dans la région des plateaux du centre
 Etude pour le projet de transport urbain dans la zone métropolitaine de Guatemala
 Etude pour l'amélioration du traitement des eaux usées dans la zone métropolitaine de Guatemala
 Etude pour le plan directeur sur la gestion de la forêt à Baja Verapas

Honduras
 Etude sur les stratégies et les plans pour l'amélioration du niveau de la santé publique
 Projet de maintenance du système de circulation des véhicules à Tegucigalpa
 Etude de gestion et développement des ressources forestières à Teupassenti
 Etude sur le projet de développement d'agriculture irriguée dans la vallée de Jesus de Otoro, département d'Intibuea

Mexique
 Etude sur les techniques de combustion pour le contrôle de la pollution atmosphérique dans la zone métropolitaine de Mexico
 Etude pour le plan directeur sur le développement intégré de l'agriculture, de l'élevage et des zones rurales sur la côte de Jalisco
 Exploration minière dans la zone de Campo Seco, Etat de Guerrero
 Etude sur le traitement des eaux souterraines dans le district fédéral de Mexico
 Etude de suivi sur l'exploration minière dans la zone de Tejupilco

Nicaragua
 Etude pour l'amélioration du système de gestion des déchets industriels de la ville de Managua
 Etude pour l'amélioration et la réhabilitation des routes

Panama
 Etude sur le développement du tourisme sur les côtes du Panama

Paraguay
 Etude pour le plan directeur sur les programmes de soutien aux petits fermiers
 Etude sur la gestion des déchets industriels dans la zone métropolitaine d'Asuncion
 Etude pour le plan directeur sur le projet de développement intégré de l'agriculture et de l'élevage dans le Bas-Chaco

Trinité-et-Tobago
 Etude pour la prévention de la pollution et le contrôle dans le secteur pétrolier

Venezuela
 Etude pour l'établissement d'une cokerie

Océanie

Iles de Cook
 Etude pour la protection côtière et l'amélioration du port

Fidji
 Etude pour l'exploitation des eaux souterraines dans le Nord de Viti Levu
 Préparation de cartes marines pour la région des îles de Lau au nord

Kiribati
 Etude pour le développement des ports

Iles Salomon
 Etude de développement pour l'amélioration du système de commercialisation du poisson dans tout le pays

Vanuatu
 Etude des ressources océaniques dans la zone maritime de SOPAC

Europe

Bulgarie
 Etude pour la restructuration et la modernisation de la sidérurgie
 Etude pour le remplacement de l'usine thermique de Marista Est n°1 pour l'amélioration des performances des unités et la protection de l'environnement
 Etude pour la gestion des déchets industriels sur le territoire de la municipalité élargie de Sofia
 Etude pour le plan directeur sur les priorités de l'investissement dans les infrastructures du transport

Slovaquie
 Etude pour la modernisation du système d'alimentation thermique

Hongrie
 Restructuration de la société de pièces automobiles nationalisée
 Etude pour le traitement municipal des déchets à Budapest
 Etude d'un plan intégré de contrôle de la pollution atmosphérique pour la zone de Sajó

Roumanie

Etude pour le projet d'irrigation dans Ruginesti-Pufesti-Panciu du département de Vrancea

Etude pour le projet de traitement des déchets à Bucarest

Projet d'économie d'énergie et de mesures antipollution à la fonderie de Galati

Pologne

Etude pour la modernisation et le contrôle de la pollution environnementale à la raffinerie et à l'usine pétrochimique Mazovian à Plock

Kazakhstan

Etude pour le développement du réseau routier dans l'Ouest du Kazakhstan

Etude pour le plan directeur sur la promotion des industries sur les métaux non-ferreux

Exploration minière dans les zones de Dzhaman Aybat et de Samalsky

Kirghizistan

Etude pour le plan directeur sur le plan de développement industriel

Exploration minière dans la zone de Talas

Etude pour l'amélioration du système de paiement

Etude pour le plan directeur sur le développement du réseau de radio et télé-diffusion dans tout le pays

Ouzbékistan

Etude des systèmes d'alimentation en eau dans six villes de la zone de la mer d'Aral

Exploration minière dans la One de Bukantau

2. Coopération technique de projet-type (Pays / Projet / Durée)

ASIE	
Bangladesh	
Institut d'étude de second cycle d'Agriculture, Projet Phase 2	1990/07/04 - 1995/07/03
Chine	
Projet de Centre d'éducation médicale Chine-Japon	1989/11/18 - 1994/11/17
Projet de centre d'étude de la culture de légumes à Pékin	1988/01/01 - 1994/12/31
Projet de formation à la gestion des bassins hydrographiques sur le Plateau de Loess	1990/01/15 - 1995/01/14
Projet de centre de formation aux sciences et technologies animales en laboratoire	1992/07/01 - 1997/06/30
Centre de formation à l'économie d'énergie de Dalian	1992/07/09 - 1997/07/08
Projet de centre de protection de l'environnement d'amitié nippo-chinoise	1992/09/01 - 1995/08/31
Programme pilote pour le développement technologique pour le projet de système d'information sur les rivières	1993/06/01 - 1998/05/31
Centre de formation aux technologies liées aux logiciels de SSTC	1993/11/12 - 1998/11/11
Projet de Centre de recherche pour l'exploration des ressources minières	1994/09/01 - 1999/08/31
Projet de Centre pour les instructeurs pour la formation professionnelle du Ministère du Travail	1994/11/01 - 1999/10/31
Projet de contrôle de la polio	1991/12/04 - 1996/12/03
Projet de contrôle de la qualité des médicaments de Tianjin	1993/11/06 - 1998/11/05
Projet de développement de l'élevage de Tianjin	1990/03/01 - 1997/02/28
Projet de développement de la foresterie dans la province de Fujian	1991/07/01 - 1996/06/30
Projet de formation aux techniques de réparation et de maintenance des équipements agricoles	1992/04/01 - 1997/03/31
Projet de recherche sur le riz et le blé dans le bassin du Fleuve jaune dans la province de Henan	1993/04/01 - 1998/03/31
Projet de développement du génie de drainage et d'irrigation et de centre de formation	1993/06/10 - 1998/06/09
Projet de recherche pour la protection de la forêt dans la Région autonome de Ningxia Hui	1994/04/01 - 1999/03/31
Projet de développement de technologies concernant les produits laitiers, Mongolie intérieure	1994/06/01 - 1999/05/31
Centre de formation aux technologies de moulage modernes de Shanghai	1991/09/01 - 1995/08/31
Centre de recherche sur la pollution de l'eau et la réutilisation de l'eau	1992/11/19 - 1997/11/18
Inde	
Institut de sciences médicales de troisième cycle Sanjay Gandhi : SGPGI	1990/08/01 - 1995/07/31
Projet de développement de technologies de sériciculture bivoltine	1991/06/01 - 1996/05/31
Indonésie	
Laboratoire de traitement de l'image pour l'étude du pétrole et du gaz	1989/08/21 - 1994/09/20
Planning familial et soin de la mère et de l'enfant	1989/11/29 - 1994/11/28
Projet de renforcement de Centre d'insémination artificielle	1986/04/01 - 1995/03/31
Projet de génie de la détection à distance Phase 2 pour le développement des infrastructures agricoles	1988/06/06 - 1994/06/05
Projet de recherche sur la forêt vierge tropicale Phase 2	1990/01/01 - 1994/12/31
Projet de soutien pour le développement d'un niveau d'éducation plus élevé / HEDS	1990/04/12 - 1996/07/31
Centre de formation pour l'alimentation en eau et l'assainissement de l'environnement	1991/04/01 - 1996/03/31
Projet du Centre technique Sabo : STC	1992/04/01 - 1997/03/31
Projet de développement de la formation professionnelle CEVEST	1992/06/01 - 1997/05/31
Modernisation du système d'éducation et de formation de Perumka à Jabotabek	1992/09/01 - 1997/07/31
Centre de gestion de l'environnement	1993/01/01 - 1997/12/31
Développement des technologies appropriées pour les immeubles résidentiels à étages multiples et des infrastructures environnementales pour les personnes à revenu faible	1993/11/01 - 1998/10/31
Projet de construction d'un centre pour l'installation des lignes téléphoniques extérieures	1994/11/20 - 1998/11/19
Projet de développement du système de réhabilitation professionnelle du Centre national de réhabilitation des handicapés physiques, PROF.DR. Surakarta	1994/12/20 - 1997/12/20
Projet de transfert technologique fondamental pour la production de vaccins pour la rougeole atténuée et la poliomyélite en Indonésie	1989/09/01 - 1994/08/31
Projet pour l'amélioration du système de soins médicaux d'urgence de l'hôpital Dr. Soetomo à Surabaya/Est de Java	1995/02/01 - 2000/01/31
Projet de sauvegarde de la forêt dans le sud du Sulawesi	1988/07/21 - 1995/07/20
Projet intégré de développement agricole et rural dans le sud-ouest de la province de Sulawesi	1991/03/01 - 1996/02/29

Projet d'amélioration des arbres des forêts	1992/06/01 - 1997/05/31
Projet de multiplication des graines de pommes de terre et de formation	1992/10/01 - 1997/09/30
Recherche et développement pour projet d'incubation d'espèces multiples en Indonésie	1994/04/02 - 1999/04/01
Projet de centre de service pour l'irrigation	1994/06/10 - 1999/06/09
Projet d'amélioration des techniques statistiques concernant l'agriculture et de formation	1994/10/01 - 1999/09/30
Projet de recherche sur la forêt de régime pluvieux, Phase 3	1995/01/01 - 1999/12/31
Centre de formation à l'exportation d'Indonésie: IETC	1988/09/02 - 1995/09/30
Formation dans la technologie de prévention de la pollution industrielle	1993/10/08 - 1998/10/07
Corée	
Projet de recherche pour la promotion de l'efficacité dans l'usage des terres agricoles	1989/06/01 - 1994/05/31
Projet de centre d'évaluation des nouveaux matériaux	1991/10/15 - 1996/10/14
Projet pour la prévention des maladies professionnelles	1992/04/13 - 1997/04/12
Projet pour le développement d'un système d'amélioration de la qualité de l'eau	1993/09/01 - 1998/08/31
Projet de gérontologie coréen	1990/11/01 - 1995/10/31
Laos	
Coopération technique conjointe Japon/OMS pour le projet de soins médicaux primaires	1992/10/01 - 1997/09/30
Malaisie	
Projet d'application de radiations	1989/07/05 - 1994/07/04
Laboratoire de développement du système Intelligence Artificielle	1995/03/01 - 2000/02/29
Projet pour l'amélioration du service des soins d'urgence et d'assistance à Sarawak	1992/08/01 - 1997/07/31
Projet de recherche et développement sur le diagnostic de maladies tropicales sélectionnées	1993/01/01 - 1995/12/31
Développement du département de biotechnologie à la Faculté des sciences alimentaires et de biotechnologie, UPM	1990/06/01 - 1995/05/31
Projet de recherche pour l'utilisation efficace du bois à Sarawak	1993/04/01 - 1998/03/31
Projet d'évaluation et analyse des substances chimiques dangereuses et traitement biologique des déchets industriels	1993/09/09 - 1997/09/08
Société de développement du commerce extérieur malaise	1994/07/01 - 1999/06/30
Mongolie	
Institut de géologie et de ressources minières	1994/03/09 - 1999/03/08
Myanmar	
Centre de technologie pour l'irrigation	1988/04/01 - 1997/03/31
Projet de Centre de formation au développement de la sylviculture	1990/08/01 - 1995/07/31
Népal	
Projet pour le programme national sur la tuberculose	1987/04/17 - 1994/04/16
Projet d'extension de sylviculture	1991/07/16 - 1994/07/15
Projet du Centre technique de prévention des désastres liés à l'eau : DPTC	1991/10/07 - 1996/10/06
Projet d'éducation médicale	1989/06/20 - 1994/06/19
Projet de soins médicaux primaires	1993/04/01 - 1998/03/31
Projet national de contrôle de la tuberculose, Phase 2	1994/07/05 - 1999/07/04
Projet de développement de la pêche en eau douce	1991/11/01 - 1996/10/31
Projet de développement de l'horticulture, Phase 2	1992/11/12 - 1997/11/11
Projet de développement des villages et de sauvegarde de la forêt	1994/07/16 - 1999/07/15
Pakistan	
Projet de laboratoire de préservation et de recherche des ressources génétiques	1993/06/01 - 1998/05/31
Laboratoire de géoscience pour l'étude géologique	1990/10/01 - 1995/09/30
Philippines	
Projet de l'ANSEA sur le revêtement métallique contre la corrosion atmosphérique	1987/10/30 - 1994/10/29
Projet de Centre de sécurité et de santé professionnelle : OSHC	1988/04/01 - 1995/03/31
Projet de Centre pour la recherche et le développement sur le sol	1989/07/13 - 1994/06/30
Projet d'institut d'élevage des crocodiles	1987/08/20 - 1994/08/19
Projet d'amélioration des conditions de vie dans les zones rurales : RLGP	1991/10/01 - 1996/09/30
Centre national pour les études sur les transports : NCTS	1992/04/01 - 1997/03/31
Projet national de développement de la production dans la construction : NCPDP	1993/04/01 - 1998/03/31
Projet pour l'amélioration de la formation professionnelle de IVTD-NMYC : PEVOTI	1994/04/01 - 1999/03/31
Projet de développement du personnel enseignant pour les sciences et les mathématiques : SMEMDP	1994/06/01 - 1999/05/31
Institut de développement de logiciels au Philippines	1995/01/01 - 1999/12/31
Projet de développement de la santé publique	1992/09/01 - 1997/08/31
Projet de planning familial et de santé de la mère et de l'enfant	1992/04/01 - 1997/03/31
Projet d'Institut de recherche sur le riz aux Philippines	1992/08/01 - 1997/07/31
Projet de gestion de l'irrigation des cultures diversifiées, Phase 2	1993/05/28 - 1998/05/27
Projet de Centre de développement et recherche sur le sol, Phase 2	1995/02/01 - 2000/01/31
Standardisation industrielle et tests électriques	1993/08/24 - 1997/08/23

Singapour	
Centre de l'Intelligence Artificielle Japon-Singapour à Singapour	1990/04/01 - 1995/03/31
Sri Lanka	
Projet de Centre pour les ressources génétiques végétales	1988/04/01 - 1995/03/31
Projet d'Institut de recherche médicale	1989/01/01 - 1995/12/31
Projet d'amélioration de l'extension de l'agriculture à Gampaha	1994/07/01 - 1999/06/30
Projet Services national de quarantaine pour les plantes	1994/07/01 - 1999/06/30
Thaïlande	
Projet sur les revêtements organiques contre la corrosion atmosphérique	1987/11/30 - 1994/11/29
Projet de recherche à l'Institut national de la santé (NIH)	1985/08/01 - 1994/07/31
Projet d'activités pour le renforcement de la recherche, Phase 2, Université de Kasetsart	1987/04/16 - 1994/04/15
Projet de recherche et développement agricole, Phase 2, dans le Nord-est de la Thaïlande	1988/12/16 - 1994/12/19
Centre de standardisation industrielle, tests et formation	1989/12/01 - 1994/11/30
Projet de Centre de recherche et de formation concernant l'environnement	1990/04/01 - 1997/03/31
Centre national de formation aux logiciels informatiques	1991/05/01 - 1996/04/30
Projet de Centre de formation ferroviaire	1992/06/01 - 1997/05/31
Formation pour le système automatique de distribution	1992/06/30 - 1997/06/29
Projet pour l'extension et la modernisation du Centre de formation à la marine marchande	1993/03/03 - 1998/03/02
Développement d'un cours de génie méca-électronique au niveau de licence du Collège technique de Pathumwan	1993/04/01 - 1998/03/31
Projet d'amélioration de la capacité d'ingénierie de l'Université de Thammasat	1994/04/01 - 1999/03/31
Projet d'Institut national de formation technique pour les stations de pompage, Phase 2	1994/09/01 - 1999/08/31
Projet de santé communautaire	1991/09/01 - 1996/08/31
Projet pour la prévention et le contrôle du SIDA	1993/07/01 - 1996/06/30
Projet pour le renforcement des activités d'hygiène alimentaire	1994/04/01 - 1999/03/31
Projet de planning familial et de santé de la mère et de l'enfant	1991/06/01 - 1996/05/31
Projet de recherche pour le développement des ressources halieutiques	1988/07/01 - 1995/06/30
Projet de Centre des techniques d'irrigation, Phase 2	1990/04/01 - 1997/03/31
Projet de reboisement et d'extension dans le Nord-Est de la Thaïlande	1992/04/01 - 1997/03/31
Projet de Centre de sauvegarde des terres et de l'eau dans l'Est de la Thaïlande	1993/06/10 - 1998/06/09
Projet de recherche en biotechnologie végétale de l'Université Chiang Mai	1993/08/01 - 1998/07/31
Projet de développement de l'élevage laitier dans la région centrale	1993/08/01 - 1998/07/31
Projet d'Institut national vétérinaire, Phase 2	1993/12/09 - 1998/12/08
Projet de recherche pour le développement de la qualité des produits halieutiques	1994/04/01 - 1999/03/31
Centre de développement de la céramique au Nord	1992/10/14 - 1997/10/13
Projet de développement de la production	1994/02/18 - 1999/02/17
Moyen-Orient	
Algérie	
Université des Sciences et de la Technologie d'Oran	1989/11/01 - 1994/10/31
Égypte	
Hôpital pédiatrique de l'Université de Caire, Phase 2	1989/07/01 - 1996/06/30
Projet d'Institut supérieur des soins médicaux de l'Université de Caire	1994/04/01 - 1999/03/31
Iran	
Centre de formation pour la signalisation Yazd (YSTC)	1993/12/01 - 1996/11/30
Projet de développement agricole du bassin de la rivière Haraz	1990/04/01 - 1996/03/31
Jordanie	
Développement des techniques informatiques et centre de formation	1990/06/27 - 1994/06/26
Maroc	
Projet de l'Institut de formation aux engins et à l'entretien routier	1992/04/16 - 1997/04/15
Projet de formation en technologies des pêches	1994/06/20 - 1999/06/19
Oman	
Projet de formation et de développement de la pêche	1993/05/07 - 1998/05/06
Arabie saoudite	
Institut d'électronique royal	1974/06/12 - 1996/09/30
Tunisie	
Projet pour la promotion de l'éducation du planning familial	1993/03/23 - 1998/03/22
Turquie	
Centre de recherche pour la prévention des désastres sismiques	1993/04/01 - 1998/03/31
Centre de recherche hydraulique de Porto	1995/01/01 - 1999/12/31
Projet de développement et d'évaluation du contrôle de qualité des produits biologiques	1993/01/01 - 1995/12/31
Projet de promotion de l'éducation de la population, Phase 2	1993/11/08 - 1998/11/07

Yémen	
Projet pour le contrôle de la tuberculose, Programme 2	1993/02/21 - 1998/02/20
Afrique	
Ghana	
Projet de l'Institut à la mémoire de Noguchi, Phase 2	1991/10/01 - 1996/09/30
Côte d'Ivoire	
Projet de formation à la mécanisation agricole appliquée à la riziculture irriguée	1992/08/01 - 1997/07/31
Kenya	
Institut technique NYS	1988/01/01 - 1997/12/31
Université Jomo Kenyatta, Collège d'agriculture et de technologie (programme pour non-licenciées): JKUCAT	1990/04/19 - 1997/04/18
Institut d'arpentage et de mesure du Kenya	1994/10/01 - 1999/09/30
Projet de recherche et de contrôle des maladies infectieuses	1990/05/01 - 1995/04/30
Projet de promotion de l'éducation de la population (2)	1993/12/16 - 1998/12/15
Projet de développement de l'irrigation à Mwea	1991/02/01 - 1996/01/31
Projet de formation à la sylviculture sociale, Phase 2	1992/11/26 - 1997/11/25
Malawi	
Projet scientifique de santé communautaire	1994/09/01 - 1999/08/31
Tanzanie	
Projet de services pour la santé de la mère et de l'enfant	1994/12/01 - 1999/11/31
Projet de sylviculture villageoise au Kilimanjaro, Phase 2	1993/01/15 - 1998/01/14
Projet de Centre de formation agricole du Kilimanjaro	1994/07/01 - 1999/06/30
Zambie	
Projet d'amélioration de la formation technique et professionnelle	1987/10/01 - 1994/09/30
Projet de contrôle des maladies infectieuses	1989/04/01 - 1995/03/31
Projet d'enseignement vétérinaire à l'Université de Zambie, Phase 2	1992/07/22 - 1997/07/21
Amérique Latine	
Argentine	
Projet de Centre de formation informatique	1991/12/31 - 1996/12/12
Projet de recherche à la Faculté de science vétérinaire, Université nationale de la Plata	1989/03/01 - 1996/02/29
Projet d'évaluation et de gestion des ressources halieutiques	1994/12/01 - 1999/11/30
Projet d'étude des virus des végétaux	1995/03/01 - 2000/02/29
Bolivie	
Projet d'amélioration du bétail	1987/09/10 - 1994/09/09
Projet de contrôle des maladies gastro-intestinales	1992/10/01 - 1995/09/30
Projet de système d'approvisionnement médical à Santa Cruz	1994/12/15 - 1998/12/14
Projet de Centre de recherche pour le développement de la pêche	1991/06/15 - 1996/06/14
Bésil	
Centre d'automation de la production SENAI/SP	1990/06/28 - 1995/06/27
Projet de renforcement de la capacité technique des matériaux	1992/12/15 - 1997/12/14
Centre de recherche sur les maladies gastro-intestinales de l'Université de Campinas	1990/07/06 - 1995/07/05
Projet de santé publique dans le Nord-Est du Brésil, à Pernambuco	1995/02/10 - 2000/02/09
Projet de coopération pour la recherche agricole en Amazonie	1990/06/28 - 1995/06/27
Projet de recherche pour la sauvegarde de la forêt et de l'environnement dans l'Etat de Sao Paulo	1993/02/01 - 1998/01/31
Projet de développement agricole durable et de sauvegarde des ressources naturelles dans la région de Cerrado	1994/08/01 - 1999/07/31
Centre de formation pour le contrôle de la pollution minière	1990/06/28 - 1996/06/27
Projet de gestion des déchets industriels	1993/08/27 - 1998/08/26
Chili	
Projet de recherche économique et géologique à l'Université de Concepcion	1989/10/01 - 1994/09/30
Centre de formation aux télécommunications numériques	1992/07/27 - 1997/07/26
Projet de cancer des organes digestifs	1991/01/01 - 1995/12/31
Projet de sauvegarde des ressources génétiques végétales	1989/01/01 - 1995/12/31
Projet de contrôle de l'érosion et de l'afforestation dans la région quasi-désertique	1993/03/01 - 1998/02/28
Projet de Centre de formation à la sécurité et à l'environnement minier	1994/07/01 - 1999/06/30
Colombie	
Projet de développement de l'agriculture irriguée dans les zones en pente	1991/10/01 - 1996/09/30
Récupération de métaux précieux des minerais complexes de type veine	1992/03/31 - 1996/03/30
Costa Rica	
Projet pour la détection du cancer gastrique	1995/03/01 - 2000/02/28

Projet de Centre de formation des enseignants techniques et du personnel pour le développement industriel dans la région d'Amérique Centrale	1992/09/01 - 1997/08/31
République Dominicaine	
Projet de recherche et clinique pour les maladies gastro-entéritiques	1990/01/01 - 1996/12/31
Projet de développement de la culture de poivre, Phase 2	1992/07/07 - 1997/07/06
Equateur	
Projet de Centre de recherche sur l'aquaculture et la marine	1990/08/01 - 1995/07/31
Guatemala	
Projet de recherche pour le contrôle des maladies tropicales	1991/10/01 - 1996/09/30
Honduras	
Projet de renforcement de la formation des infirmières	1990/09/01 - 1995/08/31
Projet de développement de la production porcine	1993/05/15 - 1998/05/14
Projet de développement de technologie concernant l'irrigation et le drainage	1994/10/01 - 1999/09/30
Mexique	
Projet de prévention des désastres en cas de tremblement de terre	1990/04/01 - 1997/03/31
Centre de formation sur la télévision éducative	1991/04/01 - 1996/03/31
Centre d'actualisation générale pour le Directeur général pour le projet d'éducation technique et industrielle	1994/09/01 - 1999/08/31
Projet de planning familial et de santé de la mère et de l'enfant	1992/04/01 - 1997/03/31
Projet de développement agricole des cités minières dans les zones arides	1990/03/01 - 1997/02/28
Technologie des usines de traitement des minerais	1992/08/17 - 1996/08/16
Panama	
Projet de Centre de formation aux télécommunications	1990/08/01 - 1996/07/31
Projet d'amélioration du niveau de l'école nautique	1993/10/01 - 1998/09/30
Projet de développement des techniques de sauvegarde de la forêt	1994/04/01 - 1999/03/31
Paraguay	
Projet de statistiques agricoles	1990/03/01 - 1995/02/28
Projet de reboisement à Gapiibary, Centre du Paraguay	1987/06/25 - 1994/12/24
Centre de formation aux télécommunications	1992/04/01 - 1997/03/31
Projet régional de renforcement de la santé	1994/12/01 - 1999/11/30
Production des principales céréales	1990/06/01 - 1995/05/31
Projet d'amélioration du marketing concernant les fruits et légumes	1991/03/06 - 1996/03/05
Projet de développement des villages agricoles dans le Sud du Pilar	1994/07/01 - 1999/06/30
Contrôle de qualité de l'industrie textile	1992/02/28 - 1997/02/27
Pérou	
Projet de planning familial et de santé de la mère et de l'enfant	1989/10/06 - 1994/10/05
Uruguay	
Projet d'essai de plastiques	1991/03/21 - 1995/03/20
Projet de coopération pour l'amélioration des arbres de la forêt	1993/03/10 - 1998/03/09
Projet d'amélioration de la protection des arbres fruitiers	1995/03/01 - 2000/02/28
Océanie	
Iles Salomon	
Projet pour la promotion des soins médicaux primaires	1991/09/01 - 1996/08/31
Tonga	
Projet d'étude et développement de la production maritime et de l'aquaculture	1991/10/02 - 1996/10/01
Europe	
Hongrie	
Projet de développement de la productivité	1995/01/01 - 1999/12/31

3. Fourniture d'équipements [Pays / Projet / Montant (en milliers de yens)]

Asie	
Inde	
Equipement pour le traitement thermique à la vapeur	22.330
Indonésie	
Equipement pour l'analyse des terres rares	12.144
Equipement pour l'étude clinique en chirurgie dentaire	9.807
Corée	
Equipement pour le contrôle de la pollution	19.024
Malaisie	
Equipement pour la formation technique pour la fabrication de moules d'acier	60.667
Equipement pour l'observation des inondations	9.233
Equipement pour l'analyse des huiles par séparation	8.195
Equipement pour la formation professionnelle	3.465
Népal	
Equipement pour l'analyse de produits pharmaceutiques	9.430
Philippines	
Equipement pour la promotion de l'agriculture	26.222
Equipement pour la recherche des fuites d'eau	8.649
Equipement pour la formation à la maintenance de marques nautiques	29.911
Moyen-Orient	
Egypte	
Equipement pour l'observation sismique	71.865
Jordanie	
Equipement pour la formation technique à la maintenance des machines	43.543
Equipement pour la mesure de l'urbanisation	3.641
Equipement relatif au savoir-faire sur l'identification des criminels	78.465
Turquie	
Equipement pour la recherche et la mesure de l'environnement	11.227
Equipement pour la mesure de l'environnement routier	73.130
Afrique	
Ethiopie	
Equipement pour la formation professionnelle pour le développement régional	64.519
Ghana	
Equipement pour le traitement de l'information concernant le rôle des Femmes dans le développement (WID)	8.384
Côte d'Ivoire	
Equipement pour le diagnostic interne concernant les organes digestifs	8.081
Madagascar	
Equipement pour la protection des animaux et plantes endémiques rares	32.435
Malawi	
Equipement pour la recherche sur le mode de vie des animaux	6.195
Zimbabwe	
Equipement pour la révision des véhicules	42.906
Equipement pour la gestion des véhicules et des permis de conduire	8.037
Equipement pour les cours scolaires par correspondance	44.290
Zambie	
Equipement pour la maintenance automobile	30.049
Equipement pour les recherches sur l'urbanisme	8.189
Equipement pour les travaux pratiques scientifiques dans les collèges et lycées	9.282
Guinée équatoriale	
Equipement pour la promotion et le développement de la pêche artisanale	22.454
Guinée	
Equipement pour la formation à la maintenance des micro-circuits	3.045
Amérique Latine	
Argentine	
Equipement pour l'étude des ingrédients du lait	2.884
Equipement pour la planification et la fabrication à l'essai de machines	82.503

Equipement pour l'orientation technique pour la culture des légumes	27.266
Bolivie	
Equipement pour le diagnostic des examens cliniques	6.002
Equipement pour la construction du réseau de télécommunications	78.104
Bésil	
Equipement pour le test du potentiel carcinogène	22.017
Equipement pour l'étude de l'utilisation des résidus des produits agricoles traités	36.205
Chili	
Equipement pour l'essai de culture de l'ormeau du Japon	26.767
Colombie	
Equipement pour l'expérimentation sur les mycorhizes endotrophiques	5.311
Equipement pour la formation professionnelle à l'électronique	20.092
Costa Rica	
Equipement pour l'étude de l'utilisation des résidus des produits agricoles traités	7.677
Equipement pour l'observation sismique	47.998
Guatemala	
Equipement pour la mesure de l'énergie électrique	7.423
Honduras	
Equipement pour les essais de fixation des bancs de sable des rivières	1.281
Jamaïque	
Equipement pour l'hygiène hospitalière	3.672
Mexique	
Equipement pour l'essai et l'évaluation des carburants pauvres en soufre	22.875
Equipement pour la microanalyse des ingrédients	16.830
Equipement pour l'observation de la navigabilité dans les ports	2.921
Equipement pour la formation professionnelle à la fonderie et au forgeage	63.582
Equipement pour les essais de performances des machines agricoles	76.220
Panama	
Equipement pour la cartographie	35.307
Paraguay	
Equipement pour l'orientation technique des céramiques	9.670
Equipement pour l'étude pratique des cours d'électricité et d'électronique	4.724
Equipement pour la surveillance des ondes radio	68.444
Uruguay	
Equipement pour l'étude de la neuropathie diabétique	9.945
Océanie	
Fidji	
Equipement pour l'essai de non-fracture	1.936
Equipement pour la mesure de précision	9.528
Tonga	
Equipement pour la formation technique au traitement de l'information	6.709
Samoa Occidentales	
Equipement pour la communication électrique	236
Equipement pour l'éducation	20.703
Equipement pour l'examen de la tuberculose	5.727
Papouasie-Nouvelle Guinée	
Equipement pour la maintenance des moteurs des petits bateaux de pêche	3.232
Micronésie	
Equipement pour le Projet de développement de la radio et de la télévision	887
Vanuatu	
Equipement pour la communication à l'aéroport	3.672
Europe	
Bulgarie	
Equipement pour le diagnostic concernant les organes urinaires	9.528
Equipement de soutien pour la privatisation agricole	19.897
Pologne	
Equipement pour les essais de culture sélective des plantes	19.405
Roumanie	
Equipement pour l'étude de la culture du riz	23.587
Equipement pour la formation professionnelle	8.086

4. Coopération financière non-remboursable réalisée par JICA

[Pays / Projet / Montant de l'E/N (en millions de yens)]

Asie		
Bangladesh		
Projet de construction du pont Meghna Gumti		1.947
Projet d'équilibrage, modernisation, réhabilitation et extension de la station d'épuration de Chandnighat		3.639
Projet de construction de 2 abris anti-cyclone à usages multiples		710
Projet pour la fourniture d'un pont en acier portable pour les routes rurales		733
Bhoutan		
Projet de développement agricole de la vallée de Paro		716
Augmentation de la production alimentaire		300
Cambodge		
Augmentation de la production alimentaire		600
Projet pour la réhabilitation et l'amélioration des installations électriques de Phnom-Penh		1.852
Projet pour la réhabilitation de la route nationale 6A		1.594
Projet pour l'amélioration des installations d'alimentation en eau de Phnom-Penh		1.771
Projet pour l'amélioration du centre de construction de routes		1.486
Projet pour la réhabilitation du port de Phnom-Penh		1.568
Chine		
Augmentation de la production alimentaire		650
Centre de protection de l'environnement de l'amitié Japon-Chine		3.819
Projet pour l'éradication de la poliomyélite		202
Projet pour l'amélioration des équipements médicaux du Centre de Tianjin pour la prévention et le traitement des maladies du métabolisme		504
Projet du Centre d'inspection et de recherche sur les importations et exportations de denrées alimentaires de Chine		989
Projet pour l'amélioration de l'équipement pour le Centre de contrôle de la tuberculose du Tibet		709
Projet pour l'amélioration de l'équipement pour l'immunisation		143
Projet pour l'amélioration de l'équipement pour l'enseignement dans les écoles secondaires dans les zones à minorités ethniques		500
Inde		
Augmentation de la production alimentaire		700
Projet pour l'amélioration des installations de production des médias pour l'éducation de l'Université nationale libre Indira Gandhi		679
Projet pour la construction du pont Nizamuddin		52
Projet pour l'amélioration de l'équipement médical de l'hôpital général d'Osmania		757
Indonésie		
Augmentation de la production alimentaire		1.550
Projet pour l'amélioration d'école maritime de Barombong		852
Projet de développement du réservoir (Embung) dans l'Est de Nusa Tenggara		1.418
Projet pour le renforcement de la gestion de l'environnement du transport routier		525
Projet pour le renforcement des laboratoires provinciaux pour le contrôle de la qualité des produits alimentaires et médicaux		448
Projet d'amélioration des équipements médicaux de l'hôpital de Persahabatan		259
Laos		
Augmentation de la production alimentaire		550
Projet de reconstruction du pont de la route nationale 13		1.307
Projet de développement agricole et rural intégré dans la province de Savannakhet		1.727
Projet d'amélioration des installations d'alimentation en eau dans la ville de Vientiane		1.120
Projet d'amélioration du système de communication par satellite		225
Maldives		
Projet pour la construction d'une digue de mer dans l'île de Male		1.336
Mongolie		
Augmentation de la production alimentaire		250
Construction de route en utilisant de l'asphalte naturelle		55
Projet d'amélioration des installations de transbordement de la station de Zamyn-Uud		1.007
Projet d'amélioration de la laiterie d'Oulan-Bator		878
Projet d'amélioration de l'usine de viande de Dorkhar		927

Projet d'amélioration des transports publics à Oulan-Bator	1.059
Myanmar	
Augmentation de la production alimentaire	1.000
Népal	
Augmentation de la production alimentaire	900
Projet de modernisation de l'aéroport de Tribhuvan	3.453
Projet d'agrandissement de l'hôpital pour enfants de Kanti	418
Projet de construction d'un nouveau pont Bagmati à Thapathali	1.241
Projet de fourniture de matériel et équipement pour la construction d'écoles primaires	312
Projet d'extension et d'agrandissement du système de distribution dans la vallée de Katmandou (II)	1.502
Projet pour la fourniture d'équipements pour le contrôle de l'inondation et la protection routière	790
Pakistan	
Augmentation de la production alimentaire	1.100
Projet de construction de ponts dans la province frontalière Nord	529
Projet pour l'amélioration des équipements médicaux dans la province frontalière Nord-Ouest	897
Projet de gestion du bassin versant et développement de l'irrigation à Mithawan	456
Projet d'établissement d'une école de formation d'enseignantes et d'amélioration des équipements scolaires dans la province frontalière Nord-Ouest	857
Projet d'amélioration de l'éducation primaire dans la province frontalière Nord-Ouest	1.416
Projet d'expansion de la seconde chaîne de télévision éducative	333
Projet d'installation d'équipements à l'Institut de technologie éducative de l'Université libre d'Allama Iqbal	974
Projet d'exploitation des eaux souterraines dans la province frontalière Nord-Ouest	791
Philippines	
Augmentation de la production alimentaire	1.800
Projet de réhabilitation du système d'alimentation en eau de Leyte endommagé par un typhon	1.504
Projet de réhabilitation de la station d'épuration des eaux de Balara	3.412
Projet d'alimentation en eau dans les zones de transfert de population du Mt. Pinatubo	265
Projet de réhabilitation du système d'irrigation de la rivière Dipalo et communale dans la province Est de Panagasinan	591
Projet d'utilisation optimale de l'eau et de développement rural dans le système d'irrigation de la rivière Aganan	2.177
Projet d'amélioration des installations éducatives (II)	2.857
Sri Lanka	
Augmentation de la production alimentaire	1.550
Projet de réhabilitation du port de pêche de Kirinda	212
Port d'amélioration des infrastructures rurales de la rive gauche à Walawe	1.018
Projet d'établissement d'un centre de formation de mécaniciens pour les engins de construction	1.869
Projet de développement rural intégré du district de Gampaha (II)	531
Projet de construction du pont routier Mahaweri	76
Projet d'amélioration des équipements pour la standardisation industrielle et la métrologie du Bureau des normes de Sri Lanka	539
Viêt Nam	
Projet d'amélioration des installations d'alimentation en eau dans le quartier de Gia Lam, ville de Hanoi (II)	2.766
Projet d'amélioration des installations et équipements de la Faculté d'agriculture, Université CanTho	1.518
Projet d'amélioration des équipements médicaux de la ville de Hanoi	1.126
Projet de réhabilitation et d'amélioration de l'hôpital ChoRay	877
Projet de construction et réhabilitation d'écoles primaires et secondaires (II)	1.446
Projet de construction d'installations de port de pêche à VungTau	379
Moyen-Orient	
Egypte	
Augmentation de la production alimentaire	650
Projet de réhabilitation du tunnel Ahmed Humdi	3.058
Projet de réhabilitation et d'amélioration de la station d'épuration d'Amirya	1.018
Projet de réhabilitation et d'amélioration du canal Bahr Yusef	94
Projet d'amélioration du traitement des déchets à Alexandrie (I)	1.161
Jordanie	
Augmentation de la production alimentaire	500
Projet pour l'amélioration des équipements de maintenance des installations d'alimentation en eau	660

Projet d'amélioration des équipements médicaux	800
Maroc	
Projet de deux navire-écoles pour la pêche côtière	864
Projet pour l'approvisionnement en eau potable des populations rurales	291
Syrie	
Augmentation de la production alimentaire	600
Projet de renforcement des programmes éducatifs radiodiffusés	475
Projet d'amélioration du service de lutte contre l'incendie de la ville de Damas	703
Projet d'amélioration des laboratoires de contrôle de la qualité des denrées alimentaires	568
Afrique	
Bénin	
Augmentation de la production alimentaire	250
Projet d'amélioration des installations d'évacuation des eaux pluviales dans la ville de Cotonou (conception détaillée)	51
Projet d'hydraulique villageoise	618
Projet de fourniture de matériel et équipement de pêche (II)	382
Burkina Faso	
Augmentation de la production alimentaire	400
Cameroun	
Projet d'approvisionnement en eau du milieu rural	448
République Centrafricaine	
Augmentation de la production alimentaire	300
Projet pour l'exploitation des eaux souterraines dans la région occidentale	427
Projet de bitumage de la route nationale n°3	2.190
Cap-Vert	
Augmentation de la production alimentaire	150
Côte d'Ivoire	
Augmentation de la production alimentaire	500
Projet de rénovation du port de pêche de San-Pedro	752
Projet de réhabilitation et renforcement du Centre Hospitalier Universitaire de Cocody	1.129
Comores	
Augmentation de la production alimentaire	100
Djibouti	
Projet pour la construction d'un établissement d'enseignement secondaire	548
Projet pour l'aménagement d'installations portuaires	1.399
Ethiopie	
Augmentation de la production alimentaire	850
Projet de développement de l'irrigation à petite échelle	705
Projet de fourniture d'équipements pour la maintenance des routes à Addis Abeba	978
Ghana	
Augmentation de la production alimentaire	400
Projet d'électrification de la zone de la Basse-Volta	808
Projet de réhabilitation du port de pêche de Tema Outer	691
Guinée	
Augmentation de la production alimentaire	400
Projet d'alimentation en eau potable de la partie Est de la ville de Conakry	1.432
Projet pour le développement de la pêche artisanale (III)	465
Guinée-Bissau	
Augmentation de la production alimentaire	250
Projet pour l'approvisionnement en eau potable dans la région de Biombo	971
Projet pour le développement de la pêche artisanale (II)	441
Kenya	
Augmentation de la production alimentaire	1.100
Projet de reconstruction du pont de Sabaki	1.840
Projet de réhabilitation et d'agrandissement de l'installation de clarification des eaux résiduelles de Nakuru	1.421
Lesotho	
Augmentation de la production alimentaire	200
Madagascar	
Augmentation de la production alimentaire	450
Projet de développement de la culture de crevettes	1.052

Projet d'amélioration de trois ponts sur la route nationale 2	591
Projet de renforcement de l'équipement médical du Centre Hospitalier Régional de Toliary	342
Mali	
Augmentation de la production alimentaire	450
Projet pour l'hydraulique villageoise visant à l'éradication du ver de Guinée	1.978
Malawi	
Augmentation de la production alimentaire	450
Projet d'assainissement de Lilongwe	3.161
Projet d'exploitation des eaux souterraines de Mchinji	271
Ile Maurice	
Projet d'agrandissement du Centre de recherche halieutique d'Albion	714
Mauritanie	
Augmentation de la production alimentaire	400
Projet pour l'hydraulique rurale du Centre-Sud	1.942
Projet de construction d'un marché aux poissons de Nouakchott	865
Mozambique	
Augmentation de la production alimentaire	1.000
Projet d'assistance aux réfugiés	482
Projet de fourniture d'équipements pour la réhabilitation des routes de la province d'Inhambane	699
Namibie	
Augmentation de la production alimentaire	300
Niger	
Augmentation de la production alimentaire	550
Projet de réhabilitation de la zone rurale d'Ouallam (II)	437
Sénégal	
Augmentation de la production alimentaire	600
Projet pour la réhabilitation des terres irriguées du casier de Debi	1.596
Projet pour l'approvisionnement en eau en milieu rural	1.203
Projet de construction des salles de classe de l'enseignement élémentaire	997
Projet de l'alimentation en eau potable des huit centres régionaux	480
Seychelles	
Projet de développement de la pêche côtière	463
Swaziland	
Augmentation de la production alimentaire	300
Tanzanie	
Augmentation de la production alimentaire	850
Projet d'amélioration et de maintenance des routes de Dar es Salaam	886
Projet de fourniture d'équipements médicaux pour les hôpitaux nationaux de référence	794
Projet de réhabilitation de la télévision Zanzibar	448
Ouganda	
Augmentation de la production alimentaire	450
Projet de renforcement du réseau de distribution électrique de Kampala	966
Zambie	
Augmentation de la production alimentaire	1.000
Projet d'hydraulique rurale	722
Projet d'hydraulique rurale en banlieue de Lusaka	845
Projet d'amélioration des soins médicaux primaires à Lusaka	451
Zimbabwe	
Augmentation de la production alimentaire	550
Projet d'hydraulique rurale	164
Projet d'amélioration des routes rurales	3.065
Amérique Latine	
Bolivie	
Augmentation de la production alimentaire	450
Projet de modernisation de l'aéroport international d'El Alto	3.545
Conception détaillée pour le Projet de construction de ponts dans le Nord du département de Santa Cruz	55
Projet de fourniture de machines et d'équipements pour l'amélioration des routes urbaines dans les villes régionales	927

Chili	
Projet de construction d'une halle au poisson dans la zone métropolitaine	1.167
Dominique	
Projet de développement de la pêche côtière	559
République Dominicaine	
Augmentation de la production alimentaire	300
Projet d'irrigation de champs dans la ville de Constanza	978
Projet d'alimentation en eau de trois provinces de la région Ouest	391
Equateur	
Augmentation de la production alimentaire	300
Construction du Centre de recherche national des Andes pour l'aquaculture	459
Projet d'amélioration des équipements médicaux des hôpitaux nationaux	941
Salvador	
Augmentation de la production alimentaire	500
Projet de reconstruction de ponts des autoroutes principales dans la région de l'Est	532
Projet de reconstruction de ponts des autoroutes principales dans la région de l'Est (conception détaillée)	18
Projet d'amélioration des services de ramassage des ordures dans la zone métropolitaine de San Salvador	753
Projet de promotion des activités halieutiques	327
Guatemala	
Augmentation de la production alimentaire	300
Projet de réhabilitation d'une station d'épuration d'eau dans la ville de Guatemala	1.045
Projet d'irrigation de petite envergure dans la région de l'Est	258
Projet de logement pour des personnes à faible revenu	344
Grenade	
Projet du complexe de pêche artisanale St. George	299
Honduras	
Augmentation de la production alimentaire	500
Projet d'alimentation en eau dans la zone agricole du second district sanitaire	205
Projet de réhabilitation des installations d'alimentation en eau de la ville de San Pedro Sula	1.236
Projet d'alimentation en eau de Tegucigalpa	363
Nicaragua	
Augmentation de la production alimentaire	500
Projet de reconstruction de ponts sur les principales autoroutes nationales	518
Projet de reconstruction de ponts entre Nejapa et Izapa	987
Projet d'exploitation des eaux souterraines et de l'alimentation en eau dans la zone rurale de Meseta de Carrazo	576
Projet de développement intégral de la pêche artisanale sur la côte Nord Atlantique	398
Projet d'alimentation en eau à Managua (conception détaillée)	84
Projet de logement pour les personnes à faible revenu	314
Paraguay	
Augmentation de la production alimentaire	450
Projet de réhabilitation de routes rurales dans la province d'Itapua	627
Pérou	
Augmentation de la production alimentaire	700
Projet d'amélioration des équipements médicaux des hôpitaux nationaux de Lima	554
Projet de réhabilitation d'un petit centre hydroélectrique dans la zone rurale (II)	552
Sainte-Lucie	
Projet de développement de la pêche (III)	388
Océanie	
Papouasie-Nouvelle Guinée	
Projet de construction du lycée national de Gerehu	897
Projet d'alimentation en eau de Port Moresby	1.544
Tonga	
Projet de travaux d'amélioration des routes à Tongatapu	778
Samoa Occidentales	
Augmentation de la production alimentaire	200
Projet de développement des télécommunications rurales	640
Kiribati	
Projet de développement de la pêche artisanale dans une île extérieure (II)	224
Îles Salomon	
Projet de construction de ponts dans l'île de Guadalcanal	808

Projet d'amélioration des services de lutte contre l'incendie	59
Projet de développement de la pêche à Noro	224
Micronésie	
Projet d'agrandissement du port de Weno dans l'Etat de Chuuk	990
Projet de développement de la pêche artisanale dans l'Etat de Chuuk	116
Vanuatu	
Projet d'amélioration des hôpitaux nationaux	500
Projet de développement de l'énergie hydroélectrique de la rivière Sarakata	259
Iles Marshall	
Projet d'amélioration/agrandissement du lycée de l'île Marshall	617
Palau	
Projet d'amélioration et de développement de système d'alimentation électrique	468
Projet de commercialisation du poisson	223
Europe	
Ouzbékistan	
Projet d'amélioration des équipements pédiatriques	650

5. Aide pour le secours aux victimes de désastres en 1994

Pays	Désastre	Forme d'aide
Mozambique	Cyclone	Fourniture de marchandises de secours
Myanmar	Cyclone	Idem.
Indonésie	Séisme	Idem.
Colombie	Séisme	Idem.
Chine	Typhon	Idem.
Pakistan	Inondation	Idem.
Niger	Inondation	Idem.
Moldavie	Inondation	Idem.
Papouasie-Nouvelle Guinée	Eruption volcanique	Idem.
Inde	Extension d'un fléau	Idem.
Egypte	Inondation	Idem.
Philippines	Séisme	Idem.
Haïti	Ouragan	Idem.
Indonésie	Eruption volcanique	Envoi d'une équipe médicale, fourniture de produits et équipements médicaux

II. Réalisation de la coopération technique par région

(Nombre de personnes)

1 • Asie

Type de Coopération	Secteur	Travaux de génie civil et services publics												Mines et industrie		Energie	Commerce et tourisme		Valorisation des ressources humaines		Santé publique et médecine	Bien-être social	Autres	Dépenses (En milliers de yens)
		Planification et administration	Travaux de génie civil			Travaux de génie civil et services publics			Agriculture, foresterie et pêche			Mines	Industrie	Commerce intérieur et extérieur	Tourisme		Ressources humaines	Sciences et culture						
Accueil des stagiaires	Total	Planification du développement	Administration publique	Travaux de génie civil	Transports	Infrastructures sociales	Télécommunications et radioémissions	Agriculture	Elevage	Forêt	Pêche	Mines	Industrie	Energie	Commerce intérieur et extérieur	Tourisme	Ressources humaines	Sciences et culture	Santé publique et médecine	Bien-être social	Autres	Dépenses (En milliers de yens)		
		150	655	129	241	305	183	406	92	82	73	36	304	136	179	7	1 501	66	415	113				
		8	26	11	32	23	4	125	19	12	18	14	48	18	2		86	18	99	3	1			
Envoi d'experts	Total	158	681	140	273	328	187	531	111	94	91	50	352	154	181	7	1 587	84	514	116		11 727 909		
		29	118	84	113	105	31	225	38	68	32	21	57	35	16	2	105	42	255	23				
		2	10	2	14	3	2	25	3	7	4	9	12	4			9	1	12					
Envoi de membres de mission de mission d'étude	Total	31	128	86	127	108	33	250	41	75	36	30	69	39	16	2	314	43	267	23				
		11	32	15	33	25	14	78	16	28	13	9	26	4	9	3	51	4	45	4				
		13	34	24	63	33	28	149	23	64	10	19	74	14	5	1	58	17	75	1	2			
Envoi de membres de mission de mission d'étude	Total	40	150	99	146	130	45	303	54	96	45	30	83	39	25	5	156	46	300	27				
		15	44	26	77	36	30	174	25	71	14	28	86	18	5	1	67	18	87	1	2			
		55	194	125	223	166	75	477	79	167	59	58	169	57	30	6	223	64	387	28	2	17 420 997		
Envoi de membres de mission de mission d'étude	Total	144	177	168	472	432	104	561	44	150	59	191	369	324	21	11	168	7	232	16	259			
		2	10	6	16	17		55		2			4	2			16		9		17			
		146	187	174	488	449	104	616	44	152	59	191	373	326	21	11	184	7	241	16	276	20 368 579		
Envoi de volontaires JOCV	Total	28				5	5	34	12	10	2	42		1			92	35	38					
		62	5	3	13	14	71	28	8	12		71		2			144	56	93		2			
		90	5	3	20	19	105	40	18	14		113		3			256	91	131		2	3 910 014		

2 • Moyen-Orient

Type de Coopération	Secteur	Total												Dépenses (En milliers de yens)							
		Planification et administration		Travaux de génie civil et services publics				Agriculture, foresterie et pêche				Mines et industrie			Énergie	Commerce et tourisme		Valorisation des ressources humaines		Santé publique et médecine	Bien-être social
		Planification du développement	Administration publique	Travaux de génie civil	Transports	Infrastructures sociales	Télécommunications et radiodiffusions	Agriculture	Élevage	Forêtiers	Pêche	Mines	Industrie	Commerce intérieur et extérieur		Tourisme	Ressources humaines	Sciences et culture			
Accueil des stagiaires	Nouveau en 1994	21	114	9	98	34	54	51	2	2	13	5	91	65	20	38	5	75	12		
	Suivi 1993		3	3	12	1	1	8	2	1	8	3	15	13		8	1	20		2	
	Total	21	117	12	110	35	55	59	4	3	21	8	106	78	20	46	6	95	12		2 009 505
Court terme	Nouveau en 1994	4	13	1	40			13			7	5	14	7		1	2	37			
	Suivi 1993	1	2		5	2	2	2		2					1			2			
	Total	5	15	1	45	2	2	15		9	9	5	14	7	1	1	2	39			
Long terme	Nouveau en 1994		1		7	1	3	8	2		8	2	7	1	2			7	11	1	1
	Suivi 1993		4	2	9	2	4	16	2	1	17	6	8	4				10	8	21	
	Total		5	2	16	3	7	24	4	1	25	8	15	5	2			10	15	32	1
Total	Nouveau en 1994	4	14	1	47	1	3	21	2		15	7	21	8	2	1		9	48	1	1
	Suivi 1993	1	6	2	14	4	6	18	2	1	19	6	8	4	1			10	8	23	
	Total	5	20	3	61	5	9	39	4	1	34	13	29	12	3	1		10	17	71	1
Envoi des membres de mission d'étude	Nouveau en 1994	7	36	50	154	45	11	109	4	10	14	17	74	62		31	33	46		44	
	Suivi 1993					4					4						1		2		2
	Total	7	36	50	154	49	11	109	4	10	18	17	74	63		31	34	48		44	3 944 801
Envoi de volontaires JOCV	Nouveau en 1994		18	2		6		2				19					24	7	10		
	Suivi 1993		30	1		15	2	5	6	3	1	31					39	22	13		
	Total		48	3		21	2	7	6	3	1	50					63	29	23		

4 • Amérique Latine

Type de Coopération	Secteur	Total										Expenses (En milliers de yens)											
		Planification et administration		Travail de génie civil et services publics				Agriculture, forêts et pêche					Mines et industrie		Énergie		Commerce et tourisme		Valorisation des ressources humaines		Santé publique et médecine		Bien-être social
		Planification du développement	Administration publique	Travail de génie civil	Transports	Infrastructures sociales	Télécommunications et radio/télévisions	Agriculture	Élevage	Forêt	Pêche	Mines	Industrie	Énergie	Commerce interne et extérieur	Tourisme	Ressources humaines	Sciences et culture	Santé publique et médecine	Bien-être social	Autres	Expenses (En milliers de yens)	
Accueil des stagiaires	Nouveau en 1994	31	256	37	136	74	161	167	52	65	110	38	109	49	94	6	123	18	261	26			
	Suivi 1993	15	26	11	18	8	30	46	14	5	16	4	36	4	18		9	5	51	1			
	Total	46	282	48	154	82	191	213	66	70	126	42	145	53	112	6	132	23	312	27		5 423 582	
Envoi d'experts	Nouveau en 1994	1	53	7	37	18	17	77	15	28	14	26	42	4	4		26	2	72	3			
	Suivi 1993		1		2			10	2	1	5	3	3				5	4	13				
	Total	1	54	7	39	18	17	87	17	29	19	29	45	4	4		31	6	85	3			
Envoi de membres de mission de mission d'étude	Nouveau en 1994	2	71	10	42	18	31	124	19	35	28	31	56	7	6	2	47	5	102	4			
	Suivi 1993	5	12	4	15	4	25	94	25	21	31	28	28	2	2		60	9	46	7			
	Total	7	83	14	57	22	56	218	44	56	59	59	84	9	8	2	107	14	148	11		8 778 900	
Envoi de volontaires JOCV	Nouveau en 1994	72	81	116	160	162	17	217	22	65	50	66	37	52	6	35	57		117	7			
	Suivi 1993	4	6	6	3	11		8			7					3	4		4				
	Total	76	87	122	163	173	17	225	22	65	50	73	37	52	6	38	61		121	7		96 716 007	
Service d'émigration	Nouveau en 1994		34			9	6	36	6	4	5	33			1		58	41	46				
	Suivi 1993		58	1	1	5	7	67	14	10	11	45			1		90	77	77				
	Total		92	1	1	14	13	103	20	14	16	78			2		148	118	123			2 338 917	
			2					8	5	2						16						9 400 972	

5 • Océanie

Type de Coopération	Secteur		Total												Dépenses (En milliers de yens)						
	Planification et administration	Administration publique	Travaux de génie civil	Travaux de génie civil	Transports	Infrastructures sociales	Télécommunications et radiodiffusions	Agriculture	Élevage	Forêt	Pêche	Mines	Industrie	Énergie		Commerce et tourisme	Valorisation des ressources humaines	Santé publique et médecine	Bien-être social	Autres	
Accueil des stagiaires	Nouveau en 1994	8	45	10	26	12	38	15	6	5	24	4	9	3	10	1	99	2	17	16	
	Suivi 1993	1		1	2			2		1	2	1	4	1			1		3		
	Total	9	45	11	28	12	38	17	6	6	26	5	13	4	10	1	100	2	20	16	759 570
Envoi d'experts	Nouveau en 1994						3	2	1	5	9					1	1		8		
	Suivi 1993	2						1						1							
	Total	32					3	3	1	5	9			1	1	1			8		
Envoi de mission d'étude	Nouveau en 1994				3						3										
	Suivi 1993				7		1			11	2					6					
	Total	49			10		1			14	2			1		7					
Envoi de volontaires JOCV	Nouveau en 1994		1		3		3	2	1	5	12			1		1	2		11		
	Suivi 1993				7			2			11	2		1			6		7		
	Total	81			10		3	4	1	5	23	2		2		1	8		18		
Envoi des membres de mission d'étude	Nouveau en 1994				35	27	2	5			18	20					26		10	4	39
	Suivi 1993				7	3															3
	Total	199			42	30	2	5			18	20					26		10	4	42
Envoi de volontaires JOCV	Nouveau en 1994		12			6		10	1	2	1	6		1	1		38		10	19	
	Suivi 1993		28		1	19	4	14	2	3	9	24		1	1		50		9	44	
	Total	316		40	1	25	4	24	3	5	10	30		2	2		88		19	63	

6 • Europe

Type de Coopération	Secteur	Total												Dépenses (En milliers de yens)							
		Planification et administration		Travaux de génie civil et services publics				Agriculture, forêts et pêche				Mines et industrie			Energie		Commerce et tourisme		Valorisation des ressources humaines		Santé publique et médecine
Annuel des stagiaires	Total	Planification du développement	Administration publique	Travaux de génie civil	Transports	Infrastructures sociales	Télécommunications et radiodiffusions	Agriculture	Elevage	Forêtierie	Pêche	Mines	Industrie	Energie		Commerce infotour et culture	Tourisme	Ressources humaines	Sciences et culture		
		Accueil des stagiaires	Nouveau en 1994	53	168	3	13	5	21	25				3	4	12	99	1	9		17
Suivi 1993	12		9	1		1				1							2		4		
Total	64		177	4	13	6	21	25			1	3	4	12	99	1	11		21	2	680 579
Envoi d'experts	Nouveau en 1994	3	11	5	6	2	2	5	1				3		4	1			3	3	
	Suivi 1993		1					1				2			2						
	Total	55	12	5	6	2	2	6	1				5		6	1			3	3	
Envoi des membres de mission d'étude	Nouveau en 1994	12	3					1				1	3		1						
	Suivi 1993	9	1												2						
	Total	21	5					1				1	3		3						
Envoi des membres de mission d'étude	Nouveau en 1994	61	12	5	6	2	2	6	1			1	6		5	1	2		3	3	
	Suivi 1993	15	2					1					2		4		4				
	Total	76	14	5	6	2	2	7	1			1	8		9	1	6		3	3	295 186
Envoi de volontaires JOCV	Nouveau en 1994	349	38	35	11		19	34				44	100	17					12	29	
	Suivi 1993	14	2	5																7	
	Total	363	40	40	11		19	34				44	100	17					12	36	2 089 187
Envoi de volontaires JOCV	Nouveau en 1994	43	6	1				2					1						22	5	4
	Suivi 1993	21	4																17		
	Total	64	10	1				2					1						39	5	4

7 • International

Type de Coopération	Secteur	Total												Dépenses (En milliers de yens)								
		Planification et administration		Travaux de génie civil et services publics			Agriculture, foresterie et pêche				Mines et industrie		Energie		Commerce et tourisme		Valorisation des ressources humaines		Santé publique et médecine	Bien-être social	Autres	
Accueil des stagiaires	Total	Administration publique		Travaux de génie civil	Transports	Infrastructures sociales	Télécommunications et radioémissions	Agriculture	Elevage	Forêt	Pêche	Mines	Industrie	Commerce intérieur et extérieur		Tourisme	Ressources humaines	Sciences et culture				19
		Accueil des stagiaires	Nouveau en 1994	7	26	8	1	2	4	14				16	19	18	1	5			19	
Suivi 1993	5		4										9			8						
Total	12		30	8	1	2	4	14				16	28	18	1	13			19			294 186
Court terme	Nouveau en 1994			1		2	4			8	4					6				4		
	Suivi 1993									2		1										
	Total			1		2	4			10	4	1				6				4		
Long terme	Nouveau en 1994	1	2				3			1					2	1				3		
	Suivi 1993	4	4	1	1	4	4	5	2	13	2	2	2	2	1	3				4		
	Total	1	6	1	1	7	7	5	2	14	2	2	2	2	2	2	3			7		
PSE	Nouveau en 1994	1	2	1		2	7			9	4				2	1	6			6		
	Suivi 1993	4	4	1	1	4	4	5	2	15	2	3	2	2	1	3				11		
	Total	1	6	1	1	2	11	5	2	24	6	3	2	2	2	2	9			17		926 574
Envoi des membres de mission d'étude	Nouveau en 1994																					
	Suivi 1993																					
	Total																					
Envoi de volontaires JOCV	Nouveau en 1994		1			1				1		2		1						2	1	4
	Suivi 1993		3		1	2						2								3	2	2
	Total		4		1	3				1		4								5	3	4

9 • Total

Type de Coopération	Secteur	Total										Dépenses (En milliers de yens)									
		Planification et administration	Travaux de génie civil et services publics			Agriculture, foresterie et pêche				Mines et industrie			Énergie	Commerce et tourisme		Valorisation des ressources humaines		Santé publique et médecine	Bien-être social	Autres	
Accueil des stagiaires	Planification du développement	Administration publique	Travaux de génie civil	Infrastructures sociales	Télécommunications et radiofréquences	Agriculture	Élevage	Forêt	Pêche	Mines	Industrie	Commerce intérieur et extérieur		Tourisme	Ressources humaines	Sciences et culture					
Accueil des stagiaires	Nouveau en 1994	346	1 368	210	561	473	527	838	168	174	248	95	628	297	432	23	1 893	97	971	213	
	Suivi 1993	42	83	29	70	37	35	256	38	22	53	24	123	47	20		125	24	209	4	3
	Total	388	1 453	239	631	510	562	1 074	206	196	301	119	751	344	452	23	2 018	121	1 180	217	3 23 856 838
Envoi d'experts	Nouveau en 1994	38	201	99	203	132	61	341	66	107	73	56	116	47	24	5	158	50	406	34	
	Suivi 1993	3	14	2	21	7	4	44	5	9	13	12	18	9	3		17	7	29	2	
	Total	41	215	101	224	139	65	385	71	116	86	68	134	56	27	5	175	57	435	34	2
Envoi de membres de mission de mission d'étude	Nouveau en 1994	18	57	18	54	34	37	155	28	51	46	17	51	11	18	6	88	18	104	9	2
	Suivi 1993	28	62	35	105	43	69	285	54	103	96	56	111	28	10	2	167	41	159	12	6
	Total	44	119	53	159	77	106	440	82	154	142	73	162	39	28	8	255	59	263	21	8
Envoi de membres de mission d'étude	Nouveau en 1994	56	258	117	257	166	98	496	94	158	119	73	167	58	42	11	246	68	510	43	2
	Suivi 1993	29	76	37	126	50	73	329	59	112	109	68	129	37	13	2	184	48	188	12	8
	Total	85	334	154	383	216	171	825	153	270	228	141	296	95	55	13	430	116	698	55	10 35 974 613
Envoi de volontaires JOCV	Nouveau en 1994	264	350	434	918	848	183	1 109	76	280	204	365	586	523	27	104	328	7	526	31	573
	Suivi 1993	8	16	17	26	40		63		5	4	7	4	3		10	21		15	2	30
	Total	272	366	451	944	888	183	1 172	76	285	208	372	590	526	27	114	349	7	541	33	603 47 669 230
Service d'émigration	Nouveau en 1994		124	5	1	43	15	133	27	26	12		142	1	7		312	129	148		5
	Suivi 1993		247	11	9	98	42	213	67	40	40	2	263	2	7		461	224	301		4
	Total		371	16	10	141	57	346	94	66	52	2	405	3	14		773	353	449		9
		43	2				3	5	2								16		3		9 400 972

III. Réalisation de la coopération technique par programme pendant l'exercice 94

(Nombre de personnes)

Type/Programmes	Zone								Total	
	Asie	Moyen Orient	Afrique	Amérique Latine	Océanie	Europe	Non-classé			
Accueil des stagiaires	Formation technique	3 856	690	958	1 621	266	426		7 817	
	Invitation de jeunes	1 204	15	85		80			1 384	
	Coopération pour le développement	13	6		16	4			39	
	Emigration				174		8		182	
	Sous-total	5 073	711	1 043	1 811	350	434		9 422	
	Organisation internationale	22	33	80	2		3		140	
Total	5 095	744	1 123	1 813	350	437		9 562		
Envoi d'experts	Experts de la coopération technique individuels	688	102	90	244	17	44		1 185	
	Coopération de développement social	410	32	34	100				576	
	Coopération médicale	233	38	31	79	11	3		395	
	Coopération surpopulation et planning familial	19	8	11	10				48	
	Coopération développement de l'agriculture, de la pêche et de la forêt	338	15	53	130	10			546	
	Coopération développement industriel	82			49		6		137	
	Coopération pour le développement	31	4		3	3			41	
	Orientation des émigrants				10		2		12	
	Aide pour le secours aux victimes de désastres	5		1	3		2		11	
	Promotion de l'efficacité de l'aide	5	4	2	1		4		16	
	Volontaires seniors	8	3		12	1			24	
	Sous-total	1 819	206	222	641	42	61		2 991	
	Organisation internationale	45	3						48	
	Total	1 864	209	222	641	42	61		3 039	
Envoi des membres de mission d'études	Formation technique	71	8	19	58	6	15		177	
	Invitation de jeunes	83		8		5	6		102	
	Envoi d'experts de la coopération technique	52	6	10	30	2	1		101	
	Fourniture d'équipements	13	22	10	13	4			62	
	Coopération de développement social	178	50	22	70				320	
	Coopération médicale	94	5	17	48	6			170	
	Coopération surpopulation et planning familial		3	16	10				29	
	Coopération développement de l'agriculture, de la pêche et de la forêt	168		38	92	4	6	4	312	
	Coopération développement industriel	64	5	4	54		12		139	
	Etudes pour le développement	Etudes pour le développement	1 388	318	329	556	40	131		2 762
		Etudes sur le développement à l'étranger	722	138	68	74		120	2	1 124
		Etudes de base sur la coopération pour le développement des ressources	89	12	29	39	25	29		223
	Coopération financière non-remboursable	559	130	352	201	67	16	4	1 329	
	Volontaires JOCV	64	10	33	27	16	6	23	179	
	Coopération pour le développement	57	12		12	3			84	
	Emigration				27				27	
	Aide pour le secours aux victimes de désastres								0	
Bien-être des experts	12		3	3	6			24		
Recensement et formation de personnes qualifiées pour la coopération technique	7							7		
Promotion de l'efficacité de l'aide	288	28	84	118	8	16	23	565		
Total	3 909	747	1 042	1 432	186	349	71	7 736		
JOCV	Volontaires ordinaires	276	82	281	261	101	40		1 041	
	Volontaires seniors	27	6	15	18	6	3		75	
	Coordonnateurs	1							1	
	Sous-total	304	88	296	279	107	43		1 117	
Volontaire N.U.	10	2			1			13		
Total	314	90	296	279	108	43		1 130		
Émigrants	Jeunesse du développement à l'étranger				45				45	
	Total				45				45	

IV. Dépenses pour la coopération technique de JICA par programme pendant l'exercice 94

(en milliers de yens)

Programmes		Zone									Total
		Asie	Moyen Orient	Afrique	Amérique Latine	Océanie	Europe	Organisations internationales	Non-classé		
Coopération technique à l'étranger	Stagiaires étrangers invités	Montant	9 838 799	1 964 781	2 865 812	4 724 813	630 644	681 613	294 186	363 032	21 363 680
	Parti(%)	46,0	9,2	13,4	22,1	3,0	3,2	1,4	1,7	100,0	
	Invitation de jeunes	Montant	1 913 904	20 795	123 343		112 945	2 828		53 419	2 227 234
	Parti(%)	86,0	0,9	5,5		5,1	0,1		2,4	100,0	
	Envoi d'experts	Montant	6 731 731	1 612 783	2 548 974	3 840 300	524 354	249 268	949 767	395 206	16 852 363
	Parti(%)	40,0	9,6	15,1	22,8	3,1	1,5	5,6	2,3	100,0	
	Fourniture d'équipements	Montant	345 247	500 057	425 888	829 438	82 048	87 318		106 600	2 376 996
	Parti(%)	14,5	21,0	17,9	34,9	3,5	3,7		4,5	100,0	
	Coopération pour le développement social	Montant	7 074 171	1 046 879	826 955	2 408 549		5 726		417 128	11 779 408
	Parti(%)	60,1	8,9	7,0	20,4		0,1		3,5	100,0	
	Coopération médicale	Montant	2 710 606	527 079	975 378	1 159 043	166 613	5 618	1 597	694 681	6 240 613
	Parti(%)	43,5	8,4	15,6	18,6	2,7	0,1	0,0	11,1	100,0	
	Surpopulation et planning familial	Montant	379 017	327 862	228 367	258 006				34 247	1 227 499
	Parti(%)	30,9	26,7	18,6	21,0				2,8	100,0	
	Coopération de développement de l'agriculture de la pêche et de la forêt	Montant	6 115 254	487 187	1 251 386	3 078 069	172 217	11 223		91 151	11 206 487
	Parti(%)	54,6	4,3	11,2	27,5	1,5	0,1		0,8	100,0	
	Coopération pour le développement industriel	Montant	1 641 574	8 312		1 406 737		37 457		43 565	3 137 685
	Parti(%)	52,3	0,3		44,8		1,2		1,4	100,0	
	Volontaires JOCV	Montant	4 202 964	1 126 846	4 119 764	3 605 156	1 465 243	308 798	114 885	18 417	14 962 073
	Parti(%)	28,1	7,5	27,5	24,1	9,8	2,1	0,8	0,1	100,0	
Bien-être des experts	Montant	5 507		9 657	3 228	33		344	907 623	926 391	
Parti(%)	0,6		1,0	0,3	0,0		0,0	98,3	100,0		
Recrutement et formation de personnes qualifiées pour la coopération technique	Montant	5 586					310		2 523 694	2 529 280	
Parti(%)	0,2						0,0		99,8	100,0	
Etudes pour le développement	Montant	12 448 093	2 314 970	3 587 538	4 632 942	323 257	1 163 873		264 241	24 734 914	
Parti(%)	50,3	9,4	14,5	18,7	1,3	4,7		1,1	100,0		
Coopération pour le développement	Montant	428 289	190 675		166 321	31 378			207 645	1 024 308	
Parti(%)	41,8	18,6		16,2	3,1			20,3	100,0		
Coopération financière non remboursable	Montant	1 392 573	502 132	1 484 083	578 779	260 515	25 689		535 694	4 979 663	
Parti(%)	32,0	10,1	29,8	11,6	5,2	0,5		10,8	100,0		
Aide pour le secours aux victimes de catastrophes	Montant	101 301	4 302	27 353	46 546	5 001	9 464		335 456	529 423	
Parti(%)	19,1	0,8	5,2	8,8	0,9	1,8		63,4	100,0		
Promotion de l'efficacité de l'aide	Montant	537 540	75 700	256 704	245 765	28 615	64 149		606 782	1 815 255	
Parti(%)	29,6	4,2	14,1	13,5	1,6	3,5		33,5	100,0		
Sous-total	Montant	56 072 156	10 710 360	18 731 202	26 983 692	3 802 863	2 653 334	1 360 779	7 598 581	127 912 967	
Parti(%)	43,8	8,4	14,6	21,1	3,0	2,1	1,1	5,9	100,0		
Service d'émigration	Montant				2 392 984	135	33 399		65 273	2 491 791	
Parti(%)				96,1	0,0	1,3		2,6	100,0		
Commissionnement	Etudes pour le développement outre-mer	Montant	3 751 126	460 771	443 266	551 335	239	546 119		194 487	5 947 563
	Parti(%)	63,0	7,7	7,5	9,3	0,0	9,2		3,3	100,0	
	Etudes de base pour la coopération de développement des ressources	Montant	1 332 553	202 296	436 026	492 528	327 545	257 104		705	3 048 257
Parti(%)	43,8	6,6	14,3	16,2	10,7	8,4		0,0	100,0		
Sous-total	Montant	5 083 679	663 067	879 292	1 043 863	327 784	803 223		195 192	8 996 180	
Parti(%)	56,5	7,4	9,8	11,6	3,6	8,9		2,2	100,0		
Total	Montant	61 155 835	11 373 427	19 610 494	30 420 539	4 130 782	3 489 956	1 360 779	7 859 046	139 400 858	
Parti(%)	43,8	8,2	14,1	21,8	3,0	2,5	1,0	5,6	100,0		

V. Budget de JICA

(En millions de yens)

Répartition	1994	1995	variation %
I. Subventions à JICA	157.868	164.273	104,1
1. Dépenses pour la coopération technique outre-mer	132.975	138.261	104,0
(1) Accueil de stagiaires étrangers	22.273	23.247	104,4
(2) Invitations de jeunes	2.393	2.560	107,0
(3) Envoi d'experts pour la coopération technique	17.103	17.331	101,3
(4) Fourniture d'équipements	2.635	2.662	101,0
(5) Coopération de développement social	11.720	12.178	103,9
(6) Coopération médicale	6.843	7.097	103,7
(7) Coopération surpopulation et planning familial	1.349	1.470	108,9
(8) Coopération pour l'agriculture, la pêche et la forêt	11.655	12.100	103,8
(9) Coopération de développement industriel	3.303	3.440	104,1
(10) Envoi de volontaires JOCV	15.280	16.067	105,1
(11) Bien-être des experts	989	1.091	110,3
(12) Recrutement et la formation d'experts	2.626	2.787	106,1
(13) Etudes pour le développement	24.315	25.170	103,5
(14) Coopération pour le développement	1.196	1.216	101,7
(15) Coopération financière non-remboursable	5.540	5.867	105,9
(16) Aide pour le secours aux victimes de désastres, etc.	1.500	1.500	100,0
(17) Promotion de l'efficacité de l'aide	2.254	2.478	109,9
2. Dépenses pour l'émigration à l'étranger	2.627	2.627	100,0
3. Dépenses de gestion	22.267	23.386	105,0
II. Financement de JICA	4.806	4.975	103,5
1. Financement pour le développement	0	0	-
2. Financement dans l'émigration	0	0	-
3. Financement pour l'acquisition d'installations, etc.	4.806	4.975	103,5
Total	162.674	169.248	104,0
Frais de commissionnement du Ministère du Commerce Extérieur et de l'Industrie à JICA Dépenses d'études pour le développement outre-mer	9.930	10.422	105,0
Grand-total	172.604	179.670	104,1

* Le total peut ne pas correspondre parce que les valeurs ont été arrondies.

Agence Japonaise de Coopération Internationale
Rapport Annuel 1995

Agence Japonaise de Coopération Internationale
Shinjuku Maynds Tower1-1 Yoyogi 2-chome Shibuya-ku, Tokyo, 151
Tél.: 81-3-5352-5311

Imprimé en France : Bristol Paris

